

N° 204

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2011-2012

Enregistré à la Présidence du Sénat le 15 décembre 2011

RAPPORT

FAIT

au nom de la commission des finances (1) sur le projet de loi de finances, ADOPTE PAR L'ASSEMBLEE NATIONALE EN NOUVELLE LECTURE, pour 2012,

Par Mme Nicole BRICQ,

Sénatrice,
Rapporteuse générale

(1) Cette commission est composée de : M. Philippe Marini, *président* ; M. François Marc, Mmes Michèle André, Marie-France Beaufils, MM. Yvon Collin, Jean-Claude Frécon, Mme Fabienne Keller, MM. Gérard Miquel, Albéric de Montgolfier, Aymeri de Montesquiou, Roland du Luart, *vice-présidents* ; M. Philippe Dallier, Mme Frédérique Espagnac, MM. Claude Haut, François Trucy, *secrétaires* ; MM. Philippe Adnot, Jean Arthuis, Claude Belot, Michel Berson, Éric Bocquet, Yannick Botrel, Joël Bourdin, Christian Bourquin, Mme Nicole Bricq, MM. Jean-Pierre Caffet, Serge Dassault, Vincent Delahaye, Francis Delattre, Mme Marie-Hélène Des Esgaulx, MM. Éric Doligé, Philippe Dominati, Jean-Paul Emorine, André Ferrand, François Fortassin, Thierry Foucaud, Yann Gaillard, Jean Germain, Charles Guené, Edmond Hervé, Pierre Jarlier, Roger Karoutchi, Yves Krattinger, Dominique de Legge, Marc Massion, Georges Patient, François Patriat, Jean-Vincent Placé, Jean-Marc Todeschini, Richard Yung.

Voir le(s) numéro(s) :

Assemblée nationale (13^{ème} législ.) : Première lecture : **3775, 3805** et T.A. **754**
Nouvelle lecture : **4028, 4071** et T.A. **800**

Sénat : Première lecture : **106, 107, 108, 109, 110, 111, 112** et T.A. **18** (2011-2012)
Commission mixte paritaire : **180**
Nouvelle lecture : **203** (2011-2012)

SOMMAIRE

Pages

AVANT-PROPOS	5
I. LES DÉSACCORDS	7
A. PREMIÈRE PARTIE.....	7
B. DEUXIÈME PARTIE.....	12
II. LES ACCORDS	19
A. ACCORDS COMPLETS.....	19
B. ACCORDS PARTIELS	21
MOTION TENDANT À OPPOSER LA QUESTION PRÉALABLE	29
EXAMEN EN COMMISSION	31
TABLEAU COMPARATIF	35

AVANT-PROPOS

Mesdames, Messieurs,

Le projet de loi de finances pour 2012 comptait 66 articles initialement. En première lecture, l'Assemblée nationale a supprimé deux articles et adopté 86 nouveaux articles additionnels.

Le Sénat a adopté en première lecture 267 amendements.

Il a, au total, adopté conformes 74 articles, en a modifié 53, en a supprimé 23 et a inséré 90 nouveaux articles.

Première partie :

Le Sénat a adopté sans modification 32 articles, dont une suppression conforme.

Il a inséré 43 articles additionnels.

Il a supprimé 10 articles.

Il a modifié 19 articles.

Deuxième partie :

- crédits

Le Sénat a rejeté les crédits des missions Action extérieure de l'État, Administration générale et territoriale de l'État, Agriculture, Culture, Direction de l'action du Gouvernement, Ecologie, développement et aménagement durables, Economie, Enseignement scolaire, Gestion des finances publiques et des ressources humaines, Immigration, asile et intégration, Justice, Outre-mer, Politique des territoires, Provisions, Recherche et enseignement supérieur, Relations avec les collectivités territoriales, Santé, Sécurité, Solidarité, insertion et égalité des chances, Sport jeunesse et vie associative, Travail et emploi et Ville et logement.

Il a également repoussé le budget annexe « Publications officielles et information administrative ».

Le Sénat a adopté les crédits des missions Aide publique au développement, Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation, Conseil et contrôle de l'Etat, Défense, Médias, livre et industries culturelles, Régimes sociaux et de retraite, Remboursements et dégrèvements et Sécurité civile.

Il a également adopté le budget annexe « Contrôle et exploitation aériens ».

- articles rattachés

Le Sénat a adopté 27 articles conformes.

Il en a inséré 18 nouveaux.

Il en a modifié 22.

Il en a également supprimé 8.

- articles non rattachés

Le Sénat a adopté 17 articles conformes dont une suppression conforme.

Il a également inséré 29 articles additionnels.

Il a supprimé 5 articles.

Enfin, il en a modifié 12.

A l'issue de l'examen en première lecture par chacune des assemblées, 166 articles restaient donc en discussion. En application de l'article 45 de la Constitution, la commission mixte paritaire qui s'est réunie le lundi 12 décembre 2011 au Palais-Bourbon a été saisie de ces articles. Elle a constaté qu'elle ne pouvait parvenir à un accord sur l'ensemble des dispositions restant en discussion et a conclu à l'échec de ses travaux.

En effet, le projet de loi de finances pour 2012 s'inscrit dans une programmation pluriannuelle privée de signification, puisque reposant sur une hypothèse de croissance des dépenses publiques peu crédible et non étayée.

L'empilement des mesures de rendement qui a caractérisé les dernières lois financières trahit l'absence de stratégie gouvernementale en matière de prélèvements obligatoires et confirme la nocivité des principales réformes fiscales conduites depuis 2007.

Par ailleurs, les habituelles ouvertures de crédits sollicitées par le Gouvernement en fin d'exercice manifestent l'insincérité de ses prévisions budgétaires et contrastent fâcheusement avec ses engagements de maîtrise de la dépense. En outre, le Gouvernement, en prétendant réaliser des économies grâce à la réserve de précaution, détourne de sa vocation une procédure destinée à respecter l'autorisation parlementaire, et non à s'en dispenser.

Il faut également relever que la baisse injustifiée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales, ajoutée aux conséquences de la réforme de la taxe professionnelle sur l'équilibre des finances locales, mine la confiance qui prévalait entre l'Etat et les territoires.

Enfin, le projet de loi de finances pour 2012 est dépourvu de substance, la plupart des mesures dites « de redressement » étant soumises au Parlement à la faveur de projets de loi de finances rectificative examinés dans la précipitation.

L'Assemblée nationale est revenue en nouvelle lecture sur la plupart des votes du Sénat.

Dans ce contexte, votre commission des finances vous propose de considérer qu'il n'y a pas lieu de délibérer une nouvelle fois sur le présent projet de loi de finances pour 2012, les points de vue des deux Assemblées sur la politique budgétaire à mener étant inconciliables.

I. LES DÉSACCORDS

A. PREMIÈRE PARTIE

L'article 2 (barème applicable pour le calcul de l'impôt sur le revenu de l'année 2012), qui avait été adopté sans modification en première lecture par l'Assemblée nationale avant d'être modifié au Sénat par un amendement de François Marc et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché créant une tranche d'imposition supplémentaire au taux de 45 % sur la fraction des revenus supérieure à 100 000 euros, a été supprimé en nouvelle lecture par l'Assemblée nationale.

Les articles 2 bis, indexant, à l'initiative de François Marc et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, la prime pour l'emploi sur la revalorisation annuelle du barème de l'impôt sur le revenu, et **2 ter**, supprimant, à l'initiative de Thierry Foucaud et les membres du groupe CRC, les exonérations sociales et fiscales des heures supplémentaires, ont été supprimés par l'Assemblée nationale.

L'article 3 (taxation des hauts revenus – contribution exceptionnelle de 3 % sur le revenu fiscal de référence) a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'une modification portant sur les conditions à respecter pour bénéficier de la mesure de lissage : le bénéfice du quotient serait réservé aux contribuables qui ont perçu un revenu fiscal de référence inférieur à 250 000 euros pour un célibataire et 500 000 euros pour un couple au titre de chacune des deux années précédant l'imposition, et non plus au titre de la seule année précédant celle-ci.

Les articles 3 bis A, rétablissant l'exonération des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail à l'initiative de Thierry Foucaud et des membres du groupe CRC, **3 bis B**, supprimant - à l'initiative de la commission des finances - le prélèvement forfaitaire libératoire sur les dividendes, **3 bis C**, réduisant de 40 % à 20 % l'abattement applicable sur les dividendes soumis au barème de l'impôt sur le revenu, à l'initiative de Thierry Foucaud et des membres du groupe CRC, et **3 bis D**, transformant en crédit d'impôt l'actuelle réduction d'impôt pour les dépenses liées à l'hébergement de personnes dépendantes, sur l'initiative de François Marc et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, **3 bis G**, supprimant la plupart des allègements sur les droits de mutation à titre gratuit instaurés par la loi TEPA¹, toujours à l'initiative de la commission des finances, **3 bis H**, proposant un retour à l'ancien barème de l'ISF à l'initiative de M. Thierry Foucaud et des membres du groupe CRC, **3 bis I**, à l'initiative des mêmes auteurs, supprimant l'exonération partielle de l'ISF pour les « pactes Dutreil », les titres de certaines PME et les titres détenus par les salariés et les mandataires sociaux, **3 bis J**, supprimant le bouclier fiscal dès la fin de l'année 2011, à l'initiative de M. François Marc et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, et **3 bis K**, supprimant le droit de 8,84 euros mis à la charge du justiciable par la loi de finances pour 2011, adopté à l'initiative de Virginie Klès et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, ont tous été repoussés en nouvelle lecture à l'Assemblée nationale.

L'article 3 bis (aménagement de la réforme de la taxation des plus-values immobilières) modifié à l'initiative de la commission des finances, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve d'un ajustement portant sur la compensation financière de la mesure d'exonération des logements détenus en propriété qui ne sont pas des résidences principales.

L'article 3 septies, diminuant le plafond des intérêts d'emprunt ouvrant droit à déduction d'impôt au titre de l'acquisition d'une résidence principale sur une initiative de la commission des finances, a été supprimé par l'Assemblée nationale.

L'article 4 (suppression du dispositif d'abattement d'un tiers sur le résultat des exploitations situées dans les départements d'outre-mer) avait été modifié à l'initiative de notre collègue Georges Patient et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché pour maintenir l'abattement pour les entreprises de moins de 10 salariés dans les départements d'outre-mer. Contre l'avis de sa commission de finances l'Assemblée nationale, par un amendement du Gouvernement, est revenue à la rédaction initiale de l'article.

¹ A l'exception de l'exonération des droits de succession dont bénéficie le conjoint survivant.

Les articles 4 bis A, conditionnant la déductibilité des intérêts d'emprunt au niveau de l'endettement, du fait de l'adoption d'un amendement de François Marc et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, **4 bis B**, instaurant une taxation additionnelle de 15 % en cas d'augmentation du salaire d'un dirigeant dans les six mois précédant son départ à l'initiative des mêmes auteurs, **4 bis C**, plafonnant la déductibilité des intérêts d'emprunt au titre de l'impôt sur les sociétés à l'initiative de la commission des finances, **4 bis D**, créant un impôt minimum pour les sociétés assujetties à l'impôt sur les sociétés par un amendement de François Marc et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, **4 bis E**, élargissant l'assiette de la quote-part de frais et charges dans le régime d'exonération des plus-values de cession de titres de participation sur proposition de la commission des finances, **4 bis F**, modifiant les règles de neutralisation des quotes-parts de frais et charges dans le régime de l'intégration fiscale sur une initiative identique, et **4 bis G**, créant une taxe sur les transactions automatisées toujours à l'initiative de la commission des finances, ont également été supprimés par l'Assemblée nationale.

L'article 4 bis (renforcement des clauses anti-abus du régime de taxation réduite des concessions de brevets), que le Sénat avait modifié pour porter le taux réduit d'imposition des bénéficiaires applicables aux plus-values de cession et aux concessions de brevet de 15 % à 20 %, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture, en conservant les améliorations rédactionnelles et de précision apportées par le Sénat.

L'article 4 octies (modification des modalités de calcul de la réserve spéciale de participation), supprimé par le Sénat, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 5 (mise en conformité communautaire du financement des attributions de quotas de CO₂ aux nouveaux entrants) avait été modifié par le Sénat à l'initiative de la commission des finances, pour augmenter les taux de la fourchette de tarifs de la taxe permettant l'acquisition de nouveaux quotas de CO₂ dans le but d'acquiescer, dès 2012, l'ensemble des quotas manquants de la réserve des « nouveaux entrants ». En nouvelle lecture, l'Assemblée nationale a réduit la fourchette des tarifs de la taxe par rapport à son vote de première lecture afin de tenir compte de la baisse du cours des quotas sur le marché, tout en restant dans la logique initiale.

Les articles 5 bis A, instaurant une taxe complémentaire sur les produits pétroliers et diminuant l'impôt au titre des recherches sur les énergies renouvelables et les moyens de transport alternatifs par un amendement de François Marc et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, **5 bis C**, prorogeant l'exonération d'impôt sur le revenu et du taux réduit d'impôt sur les sociétés sur les plus-values réalisées en cas de cession de biens immobiliers à des organismes HLM à l'initiative de Jean Germain et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, **5 bis D**, réactivant l'application d'un taux réduit d'impôt sur les sociétés sur les plus-values réalisées par les organismes HLM si les

sommes sont réemployées en faveur du logement social par un amendement des mêmes auteurs, **5 bis E**, exonérant d'impôt sur les sociétés sur les produits issus de la cession de certificats d'économie d'énergie par les organismes HLM toujours des mêmes auteurs, et **5 bis F**, instaurant une taxe sur les transactions financières de 0,05 % à l'initiative de la commission des finances ainsi que des groupes socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, CRC et RDSE, ont été repoussés par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

Les articles 5 bis H, élargissant la TVA à taux réduit en faveur des travaux dans le bâtiment aux opérateurs tiers-financeurs par un amendement de Jean-Vincent Placé et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, **5 bis I**, permettant l'application du taux super réduit de TVA de 2,1 % à la presse en ligne à l'initiative de la commission de la culture du Sénat, et **5 bis J**, instaurant une taxe permanente sur les bonus des traders à l'initiative de Thierry Foucaud et des membres du groupe CRC, ont été rejetés par l'Assemblée nationale après nouvelle lecture.

Les articles 5 quater A, supprimant l'exonération de taxe intérieure de consommation au profit des biocarburants de première génération du fait de l'adoption d'un amendement de Jean-Vincent Placé et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, **5 quinquies A**, assujettissant à la TGAP les émissions d'arsenic et de sélénium à l'initiative de Laurence Rossignol et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts, **5 sexies A**, visant la non application en outre-mer de la majoration de la TGAP applicable aux installations de stockage et de traitement des déchets non-conformes à l'initiative de Jean-Etienne Antoinette et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, et **5 sexies B**, supprimant le taux réduit de TVA sur les pesticides à l'initiative de Laurence Rossignol et de son groupe, ont été repoussés par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

Les articles 5 octies (création d'une contribution sur certaines boissons contenant des sucres ajoutés) et **article 5 nonies** (création d'une contribution sur certaines boissons contenant des édulcorants de synthèse et ne contenant pas de sucres ajoutés), introduits par l'Assemblée nationale et supprimés au Sénat à l'initiative de la commission des finances, ont été rétablis par l'Assemblée nationale, le second ayant fait l'objet d'un amendement.

Les articles 5 decies A, rendant - à l'initiative de Thierry Foucaud et des membres du groupe CRC - non déductible à l'impôt sur les sociétés la taxe de risque systémique introduite par la loi de finances pour 2011, **5 undecies**, augmentant la taxe sur les logements vacants à l'initiative de Jacques Mézard et des membres du groupe RDSE, ont été supprimés par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

L'article 6 (évolution de la dotation globale de fonctionnement) qui avait été modifié par le Sénat, à l'initiative de la commission des finances, pour augmenter la dotation globale de fonctionnement de 77 millions d'euros, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 6 bis, créant un prélèvement sur les recettes de l'État exceptionnel au profit des collectivités territoriales de 350 millions d'euros en 2012 à l'initiative de François Marc et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, a été supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

L'article 7 (non indexation du montant de certaines dotations de fonctionnement et d'investissement), qui avait été modifié par le Sénat à l'initiative de la commission des finances pour limiter cette non indexation à la seule année 2012, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 8 bis, créant - sur l'initiative de la commission des finances - un fonds de soutien aux départements en difficulté doté de 100 millions d'euros en 2012, a été rejeté par l'Assemblée nationale.

L'article 9 (évolution des compensations d'exonérations de fiscalité directe locale), qui avait été modifié par le Sénat à l'initiative des groupes socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché et RDSE, afin de minimiser les minorations de compensation, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

Les article 9 bis (suppression du prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales consécutif à la réforme de l'imposition des appareils automatiques récréatifs) et **article 9 ter** (suppression du prélèvement sur recettes TGAP granulats), introduits par l'Assemblée nationale et supprimés par le Sénat à l'initiative de la commission des finances, ont été rétablis dans leur rédaction initiale.

L'article 12 (compensation aux départements des charges résultant de la mise en œuvre du RSA), qui avait été modifié par le Sénat à l'initiative de la commission des finances et des groupes socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché et RDSE, afin de réduire le plafond des montants repris au titre des trop-perçus par certains départements et de demander un rapport sur le droit à compensation des départements au titre du RSA, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 14 bis A, faisant bénéficier les collectivités territoriales d'une compensation de l'État de l'exonération sur quinze ans de la taxe foncière aux logements en location-accession à l'initiative de Thierry Repentin et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché a été supprimé par l'Assemblée nationale.

L'article 14 ter (minoration de la dotation de l'État aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle - FDPTP) supprimé par le Sénat, à l'initiative de la commission des finances, a été rétabli en nouvelle lecture par l'Assemblée nationale, après une seconde délibération intervenue à la demande du Gouvernement, tout en majorant de 6,7 millions d'euros le montant des ressources des FDPTP.

L'article 15 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) que le Sénat avait modifié substantiellement pour revenir sur la diminution de 200 millions d'euros des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales à l'initiative de la commission des finances a été rétabli par l'Assemblée nationale en tenant compte cependant d'une réévaluation de la DCRTP.

L'article 18 (financement des nouveaux radars de sécurité routière), qui avait été modifié par le Sénat afin de favoriser le désendettement de l'État à l'initiative de la commission des finances, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 18 bis (prélèvement exceptionnel sur le produit des amendes de la police de la circulation et du stationnement revenant aux collectivités territoriales au profit du budget général de l'État), qui avait été supprimé par le Sénat à l'initiative de la commission des finances et de Thierry Foucaud et des membres du groupe CRC, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

Les articles 27 (transfert à Pôle emploi de la gestion des indus des allocations de solidarité) supprimé à l'initiative de la commission des finances et **28** (modification des taxes perçues par l'office français de l'immigration et de l'intégration), modifié par la commission des finances, ont été rétablis dans leur rédaction initiale.

L'article 28 bis, supprimant la taxe sur les demandes de validation des attestations d'accueil des étrangers, à l'initiative de Richard Yung et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, a été supprimé en nouvelle lecture.

L'article 31, article d'équilibre, a été modifié en nouvelle lecture pour revenir sur les modifications qui avaient été apportées pour tenir compte des votes du Sénat.

B. DEUXIÈME PARTIE

Les **articles 32** (crédits du budget général) **33** (crédits des budgets annexes) et **34** (crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers) ont été rétablis dans leur texte initialement voté par l'Assemblée nationale, complété par des majorations à titre non reconductible.

L'article 38 bis (instauration pour 2012 d'un plafond des autorisations d'emplois des autorités publiques et administratives indépendantes), qui avait été supprimé par le Sénat à l'initiative de la commission des finances, a été rétabli par l'Assemblée nationale, qui a ajouté à la liste des autorités publiques indépendantes l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF).

L'article 40 A (revalorisation limitée à 1 % des aides personnelles au logement), qui avait été supprimé par le Sénat à l'initiative de la commission des finances pour conserver les modalités d'indexation de droit commun des aides personnelles au logement, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 41 ter, créant, à l'initiative de Thierry Repentin et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, un avantage fiscal en faveur des organismes agréés agissant en faveur du logement des personnes défavorisées, sous la forme d'une exonération d'impôt sur les sociétés pour les produits tirés des locaux annexes qu'elles gèrent et les produits financiers issus du placement de leur trésorerie, a été supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

L'article 42 (taxe sur les loyers élevés des micro-logements), qui avait été supprimé par le Sénat à l'initiative de la commission des finances et de Mireille Schurch et les membres du groupe CRC, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 42 bis (refonte du régime des abattements pour durée de détention sur les plus-values de cessions de titres de sociétés), qui avait été réécrit par le Sénat, à l'initiative de la commission des finances, afin de supprimer intégralement le régime d'abattement sur les plus values de cession de valeur mobilière, a été rétabli et complété d'une mesure de coordination.

L'article 43 (rénovation des aides à l'amélioration de la performance énergétique), qui avait été modifié par le Sénat, à l'initiative de Thierry Repentin et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, afin de relever le plafond ouvrant le droit de cumuler le recours à l'éco-PTZ et au CIDD, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 44 (prorogation du crédit d'impôt sur le revenu en faveur de l'aide aux personnes notamment âgées ou handicapées au titre de l'habitation principale), qui avait été modifié par le Sénat, à l'initiative de la commission des finances et de Marc Massion et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, afin de revenir au taux de 40 % au lieu de 30 % du taux du crédit d'impôt pour les dépenses prescrites par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) et de relever le plafond du crédit d'impôt pour les dépenses liées aux travaux prescrits par un PPRT, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 45 bis (renforcement du plafonnement global de certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu), qui avait été modifié par le Sénat, à l'initiative de la commission des finances, afin de renforcer le plafonnement global en le ramenant à un montant de 10 000 euros, sans fraction supplémentaire de revenu imposable, pour l'imposition des revenus de 2012, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 45 ter A, adopté par le Sénat, à l'initiative de François Marc et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, et de Thierry Foucaud et des membres du groupe CRC, visant à abaisser le plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile de 12 000 à 7 000 euros, a été supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

Les articles 46 ter A, rétablissant la taxe additionnelle au droit de bail de 2,5 % en affectant le montant à l'ANAH par un amendement de Thierry Repentin et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, **46 ter B**, portant de 15 à 20 ans la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements HLM réhabilités répondant à des critères de qualité environnementale sur proposition des mêmes auteurs, **46 ter C**, facilitant, toujours à l'initiative des mêmes auteurs, l'octroi du dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les HLM au titre des logements vacants devant être démolis, **46 ter D**, incitant les bailleurs à conventionner des logements en autorisant les collectivités territoriales à exonérer ces logements totalement ou partiellement, pour la part de taxe foncière sur les propriétés bâties qui leur revient, par un amendement de Philippe Dallier, **46 ter E**, créant un contrat unique d'assurance de perte de loyers, à l'initiative de Thierry Repentin et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, **46 ter F**, issu d'une initiative de la commission des finances, tendant à insérer dans le code général des impôts une contribution annuelle de solidarité pour tout contrat d'assurance contre les impayés, **46 ter G**, issu d'un amendement de Mireille Schurch et des membres du groupe CRC, demandant un rapport sur la faisabilité de la création d'un PTZ+ au profit des bailleurs sociaux pour le financement de logements PLAI et PLUS, **47 bis A**, rendant facultative la conclusion pour chaque chambre de commerce et d'industrie de région d'un contrat d'objectif et de moyens avec l'État à compter de 2013, **47 bis B**, rendant éligible au FCTVA les investissements relatifs aux installations de déchets ménagers et assimilés, par un amendement de Jacques Gautier et plusieurs de ses collègues, **47 bis D**, demandant un rapport sur la création d'un fonds de soutien à la reproduction équine, à l'initiative de Gaëtan Gorce et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, **47 quater A**, indexant les tarifs de l'IFER sur le coefficient de revalorisation des valeurs locatives, à l'initiative de Gaëtan Gorce et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, **47 quater B**, créant

une taxe de sûreté portuaire, à l'issue de l'adoption d'un amendement de Daniel Percheron, ont été repoussés par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

L'article 47 quater (exonération de CFE pour les spectacles musicaux et de variétés), qui avait été supprimé par le Sénat à l'initiative de la commission des finances, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 47 sexies (majoration des tarifs des redevances communale et départementale des mines relatives à l'extraction d'or), qui avait été modifié par le Sénat à l'initiative de Jean-Etienne Antoinette et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, pour substituer à la règle d'indexation des tarifs sur le PIB une indexation sur le cours de l'or, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

Les articles 47 septies A, majorant le tarif de la taxe régionale sur les grandes entreprises exploitant des mines d'or en Guyane, à l'initiative de Jean-Etienne Antoinette et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, **47 septies B**, majorant la DGF des communes aurifères en Guyane, à l'initiative de Georges Patient et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, **47 septies C**, relevant le plafond de la dotation superficielle de la DGF de Guyane, à l'initiative de Georges Patient et plusieurs de ses collègues, **47 septies D**, étendant aux gisements en mer de la redevance due par les titulaires de concessions des mines d'hydrocarbures, à l'initiative de Jean-Etienne Antoinette et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, **47 undecies A**, supprimant des restrictions à la mise à jour des valeurs locatives, à l'initiative de Jean-Pierre Sueur et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts, rattaché, ont été repoussés par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

L'article 47 duodecies (report de l'entrée en vigueur de la taxe additionnelle à la taxe spéciale de consommation en Guyane), qui avait été modifié par le Sénat à l'initiative de Jean-Etienne Antoinette et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, pour supprimer la taxe additionnelle sur l'essence en Guyane, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 47 terdecies (instauration d'une carence d'un jour pour les fonctionnaires malades), qui avait été supprimé par le Sénat à l'initiative de votre commission des finances, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture et même étendu, par le biais d'un sous-amendement du Gouvernement, aux régimes spéciaux.

L'article 47 sexdecies (rapport du Gouvernement sur la structure et l'évolution des dépenses ainsi que l'évolution de la dette des collectivités territoriales), qui avait été supprimé par le Sénat à l'initiative de votre commission des finances, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

Les articles 47 novodecies, pérennisant pour les PME la possibilité, instituée par le plan de relance, de demander le remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche (CIR) dès le 2 janvier de l'année suivant la dépense, à l'initiative la commission de l'économie du Sénat et de Michel Houel et plusieurs de ses collègues, **47 vicies**, prévoyant le remboursement du CIR en cas de délocalisation des activités de recherche, à l'initiative la commission de l'économie, **47 duovicies**, visant à ne pas appliquer aux chambres de commerce et d'industrie des DOM la réfaction annuelle de la taxe additionnelle à la CVAE affectée aux CCI, à l'initiative de Serge Larcher et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, **47 tervicies**, permettant la qualification juridique de l'exonération des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail, à l'initiative de Jean-Pierre Godefroy du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, et **47 quatervicies**, renforçant la taxe sur la cession à titre onéreux des terrains agricoles rendus constructibles, en en modifiant les modalités et les taux, à l'initiative la commission de l'économie, ont été supprimés par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

L'article 48 AA, assurant le financement des aides à la scolarité des enfants français scolarisés dans le réseau de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), à l'initiative de la commission des finances, a été supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

L'article 48 (création d'une contribution à la surface aux frais de garderie de l'office national des forêts), qui avait été modifié par le Sénat, à l'initiative de Bernard Piras et du groupe socialiste apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, afin d'exempter les produits issus d'une installation d'une activité de service public de cette assiette, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 49 ter (rapport sur les modalités de modification du décret portant bénéfice de la campagne double aux anciens combattants d'Afrique du Nord), qui avait été repoussé en séance par le Sénat a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 51 bis (dixième programmation des agences de l'eau), qui avait été repoussé par le Sénat, à l'initiative de la commission des finances, a été rétabli dans une nouvelle rédaction à l'issue de la nouvelle lecture.

Les articles 51 ter A, intégrant les perturbateurs endocriniens à la liste des substances concernées par la redevance pour pollutions diffuses, à l'initiative de Laurence Rossignol et du groupe socialiste apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, et **51 ter B**, des mêmes auteurs, proposant de relever annuellement le montant de la redevance pour pollutions diffuses, ont été supprimés par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

L'article 51 quinquies (ressources de l'ONEMA), qui avait été modifié par un amendement de Serge Larcher et du groupe socialiste apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, afin d'accroître la solidarité financière inter-bassin avec les départements et les collectivités

d'outre-mer, a été rétabli dans la rédaction issue de la première lecture de l'Assemblée nationale.

L'article 51 *sexies* (dixième programmation des agences de l'eau - dépenses), qui avait été modifié par le Sénat, suite à des amendements de la commission des finances, du groupe socialiste apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, et du groupe du Rassemblement démocratique et social européen, a été supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

L'article 51 *septies* (création d'une aide mutualisée à la scolarisation des enfants handicapés), qui avait été modifié par le Sénat, à l'initiative de la commission des finances, afin qu'un rapport annuel fasse le point sur les conditions de scolarisation en milieu ordinaire des enfants handicapés, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 51 *nonies*, demandant un rapport sur le nombre de maîtres auxiliaires, d'enseignements contractuels, et de vacataires recrutés par le ministère de l'éducation nationale depuis 2005, avait été introduit au Sénat à l'initiative de la commission des finances. Il a été supprimé à l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

L'article 52 (frais de justice à la charge des personnes morales), avait été modifié au Sénat, à l'initiative de la commission des finances, afin de limiter aux seules personnes morales à but lucratif l'application de la règle selon laquelle les frais de justice pénale sont mis à la charge de la personne morale condamnée. Cette modification n'a pas été reprise en nouvelle lecture à l'Assemblée nationale qui est revenue à la rédaction issue de la première lecture.

L'article 52 *ter A*, supprimant la contribution pour l'aide juridique créée par le premier collectif budgétaire pour 2011 afin de financer la réforme de la garde à vue, avait été introduit au Sénat à l'initiative de la commission des finances. Il a été supprimé à l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

L'article 52 *ter* (encadrement du surplus de recettes publicitaire de France Télévisions) supprimé au Sénat à l'initiative de la commission de la culture et Catherine Morin-Desailly et plusieurs de ses collègues, a été rétabli dans sa rédaction issue de l'Assemblée nationale en première lecture.

Les articles 52 *sexies*, étendant la redevance communale des mines aux gisements de pétrole et de gaz naturel situés off-shore, au delà de 1 mille marin, et **52 *septies***, étendant la redevance départementale des mines aux gisements de pétrole et de gaz naturel situés off-shore, au delà de 1 mille marin, introduit au Sénat à l'initiative de la commission des finances, ont été supprimés à l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

L'article 57 (modalités de répartition de la dotation de péréquation des régions) que le Sénat avait modifié, à l'initiative de sa commission des finances, afin de ne pas prendre en compte l'effort de 200 millions d'euros qui avait été demandé aux collectivités territoriales, a été rétabli dans la rédaction issue de la première lecture de l'Assemblée nationale.

L'article 60 quater, demandant un rapport permettant d'évaluer les mesures à prendre pour permettre la formation et l'installation de gynécologues médicaux, à l'initiative de la Présidente Annie David et des membres du groupe CRC, a été supprimé à l'issue de la nouvelle lecture à l'Assemblée nationale.

L'article 61 bis A, demandant un rapport sur les avantages et les coûts de l'instauration d'une allocation d'autonomie jeunesse accordée à tous les jeunes de 18 à 24 ans, à l'initiative de Isabelle Pasquet et des membres du groupe CRC, a été supprimé à l'issue de la nouvelle lecture à l'Assemblée nationale.

L'article 61 bis, (conditions d'attribution de la dotation de restructuration exceptionnelle des services d'aide et d'accompagnement à domicile), modifié à l'initiative de Yves Daudigny et des membres du groupe socialiste apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, tendant à allouer l'intégralité de l'enveloppe d'aide à la restructuration des services d'aide et d'accompagnement à domicile en 2012 et à prévoir un nouveau mode de financement de ces services, a été rétabli dans sa version de première lecture à l'Assemblée nationale.

Les articles 61 ter, visant à conditionner l'agrément des conventions collectives au respect des plafonds limitatifs de l'ONDAM médico-social, à l'initiative de Yves Daudigny et des membres du groupe socialiste apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, et **61 quater**, visant à majorer pour les années 2012 à 2015, le prélèvement sur les mises de la Française des jeux destiné à financer la contribution de l'État, portée par le Centre national pour le développement du sport (CNDS), aux projets de construction ou de rénovation de stades devant accueillir l'Euro 2016 de football, à l'initiative de la commission des finances, ont été supprimés.

L'article 62 bis, (suppression de l'allocation spéciale du Fonds national de l'emploi), supprimé au Sénat, à l'initiative des commissions des finances et des affaires sociales, et **l'article 63**, (prélèvement exceptionnel sur le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels), supprimé à l'initiative de la Présidente Annie David et des membres du groupe CRC, ont été rétablis dans leur rédaction issue des travaux de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 63 bis, (prorogation de deux ans des exonérations fiscales et sociales en faveur des entreprises qui exercent une activité dans les bassins d'emploi à redynamiser), modifié au Sénat, à l'initiative de la commission des finances, afin de limiter à un an cette prorogation, a été rétabli dans sa rédaction issue des travaux de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 63 quinquies, demandant un rapport évaluant les coût et avantages pour les bénéficiaires d'une mesure rétablissant l'allocation équivalent retraite, à l'initiative de la Présidente Annie David et des membres du groupe CRC, a été supprimé à l'issue de la nouvelle lecture à l'Assemblée nationale.

L'article 64, (prorogation et amélioration du dispositif d'exonérations fiscales et sociales accordées aux employeurs situés en zone franche urbaine), modifié au Sénat, à l'initiative de la commission de l'économie, du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, de Fabienne Keller et plusieurs de ses collègues, afin de proroger le dispositif des zones franches urbaines jusqu'au 31 décembre 2016 et non 2014 et de dé plafonner les exonérations de cotisations sociales, a été rétabli dans sa rédaction issue des travaux de l'Assemblée nationale en première lecture.

L'article 64 quinquies, (cession du domaine de Souzy-la-Briche), supprimé au Sénat, à l'initiative de la commission des finances, a été rétabli dans sa rédaction issue des travaux de l'Assemblée nationale en première lecture.

II. LES ACCORDS

A. ACCORDS COMPLETS

Au cours de sa nouvelle lecture, l'Assemblée nationale a adopté sans modification **19 articles** restant en discussion.

L'article 7 bis issu d'une initiative de Yves Daudigny et du groupe Socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, et qui vise à appliquer le taux réduit de TVA aux remboursements et rémunérations versées au titre des prestations de déneigement de la voirie départementale, a été adopté conforme par l'Assemblée nationale.

Les **articles 10** (compensation des transferts de compétences aux régions pour attribution d'une part du produit de la TIPP) et **11** (compensation des transferts de compétences aux départements pour attribution d'une part du produit de la TIPP), ont également été adoptés dans leur rédaction issue du Sénat, complétés par des amendements de précision du Gouvernement.

L'article 16 bis (prélèvement exceptionnel sur les fonds de roulement de l'ONEMA et l'Agence nationale des titres sécurisés) a été adopté dans la rédaction du Sénat, qui avait scindé en deux acomptes ces prélèvements à l'initiative de la commission des finances.

Les **articles 36** (plafond des autorisations d'emplois) et **37** (plafond des emplois des opérateurs de l'État), modifiés par des amendements du Gouvernement au Sénat tirant notamment les conséquences d'une réorganisation du Musée d'Orsay et du Musée de l'Orangerie, ont été adoptés sans modification par l'Assemblée nationale.

L'article 41 quater, qui prolonge, à l'initiative de Thierry Repentin et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, de deux ans l'application d'un droit fixe de 125 euros au titre de la taxe de publicité foncière en faveur des organismes d'habitations à loyer

modéré, sociétés anonymes de crédit immobilier et de leurs unions pour leurs acquisitions de logements conventionnés, a été adopté dans la rédaction issue du Sénat, sous bénéfice de la levée d'un gage par un amendement du Gouvernement.

L'article 45 (réduction homothétique de l'avantage en impôt procuré par certains avantages fiscaux à l'impôt sur le revenu), modifié au Sénat par des amendements corrigeant des erreurs matérielles qui auraient conduit à trop « raboter » la réduction d'impôt en faveur des investissements productifs outre-mer, a été adopté sans modification par l'Assemblée nationale.

L'article 47 bis C, introduisant une précision rédactionnelle à l'initiative du Gouvernement, a été voté sans modification à l'Assemblée nationale.

L'article 47 octies A, introduit par une initiative sénatoriale du Président Philippe Marini, qui étend de deux à cinq ans le délai dans lequel doivent être unifiées les règles de tarification des services d'élimination des déchets ménagers, a été adopté sans modification par l'Assemblée nationale.

La nouvelle rédaction de **l'article 47 octies** (modalités fiscales d'intégration d'une commune à un EPCI à fiscalité additionnelle), issue d'un amendement de la commission des finances, a été reprise par l'Assemblée nationale.

L'article 47 undecies (suppression du préfinancement des dépenses de réaménagement des fréquences par l'Etat) a été adopté dans la rédaction du Sénat, modifiée par une précision rédactionnelle du Gouvernement.

L'article 47 unvicies, issu d'un amendement de Jean Arthuis et repris par votre commission en séance, a été adopté sans modification par l'Assemblée nationale. Il reporte de trois mois la date limite dont disposent les communes et EPCI à fiscalité propre pour délibérer sur le montant de la base de la cotisation minimum de cotisation foncière des entreprises.

L'article 51 decies, qui demande un rapport sur l'enseignement agricole technique et supérieur, à l'initiative du groupe CRC d'une part, et de Jean Arthuis et des membres du groupe UCR d'autre part, a été adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

L'article 52 octies, issu d'une initiative de Georges Patient et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, permet de remédier à la situation des 70 % d'agriculteurs guyanais exerçant sans titre. Cette situation résulte directement du fait que 90 % du territoire de la Guyane relève du domaine privé de l'Etat. Il a été adopté conforme par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

L'article 60 (création d'un dispositif de couverture mutualisé des risques exceptionnels de responsabilité civile des professionnels de santé exerçant à titre libéral) modifié par un amendement de la commission des affaires sociales du Sénat demandant un bilan d'étape du dispositif, a été adopté par l'Assemblée nationale dans la rédaction issue du Sénat.

La suppression au Sénat, à l'initiative de la commission des finances de **l'article 60 bis** qui créait une nouvelle contribution au profit de la Haute autorité de santé, déjà prévue à l'article 33 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012, a été confirmée par le vote intervenu à l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

Enfin, **l'article 60 ter** (demande de rapport sur la création d'un fonds des victimes du tabac et contribuant aux actions de préventions) modifié par le Sénat, à l'initiative de la commission des finances, a été adopté conforme par l'Assemblée nationale.

L'article 60 quinquies, demandant un rapport comprenant une évaluation chiffrée des surcoûts occasionnés par la participation de la gendarmerie nationale aux opérations extérieures, à l'initiative de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, a été adopté lors de la nouvelle lecture à l'Assemblée nationale.

B. ACCORDS PARTIELS

L'article 3 bis E, réformant le droit d'enregistrement des cessions de droits sociaux à l'initiative de la commission des finances a été partiellement repris par l'Assemblée nationale. Le principe du déplafonnement du droit d'enregistrement moyennant une diminution du taux, introduit par le Sénat, a été conservé. Toutefois, les députés ont encore revu à la baisse le taux du droit d'enregistrement. Celui-ci s'établirait désormais à 3 % pour la fraction d'assiette inférieure à 200 000 euros, 0,5 % pour la fraction comprise entre 200 000 euros et 500 000 000 euros et 0,25 % pour la fraction excédant 500 000 000 euros. Il exclut également de toute taxation les cessions de tout droits sociaux résultant de rachat de ses propres titres, d'opérations d'augmentation de capital, d'opérations intra-groupe, de l'exécution d'une procédure de sauvegarde ou d'un redressement judiciaire, ou les opérations éligibles au régime de faveur applicable en matière d'impôt sur les sociétés aux réorganisations d'entreprises. Votre commission des finances n'a pu obtenir de chiffrage précis de ce dispositif ainsi révisé, mais le gain pérenne pour l'État devrait être de l'ordre de 150 à 200 millions d'euros.

L'article 3 bis F, issu d'une initiative de la commission des finances consistant à revenir sur la forte hausse du droit de partage adopté lors de la première loi de finances rectificative pour 2011, rétablissant le taux de 1,1 % contre 2,5 %, a été modifié lors de la nouvelle lecture de l'Assemblée nationale : le droit de partage revient à 2,5 %, mais la nouvelle rédaction prend en compte la situation des personnes en instance de divorce avant l'entrée en

vigueur de la loi de finances rectificative du 29 juillet 2011 pour lesquelles le jugement homologuant la convention de divorce ne pourra être rendu avant la fin de l'année. Ces personnes pourront bénéficier de l'application du taux de 1,1 %.

L'article 5 bis B, rétablissant le régime d'exonération de charges sociales des jeunes entreprises innovantes (JEI) sur proposition de la commission des finances, introduit par le Sénat, a été supprimé en nouvelle lecture. Mais cette suppression cache un accord partiel, l'Assemblée nationale ayant introduit un article 14 *ter* au sein du collectif budgétaire améliorant le régime d'exonération de charges patronales dont bénéficient les JEI, même s'il reste en deçà du dispositif sénatorial.

L'article 5 bis G, créant une taxe sur les cessions de titres d'un éditeur de service de communication audiovisuelle à l'initiative de la commission de la culture du Sénat, a été substantiellement modifié par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, à l'initiative du Gouvernement. Dans sa nouvelle rédaction, cet article vise à soumettre à un droit les cessions, apports ou échanges de titres de sociétés éditant des services de communication audiovisuelle (télévision et radio) qui bénéficient d'une autorisation d'utilisation des fréquences délivrées gratuitement par le CSA. Toutefois, un abattement de 1 million d'euros est prévu sur le montant du droit afin de ne pas pénaliser les éditeurs les plus modestes. De plus, afin de ne pas pénaliser les opérations non spéculatives, il est instauré un abattement progressif à partir de la deuxième année de détention des titres. Enfin, sont exclus de ce dispositif les opérations portant sur les titres de deux entreprises appartenant à un même groupe économique.

L'article 5 bis introduit par l'Assemblée nationale et aménageant le barème, précisant le champ de redevables et redéfinissant l'assiette de la taxe sur les services de télévision (TST) affectée au CNC, et modifié au Sénat, a été rétabli avec une modération supplémentaire du barème de la TST-distributeurs et la création d'un seuil de chiffre d'affaires pour l'application de la TST-éditeurs aux chaînes de télévision ne percevant pas de ressources publicitaires.

L'article 5 quinquies (maintien du régime de suspension de TVA et d'exemption de droits de douane pour les installations et matériels utilisés pour l'exploration du plateau continental) que le Sénat avait supprimé à l'initiative de Georges Patient et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, a été partiellement rétabli par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture en maintenant uniquement l'exemption de droits de douane mais en confirmant la suppression du régime de suspension de la TVA.

L'article 14 bis (modification de la répartition de la redevance sur les concessions hydroélectriques) introduit par l'Assemblée nationale et supprimé, à l'initiative du Président Philippe Marini et des groupes socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, RDSE et UCR, a été rétabli dans sa rédaction initiale par l'Assemblée nationale. Celle-ci l'a cependant

complété pour permettre éventuellement que les communes dans le cas des plus petites installations hydroélectriques puissent percevoir une partie des recettes fixée au maximum à un sixième de la redevance.

L'article 16 ter ((plafonnement et écrêtement de la fiscalité affectée à certains organismes et opérateurs de l'Etat), l'Assemblée nationale a adopté deux amendements du Gouvernement ayant pour objet d'actualiser les plafonds applicables aux centres techniques industriels, d'ajuster les plafonds de l'ANAH et du CNL, en y incluant les frais de gestion, d'ajuster les plafonds de l'ASTP, du CNV et de l'INAO au vu des dernières estimations de recettes et d'intégrer au champ du plafonnement la contribution sur la cession de droits de diffusion de manifestations sportives affectée au CNDS et le droit de timbre affecté à l'OFII. N'est en outre plafonnée, pour le CNC, que la TST-distributeurs, à l'exclusion des autres taxes. Enfin, l'Assemblée nationale a remplacé les dispositions votées par le Sénat sur l'information du Parlement (compléments apportés au jaune « Opérateurs » et information systématique en cas de dépassement de plafond) par l'ajout d'une rubrique au fascicule Voies et moyens annexé au projet de loi de finances.

L'article 26 bis, prorogeant pour trois ans des exonérations sociales du bonus exceptionnel de 1 500 euros en outre-mer à l'initiative de Paul Vergès et des membres du groupe CRC, supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture a fait l'objet d'une nouvelle rédaction après une seconde délibération demandée par le Gouvernement qui proroge d'un an à titre transitoire les exonérations prévues par la LODEOM.

L'article 41 (diminution du taux de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur des investissements immobiliers réalisés dans le secteur de la location meublée non professionnelle) que le Sénat avait modifié par un amendement de Vincent Eblé et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, assouplissant le rabot du dispositif « Censi-Bouvard » prévu en 2012 pour certains logements a été rétabli en nouvelle lecture tout en maintenant l'avantage fiscal au taux de 2012 pour les engagements immobiliers intervenus avant le 31 décembre 2012.

L'article 46 bis (réforme du prêt à taux zéro +) que le Sénat avait modifié, à l'initiative de la commission des finances et de Marie-Noëlle Lienemann et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, afin de relever à 1,2 milliard d'euros le plafond de dépense « générationnelle » autorisée du PTZ+, d'ouvrir le dispositif à l'ancien avec travaux, de reprendre le plafond de ressources de l'ancien PTZ et de veiller au fait que les ménages en location-accession ne perdent pas le bénéfice du PTZ+ en raison de l'application de la contrainte énergétique. Cet article a été rétabli dans sa rédaction adoptée initialement par l'Assemblée nationale, modifiée pour étendre le bénéfice du PTZ+ aux acquisitions de logements appartenant à un organisme d'HLM et pour relever à 840 millions d'euros le plafond de la dépense générationnelle.

L'article 47 septies (modalités de mise en place d'une part variable incitative de la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères) que le Sénat avait modifié, à l'initiative du Président Philippe Marini ainsi que Jacques Gautier et plusieurs de ses collègues, afin d'apporter une plus grande souplesse au dispositif, a été rétabli dans la rédaction de l'Assemblée nationale en première lecture tout en conservant la disposition selon laquelle la part incitative peut ne représenter que 10 % du produit total de la TEOM ainsi que le report de deux ans à cinq ans la mise en œuvre de la TEOM incitative en cas de rattachement d'une commune à un EPCI.

L'article 47 undecies B, permettant la transmission aux régions d'informations de la part de l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS) sur les certificats d'immatriculation, à l'initiative d'un amendement de François Patriat et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, a été modifié à l'Assemblée nationale afin que cette information ne soit plus mensuelle mais semestrielle.

L'article 52 quater, réformant l'attribution des licences de vente de tabac dans les départements d'outre-mer par un amendement de Serge Larcher et du groupe socialiste apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, a été modifié à l'Assemblée nationale en nouvelle lecture qui a repoussé au 1^{er} janvier 2013 l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions réservant la vente de tabac aux seuls titulaires d'une autorisation.

L'article 52 quinquies, issu d'une initiative de Serge Larcher et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, permet de remédier au détournement de procédure effectué par certaines entreprises jouant des niveaux de taxation différents entre la Guyane et la Martinique. Il a été adopté avec quelques précisions rédactionnelles par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

L'article 53 A, issu d'une initiative de la commission des finances, fixe un objectif de réduction des inégalités, par le rapprochement progressif des ressources des collectivités territoriales, mesurées par l'indicateur de ressources élargi. L'Assemblée nationale, en nouvelle lecture, a toutefois conservé que le principe d'un rapport annuel sur l'évolution des mécanismes de péréquation.

L'article 53 (réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, de la dotation globale d'équipement des départements et du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux des départements) que le Sénat avait modifié, à l'initiative de sa commission des finances et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, afin de supprimer la réduction automatique de la dotation de garantie des départements pour financer la majoration de certaines composantes de la DGF, d'institutionnaliser un versement de la Ville au département de Paris, de prendre en compte les dotations de péréquation verticale dont bénéficient les départements dans les dispositifs de péréquation horizontale. Cet article a été rétabli dans la rédaction de l'Assemblée nationale

en première lecture sous réserve de deux modifications : l'identification de la mise en réserve que peut opérer le comité des finances locales sur les excédents du fonds de péréquation des droits de mutation à titre onéreux et la modification du fonds de péréquation des DMTO afin de rendre les départements d'outre-mer éligibles de droit aux versements de ce fonds.

L'article 54 (évolution des modalités de calcul des composantes de la DGF du secteur communal) que le Sénat avait modifié, à l'initiative de sa commission des finances, afin de limiter à la seule année 2012 le gel des montants unitaires par habitant des dotations de base et superficière des communes et supprimer le caractère pérenne du mécanisme d'écrêtement du complément de garantie. Cet article a été rétabli dans la rédaction de l'Assemblée nationale en première lecture, en précisant toutefois que la dotation réservée aux communes situées en parc naturel marin outre-mer est répartie par parts égales entre ces communes et non en proportion de leur superficie.

L'article 55 (réforme des modalités de calcul des indicateurs de ressources des communes et des établissements publics de coopération intercommunale) que le Sénat avait modifié, à l'initiative de sa commission des finances et du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, afin, d'élargir la définition du potentiel fiscal, de prendre en compte les dotations de péréquation verticale dont bénéficient les communes, de prendre en compte la REOM pour le calcul de l'effort fiscal de la commune, de créer un indicateur de ressources élargi des intercommunalités. Cet article a été rétabli dans la rédaction de l'Assemblée nationale en première lecture en maintenant toutefois la création d'un indicateur de ressources élargi.

L'article 56 (mesures relatives à la dotation de solidarité urbaine DSU, la dotation de solidarité rurale DSR, la dotation nationale de péréquation DNP, la dotation d'intercommunalité DI, la dotation de développement urbain DDU, la dotation d'équipement des territoires ruraux DETR et la dotation particulière élu local DPEL) que le Sénat avait modifié, à l'initiative du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché et de Pierre Jarlier, a été rétabli dans la rédaction de l'Assemblée nationale en première lecture en maintenant deux apports du Sénat : rendre éligibles à la dotation d'équipement des territoires ruraux les syndicats mixtes composés uniquement de communes et d'EPCI ainsi que les syndicats mixtes et les syndicats des communes, sous le seuil de 60 000 habitants et clarifier les années à retenir pour le calcul des différents critères permettant la répartition de la dotation de développement urbain (DDU). En outre, l'article ainsi rétabli prévoit d'ajouter une définition précise de la notion de commune insulaire, permettant la mise en œuvre du doublement de la voirie pour le calcul de la DSR et apporte une correction technique concernant le plafonnement de l'augmentation de la dotation d'intercommunalité lorsque cette dotation a fait l'objet d'un abattement de 50% l'année suivant la création d'un EPCI.

L'article 58 (création du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales) que le Sénat avait substantiellement modifié, à l'initiative de sa commission des finances, du groupe socialiste, apparentés et groupe Europe Écologie Les Verts rattaché, de Philippe Dallier, Pierre Jarlier, Gérard Collomb et plusieurs de ses collègues, a été rétabli dans une nouvelle rédaction issue essentiellement d'un amendement du Gouvernement. Cette nouvelle rédaction reprend une partie des apports du Sénat : elle supprime les strates au profit du système de prélèvement logarithmique qui gomme les effets de seuil, introduit par votre commission des finances ; elle exclut les 150 premières communes éligibles à la DSU-cible de tout prélèvement et réduit de 50 % le prélèvement des 100 communes DSU-cible suivantes (le Sénat avait adopté un amendement socialiste excluant toutes les communes DSU-cible et DSR-cible) ; elle reprend la modification de la pondération des critères de reversement adoptée par le Sénat à la suite d'un amendement de Pierre Jarlier, en majorant à 60 % le critère du revenu par habitant - les critères de l'effort fiscal et du potentiel financier étant pondérés à 20 % chacun ; l'effort fiscal pris en compte dans les reversements est totalement déplafonné - le Sénat avait relevé le plafond de 0,9 à 1 par un amendement de votre commission des finances ; elle conserve la disposition introduite par un amendement du Président Philippe Marini et excluant de tout reversement les collectivités dont l'effort fiscal est inférieur à 0,5 ; la répartition des prélèvements et des reversements s'effectuera, comme l'a voté le Sénat en adoptant un amendement de votre commission des finances, en fonction des potentiels et non des produits fiscaux ; enfin, la clause de revoyure proposée par votre commission des finances est maintenue, en reportant toutefois du 1^{er} septembre au 1^{er} octobre 2012 la date de remise du rapport du Gouvernement. Les deux autres modifications adoptées par le Sénat ont été rejetées : le plafonnement des prélèvements au titre du FPIC et du FSRIF a été rabaissé de 15 % à 10 % du potentiel fiscal et le revenu par habitant ne sera pas pondéré par le coût du loyer dans chaque région. Enfin, l'amendement du Gouvernement propose de nouvelles modifications au mécanisme du FPIC : son montant est réduit à 150 millions d'euros en 2012 et n'atteindra qu'en 2016 2 % des recettes fiscales du bloc communal ; le nombre d'ensembles intercommunaux éligibles aux reversements est porté de la moitié à 60 % du total du nombre total de ces ensembles ; et les EPCI pourront, à la majorité qualifiée, modifier les modalités de prélèvement et de reversement des montants du FPIC entre l'EPCI et les communes membres, en prenant en compte les écarts de revenu par habitant et les insuffisances de ressources de chaque commune.

L'article 59 (adaptation du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France FSRIF à la réforme de la fiscalité locale) que le Sénat avait substantiellement modifié, à l'initiative de sa commission des finances, du groupe CRC, de Roger Karoutchi, de Claude Dilain et de Philippe Dallier, a été rétabli dans la rédaction issue de la première lecture de l'Assemblée nationale en retenant toutefois deux apports du Sénat : avant le 1^{er} septembre 2012, le Gouvernement transmet au Parlement un rapport évaluant les effets

péréquateurs à la fois des dotations de péréquation verticale et du FSRIF et les communes bénéficiaires des reversements du FSRIF sont celles dont l'indice synthétique est supérieur à la médiane et non à 1,2, comme le prévoyait le texte initial. Le texte adopté remplace en outre le plafonnement à 10 % des dépenses réelles de fonctionnement de la somme des contributions FPIC et FSRIF, par un plafonnement portant sur le seul FSRIF.

*

* *

Par ailleurs le Gouvernement a saisi l'opportunité de cette nouvelle lecture pour demander l'introduction de deux mesures de coordination :

L'article 13 (compensation au département de Mayotte des charges résultant de la mise en œuvre du revenu de solidarité active) adopté conforme au Sénat a été modifié en nouvelle lecture à la demande du Gouvernement pour une coordination technique issue de la publication le 24 novembre 2011 de l'ordonnance n°2011-1641.

L'article 63 *ter* (adaptation de la réforme du taux de la taxe d'apprentissage applicable aux départements du Bas Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle) a également fait l'objet d'une mesure de coordination.

MOTION TENDANT À OPPOSER LA QUESTION PRÉALABLE

**Présentée par Mme Bricq,
au nom de la commission des finances,**

En application de l'article 44, alinéa 3, du Règlement du Sénat,

Considérant que le projet de loi de finances pour 2012 s'inscrit dans une programmation pluriannuelle privée de signification, puisque reposant sur une hypothèse de croissance des dépenses publiques peu crédible et non étayée ;

Considérant que l'empilement des mesures de rendement qui a caractérisé les dernières lois financières trahit l'absence de stratégie gouvernementale en matière de prélèvements obligatoires et confirme la nocivité des principales réformes fiscales conduites depuis 2007 ;

Considérant que les habituelles ouvertures de crédits sollicitées par le Gouvernement en fin d'exercice manifestent l'insincérité de ses prévisions budgétaires et contrastent fâcheusement avec ses engagements de maîtrise de la dépense ;

Considérant que le Gouvernement, en prétendant réaliser des économies grâce à la réserve de précaution, détourne de sa vocation une procédure destinée à respecter l'autorisation parlementaire, et non à s'en dispenser ;

Considérant que la baisse injustifiée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales, ajoutée aux conséquences de la réforme de la taxe professionnelle sur l'équilibre des finances locales, mine progressivement la confiance qui prévalait entre l'Etat et les territoires ;

Considérant que le projet de loi de finances pour 2012 est dépourvu de substance, la plupart des mesures dites « de redressement » étant soumises au Parlement à la faveur de projets de loi de finances rectificative examinés dans la précipitation ;

Considérant que l'Assemblée nationale est revenue en nouvelle lecture sur la plupart des votes du Sénat ;

Le Sénat décide qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération sur le projet de loi de finances pour 2012, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

EXAMEN EN COMMISSION

Réunie le jeudi 15 décembre 2011, sous la présidence de **M. Jean-Claude Frécon, vice-président**, la commission a procédé à l'examen du rapport en nouvelle lecture sur le projet de loi de finances pour 2012 (**Mme Nicole Bricq, rapporteure générale**).

EXAMEN DU RAPPORT

M. Jean-Claude Frécon, président. – Nous étions en attente de la transmission du texte adopté en nouvelle lecture par l'Assemblée nationale.

Mme Nicole Bricq, rapporteure générale. – Voyons en premier lieu les principaux accords complets. Par exemple, l'Assemblée nationale a accepté d'appliquer le taux réduit de TVA aux remboursements et rémunérations versés au titre des prestations de déneigement de la voirie départementale, à l'article 7 *bis*. Elle a adopté l'article 41 *quater*, qui prolonge de deux ans l'application d'un droit fixe de 125 euros au titre de la taxe de publicité foncière en faveur des organismes d'habitations à loyer modéré, des sociétés anonymes de crédit immobilier et de leurs unions pour leurs acquisitions de logements conventionnés ; il s'agissait d'une proposition de M. Repentin. Elle a également adopté sans modification l'article 47 *octies* A, introduit à l'initiative de M. Marini, étendant de deux à cinq ans le délai d'unification des règles de tarification des services d'élimination des déchets ménagers. Elle a enfin pris en compte l'article 51 *decies*, demandant un rapport sur l'enseignement agricole technique et supérieur.

J'en viens aux accords partiels. L'article 3 *bis* E, réformant le droit d'enregistrement des cessions de droits sociaux, à l'initiative de la commission des finances, a été en partie repris. Le principe du déplaçonnement du droit d'enregistrement moyennant une diminution des taux, introduit par le Sénat, a été conservé, mais les députés ont revu à la baisse le taux et exclu de toute taxation les cessions de tous droits sociaux résultant d'un rachat de ses propres titres. Accord partiel également sur le droit de partage, à l'article 3 *bis* F, que nous avons rétabli à 1,1 %. Il revient à 2,5 %, mais la nouvelle rédaction prend en considération la situation des personnes en instance de divorce avant l'entrée en vigueur de la loi de finances rectificative du 29 juillet 2011. L'article 5 *bis* B, qui rétablit l'exonération de charges sociales des jeunes entreprises innovantes, réapparaît dans le nouvel article 14 *ter* du projet de loi de finances rectificative pour 2011. L'article 14 *bis*, modifiant la répartition de la redevance sur les concessions hydroélectriques, a été complété pour permettre aux communes disposant des plus petites installations de percevoir une partie des recettes. L'Assemblée nationale a étendu, à l'article 46 *bis*, le bénéfice du PTZ+ aux acquisitions de logements appartenant à un organisme HLM. C'était une initiative de Thierry Repentin. L'article 47 *undecies* B permet la transmission aux régions d'informations de la part de l'agence nationale des titres sécurisés. Le Sénat avait souhaité que cette information soit mensuelle. L'Assemblée nationale a opté pour qu'elle soit semestrielle.

Enfin, viennent les articles relatifs aux finances locales et à la péréquation. A l'article 53 A, qui fixe un objectif à cette péréquation, l'Assemblée a gardé le principe d'évaluation et d'analyse du mécanisme en annexe au projet de loi

de finances. A l'article 53 réformant les modalités de calcul du potentiel fiscal des départements, elle n'a conservé que l'identification des fonds mis en réserve par le comité des finances locales sur les excédents du fonds de péréquation des droits de mutation à titre onéreux et a rendu les départements d'outre-mer éligibles de droit aux reversements de ce fonds. A l'article 54, l'Assemblée nationale a rétabli son texte de première lecture, en précisant que la dotation des communes situées en parc naturel marin outre-mer est répartie par parts égales et non en proportion de leur superficie. A l'article 55, l'Assemblée est également revenue à son texte de première lecture, en maintenant la création d'un indicateur de ressources élargi, voulu par notre commission. Elle a rétabli son texte de première lecture pour l'article 56, en maintenant deux apports du Sénat : le premier rend éligible à la dotation d'équipement des territoires ruraux les syndicats mixtes composés uniquement de communes et d'EPCI, mais en restant en-deçà du seuil de 60 000 habitants, et le second clarifie les années à retenir pour le calcul de la dotation de développement urbain. Elle a ajouté une définition précise de la notion de commune insulaire, permettant la mise en œuvre du doublement de la voirie pour le calcul de la dotation de solidarité rurale et apporté une correction technique au plafonnement de l'augmentation de la dotation d'intercommunalité, lorsque celle-ci a fait l'objet d'un abattement de 50 % l'année suivant la création d'un EPCI. L'article 57 a été rétabli dans sa rédaction de première lecture. L'article 59 aussi, sous réserve du maintien de deux modifications adoptées par le Sénat concernant le fonds de solidarité de la région Ile-de-France (FSRIF) : avant le 1^{er} septembre 2015, le Gouvernement transmet au Parlement un rapport évaluant les effets péréquateurs des dotations de péréquation verticale et du FSRIF ; les communes bénéficiaires des reversements du FSRIF sont celles dont l'indice synthétique est supérieur à la médiane et non, comme le prévoyait le texte initial, à 1,2.

Sur le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, l'Assemblée a adopté un amendement du Gouvernement, sous-amendé par notre collègue Gilles Carrez, réécrivant intégralement l'article 58...

M. Jean-Pierre Caffet. – Eh bien !

Mme Nicole Bricq, rapporteure générale. – Tout n'est pas perdu !

En effet, cet amendement reprend une partie des apports du Sénat. Il supprime les strates et reprend le système de prélèvement logarithmique, que nous avons proposé, qui gomme les effets de seuil. Il exclut les cent cinquante premières communes éligibles à la DSU-cible de tout prélèvement et réduit de 50 % le prélèvement des cent communes DSU-cible suivantes. « Pourquoi faire simple lorsque l'on peut faire compliqué » ? Il reprend la pondération des critères de reversement adoptée par le Sénat, en majorant à 60 % le critère du revenu par habitant. L'effort fiscal pris en compte dans les reversements est totalement déplafonné ; le Sénat avait relevé le plafond de 0,9 à 1, par un amendement de la commission. Le texte de l'Assemblée reprend un amendement adopté par le Sénat excluant de tout reversement les collectivités avec un effort fiscal inférieur à 0,5. La répartition des prélèvements et des reversements s'effectuera, comme l'a voté le Sénat, en fonction des potentiels et non des produits fiscaux de l'EPCI et des communes membres. Il maintient la clause de revoyure proposée par notre

commission, en reportant du 1^{er} septembre au 1^{er} octobre 2012 la date de remise du rapport au Gouvernement.

Deux autres modifications adoptées par le Sénat ont été rejetées : le plafonnement des prélèvements au titre du FPIC et du FSRIF a été rabaissé de 15 % à 10 % du potentiel fiscal ; le revenu par habitant ne sera pas pondéré par le coût du loyer dans chaque région, comme le prévoyait un amendement de M. Dallier.

L'amendement du Gouvernement propose d'autres modifications du FPIC. Son montant est réduit à 150 millions d'euros en 2012 et atteindra 2 % des recettes du bloc communal en 2016, et non la valeur absolue d'un milliard, comme le souhaitait le Sénat. Le nombre d'ensembles intercommunaux éligibles est porté de la moitié à 60 % du total. Les EPCI pourront, à la majorité qualifiée classique, au lieu de l'unanimité, modifier les modalités de prélèvement et de reversement du FPIC entre l'EPCI et les communes membres, en prenant en compte les écarts de revenu par habitant et les insuffisances de ressources de chaque commune.

Ce sont des modifications sur lesquelles le Sénat a beaucoup travaillé et a porté un regard très attentif. L'Assemblée nationale ayant remis en cause l'essentiel des mesures que nous avons adoptées, la CMP a constaté l'incompatibilité de nos positions respectives.

EXAMEN DE LA MOTION TENDANT À OPPOSER LA QUESTION PRÉALABLE

Mme Nicole Bricq, rapporteure générale. – En conséquence, je vous propose d'adopter la motion suivante, tendant à opposer la question préalable :

« En application de l'article 44, alinéa 3, du Règlement du Sénat ;

« Considérant que le projet de loi de finances pour 2012 s'inscrit dans une programmation pluriannuelle privée de signification, puisque reposant sur une hypothèse de croissance des dépenses publiques peu crédible et non étayée ;

« Considérant que l'empilement des mesures de rendement qui a caractérisé les dernières lois financières trahit l'absence de stratégie gouvernementale en matière de prélèvements obligatoires et confirme la nocivité des principales réformes fiscales conduites depuis 2007 ;

« Considérant que les habituelles ouvertures de crédits sollicitées par le Gouvernement en fin d'exercice manifestent l'insincérité de ses prévisions budgétaires et contrastent fâcheusement avec ses engagements de maîtrise de la dépense ;

« Considérant que le Gouvernement, en prétendant réaliser des économies grâce à la réserve de précaution, détourne de sa vocation une procédure destinée à respecter l'autorisation parlementaire, et non à s'en dispenser ;

« Considérant que la baisse injustifiée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales, ajoutée aux conséquences de la réforme de la taxe professionnelle sur l'équilibre des finances locales, mine - je supprime le mot « progressivement » figurant dans ma première version ! - la confiance qui prévalait entre l'Etat et les territoires ;

« Considérant que le projet de loi de finances pour 2012 est dépourvu de substance, la plupart des mesures dites « de redressement » étant soumises au Parlement à la faveur de projets de loi de finances rectificative examinés dans la précipitation ;

« Considérant que l'Assemblée nationale est revenue en nouvelle lecture sur la plupart des votes du Sénat ;

« Le Sénat décide qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération sur le projet de loi de finances pour 2012, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture ».

M. Philippe Dallier. – Que dire après un tel réquisitoire ? Sur l'article 58, je suis incapable de savoir si ce qu'a adopté l'Assemblée est meilleur que ce que proposait le Sénat, faute de simulation. Le président et la rapporteure générale pourraient-ils s'enquérir de la réalisation, par le Gouvernement, de telles simulations ? Les délais sont courts. Certaines collectivités, qui doivent adopter leur budget avant la fin de l'année, ont besoin de mesurer ce que leur donnera ce fonds de péréquation.

M. Jean-Claude Frécon, président. – Pour la version du Sénat, le Gouvernement ne nous a fait parvenir aucune simulation.

Mme Nicole Bricq, rapporteure générale. – Il nous en annonce, pour la version de l'Assemblée nationale, pour lundi.

M. Albéric de Montgolfier. – Vous comprendrez que nous ne pouvons pas nous associer au vote de cette question préalable.

M. Jean-Claude Frécon, président. – La motion exprime notre réaction, d'une façon que chacun appréciera à son gré ; nous en discuterons en séance mardi après-midi...

M. Jean-Pierre Caffet. – Deux bonnes nouvelles : d'une part, nous aurons des simulations, ainsi nous saurons à quelle sauce nous serons mangés ; d'autre part, il est effectivement dans la logique politique des choses, comme pour le PLFSS, que nous posions la question préalable.

M. Michel Berson. – Quand nous aurons, enfin, lundi, les simulations sur la base du texte adopté par l'Assemblée nationale, il serait souhaitable de demander au Gouvernement d'autres simulations, fondées sur le texte que nous avons adopté, afin de pouvoir comparer les deux versions...

M. Jean-Claude Frécon, président. – Je ne pense pas que nous les aurons.

Mme Nicole Bricq, rapporteure générale. – Nous les avons demandées et elles nous ont été refusées.

M. Michel Berson. – Ce refus est déjà, en lui-même, une réponse.

Mme Nicole Bricq, rapporteure générale. – Un aveu !

La commission adopte la motion présentée par Mme Nicole Bricq, rapporteure générale, tendant à opposer la question préalable sur le projet de loi de finances pour 2012 examiné en nouvelle lecture par le Sénat.

TABLEAU COMPARATIF

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée Nationale en nouvelle lecture
PREMIÈRE PARTIE	PREMIÈRE PARTIE	PREMIÈRE PARTIE
CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER	CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER	CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER
TITRE PREMIER	TITRE PREMIER	TITRE PREMIER
DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES	DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES	DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES
<i>I.— IMPÔTS ET RESSOURCES AUTORISÉS</i>	<i>I.— IMPÔTS ET RESSOURCES AUTORISÉS</i>	<i>I.— IMPÔTS ET RESSOURCES AUTORISÉS</i>
A.— Autorisation de perception des impôts et produits	A.— Autorisation de perception des impôts et produits	A.— Autorisation de perception des impôts et produits
.....		
B.— Mesures fiscales	B.— Mesures fiscales	B.— Mesures fiscales
Article 2	Article 2	Article 2
I.— Le I de l'article 197 du code général des impôts est ainsi modifié :	Alinéa sans modification.	<i>Supprimé.</i>
1° Le I est ainsi rédigé :	Alinéa sans modification.	

*La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable
en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

~~« 1. L'impôt est calculé en appliquant à la fraction de chaque part de revenu qui excède 6 088 € le taux de :~~

~~« 5,50 % pour la fraction supérieure à 6 088 € et inférieure ou égale à 12 146 € ;~~

~~« 14 % pour la fraction supérieure à 12 146 € et inférieure ou égale à 26 975 € ;~~

~~« 30 % pour la fraction supérieure à 26 975 € et inférieure ou égale à 72 317 € ;~~

~~« 41 % pour la fraction supérieure à 72 317 €. » ;~~

2° Le 2 est ainsi modifié :

~~a) Au premier alinéa, le montant : « 2 336 € » est remplacé par le montant : « 2 385 € » ;~~

~~b) À la fin de la première phrase du deuxième alinéa, le montant : « 4 040 € » est remplacé par le montant : « 4 125 € » ;~~

~~c) À la fin du troisième alinéa, le montant : « 897 € » est remplacé par le montant : « 916 € » ;~~

~~d) Au dernier alinéa, le montant : « 661 € » est remplacé par le montant : « 675 € » ;~~

3° Au 4, le montant : « 439 € » est remplacé par le montant : « 448 € ».

H. À la première phrase du second alinéa de l'article 196 B du même code, le montant : « 5 698 € » est

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

~~« 41 % pour la fraction supérieure à 72 317 € et inférieure à 100 000 € ;~~

~~« 45 % pour la fraction supérieure à 100 000 €. » ;~~

2° Sans modification.

II. – Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

remplacé par le montant : « 5 817 € ».

Article 2 bis

~~I. — Après le IV de l'article 200 *sexies* du code général des impôts, il est inséré un IV bis ainsi rédigé :~~

~~« IV bis. — Les montants prévus aux I, II, III et IV sont actualisés chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu et arrondis à la dizaine d'euros la plus proche. »~~

~~II. — Cette disposition n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû au titre de l'année 2011.~~

~~III. — La perte de recettes résultant pour l'État des I et II est compensée, à due concurrence, par l'institution d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 2 ter (nouveau)

~~L'article 1^{er} de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat est abrogé.~~

Article 3

I. — Sans modification.

Article 3

I. — Au début du chapitre III du titre I^{er} de la première partie du livre I^{er} du code général des impôts, est ajoutée une section 0I ainsi rédigée :

« Section 0I

Article 2 bis

Supprimé.

Article 2 ter

Supprimé.

Article 3

I. — Au début du chapitre III du titre I^{er} de la première partie du livre I^{er} du code général des impôts, est ajoutée une section 0I ainsi rédigée :

« Section 0I

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

« Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus

« Art. 223 sexies. – I. – 1. Il est institué à la charge des contribuables passibles de l'impôt sur le revenu une contribution sur le revenu fiscal de référence du foyer fiscal, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417 sans qu'il soit fait application des règles de quotient définies à l'article 163-0 A. La contribution est calculée en appliquant un taux de :

« – 3 % à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 250 000 € et inférieure ou égale à 500 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 500 000 € et inférieure ou égale à 1 000 000 € pour les contribuables soumis à imposition commune ;

« – 4 % à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 500 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 1 000 000 € pour les contribuables soumis à imposition commune.

« 2. La contribution est déclarée, contrôlée et recouvrée selon les mêmes règles et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur le revenu.

« II. – 1. Toutefois si, au titre de l'année d'imposition à la contribution mentionnée au 1 du I, le revenu fiscal de référence du contribuable est supérieur ou égal à une fois et demie la moyenne des revenus fiscaux de référence des deux années précédentes, la fraction du revenu fiscal de l'année d'imposition supérieure à cette moyenne est divisée par deux, puis le montant ainsi obtenu est ajouté à cette même moyenne. La cotisation supplémentaire ainsi obtenue est alors multipliée par deux.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

« Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus

« Art. 223 sexies. – I. – 1. Il est institué à la charge des contribuables passibles de l'impôt sur le revenu une contribution sur le revenu fiscal de référence du foyer fiscal, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417 sans qu'il soit fait application des règles de quotient définies à l'article 163-0 A. La contribution est calculée en appliquant un taux de :

« – 3 % à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 250 000 € et inférieure ou égale à 500 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 500 000 € et inférieure ou égale à 1 000 000 € pour les contribuables soumis à imposition commune ;

« – 4 % à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 500 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 1 000 000 € pour les contribuables soumis à imposition commune.

« 2. La contribution est déclarée, contrôlée et recouvrée selon les mêmes règles et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur le revenu.

« II. – 1. Toutefois si, au titre de l'année d'imposition à la contribution mentionnée au 1 du I, le revenu fiscal de référence du contribuable est supérieur ou égal à une fois et demie la moyenne des revenus fiscaux de référence des deux années précédentes, la fraction du revenu fiscal de l'année d'imposition supérieure à cette moyenne est divisée par deux, puis le montant ainsi obtenu est ajouté à cette même moyenne. La cotisation supplémentaire ainsi obtenue est alors multipliée par deux.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

« Le premier alinéa du présent 1 est applicable aux contribuables dont le revenu fiscal de référence au titre de l'année précédant celle de l'imposition n'a pas excédé 250 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et 500 000 € pour les contribuables soumis à imposition commune.

« Cette disposition est applicable aux contribuables qui ont été passibles de l'impôt sur le revenu au titre des deux années précédant celle de l'imposition pour plus de la moitié de leurs revenus de source française ou étrangère de même nature que ceux entrant dans la composition du revenu fiscal de référence.

« 2. En cas de modification de la situation de famille du contribuable au cours de l'année d'imposition ou des deux années précédentes, les revenus fiscaux de référence mentionnés au 1 sont ceux :

« a) Du couple et des foyers fiscaux auxquels les conjoints ou les partenaires ont appartenu au cours des années mentionnées au présent 2 en cas d'union.

« Toutefois, en cas d'option au titre de l'année d'établissement de la contribution pour l'imposition séparée définie au second alinéa du 5 de l'article 6, le b du présent 2 s'applique ;

« b) Du contribuable et des foyers fiscaux auxquels le contribuable passible de la contribution a appartenu au cours des années mentionnées au présent 2 en cas de divorce, séparation ou décès.

« Le bénéfice du présent 2 est subordonné au dépôt d'une réclamation comprenant les informations nécessaires au calcul de la moyenne calculée selon les modalités ainsi

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

« Le premier alinéa du présent 1 est applicable aux contribuables dont le revenu fiscal de référence au titre de chacune des deux années précédant celle de l'imposition n'a pas excédé 250 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et 500 000 € pour les contribuables soumis à imposition commune.

« Cette disposition est applicable aux contribuables qui ont été passibles de l'impôt sur le revenu au titre des deux années précédant celle de l'imposition pour plus de la moitié de leurs revenus de source française ou étrangère de même nature que ceux entrant dans la composition du revenu fiscal de référence.

« 2. En cas de modification de la situation de famille du contribuable au cours de l'année d'imposition ou des deux années précédentes, les revenus fiscaux de référence mentionnés au 1 sont ceux :

« a) Du couple et des foyers fiscaux auxquels les conjoints ou les partenaires ont appartenu au cours des années mentionnées au présent 2 en cas d'union.

« Toutefois, en cas d'option au titre de l'année d'établissement de la contribution pour l'imposition séparée définie au second alinéa du 5 de l'article 6, le b du présent 2 s'applique ;

« b) Du contribuable et des foyers fiscaux auxquels le contribuable passible de la contribution a appartenu au cours des années mentionnées au présent 2 en cas de divorce, séparation ou décès.

« Le bénéfice du présent 2 est subordonné au dépôt d'une réclamation comprenant les informations nécessaires au calcul de la moyenne calculée selon les modalités ainsi

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

précisées.

« Les réclamations sont adressées au service des impôts dans le délai prévu aux articles R. 196-1 et R. 196-3 du livre des procédures fiscales. Elles sont présentées, instruites et jugées selon les règles de procédure applicables en matière d'impôt sur le revenu.

« 3. Pour le calcul de la moyenne mentionnée au présent II, le revenu fiscal de référence déterminé au titre des années 2009 et 2010 s'entend de celui défini au 1° du IV de l'article 1417. Il s'entend de celui défini au 1 du I du présent article pour les revenus fiscaux de référence déterminés à compter de 2011. »

II.— Le dernier alinéa du 1 de l'article 170 du même code est ainsi modifié :

1° Après la référence : « 163 *quinquies* C bis », le mot : « et » est remplacé par le signe : « , » ;

2° Sont ajoutés les mots : « et le montant net imposable des plus-values mentionnées aux articles 150 U à 150 UD ».

~~III.— A.— Le I est applicable à compter de l'imposition des revenus de l'année 2011 et jusqu'à l'imposition des revenus de l'année au titre de laquelle le déficit public des administrations publiques est nul. Ce déficit est constaté dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 3 du règlement (CE) n° 479/2009 du Conseil, du 25 mai 2009, relatif à l'application du protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au traité instituant la Communauté européenne.~~

B.— Le II s'applique aux plus-values réalisées au titre

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

II.— Sans modification.

~~III.— A.— Supprimé.~~

B.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

précisées.

« Les réclamations sont adressées au service des impôts dans le délai prévu aux articles R. 196-1 et R. 196-3 du livre des procédures fiscales. Elles sont présentées, instruites et jugées selon les règles de procédure applicables en matière d'impôt sur le revenu.

« 3. Pour le calcul de la moyenne mentionnée au présent II, le revenu fiscal de référence déterminé au titre des années 2009 et 2010 s'entend de celui défini au 1° du IV de l'article 1417. Il s'entend de celui défini au 1 du I du présent article pour les revenus fiscaux de référence déterminés à compter de 2011.

II.— Sans modification.

III.— A.— Le I est applicable à compter de l'imposition des revenus de l'année 2011 et jusqu'à l'imposition des revenus de l'année au titre de laquelle le déficit public des administrations publiques est nul. Ce déficit est constaté dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 3 du règlement (CE) n° 479/2009 du Conseil, du 25 mai 2009, relatif à l'application du protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au traité instituant la Communauté européenne.

B.— Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

des cessions intervenues à compter du 1^{er} janvier 2011.

Article 3 bis A

~~I. Le code général des impôts est ainsi modifié :~~

~~1° À l'article 80 *quinquies*, les mots : « de la fraction des indemnités allouées aux victimes d'accidents du travail exonérée en application du 8° de l'article 81 et des indemnités » sont remplacés par les mots : « des indemnités qui, mentionnées au 8° de l'article 81, sont allouées aux victimes d'accidents du travail et de celles » ;~~

~~2° Au 8° de l'article 81, les mots : « à hauteur de 50 % de leur montant, ainsi que les » sont supprimés.~~

~~II. Le I s'applique pour les rentes versées au titre de l'année 2011.~~

~~III. La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 3 bis B

~~I. Le code général des impôts est ainsi modifié :~~

~~1° L'article 117 *quater* est abrogé ;~~

~~2° Au II de l'article 154 *quinquies*, les références : « aux articles 117 *quater* et 125 A » sont remplacées par la référence : « à l'article 125 A » ;~~

Article 3 bis A

Supprimé.

Article 3 bis B

Supprimé.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~3° Le 3 de l'article 158 est ainsi modifié :~~

~~a) À la fin du premier alinéa du 1°, les références : « aux articles 117 *quater* et 125 A » sont remplacées par la référence : « à l'article 125 A » ;~~

~~b) Le f du 3° est abrogé ;~~

~~4° Au dernier alinéa du 1 de l'article 170, les références : « aux articles 117 *quater* et 125 A » sont remplacées par la référence : « à l'article 125 A » ;~~

~~5° Au c du 1° du IV de l'article 1417, les références : « aux articles 117 *quater*, 125 A » sont remplacées par la référence : « à l'article 125 A » ;~~

~~6° L'article 1671 C est abrogé ;~~

~~7° Le 1 de l'article 1681 *quinquies* est ainsi modifié :~~

~~a) À la première phrase, les références : « aux articles 117 *quater* et 125 A » sont remplacées par la référence : « à l'article 125 A » ;~~

~~b) À la seconde phrase, la référence : « du III de l'article 117 *quater* et » est supprimée.~~

~~H. Au 2° de l'article L. 169 A du livre des procédures fiscales, les références : « aux articles 117 *quater* et 125 A » sont remplacées par la référence : « à l'article 125 A ».~~

~~III. L'article L. 136 7 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :~~

~~1° Les trois derniers alinéas du I sont remplacés par un~~

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

alinéa ainsi rédigé :

~~« Les plus-values mentionnées aux articles 150 U à 150 UC du code général des impôts sont également assujetties à cette contribution. » ;~~

~~2° Au 8° bis du II, les références : « aux articles 117 quater et 125 A » sont remplacées par la référence : « à l'article 125 A » ;~~

~~3° Le second alinéa du V est supprimé.~~

~~IV. Les I à III s'appliquent aux revenus perçus à compter du 1^{er} janvier 2012.~~

~~V. Le décalage de trésorerie résultant pour l'État du I est compensé, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 3 bis C

~~I. À la première phrase du 2° du 3 de l'article 158 du code général des impôts, le taux : « 40 % » est remplacé par le taux : « 20 % ».~~

~~H. Le I est applicable pour l'établissement des impositions perçues en 2011.~~

Article 3 bis D

~~I. À la première phrase de l'article 199 quinquies du code général des impôts, les mots : « d'une réduction d'impôt égale » sont remplacés par les mots : « d'un crédit d'impôt~~

Article 3 bis C

Supprimé.

Article 3 bis D

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

égal».

~~H. Cette disposition n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû au titre de l'année 2011.~~

~~III. La perte de recettes résultant pour l'État des I et II est compensée, à due concurrence, par l'institution d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 3 bis E

I. – Le 1° du I de l'article 726 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, le taux : « 3 % » est remplacé par le taux : « 2 % » ;

2° L'avant-dernier alinéa est supprimé.

Article 3 bis E

Alinéa sans modification.

1° Au premier alinéa, le taux : « 3 % » est remplacé par les mots : « 3 % pour la fraction d'assiette inférieure à 200 000 euros, 0,5 % pour la fraction comprise entre 200 000 euros et 500 000 000 euros et 0,25 % pour la fraction excédant 500 000 000 euros »;

2° L'avant-dernier alinéa est ainsi rédigé :

« Lorsque les cessions mentionnées aux deuxième et troisième alinéas s'opèrent par acte passé à l'étranger et qu'elles portent sur des actions ou parts de sociétés ayant leur siège en France, ces cessions sont soumises au droit d'enregistrement dans les conditions prévues au présent 1° du I, sauf imputation, le cas échéant, d'un crédit d'impôt égal au montant des droits d'enregistrement effectivement acquittés dans l'État d'immatriculation ou l'État de résidence de chacune des personnes concernées, conformément à la législation de cet État et dans le cadre d'une formalité obligatoire d'enregistrement de chacune de ces cessions. Ce crédit d'impôt est imputable sur l'impôt français afférent à chacune de ces cessions, dans la limite de cet impôt. » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

3° (nouveau) Après le même alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 1° bis À 3 % : ».

I bis (nouveau). – Le II de l'article 726 est complété par cinq alinéas ainsi rédigés :

« Les perceptions mentionnées aux 1° et 1° bis du I ne sont pas applicables :

« – aux acquisitions de droits sociaux réalisées dans le cadre du rachat de ses propres titres par une société ou d'une augmentation de capital ;

« – aux acquisitions de droits sociaux de sociétés placées sous procédure de sauvegarde ou en redressement judiciaire ;

« – aux acquisitions de droits sociaux lorsque la société cédante est membre du même groupe, au sens de l'article 223 A, que la société qui les acquiert ;

« – aux opérations entrant dans le champ de l'article 210 B du code général des impôts. »

II.– Sans modification.

II.– Le I entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 3 bis F

Article 3 bis F

I.– À l'article 730 ter, à la fin de l'article 746, à la première phrase du premier alinéa du II de l'article 750 et à la première phrase de l'article 750 bis A du code général des impôts, le taux : « 2,50 % » est remplacé par le taux : « 1,10 % ».

Le V de l'article 7 de la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011 est complété par une phrase ainsi rédigée :

II.– Le I entre en vigueur à compter du

« Toutefois, lorsqu'une convention de divorce a été présentée au juge avant le 30 juillet 2011, le partage donne

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

1^{er} janvier 2012.

lieu à l'acquittement du droit d'enregistrement ou de la taxe de publicité foncière prévus à l'article 746 dans la rédaction antérieure à l'entrée en vigueur du IV du présent article, nonobstant la date de l'homologation de la convention par le juge.»

III.— La perte de recettes éventuelle pour l'État résultant de la baisse du taux de partage de 1,4 point est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 3 bis G

Article 3 bis G

~~I.— Le code général des impôts est ainsi modifié :~~

~~*Supprimé.*~~

~~1° L'article 775 *ter* est ainsi rétabli :~~

~~« Art. 775 *ter*. Il est effectué un abattement de 50 000 € sur l'actif net successoral recueilli par les enfants vivants ou représentés ou les ascendants du défunt. » ;~~

~~2° L'article 779 est ainsi rédigé :~~

~~« Art. 779. I. Pour la perception des droits de mutation à titre gratuit, il est effectué un abattement de 50 000 € sur la part de chacun des ascendants et sur la part de chacun des enfants vivants ou représentés.~~

~~« Entre les représentants des enfants prédécédés, cet abattement se divise d'après les règles de la dévolution légale.~~

~~« En cas de donation, les enfants décédés du donateur sont, pour l'application de l'abattement, représentés par leurs descendants donataires dans les conditions prévues par le~~

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~code civil en matière de représentation successorale.~~

~~« II. Pour la perception des droits de mutation à titre gratuit, il est effectué un abattement de 50 000 € sur la part de tout héritier, légataire ou donataire, incapable de travailler dans des conditions normales de rentabilité, en raison d'une infirmité physique ou mentale, congénitale ou acquise.~~

~~« Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'application du premier alinéa.~~

~~« III. Pour la perception des droits de mutation à titre gratuit, il est effectué en cas de donation ou, lorsque l'article 796-0 ter n'est pas applicable, en cas de succession, un abattement de 5 000 € sur la part de chacun des frères et sœurs. »;~~

~~3° Le I de l'article 788 est ainsi rétabli :~~

~~« I. L'abattement mentionné à l'article 775 ter se répartit entre les bénéficiaires cités à cet article au prorata de leurs droits légaux dans la succession. Il s'impute sur la part de chaque héritier déterminée après application des abattements mentionnés aux I et II de l'article 779. La fraction de l'abattement non utilisée par un ou plusieurs bénéficiaires est répartie entre les autres bénéficiaires au prorata de leurs droits dans la succession. »;~~

~~4° L'article 790 C est ainsi rétabli :~~

~~« Art. 790 C. Pour la perception des droits de mutation à titre gratuit entre vifs, il est effectué un abattement de 5 000 € sur la part de chacun des neveux et nièces du donateur. »;~~

~~5° L'article 790 G est abrogé.~~

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~H. Le I entre en vigueur à compter du
1^{er} janvier 2012.~~

Article 3 bis H

~~L'article 1^{er} de la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de
finances rectificative pour 2011 est abrogé.~~

Article 3 bis I

~~Les articles 885 I bis, 885 I ter et 885 I quater du code
général des impôts sont abrogés.~~

Article 3 bis J

~~L'article 30 de la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de
finances rectificative pour 2011 est ainsi modifié :~~

~~1° Au I, l'année : « 2010 » est remplacée par l'année :
« 2009 » ;~~

~~2° Aux premier et troisième alinéas du II, l'année :
« 2012 » est remplacée par l'année : « 2011 ».~~

Article 3 bis K

~~I. Après l'article L. 723-3 du code de la sécurité
sociale, il est rétabli un article L. 723-4 ainsi rédigé :~~

~~« Art. L. 723-4. Lorsque l'avocat est désigné au titre
de l'aide juridictionnelle ou commis d'office, les droits de
plaidoirie sont à la charge de l'État. »~~

Article 3 bis H

Supprimé.

Article 3 bis I

Supprimé.

Article 3 bis J

Supprimé.

Article 3 bis K

Supprimé.

*La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable
en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

—

Article 3 bis

I.– Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après le 1° du II de l'article 150 U, il est inséré un 1° *bis* ainsi rédigé :

« 1° *bis* Au titre de la première cession d'un logement, y compris ses dépendances immédiates et nécessaires au sens du 3° si leur cession est simultanée à celle dudit logement, autre que la résidence principale, lorsque le cédant n'a pas été propriétaire de sa résidence principale, directement ou par personne interposée, au cours des quatre années précédant la cession.

« L'exonération est applicable à la fraction du prix de cession défini à l'article 150 VA que le cédant emploie, dans un délai de vingt-quatre mois à compter de la cession, à l'acquisition ou la construction d'un logement qu'il affecte, dès son achèvement ou son acquisition si elle est postérieure, à son habitation principale. En cas de manquement à l'une de ces conditions, l'exonération est remise en cause au titre de l'année du manquement ; »

2° Au dernier alinéa du 1 de l'article 170, après la référence : « 163 *quinquies C bis* », sont insérés les mots : « , le montant des plus-values exonérées en application du 1° *bis* du II de l'article 150 U » ;

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—

Article 3 bis

~~II. La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« L'exonération est applicable, ~~dans la limite de 300 000 €~~, à la fraction du prix de cession défini à l'article 150 VA que le cédant emploie, dans un délai de vingt-quatre mois à compter de la cession, à l'acquisition ou la construction d'un logement qu'il affecte, dès son achèvement ou son acquisition si elle est postérieure, à son habitation principale. En cas de manquement à l'une de ces conditions, l'exonération est remise en cause au titre de l'année du manquement ; »

2° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

—

Article 3 bis

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« L'exonération est applicable à la fraction du prix de cession défini à l'article 150 VA que le cédant emploie, dans un délai de vingt-quatre mois à compter de la cession, à l'acquisition ou la construction d'un logement qu'il affecte, dès son achèvement ou son acquisition si elle est postérieure, à son habitation principale. En cas de manquement à l'une de ces conditions, l'exonération est remise en cause au titre de l'année du manquement ; »

2° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

3° Après le premier alinéa du II de l'article 726, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« S'agissant des titres visés au 2° du I, l'assiette du droit d'enregistrement comprend, à concurrence de la fraction des titres cédés, la valeur réelle des biens et droits immobiliers détenus, directement ou indirectement, au travers d'autres personnes morales à prépondérance immobilière, après déduction du seul passif afférent à l'acquisition desdits biens et droits immobiliers, ainsi que la valeur réelle des autres éléments d'actifs bruts. »

II.— Le 1° du I s'applique aux plus-values réalisées au titre des cessions intervenues à compter du 1^{er} février 2012.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

3° Sans modification.

II.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

« S'agissant des titres visés au 2° du I, à l'exception des titres de sociétés civiles de placement immobilier offerts au public, l'assiette du droit d'enregistrement comprend, à concurrence de la fraction des titres cédés, la valeur réelle des biens et droits immobiliers détenus, directement ou indirectement, au travers d'autres personnes morales à prépondérance immobilière, après déduction du seul passif afférent à l'acquisition desdits biens et droits immobiliers, ainsi que la valeur réelle des autres éléments d'actifs bruts. »

II.— Sans modification.

Article 3 septies

~~Le IV de l'article 200 *quaterdecies* du code général des impôts est ainsi modifié :~~

~~1° À la première phrase du premier alinéa et au second alinéa, le montant : « 3 750 » est remplacé par le montant : « 1 875 » et le montant : « 7 500 » est remplacé, deux fois, par le montant : « 3 750 » ;~~

~~2° Aux deuxième et dernière phrases du premier alinéa, le montant : « 500 » est remplacé par le montant : « 250 » ;~~

~~3° Au second alinéa, le montant : « 15 000 » est remplacé par le montant : « 7 500 ».~~

Article 3 septies

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Article 4

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le VI de l'article 44 *quaterdecies* est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est supprimé ;

2° À la fin du deuxième alinéa, les mots : « avant imputation de celui prévu à l'article 217 *bis* » sont supprimés ;

3° Au troisième alinéa, la référence : « et à l'article 217 *bis* » est supprimée ;

B. – Au trente et unième alinéa du I de l'article 199 *undecies* B et au cinquième alinéa du IV de l'article 199 *undecies* C, la référence : « aux articles 217 *bis* et » est remplacée par les mots : « à l'article » ;

C. – L'article 217 *bis* est abrogé ;

D. – À la fin du premier alinéa du IV *bis* de l'article 217 *undecies*, les mots : « des abattements prévus aux articles 44 *quaterdecies* et 217 *bis* » sont remplacés par les mots : « de l'abattement prévu à l'article 44 *quaterdecies* » ;

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 4

L'article 217 *bis* du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Art. 217 bis. – Les résultats provenant d'exploitations situées dans les départements d'outre-mer, employant moins de dix salariés et appartenant aux secteurs éligibles mentionnés au I de l'article 199 *undecies* B, ne sont retenus pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés que pour les deux tiers de leur montant.

« Le présent article s'applique aux résultats des exercices clos jusqu'au 31 décembre 2017. »

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Article 4

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le VI de l'article 44 *quaterdecies* est ainsi modifié

a) Le premier alinéa est supprimé ;

b) À la fin du deuxième alinéa, les mots : « avant imputation de celui prévu à l'article 217 *bis* » sont supprimés ;

c) Au troisième alinéa, la référence : « et à l'article 217 *bis* » est supprimée ;

2° Au trente et unième alinéa du I de l'article 199 *undecies* B et au cinquième alinéa du IV de l'article 199 *undecies* C, la référence : « aux articles 217 *bis* et » est remplacée par les mots : « à l'article » ;

3° L'article 217 *bis* est abrogé ;

4° À la fin du premier alinéa du IV *bis* de l'article 217 *undecies*, les mots : « des abattements prévus aux articles 44 *quaterdecies* et 217 *bis* » sont remplacés par les mots : « de l'abattement prévu à l'article 44 *quaterdecies* » ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

E.— Aux deux dernières phrases du premier alinéa et à la fin de la première phrase du sixième alinéa de l'article 223 A, à la fin du premier alinéa de l'article 223 B et au premier alinéa des *d* et *i* du 6 de l'article 223 L, les références : « aux articles 214 et 217 *bis* » sont remplacées par la référence : « à l'article 214 » ;

F.— À la fin du premier alinéa de l'article 223 D, la référence : « et 217 *bis* » est supprimée ;

G.— Le 4 de l'article 223 L est abrogé.

II.— À la première phrase du 1° de l'article L. 3324-1 du code du travail, les références : « , 208 C et 217 *bis* » sont remplacées par la référence : « et 208 C ».

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 4 bis A

~~I.— Après le 2 bis de l'article 38 du code général des impôts, il est inséré un 2 ter ainsi rédigé :~~

~~« 2 ter. Pour l'application des 1 et 2 du présent article, les charges d'intérêts liées à l'émission d'emprunts par une société sont admises en déduction pour le calcul du bénéfice net à condition que le rapport entre les capitaux propres et la dette financière ne soit pas inférieur à 50 % . »~~

~~H.— Le présent I n'est applicable qu'à compter du 1^{er} novembre 2011.~~

Article 4 bis B

~~L'article 80 duodecies du code général des impôts est complété par un 3 ainsi rédigé :~~

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

5° Aux deux dernières phrases du premier alinéa et à la fin de la première phrase du sixième alinéa de l'article 223 A, à la fin du premier alinéa de l'article 223 B et au premier alinéa des *d* et *i* du 6 de l'article 223 L, les références : « aux articles 214 et 217 *bis* » sont remplacées par la référence : « à l'article 214 » ;

6° À la fin du premier alinéa de l'article 223 D, la référence : « et 217 *bis* » est supprimée ;

7° Le 4 de l'article 223 L est abrogé.

II. — À la première phrase du 1° de l'article L. 3324-1 du code du travail, les références : « , 208 C et 217 *bis* » sont remplacées par la référence : « et 208 C ».

Article 4 bis A

Supprimé.

Article 4 bis B

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~« 3. Toute société dont le conseil d'administration ou le directoire décide d'augmenter la rémunération d'un dirigeant pendant la période de six mois précédant son départ de l'entreprise est redevable d'une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés au taux de 15 % sur son bénéfice imposable. »~~

Article 4 bis C

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 112 est complété par un 9° ainsi rédigé :

~~« 9° La fraction d'intérêts non déductible en application du dernier alinéa du 1 de l'article 212 bis. » ;~~

2° Au premier alinéa du II de l'article 209, après les mots : « mentionnée au sixième alinéa du 1 du II de l'article 212 », sont insérés les mots : « et au dernier alinéa du 1 de l'article 212 bis » et les mots : « et au sixième alinéa du 1 du II de l'article 212 » sont remplacés par les mots : « , au sixième alinéa du 1 du II de l'article 212 et au dernier alinéa du 1 de l'article 212 bis » ;

3° Après l'article 212, il est inséré un article 212 bis ainsi rédigé :

~~« Art. 212 bis. — 1. Lorsque le montant des intérêts déductibles servis par une entreprise excède simultanément au titre d'un même exercice les deux limites suivantes :~~

~~« a) 3 millions d'euros ;~~

~~« b) 80 % du résultat courant avant impôts préalablement majoré desdits intérêts, des amortissements pris en compte pour la détermination de ce même résultat et~~

Article 4 bis C

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~de la quote part de loyers de crédit bail prise en compte pour la détermination du prix de cession du bien à l'issue du contrat, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.~~

~~« La fraction des intérêts excédant la limite visée au b ne peut être déduite au titre de cet exercice.~~

~~« Ce taux est fixé à 60 % pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 et à 30 % pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.~~

~~« Toutefois, cette fraction d'intérêts non déductible immédiatement peut être déduite au titre de l'exercice suivant à concurrence de la différence calculée au titre de cet exercice entre la limite mentionnée au b et le montant des intérêts déductibles. Le solde non imputé à la clôture de cet exercice est déductible au titre des exercices postérieurs dans le respect des mêmes conditions sous déduction d'une décote de 5 % appliquée à l'ouverture de chacun de ces exercices.~~

~~« 2. Le 1 ne s'applique pas aux intérêts dus à raison des sommes ayant servi à financer :~~

~~« a) Des opérations réalisées dans le cadre d'une convention de gestion centralisée de la trésorerie d'un groupe par l'entreprise chargée de cette gestion centralisée ;~~

~~« b) L'acquisition de biens donnés en location dans les conditions prévues aux 1 et 2 de l'article L. 313-7 du code monétaire et financier.~~

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~« Ce même I ne s'applique pas non plus aux intérêts dus par les établissements de crédit mentionnés à l'article L. 511 9 du même code. » ;~~

~~4° L'article 223 B est complété par un alinéa ainsi rédigé :~~

~~« Par exception aux dispositions du dernier alinéa du I de l'article 212 bis, les intérêts non admis en déduction en application des quatre premiers alinéas du même I du résultat d'une société membre d'un groupe et retenus pour la détermination du résultat d'ensemble ne peuvent être déduits des résultats ultérieurs de cette société. » ;~~

~~5° Après la référence : « 209 », la fin du dernier alinéa du 6 de l'article 223 I est ainsi rédigée : « , d'une part, et au sixième alinéa du 1 du II de l'article 212 et au dernier alinéa du 1 de l'article 212 bis, d'autre part. » ;~~

~~6° Le dernier alinéa de l'article 223 S est complété par les mots : « et au cinquième alinéa du 1 de l'article 212 bis ».~~

Article 4 bis D

~~I. Pour le recouvrement de l'impôt sur les sociétés au titre d'un exercice fiscal donné, toute société est tenue d'acquitter un impôt au moins égal à la moitié du montant normalement exigible résultant de l'application du taux normal, prévu au deuxième alinéa du I de l'article 219 du code général des impôts, à l'assiette de son bénéfice imposable, majorée de l'incidence de l'ensemble des dépenses fiscales figurant à la rubrique Impôt sur les sociétés de l'évaluation des voies et moyens annexée à la présente loi.~~

Article 4 bis D

Supprimé.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~H. Les pertes de recettes éventuelles résultant pour l'État du I sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droit prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 4 bis E

~~À la seconde phrase du deuxième alinéa du a quinquiés du I de l'article 219 du code général des impôts, les mots : « au taux de 10 % » sont remplacés par les mots : « à 10 % du prix de cession des titres ».~~

Article 4 bis F

Le code général des impôts est ainsi modifié :

~~1° L'article 223 B est complété par un alinéa ainsi rédigé :~~

~~« Le résultat d'ensemble est majoré de 5 % de la fraction excédant un million d'euros du montant des produits de participations mentionnés aux deuxième et troisième alinéas dont la société mère n'apporte pas la preuve qu'ils proviennent de produits de participation versés par une société membre du groupe depuis plus d'un exercice ou par une société intermédiaire et provenant de produits de participation versés par une société membre du groupe depuis plus d'un exercice. Le montant ajouté au résultat d'ensemble en application du présent alinéa ne peut toutefois excéder, pour chaque période d'imposition, le montant total des frais et charges de toute nature exposés par les sociétés du groupe au cours de la même période pour l'acquisition et la conservation des participations dont sont issus ces produits. » ;~~

Article 4 bis E

Supprimé.

Article 4 bis F

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~2° Au deuxième alinéa de l'article 223 F, après les mots : « afférente à », sont insérés les mots : « la fraction inférieure à un million d'euros de ».~~

Article 4 bis G

Après l'article 235 *ter* ZE du code général des impôts, il est inséré un article 235 *ter* ZE bis ainsi rédigé :

« Art. 235 *ter* ZE bis. — I. — Les prestataires de services d'investissement soumis au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et agréés pour fournir les services d'investissement mentionnés aux deuxième à quatrième alinéas et au septième alinéa de l'article L. 321-1 du code monétaire et financier sont assujettis à une taxe sur les transactions automatisées au titre de leur activité exercée au 1^{er} janvier de chaque année.

« H. — L'assiette de la taxe sur les transactions automatisées est constituée du montant des ordres d'achat ou de vente d'instruments financiers transmis à un marché réglementé ou à un système multilatéral de négociation au cours d'une journée, dès lors que moins de la moitié du nombre de ces ordres est effectivement exécutée sur ces plates-formes de négociation.

Article 4 bis G

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~« III. Le taux de la taxe est fixé à 0,1 % du montant des ordres d'achat ou de vente transmis visés au II.~~

~~« IV. La taxe sur les transactions automatisées est exigible le dernier jour de chaque mois. Elle est acquittée auprès du comptable public au plus tard le dernier jour du mois suivant. Le paiement est accompagné d'un état conforme au modèle fourni par l'administration faisant apparaître les renseignements nécessaires à l'identification de la personne assujettie et à la détermination du montant dû.~~

~~« V. 1. La personne assujettie, dont le siège ou l'entreprise mère du groupe au sens de l'article L. 511-20 du code monétaire et financier est situé dans un autre État ayant instauré une taxe poursuivant un objectif équivalent à celui de la taxe sur les transactions automatisées, peut bénéficier d'un crédit d'impôt.~~

~~« 2. Le montant de ce crédit d'impôt est égal, dans la limite du montant de taxe sur les transactions automatisées dû par la personne assujettie, à la fraction de cette autre taxe que l'entreprise mère ou le siège acquitte au titre de la même année à raison de l'existence de cette personne assujettie.~~

~~« 3. Le crédit d'impôt peut être utilisé par la personne assujettie au paiement de la taxe sur les transactions automatisées de l'année ou lui être remboursé après qu'elle l'a acquittée.~~

~~« 4. Les 1 à 3 ne sont pas applicables lorsque la réglementation de cet autre État ne prévoit pas des avantages équivalents au bénéfice des personnes assujetties à la taxe mentionnée au 1, dont le siège ou l'entreprise mère est situé en France. La liste des États et taxes pour lesquels les 1 à 3 sont applicables est fixée par arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie et du budget.~~

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

—

Article 4 bis

I.– L'article 39 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa du 12 est ainsi rédigé :

« Lorsqu'il existe des liens de dépendance entre l'entreprise concédante et l'entreprise concessionnaire, le montant des redevances prises en compte pour le calcul du résultat net imposable selon le régime mentionné au 1 de l'article 39 *terdecies* n'est déductible du résultat imposable de l'entreprise concessionnaire que dans le rapport existant entre le taux réduit prévu au deuxième alinéa du *a* du I de l'article 219 et le taux normal prévu au deuxième alinéa du même I. Le présent alinéa n'est pas applicable lorsque l'entreprise concessionnaire apporte, dans le cadre de la documentation mentionnée à l'avant-dernière phrase du dixième alinéa de l'article 39 *terdecies*, la preuve que l'exploitation de la licence ou du procédé concédé, d'une

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

—

Article 4 bis

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« Lorsqu'il existe des liens de dépendance entre l'entreprise concédante et l'entreprise concessionnaire, le montant des redevances prises en compte pour le calcul du résultat net imposable selon le régime mentionné au 1 de l'article 39 *terdecies* n'est déductible du résultat imposable de l'entreprise concessionnaire que dans le rapport existant entre le taux réduit prévu au premier alinéa du 1 de l'article 39 *terdecies* et le taux normal prévu au deuxième alinéa du I de l'article 219. Le présent alinéa n'est pas applicable lorsque l'entreprise concessionnaire apporte, dans le cadre de la documentation mentionnée à l'avant-dernière phrase du dixième alinéa de l'article 39 *terdecies*, la preuve que l'exploitation de la licence ou du procédé concédé, d'une

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

—

Article 4 bis

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« Lorsqu'il existe des liens de dépendance entre l'entreprise concédante et l'entreprise concessionnaire, le montant des redevances prises en compte pour le calcul du résultat net imposable selon le régime mentionné au 1 de l'article 39 *terdecies* n'est déductible du résultat imposable de l'entreprise concessionnaire que dans le rapport existant entre le taux réduit prévu au deuxième alinéa du *a* du I de l'article 219 et le taux normal prévu au deuxième alinéa du même I. Le présent alinéa n'est pas applicable lorsque l'entreprise concessionnaire apporte, dans le cadre de la documentation mentionnée à l'avant-dernière phrase du dixième alinéa de l'article 39 *terdecies*, la preuve que l'exploitation de la licence ou du procédé concédé, d'une

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

part, lui créée, sur l'ensemble de la période de concession, une valeur ajoutée et, d'autre part, est réelle et ne peut être regardée comme constitutive d'un montage artificiel dont le but serait de contourner la législation fiscale française. » ;

2° Il est ajouté un 12 *bis* ainsi rédigé :

« 12 *bis*. Le montant des redevances dues par une entreprise concédant une licence ou un procédé pris en concession n'est déductible que du résultat net de cette entreprise imposable selon le régime mentionné au 1 de l'article 39 *terdecies*.

« L'excédent du montant total des redevances sur le résultat net mentionné au premier alinéa du présent 12 *bis* n'est déductible du résultat imposable de l'entreprise mentionnée au même premier alinéa que dans le rapport existant entre le taux réduit prévu au deuxième alinéa du *a* du I de l'article 219 et le taux normal prévu au deuxième alinéa du même I.

« Une fraction égale à $18/33,33$ du montant des redevances déduites du résultat imposable au taux normal et afférentes à des licences et procédés donnés en concession au cours d'un exercice ultérieur est rapportée au résultat imposable au taux normal de l'exercice en cours à la date à laquelle l'entreprise qui en est concessionnaire les concède, sauf si cette entreprise satisfait à la condition mentionnée à la seconde phrase du premier alinéa du 12 à raison de la période couverte par les exercices au cours desquels ces redevances ont été déduites au taux normal. Le présent alinéa est applicable au montant des redevances déduites au cours des exercices couvrant l'une des trois années précédant la date à laquelle l'entreprise concessionnaire concède les licences ou procédés. »

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

part, lui créée, sur l'ensemble de la période de concession, une valeur ajoutée et, d'autre part, est réelle et ne peut être regardée comme constitutive d'un montage artificiel dont le but serait de contourner la législation fiscale française. » ;

Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« L'excédent éventuel du montant total des redevances sur le résultat net mentionné au premier alinéa du présent 12 *bis* n'est déductible du résultat imposable de l'entreprise mentionnée au même premier alinéa que dans le rapport existant entre le taux réduit prévu entre le taux réduit prévu au premier alinéa du 1 de l'article 39 *terdecies* et le taux normal prévu au deuxième alinéa du I de l'article 219.

« Une fraction égale à $[13,1/3]/[33,1/3]$ du montant des redevances déduites du résultat imposable au taux normal et afférentes à des licences et procédés donnés en concession au cours d'un exercice ultérieur est rapportée au résultat imposable au taux normal de l'exercice en cours à la date à laquelle l'entreprise qui en est concessionnaire les concède, sauf si cette entreprise satisfait à la condition mentionnée à la seconde phrase du premier alinéa du 12 à raison de la période couverte par les exercices au cours desquels ces redevances ont été déduites au taux normal. Le présent alinéa est applicable au montant des redevances déduites au cours des exercices couvrant l'une des trois années précédant la date à laquelle l'entreprise concessionnaire concède les licences ou procédés. »

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

part, lui créée, sur l'ensemble de la période de concession, une valeur ajoutée et, d'autre part, est réelle et ne peut être regardée comme constitutive d'un montage artificiel dont le but serait de contourner la législation fiscale française. » ;

Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« L'excédent éventuel du montant total des redevances sur le résultat net mentionné au premier alinéa du présent 12 *bis* n'est déductible du résultat imposable de l'entreprise mentionnée au même premier alinéa que dans le rapport existant entre le taux réduit prévu entre le taux réduit prévu au deuxième alinéa du *a* du I de l'article 219 et le taux normal prévu au deuxième alinéa du même I.

« Une fraction égale à $[18,1/3]/[33,1/3]$ du montant des redevances déduites du résultat imposable au taux normal et afférentes à des licences et procédés donnés en concession au cours d'un exercice ultérieur est rapportée au résultat imposable au taux normal de l'exercice en cours à la date à laquelle l'entreprise qui en est concessionnaire les concède, sauf si cette entreprise satisfait à la condition mentionnée à la seconde phrase du premier alinéa du 12 à raison de la période couverte par les exercices au cours desquels ces redevances ont été déduites au taux normal. Le présent alinéa est applicable au montant des redevances déduites au cours des exercices couvrant l'une des trois années précédant la date à laquelle l'entreprise concessionnaire concède les licences ou procédés. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

II.— Le I est applicable aux exercices ouverts à compter du 13 octobre 2011.

I bis (nouveau).— À la première phrase du dixième alinéa du 1 de l'article 39 *terdecies* du même code, la référence : « au présent *b* » est remplacée par la référence : « au présent alinéa ».

II.— Le I est applicable aux exercices ou périodes d'imposition ouverts à compter du 13 octobre 2011.

II.— Le I est applicable aux exercices ouverts à compter du 13 octobre 2011.

~~III (nouveau).~~— Le premier alinéa du 1 de l'article 39 *terdecies* du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée :

~~« Le taux d'imposition qui s'applique alors est de 20 % . »~~

III. — *Supprimé.*

~~IV (nouveau).~~— Le III est applicable aux exercices et périodes d'imposition ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012.

IV. — *Supprimé.*

Article 4 *octies*

Article 4 *octies*

Article 4 *octies*

~~I.— Après la seconde occurrence du mot : « impôts », la fin de la première phrase du 1° de l'article L. 3324-1 du code du travail est supprimée.~~

~~II.— Le I s'applique à compter des exercices ouverts à partir du 21 septembre 2011.~~

Supprimé.

I.— Après la seconde occurrence du mot : « impôts », la fin de la première phrase du 1° de l'article L. 3324-1 du code du travail est supprimée.

II.— Le I s'applique à compter des exercices ouverts à partir du 21 septembre 2011.

Article 5

Article 5

Article 5

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

I.— Il est institué au titre de 2012 une taxe due par les personnes qui exploitent une ou plusieurs installations dont l'activité relève de l'une des catégories prévues par l'annexe I à la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, du 13 octobre 2003, établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil, et qui ont reçu au titre de la période allant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2012, pour l'ensemble des installations exploitées, au moins 60 000 quotas d'émission de gaz à effet de serre au sens de l'article L. 229-7 du code de l'environnement dans le cadre du plan national d'affectation des quotas prévu à l'article L. 229-8 du même code.

II.— Cette taxe est perçue à un taux fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie et du budget dans des limites comprises entre 0,08 % et 0,12 % du montant total, hors taxe sur la valeur ajoutée, des livraisons de biens et services effectuées en 2011 par les personnes mentionnées au I.

III.— La taxe est exigible le 1^{er} janvier 2012.

Le montant exigible ne peut excéder, pour chacune des personnes visées au I, le résultat du produit du nombre total des quotas d'émission de gaz à effet de serre alloué au titre de la période allant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2012, pour l'ensemble des installations exploitées, par 6,18 €.

IV.— Les redevables déclarent et liquident la taxe sur l'annexe à la déclaration mentionnée au 1 de l'article 287 du code général des impôts, déposée au titre du mois de mars ou du premier trimestre de l'année d'exigibilité. Elle est acquittée lors du dépôt de cette déclaration.

I.— Sans modification.

II.— Cette taxe est perçue à un taux fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie et du budget dans des limites comprises entre 0,14 % et 0,18 % du montant total, hors taxe sur la valeur ajoutée, des livraisons de biens et services effectuées en 2011 par les personnes mentionnées au I.

III.— Sans modification.

IV.— Sans modification.

I.— Sans modification.

II.— Cette taxe est perçue à un taux fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie et du budget dans des limites comprises entre 0,03 % et 0,07 % du montant total, hors taxe sur la valeur ajoutée, des livraisons de biens et services effectuées en 2011 par les personnes mentionnées au I.

III.— Sans modification.

IV.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Les redevables qui, du fait d'affectations de quotas postérieures au 1^{er} janvier 2012, excèdent le seuil mentionné au I du présent article, déclarent et liquident la taxe sur la déclaration mentionnée au premier alinéa du présent IV, déposée au titre du troisième mois qui suit la date d'affectation des quotas.

V.— La taxe est recouvrée et contrôlée selon les mêmes procédures et sous les mêmes sanctions, garanties, sûretés et privilèges que la taxe sur la valeur ajoutée.

VI.— L'article 64 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 est abrogé.

VII.— Le présent article et l'arrêté mentionné au II entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

V.— Sans modification.

VI.— Sans modification.

VII.— Sans modification.

Article 5 bis A

I.— Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après l'article 39 ter C, il est inséré un article 39 ter D ainsi rédigé :

« Art. 39 ter D. I. 1° Les sociétés dont l'objet principal est d'effectuer la première transformation du pétrole brut ou de distribuer les carburants issus de cette transformation sont autorisées à déduire de leur contribution à l'impôt sur les sociétés, dans la limite de 20 % de cette contribution, une provision pour le développement de la recherche dans les énergies renouvelables ainsi que pour les moyens modaux alternatifs au transport routier.

« II. Les bénéfices affectés à cette provision à la clôture de chaque exercice doivent être employés, dans un délai de deux ans à partir de cette date, à des travaux de

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

V.— Sans modification.

VI.— Sans modification.

VII.— Sans modification.

Article 5 bis A

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~recherche réalisés pour le développement des énergies renouvelables.~~

~~« III. — À l'expiration du délai de deux ans, les sommes non utilisées dans le cadre prévu au II sont rapportées au bénéfice imposable de l'exercice en cours. » ;~~

~~2° Après l'article 219, il est inséré un article 219 A ainsi rédigé :~~

~~« Art. 219 A. — À compter du 1^{er} janvier 2012, lorsque leur bénéfice imposable déterminé conformément à l'article 209 est, au titre de l'année considérée, supérieur de plus de 10 % au bénéfice de l'année précédente, les sociétés dont l'objet principal est d'effectuer la première transformation du pétrole brut ou de distribuer les carburants issus de cette transformation sont assujetties à une contribution égale à 40 % de l'impôt sur les sociétés calculé sur leurs résultats imposables aux taux mentionnés aux I et IV de l'article 219. »~~

~~II. — Les modalités d'application du I sont fixées par décret. Il précise la nature des dépenses ouvrant droit à la provision pour le développement de la recherche dans les énergies renouvelables ainsi que pour les moyens modaux alternatifs au transport routier.~~

~~III. — La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 5 bis B

~~I. — Le I de l'article 44 *sexies* A du code général des~~

Article 5 bis B

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~impôts est ainsi modifié :~~

~~1° Le second alinéa du 1 est supprimé ;~~

~~2° La seconde phrase du 3 est supprimée ;~~

~~3° Le 4 est abrogé.~~

~~H. L'article 131 de la loi de finances pour 2004 (n° 2003 1311 du 30 décembre 2003) est ainsi modifié :~~

~~1° Au I, les mots et la phrase : « dans la double limite, d'une part, des cotisations dues pour la part de rémunération inférieure à 4,5 fois le salaire minimum de croissance, d'autre part, d'un montant, par année civile et par établissement employeur, égal à trois fois le plafond annuel défini à l'article L. 241 3 du code de la sécurité sociale, et dans les conditions prévues au V du présent article. Les conditions dans lesquelles ce montant est déterminé pour les établissements créés ou supprimés en cours d'année sont précisées par décret. » sont supprimés ;~~

~~2° Aux deux premières phrases du premier alinéa du V, les mots et la phrase : « à taux plein jusqu'au dernier jour de la troisième année suivant celle de la création de l'établissement. Elle est ensuite applicable à un taux de 75 % jusqu'au dernier jour de la quatrième année suivant celle de la création de l'établissement, à un taux de 50 % jusqu'au dernier jour de la cinquième année suivant celle de la création de l'établissement, à un taux de 30 % jusqu'au dernier jour de la sixième année suivant celle de la création de l'établissement et à un taux de 10 % jusqu'au dernier jour de la septième année suivant celle de la création de l'établissement. » sont remplacés par les mots : « au plus tard jusqu'au dernier jour de la septième année suivant celle de la création de l'entreprise ».~~

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~III. La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 5 bis C

~~I. Le code général des impôts est ainsi modifié :~~

~~1° Aux 7° et 8° du II de l'article 150 U, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2013 » ;~~

~~2° À la seconde phrase du V de l'article 210 E, les mots : « le III aux cessions réalisées jusqu'au 31 décembre 2011 » sont remplacés par les mots : « le III aux cessions réalisées jusqu'au 31 décembre 2013 ».~~

~~H. La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par l'institution d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 5 bis D

~~I. À la seconde phrase du V de l'article 210 E du code général des impôts, l'année : « 2010 » est remplacée par l'année : « 2013 ».~~

~~H. La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 5 bis C

Supprimé.

Article 5 bis D

Supprimé.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

Article 5 bis E

~~I. Après le c du 4° du 1 de l'article 207 du code général des impôts, il est inséré un d ainsi rédigé :~~

~~« d. Les produits issus de la cession de certificats d'économies d'énergie visés à l'article 15 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique lorsqu'ils ont été obtenus à la suite des actions permettant la réalisation d'économies d'énergie dans les ensembles d'habitations mentionnés à l'article L. 411 2 du code de la construction et de l'habitation. »~~

~~II. Le I s'applique à compter de l'imposition des bénéfices de l'année 2011.~~

~~III. La perte de recettes pour l'État résultant du II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 5 bis F

~~I. Le code général des impôts est ainsi modifié :~~

~~1° L'intitulé de la section XX du chapitre III du titre I^{er} de la première partie du livre I^{er} est ainsi rédigé :
« Taxe sur les transactions financières » ;~~

~~2° L'article 235 ter ZD est ainsi rédigé :~~

~~« Art. 235 ter ZD. I. L'ensemble des transactions financières, englobant toutes les transactions boursières et non boursières, titres, obligations, et produits dérivés, de même que toutes les transactions sur le marché des changes,~~

Article 5 bis E

Supprimé.

Article 5 bis F

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~sont soumises à une taxe assise sur leur montant brut.~~

~~« II. Le taux de la taxe est fixé à 0,05 %.~~

~~« III. La taxe est due par les établissements de crédit, les institutions et les services mentionnés à l'article L. 518-1 du code monétaire et financier, les entreprises d'investissement visées à l'article L. 531-4 du même code et par les personnes physiques ou morales visées à l'article L. 524-1 dudit code. Elle n'est pas due par la Banque de France et par le Trésor public.~~

~~« IV. La taxe est établie, liquidée et recouvrée sous les mêmes garanties et sanctions que le prélèvement mentionné à l'article 125 A du présent code. »~~

~~H. Le présent article entre en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2012.~~

Article 5 bis G

I. – L'article 42-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Sans préjudice de l'application du premier alinéa, tout éditeur de service détenteur d'une autorisation délivrée en vertu des articles 29, 29-1 et 30-1 doit solliciter un agrément du Conseil supérieur de l'audiovisuel en cas de modification portant sur 1 % ou plus de son capital social. »

Article 5 bis G

À la section 4 du chapitre II du titre IV de la première partie du livre premier du code général des impôts, il est inséré un article 978 bis ainsi rédigé :

« Art. 978 bis. – La première opération d'apport, cession ou échange de titres du capital d'une société réalisée postérieurement à la délivrance d'une première autorisation en application des articles 29, 29-1, 30-1 et 30-5 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication qui contribue au transfert du contrôle de la société titulaire de l'autorisation d'un éditeur de services de communication audiovisuelle au sens du 2° de l'article 41-3 de la même loi est soumise à un droit.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

« Ce droit est égal à 5 % du prix acquitté ou de la valeur des titres échangés ou apportés en contrepartie du transfert du contrôle mentionné au premier alinéa. En cas d'apport, d'échange ou de cession globale de titres d'une société détenant d'autres actifs que des titres d'une société mentionnée au premier alinéa, l'assiette de la taxe est obtenue en multipliant la valeur de l'ensemble des titres par le rapport entre l'actif net de la société éditrice de services de communication audiovisuelle et l'actif net de l'ensemble des actifs cédés, apportés ou échangés.

« Le droit est dû, selon le cas, par la personne qui cède, qui apporte ou qui échange les titres mentionnés au deuxième alinéa.

« Le fait générateur du droit mentionné au premier alinéa intervient le jour de la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel qui agréé, conformément à l'article 42-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée, le transfert du contrôle de la société titulaire de l'autorisation suite à l'apport, la cession ou l'échange des titres. Le droit est liquidé sur une déclaration dont le modèle est fixé par l'administration.

« La déclaration doit être déposée auprès du service des impôts des entreprises du cédant ou de la personne qui apporte ou échange des titres dans le délai d'un mois à compter de la date de délivrance de l'agrément mentionné au quatrième alinéa, ou, si elle est postérieure, de la date à laquelle l'opération mentionnée au premier alinéa est intervenue.

« Le droit est acquitté lors du dépôt de la déclaration.

« Le montant dû au titre du présent droit fait l'objet d'un abattement de 1 000 000 €.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

« Lorsque les titres qui font l'objet du premier échange, de la première cession ou du premier apport sont détenus depuis plus de dix ans à compter de la délivrance de la première autorisation mentionnée au premier alinéa, le montant du droit fait, après application de l'abattement mentionné au septième alinéa, l'objet d'un abattement de 50 %. Cet abattement est majoré de 10 % par année de détention à compter de la onzième.

« Sont exonérés du droit mentionné au premier alinéa les cessions, apports ou échanges de titres réalisés entre entreprises liées directement ou indirectement au sens du 12 de l'article 39 du présent code. »

II. – *Supprimé.*

~~II. Le chapitre III du titre I^{er} de la première partie du livre I^{er} du code général des impôts est complété par une section XXIII ainsi rédigée :~~

~~« Section XXIII~~

~~« Taxe sur la cession de titres d'un éditeur de service de communication audiovisuelle~~

~~« Art. 235 ter ZG. Tout éditeur de service de communication audiovisuelle qui procède à un apport, une cession ou à un échange de ses titres ayant fait l'objet d'un agrément dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 42 3 de la loi n° 86 1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication est redevable d'une taxe au taux de 5 %, assise sur la valeur des titres apportés, cédés ou échangés.~~

~~« Cette taxe est due et acquittée auprès du comptable public au plus tard le 1^{er} mai de l'année qui suit celle de l'apport, de la cession ou de l'échange. Le paiement est accompagné d'un état conforme au modèle fourni par l'administration faisant apparaître les renseignements~~

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~nécessaires à l'identification de la personne assujettie et à la détermination du montant dû.~~

~~« Cette taxe est recouvrée selon les règles et sous les sanctions et garanties applicables aux droits d'enregistrement. »~~

~~III. Le II est applicable aux apports, cessions ou échanges réalisés à compter du 1^{er} janvier 2011.~~

Article 5 bis H

~~I. Après la première phrase du 3 de l'article 279 0 bis du code général des impôts, il est inséré une phrase ainsi rédigée :~~

~~« Il est également applicable dans les mêmes conditions aux travaux réalisés par l'intermédiaire d'un opérateur tiers financeur. »~~

~~H. La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 5 bis I

~~I. L'article 298 septies du code général des impôts est ainsi modifié :~~

~~1° Au premier alinéa, après l'année : « 1934, », sont insérés les mots : « et sur les services de presse en ligne reconnus en application de l'article 1^{er} de la loi n° 86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la~~

III. – *Supprimé.*

Article 5 bis H

Supprimé.

Article 5 bis I

Supprimé.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

—

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

—

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

—

~~presse~~ » ;

~~2° Le second alinéa est supprimé.~~

~~H. La perte de recettes pour l'État résultant du I est compensée, à due concurrence, par une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 5 bis J

~~Le H de l'article 2 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010 est ainsi modifié :~~

~~1° Au premier alinéa, les mots : « , au titre de l'année 2009, » sont supprimés ;~~

~~2° Au deuxième alinéa, les mots : « au titre de l'année 2009 » sont supprimés.~~

Article 5 bis

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

Article 5 bis

I. – Le code du cinéma et de l'image animée est ainsi modifié :

1° L'article L. 115-6 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Est également regardée comme distributeur de services de télévision toute personne proposant un accès à des services de communication au public en ligne ou à des services de téléphonie, dès lors que la souscription à ces services permet de recevoir, au titre de cet accès, des services

Article 5 bis J

Supprimé.

Article 5 bis

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

de télévision. » ;

2° Le 2° de l'article L. 115-7 est ainsi rédigé :

« 2° Pour les distributeurs de services de télévision :

« a) Des abonnements et autres sommes acquittés par les usagers, à l'exclusion de ceux qui sont passibles de l'impôt sur les sociétés, en rémunération d'un ou plusieurs services de télévision. Le produit de ces abonnements et autres sommes fait l'objet d'une déduction de 10 % ;

« b) Des abonnements et autres sommes acquittés par les usagers, à l'exclusion de ceux qui sont passibles de l'impôt sur les sociétés, en rémunération des offres, composites ou de toute autre nature, donnant accès à des services de communication au public en ligne ou à des services de téléphonie, dès lors que la souscription à ces services permet de recevoir, au titre de cet accès, des services de télévision. Le produit de ces abonnements et autres sommes fait l'objet d'une déduction de 55 %. » ;

3° L'article L. 115-9 est ainsi modifié :

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

2° L'article L. 115-7 est ainsi modifié :

a) (nouveau) Le b du 1° est complété par les mots : « , sauf lorsqu'elles sont encaissées par des éditeurs de services de télévision qui ne bénéficient pas de ressources procurées par la diffusion de messages publicitaires » ;

b) Le 2° est ainsi rédigé :

« 2° Sans modification.

3° *Supprimé.*

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

2° Le 2° de l'article L. 115-7 est ainsi rédigé :

« 2° Pour les distributeurs de services de télévision :

« a) Des abonnements et autres sommes acquittés par les usagers en rémunération d'un ou plusieurs services de télévision. Le produit de ces abonnements et autres sommes fait l'objet d'une déduction de 10 % ;

« b) Des abonnements et autres sommes acquittés par les usagers en rémunération de services souscrits dans le cadre d'offres destinées au grand public, composites ou de toute autre nature, donnant accès à des services de communication au public en ligne ou à des services de téléphonie, dès lors que la souscription à ces services permet de recevoir, au titre de cet accès, des services de télévision. Le produit de ces abonnements et autres sommes fait l'objet d'une déduction de 66 %. » ;

3° L'article L. 115-9 est ainsi modifié :

« aa)(nouveau) Le premier alinéa du 1° est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Ce seuil est fixé à 16 000 000 € pour les éditeurs de services de télévision qui ne bénéficient pas de ressources procurées par la diffusion de messages publicitaires. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~a) Les a à i du 2° sont remplacés par des a à d ainsi rédigés :~~

~~« a) 0,5 % pour la fraction supérieure à 10 000 000 € et inférieure ou égale à 250 000 000 € ;~~

~~« b) 2,10 % pour la fraction supérieure à 250 000 000 € et inférieure ou égale à 500 000 000 € ;~~

~~« c) 2,80 % pour la fraction supérieure à 500 000 000 € et inférieure ou égale à 750 000 000 € ;~~

~~« d) 3,50 % pour la fraction supérieure à 750 000 000 € ; »~~

~~b) Après le mot : « au », la fin de la dernière phrase du 3° est ainsi rédigée : « d du 2° est majoré de 5,25. »~~

II. – Le I entre en vigueur à une date fixée par décret qui ne peut être postérieure au 1^{er} janvier 2013.

II. – Le I entre en vigueur à une date fixée par décret qui ne peut être postérieure au 1^{er} janvier 2013, à l'exception du a du 2° qui est d'application immédiate.

III (nouveau). – La perte de recettes résultant pour le Centre national du cinéma et de l'image animée du a du 2° du I est compensée à due concurrence par la création et l'affectation d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

a) Les a à i du 2° sont remplacés par cinq alinéas ainsi rédigés :

« a) 0,5 % pour la fraction supérieure à 10 000 000 euros et inférieure ou égale à 250 000 000 euros ;

« b) 2,10 % pour la fraction supérieure à 250 000 000 euros et inférieure ou égale à 500 000 000 euros ;

« c) 2,80 % pour la fraction supérieure à 500 000 000 euros et inférieure ou égale à 750 000 000 euros ;

« d) 3,50 % pour la fraction supérieure à 750 000 000 euros. » ;

b) Après le mot : « au », la fin de la dernière phrase du 3° est ainsi rédigée : « d du 2° est majoré de 5,25. ».

II. – Le I entre en vigueur à une date fixée par décret qui ne peut être postérieure au 1^{er} janvier 2013, à l'exception du aa du 3° qui entre en vigueur à la date de promulgation de la présente loi.

III. – La perte de recettes résultant pour le Centre national du cinéma et de l'image animée du aa du 3° du I est compensée à due concurrence par la création et l'affectation d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

Article 5 quater A

~~L'article 265 bis A du code des douanes est abrogé.~~

Article 5 quater A

Supprimé.

Article 5 quinquies A

~~I. Le 2 de l'article 266 septies du code des douanes est complété par les mots : « , d'arsenic, de sélénium ; ».~~

~~II. L'article 266 nonies du même code est ainsi modifié :~~

~~1° Le tableau du B du 1 est complété par une ligne ainsi rédigée :~~

Émissions d'arsenic et de sélénium	Tonne	5 000
------------------------------------	-------	-------

~~2° Le 8 est complété par les mots : « ; toutefois, pour l'arsenic et le sélénium, le seuil d'assujettissement est fixé à 20 kilogrammes par an ».~~

Article 5 quinquies A

Supprimé.

Article 5 quinquies

~~I. Le code général des impôts est ainsi modifié :~~

~~1° L'article 274 est abrogé ;~~

Article 5 quinquies

Supprimé.

Article 5 quinquies

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 274 est abrogé ;

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~2° Au premier alinéa du I de l'article 283, la référence : « 274 » est remplacée par la référence : « 275 ».~~

2° Au premier alinéa du I de l'article 283, la référence : « 274 » est remplacée par la référence : « 275 ».

~~II. L'article 16 de la loi n° 68 1181 du 30 décembre 1968 relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles et l'article 196 *quinquies* du code des douanes sont abrogés.~~

Article 5 *sexies* A

Article 5 *sexies* A

~~I. Jusqu'au 1^{er} janvier 2015, le tarif de la taxe pour les déchets ménagers et assimilés mentionnés au I de l'article 266 *sexies* du code des douanes est fixé, pour les communes des départements d'outre-mer et leurs groupements, à la dernière ligne du tableau du a du A du I de l'article 266 *nonies* du même code.~~

Supprimé.

~~H. La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 5 *sexies* B

Article 5 *sexies* B

~~Le d du 5° de l'article 278 *bis* du code général des impôts est abrogé.~~

Supprimé.

Article 5 *octies*

Article 5 *octies*

Article 5 *octies*

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

~~La section 3 du chapitre II du titre III de la deuxième partie du livre I^{er} du code général des impôts est ainsi modifiée :~~

~~1° À l'intitulé, les mots : « Contribution perçue » sont remplacés par les mots : « Contributions perçues » ;~~

~~2° Il est ajouté un article 1613 *ter* ainsi rédigé :~~

~~« Art. 1613 *ter*. I. Il est institué une contribution perçue sur les boissons et préparations liquides pour boissons destinées à la consommation humaine :~~

~~« 1° Relevant des codes NC 2009 et NC 2202 du tarif des douanes ;~~

~~« 2° Contenant des sucres ajoutés ;~~

~~« 3° Conditionnées dans des récipients destinés à la vente au détail soit directement, soit par l'intermédiaire d'un professionnel ;~~

~~« 4° Dont le titre alcoométrique n'excède pas 1,2 % vol. ou, dans le cas des bières au sens de l'article 520 A, 0,5 % vol.~~

~~« Sont exclus du périmètre de cette contribution les laits infantiles premier et deuxième âges, les laits de croissance et les produits de nutrition entérale pour les personnes malades.~~

~~« II. Le montant de la contribution est fixé à 7,16 € par hectolitre. Ce montant est relevé au 1^{er} janvier de chaque année à compter du 1^{er} janvier 2013, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'avant dernière année. Ce montant est exprimé avec deux chiffres après la virgule, le~~

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

La section 3 du chapitre II du titre III de la deuxième partie du livre I^{er} du code général des impôts est ainsi modifiée :

1° À l'intitulé, les mots : « Contribution perçue » sont remplacés par les mots : « Contributions perçues » ;

2° Il est ajouté un article 1613 *ter* ainsi rédigé :

« Art. 1613 *ter*. – I. – Il est institué une contribution perçue sur les boissons et préparations liquides pour boissons destinées à la consommation humaine :

« 1° Relevant des codes NC 2009 et NC 2202 du tarif des douanes ;

« 2° Contenant des sucres ajoutés ;

« 3° Conditionnées dans des récipients destinés à la vente au détail soit directement, soit par l'intermédiaire d'un professionnel ;

« 4° Dont le titre alcoométrique n'excède pas 1,2 % vol. ou, dans le cas des bières au sens de l'article 520 A, 0,5 % vol.

« Sont exclus du périmètre de cette contribution les laits infantiles premier et deuxième âges, les laits de croissance et les produits de nutrition entérale pour les personnes malades.

« II. – Le montant de la contribution est fixé à 7,16 € par hectolitre. Ce montant est relevé au 1^{er} janvier de chaque année à compter du 1^{er} janvier 2013, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'avant-dernière année. Ce montant est exprimé avec deux chiffres après la virgule, le

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

~~deuxième chiffre étant augmenté d'une unité si le chiffre suivant est égal ou supérieur à cinq. Il est constaté par arrêté du ministre chargé du budget, publié au Journal officiel.~~

~~« III.— 1. La contribution est due à raison des boissons mentionnées au I par leurs fabricants établis en France, leurs importateurs et les personnes qui réalisent en France des acquisitions intracommunautaires, sur toutes les quantités livrées à titre onéreux ou gratuit.~~

~~« 2. Sont également redevables de la contribution les personnes qui, dans le cadre de leur activité commerciale, fournissent à titre onéreux ou gratuit à leurs clients des boissons consommables en l'état mentionnées au I dont elles ont préalablement assemblé les différents composants présentés dans des récipients non destinés à la vente au détail.~~

~~« IV.— Les expéditions vers un autre État membre de l'Union européenne ou un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ainsi que les exportations vers un pays tiers sont exonérées de la contribution lorsqu'elles sont réalisées directement par les personnes mentionnées au I du III.~~

~~« Les personnes qui acquièrent auprès d'un redevable de la contribution des boissons et préparations mentionnées au I qu'elles destinent à une livraison vers un autre État membre de l'Union européenne ou un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou à une exportation vers un pays tiers acquièrent ces boissons et préparations en franchise de la contribution.~~

~~« Pour bénéficier des dispositions du deuxième alinéa du présent IV, les intéressés doivent adresser au fournisseur, lorsqu'il est situé en France, et dans tous les cas au service des douanes dont ils dépendent une attestation certifiant que les boissons et préparations sont destinées à faire l'objet~~

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

deuxième chiffre étant augmenté d'une unité si le chiffre suivant est égal ou supérieur à cinq. Il est constaté par arrêté du ministre chargé du budget, publié au Journal officiel.

« III.— 1. La contribution est due à raison des boissons mentionnées au I par leurs fabricants établis en France, leurs importateurs et les personnes qui réalisent en France des acquisitions intracommunautaires, sur toutes les quantités livrées à titre onéreux ou gratuit.

« 2. Sont également redevables de la contribution les personnes qui, dans le cadre de leur activité commerciale, fournissent à titre onéreux ou gratuit à leurs clients des boissons consommables en l'état mentionnées au I dont elles ont préalablement assemblé les différents composants présentés dans des récipients non destinés à la vente au détail.

« IV.— Les expéditions vers un autre État membre de l'Union européenne ou un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ainsi que les exportations vers un pays tiers sont exonérées de la contribution lorsqu'elles sont réalisées directement par les personnes mentionnées au I du III.

« Les personnes qui acquièrent auprès d'un redevable de la contribution des boissons et préparations mentionnées au I qu'elles destinent à une livraison vers un autre État membre de l'Union européenne ou un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou à une exportation vers un pays tiers acquièrent ces boissons et préparations en franchise de la contribution.

« Pour bénéficier des dispositions du deuxième alinéa du présent IV, les intéressés doivent adresser au fournisseur, lorsqu'il est situé en France, et dans tous les cas au service des douanes dont ils dépendent une attestation certifiant que les boissons et préparations sont destinées à faire l'objet

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

~~d'une livraison ou d'une exportation mentionnée au même deuxième alinéa. Cette attestation comporte l'engagement d'acquitter la contribution au cas où la boisson ou la préparation ne recevrait pas la destination qui a motivé la franchise. Une copie de l'attestation est conservée à l'appui de la comptabilité des intéressés.~~

~~«V. La contribution mentionnée au I du présent article est acquittée auprès de l'administration des douanes. Elle est recouvrée et contrôlée selon les règles, sanctions, garanties et privilèges applicables au droit spécifique mentionné à l'article 520 A. Le droit de reprise de l'administration s'exerce dans les mêmes délais.~~

~~«VI. Le produit de la contribution régie par le présent article est affecté pour moitié à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.»~~

Article 5 *nonies*

~~La même section 3 est complétée par un article 1613 *quater* ainsi rédigé :~~

~~«Art. 1613 *quater*. I. Il est institué une contribution perçue sur les boissons et préparations liquides pour boissons destinées à la consommation humaine :~~

~~«1° Relevant des codes NC 2009 et NC 2202 du tarif des douanes ;~~

~~«2° Contenant des édulcorants de synthèse et ne contenant pas de sucres ajoutés ;~~

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Article 5 *nonies*

Supprimé.

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

d'une livraison ou d'une exportation mentionnée au même deuxième alinéa. Cette attestation comporte l'engagement d'acquitter la contribution au cas où la boisson ou la préparation ne recevrait pas la destination qui a motivé la franchise. Une copie de l'attestation est conservée à l'appui de la comptabilité des intéressés.

«V.- La contribution mentionnée au I du présent article est acquittée auprès de l'administration des douanes. Elle est recouvrée et contrôlée selon les règles, sanctions, garanties et privilèges applicables au droit spécifique mentionné à l'article 520 A. Le droit de reprise de l'administration s'exerce dans les mêmes délais.

«VI.- Le produit de la contribution régie par le présent article est affecté pour moitié à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.»

Article 5 *nonies*

La même section 3 est complétée par un article 1613 *quater* ainsi rédigé :

«Art. 1613 *quater*.- I.- Il est institué une contribution perçue sur les boissons et préparations liquides pour boissons destinées à la consommation humaine :

«1° Relevant des codes NC 2009 et NC 2202 du tarif des douanes ;

«2° Contenant des édulcorants de synthèse et ne contenant pas de sucres ajoutés ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

~~« 3° Conditionnées dans des récipients destinés à la vente au détail soit directement, soit par l'intermédiaire d'un professionnel ;~~

~~« 4° Dont le titre alcoométrique n'excède pas 1,2 % vol. ou, dans le cas des bières au sens de l'article 520 A, 0,5 % vol.~~

~~« Sont exclus du périmètre de cette contribution les laits infantiles premier et deuxième âges, les laits de croissance et les produits de nutrition entérale pour les personnes malades.~~

~~« II. – Le montant de la contribution est fixé à 7,16 € par hectolitre. Ce montant est relevé au 1^{er} janvier de chaque année à compter du 1^{er} janvier 2013, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'avant dernière année. Ce montant est exprimé avec deux chiffres après la virgule, le deuxième chiffre étant augmenté d'une unité si le chiffre suivant est égal ou supérieur à cinq. Il est constaté par arrêté du ministre chargé du budget, publié au Journal officiel.~~

~~« III. – 1. La contribution est due à raison des boissons mentionnées au I par leurs fabricants établis en France, leurs importateurs et les personnes qui réalisent en France des acquisitions intracommunautaires, sur toutes les quantités livrées à titre onéreux ou gratuit.~~

~~« 2. Sont également redevables de la contribution les personnes qui, dans le cadre de leur activité commerciale, fournissent à titre onéreux ou gratuit à leurs clients des boissons consommables en l'état mentionnées au I dont elles ont préalablement assemblé les différents composants présentés dans des récipients non destinés à la vente au détail.~~

~~« IV. – Les expéditions vers un autre État membre de~~

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

« 3° Conditionnées dans des récipients destinés à la vente au détail soit directement, soit par l'intermédiaire d'un professionnel ;

« 4° Dont le titre alcoométrique n'excède pas 1,2 % vol. ou, dans le cas des bières au sens de l'article 520 A, 0,5 % vol.

« Sont exclues du périmètre de cette taxe les denrées destinées à des fins médicales spéciales ainsi que les aliments hyperprotéinés destinés aux personnes dénutries.

« II. – Le montant de la contribution est fixé à 7,16 € par hectolitre. Ce montant est relevé au 1^{er} janvier de chaque année à compter du 1^{er} janvier 2013, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'avant-dernière année. Ce montant est exprimé avec deux chiffres après la virgule, le deuxième chiffre étant augmenté d'une unité si le chiffre suivant est égal ou supérieur à cinq. Il est constaté par arrêté du ministre chargé du budget, publié au Journal officiel.

« III. – 1. La contribution est due à raison des boissons mentionnées au I par leurs fabricants établis en France, leurs importateurs et les personnes qui réalisent en France des acquisitions intracommunautaires, sur toutes les quantités livrées à titre onéreux ou gratuit.

« 2. Sont également redevables de la contribution les personnes qui, dans le cadre de leur activité commerciale, fournissent à titre onéreux ou gratuit à leurs clients des boissons consommables en l'état mentionnées au I dont elles ont préalablement assemblé les différents composants présentés dans des récipients non destinés à la vente au détail.

« IV. – Les expéditions vers un autre État membre de

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

~~l'Union européenne ou un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ainsi que les exportations vers un pays tiers sont exonérées de la contribution lorsqu'elles sont réalisées directement par les personnes mentionnées au I du III.~~

~~« Les personnes qui acquièrent auprès d'un redevable de la contribution des boissons et préparations mentionnées au I qu'elles destinent à une livraison vers un autre État membre de l'Union européenne ou un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou à une exportation vers un pays tiers acquièrent ces boissons et préparations en franchise de la contribution.~~

~~« Pour bénéficier des dispositions du deuxième alinéa du présent IV, les intéressés doivent adresser au fournisseur, lorsqu'il est situé en France, et dans tous les cas au service des douanes dont ils dépendent une attestation certifiant que les boissons et préparations sont destinées à faire l'objet d'une livraison ou d'une exportation mentionnée au même deuxième alinéa. Cette attestation comporte l'engagement d'acquitter la contribution au cas où la boisson ou la préparation ne recevrait pas la destination qui a motivé la franchise. Une copie de l'attestation est conservée à l'appui de la comptabilité des intéressés.~~

~~« V. La contribution mentionnée au I du présent article est acquittée auprès de l'administration des douanes. Elle est recouvrée et contrôlée selon les règles, sanctions, garanties et privilèges applicables au droit spécifique mentionné à l'article 520 A. Le droit de reprise de l'administration s'exerce dans les mêmes délais. »~~

Article 5 *decies* A

Après le IV de l'article 235 *ter* ZE du code général des impôts, il est inséré un IV *bis* ainsi rédigé :

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

l'Union européenne ou un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ainsi que les exportations vers un pays tiers sont exonérées de la contribution lorsqu'elles sont réalisées directement par les personnes mentionnées au I du III.

« Les personnes qui acquièrent auprès d'un redevable de la contribution des boissons et préparations mentionnées au I qu'elles destinent à une livraison vers un autre État membre de l'Union européenne ou un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou à une exportation vers un pays tiers acquièrent ces boissons et préparations en franchise de la contribution.

« Pour bénéficier des dispositions du deuxième alinéa du présent IV, les intéressés doivent adresser au fournisseur, lorsqu'il est situé en France, et dans tous les cas au service des douanes dont ils dépendent une attestation certifiant que les boissons et préparations sont destinées à faire l'objet d'une livraison ou d'une exportation mentionnée au même deuxième alinéa. Cette attestation comporte l'engagement d'acquitter la contribution au cas où la boisson ou la préparation ne recevrait pas la destination qui a motivé la franchise. Une copie de l'attestation est conservée à l'appui de la comptabilité des intéressés.

« V. – La contribution mentionnée au I du présent article est acquittée auprès de l'administration des douanes. Elle est recouvrée et contrôlée selon les règles, sanctions, garanties et privilèges applicables au droit spécifique mentionné à l'article 520 A. Le droit de reprise de l'administration s'exerce dans les mêmes délais. »

Article 5 *decies* A

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

~~« IV bis. Cette taxe n'est pas déductible pour l'établissement de l'impôt sur les sociétés. »~~

Article 5 undecies (nouveau)

~~La seconde phrase du IV de l'article 232 du code général des impôts est ainsi rédigée :~~

~~« Son taux est fixé à 12,5 % la première année d'imposition, 15 % la deuxième année et 20 % à compter de la troisième année. »~~

Article 5 undecies

Supprimé.

II. – RESSOURCES AFFECTÉES

II. – RESSOURCES AFFECTÉES

II. – RESSOURCES AFFECTÉES

A. – Dispositions relatives aux collectivités territoriales

A. – Dispositions relatives aux collectivités territoriales

A. – Dispositions relatives aux collectivités territoriales

Article 6

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 1613-1 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« En 2012, ce montant est égal à 41 389 752 000 €. » ;

2° L'article L. 3334-1 est ainsi modifié :

Article 6

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 1613-1 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« En 2012, ce montant est égal à 41 466 752 000 €. » ;

2° L'article L. 3334-1 est ainsi modifié :

Article 6

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« En 2012, ce montant est égal à 41 389 752 000 €. » ;

Alinéa sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

a) Les quatrième et cinquième alinéas sont supprimés ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« En 2012, le montant de la dotation globale de fonctionnement des départements est égal à celui mis en répartition en 2011, minoré du montant correspondant aux mouvements effectués en 2012 en application de l'article 199-1 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. » ;

3° À la dernière phrase du premier alinéa de l'article L. 4332-4, après l'année : « 2011 », sont insérés les mots : « et en 2012 ».

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

a) Les quatrième et cinquième alinéas sont supprimés ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« En 2012, le montant de la dotation globale de fonctionnement des départements mise en répartition est augmenté de 64 millions d'euros par rapport à 2011. » ;

3° La dernière phrase du premier alinéa de l'article L. 4332-4 est complétée par les mots : « et, en 2012, le même montant est augmenté de 13 millions d'euros par rapport à 2011 ».

Article 6 bis

~~I. Il est institué, en 2012, un prélèvement sur les recettes de l'État intitulé : « Dotation exceptionnelle de solidarité territoriale », de 350 millions d'euros.~~

~~À hauteur de 250 millions d'euros, la dotation mentionnée au premier alinéa est répartie au prorata des montants respectifs, en 2012, de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, de la dotation de solidarité rurale et de la dotation nationale de péréquation visées à l'article L. 2334 13 du code général des collectivités territoriales, de la dotation de péréquation urbaine visée à l'article L. 3334 6 1 du même code, de la dotation de fonctionnement minimale visée à l'article L. 3334 7 dudit code et de la dotation de péréquation visée à l'article L. 4332 8 du même code.~~

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

a) Sans modification.

Alinéa sans modification.

« En 2012, le montant de la dotation globale de fonctionnement des départements est égal à celui mis en répartition en 2011, minoré du montant correspondant aux mouvements effectués en 2012 en application de l'article 199-1 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. » ;

3° À la dernière phrase du premier alinéa de l'article L. 4332-4, après l'année : « 2011 », sont insérés les mots : « et en 2012 ».

Article 6 bis

Supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

~~À hauteur de 100 millions d'euros, la dotation mentionnée au premier alinéa est répartie au prorata des montants respectifs, en 2012, de la dotation de développement urbain et de la dotation d'équipement des territoires ruraux visées respectivement aux articles L. 2334 40 et L. 2334 32 du même code.~~

~~Un décret précise les modalités d'application du présent I.~~

~~H. Le prélèvement sur recettes créé par le I est exclu du périmètre des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales stabilisés en valeur en application de l'article 7 de la loi n° 2010 1645 du 28 décembre 2010 de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014.~~

~~III. Les pertes de recettes résultant pour l'État du présent article sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 7

I.– Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Au second alinéa de l'article L. 1614-1, la référence : « et au 1° du II de l'article L. 6173-9 » est supprimée et les mots : « en 2009, 2010 et 2011 » sont remplacés par les mots : « à compter de 2009 » ;

2° La deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article L. 2334-26 est ainsi rédigée :

Article 7

I.– Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Au second alinéa de l'article L. 1614-1, la référence : « et au 1° du II de l'article L. 6173-9 » est supprimée et les mots : « en 2009, 2010 et 2011 » sont remplacés par les mots : « en 2009, 2010, 2011 et 2012 » ;

2° À la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article L. 2334-26, les mots : « en 2009 et en 2011 » sont remplacés par les mots : « en 2009, 2011 et en 2012 » ;

Article 7

I.– Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Au second alinéa de l'article L. 1614-1, la référence : « et au 1° du II de l'article L. 6173-9 » est supprimée et les mots : « en 2009, 2010 et 2011 » sont remplacés par les mots : « à compter de 2009 » ;

2° La deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article L. 2334-26 est ainsi rédigée :

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée Nationale en nouvelle lecture
<p>« À compter de 2011, cette évolution ne s'applique pas. » ;</p>	<p>3° Les deux dernières phrases de l'article L. 2334-32 sont ainsi rédigées :</p>	<p><u>« À compter de 2011, cette évolution ne s'applique pas. » :</u></p>
<p>3° Les deux dernières phrases de l'article L. 2334-32 sont supprimées ;</p>	<p>« Chaque année, la loi de finances détermine le montant de cette dotation par application du taux de croissance de la formation brute de capital fixe des administrations publiques prévu pour l'année à venir, tel qu'il est estimé dans la projection économique présentée en annexe au projet de loi de finances de l'année. À titre dérogatoire, le montant de cette dotation est fixé à 615 689 257 € pour 2011 et 2012. » ;</p>	<p><u>3° Les deux dernières phrases de l'article L. 2334-32 sont supprimées :</u></p>
<p>4° La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article L. 2335-1 est ainsi rédigée :</p>	<p>4° À la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L. 2335-1, les mots : « en 2011 » sont remplacés par les mots : « en 2011 et 2012 » ;</p>	<p><u>4° La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article L. 2335-1 est ainsi rédigée :</u></p>
<p>« À compter de 2011, cette évolution ne s'applique pas. » ;</p>		<p><u>« À compter de 2011, cette évolution ne s'applique pas. » :</u></p>
<p>5° La dernière phrase de l'article L. 3334-12 est ainsi rédigée :</p>	<p>5° À la fin de la seconde phrase de l'article L. 3334-12, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2012 » ;</p>	<p><u>5° La dernière phrase de l'article L. 3334-12 est ainsi rédigée :</u></p>
<p>« Cette évolution ne s'applique pas à compter de 2009. » ;</p>		<p><u>« Cette évolution ne s'applique pas à compter de 2009. » :</u></p>
<p>6° Les articles L. 3334-16 et L. 4332-3 sont ainsi modifiés :</p>	<p>6° Les articles L. 3334-16 et L. 4332-3 sont ainsi modifiés :</p>	<p><u>6° Les articles L. 3334-16 et L. 4332-3 sont ainsi modifiés :</u></p>
<p>a) Au début du troisième alinéa, les mots : « De 2009 à 2011 » sont remplacés par les mots : « À compter de 2009 » ;</p>	<p>a) Au troisième alinéa, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2012 » ;</p>	<p><u>a) Au début du troisième alinéa, les mots : « De 2009 à 2011 » sont remplacés par les mots : « À compter de 2009 » ;</u></p>
<p>b) Le quatrième alinéa est supprimé ;</p>	<p>b) Au début du quatrième alinéa, les mots : « À compter de 2012, » sont supprimés ;</p>	<p><u>b) Le quatrième alinéa est supprimé ;</u></p>
<p>7° À la dernière phrase du dernier alinéa de</p>	<p>7° À la seconde phrase du dernier alinéa de l'article</p>	<p><u>7° À la dernière phrase du dernier alinéa de</u></p>

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

l'article L. 4425-2 et du premier alinéa de l'article L. 4425-4, les mots : « À titre dérogatoire, » sont supprimés et les mots : « en 2009, en 2010 et en 2011 » sont remplacés par les mots : « à compter de 2009 » ;

8° L'article L. 6364-5 est ainsi modifié :

a) Au début du cinquième alinéa, les mots : « En 2011 » sont remplacés par les mots : « À compter de 2011 » ;

b) Le sixième alinéa est supprimé.

II.— À la dernière phrase du dernier alinéa du I de l'article 98 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, les mots : « À titre dérogatoire, » sont supprimés et les mots : « en 2009, en 2010 et en 2011 » sont remplacés par les mots : « à compter de 2009 ».

III.— L'article 134 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002) est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du II, la référence : « L. 118-7 » est remplacée par la référence : « L. 6243-1 » ;

b) Au dernier alinéa, les mots : « À titre dérogatoire, » sont supprimés et les mots : « en 2009, en 2010 et en 2011 » sont remplacés par les mots : « à compter de 2009 ».

L. 4425-2 et du premier alinéa de l'article L. 4425-4, les mots : « en 2009, en 2010 et en 2011 » sont remplacés par les mots : « de 2009 à 2012 » ;

8° L'article L. 6364-5 est ainsi modifié :

a) Au début du cinquième alinéa, après les mots : « En 2011 », sont insérés les mots : « et 2012 » ;

b) Au début du sixième alinéa, les mots : « À compter de 2012, » sont supprimés.

II.— À la seconde phrase du dernier alinéa du I de l'article 98 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, les mots : « en 2009, en 2010 et en 2011 » sont remplacés par les mots : « de 2009 à 2012 ».

III.— Au premier alinéa du II de l'article 134 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002), la référence : « L. 118-7 du code du travail » est remplacée par la référence : « L. 6243-1 du code du travail » et au dernier alinéa du même II, les mots : « en 2009, en 2010 et en 2011 » sont remplacés par les mots : « de 2009 à 2012 ».

l'article L. 4425-2 et du premier alinéa de l'article L. 4425-4, les mots : « À titre dérogatoire, » sont supprimés et les mots : « en 2009, en 2010 et en 2011 » sont remplacés par les mots : « à compter de 2009 » ;

8° L'article L. 6364-5 est ainsi modifié :

a) Au début du cinquième alinéa, les mots : « En 2011 » sont remplacés par les mots : « À compter de 2011 » ;

b) Le sixième alinéa est supprimé.

II.— À la dernière phrase du dernier alinéa du I de l'article 98 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, les mots : « À titre dérogatoire, » sont supprimés et les mots : « en 2009, en 2010 et en 2011 » sont remplacés par les mots : « à compter de 2009 ».

III.— L'article 134 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002) est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du II, la référence : « L. 118-7 » est remplacée par la référence : « L. 6243-1 » ;

b) Au dernier alinéa, les mots : « À titre dérogatoire, » sont supprimés et les mots : « en 2009, en 2010 et en 2011 » sont remplacés par les mots : « à compter de 2009 ».

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

Article 7 bis

I.– Le I de l'article 279 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après les mots : « versés par », sont insérés les mots : « les départements, » ;

2° Sont ajoutés les mots : « ou départementale ».

II.– Les conséquences financières pour l'État résultant du I sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 7 bis

Sans modification.

Article 8 bis

~~I. Il est institué, en 2012, un prélèvement sur les recettes de l'État intitulé : « Fonds exceptionnel de soutien aux départements en difficulté », doté de 100 millions d'euros.~~

~~Il est calculé, pour chaque département, un indice synthétique de ressources et de charges égal à la somme :~~

~~1° Du rapport entre le potentiel financier par habitant de l'ensemble des départements et le potentiel financier par habitant du département ;~~

~~2° Du rapport entre le revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements et le revenu moyen par habitant du département ;~~

Article 8 bis

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

—

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

—

~~3° Du rapport entre la proportion de personnes âgées de plus de soixante quinze ans dans le département et cette même proportion dans l'ensemble des départements.~~

~~L'indice synthétique est obtenu par addition des rapports définis ci-dessus, chacun étant affecté d'un coefficient de pondération d'un tiers.~~

~~Sont éligibles au fonds les quarante départements ayant l'indice le plus élevé. L'attribution revenant à chaque département éligible est déterminée en fonction de son indice.~~

~~La population prise en compte est celle définie à l'article L. 3334-2 du code général des collectivités territoriales. Un décret précise les modalités d'application du présent I.~~

~~H. Le prélèvement sur recettes créé par le I est exclu du périmètre des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales stabilisés en valeur en application de l'article 7 de la loi n° 2010-1645 du 28 décembre 2010 de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014.~~

~~III. Les pertes de recettes résultant pour l'État du présent article sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 9

I.- Le 2.1.2 et le III du 5.3.2 de l'article 2 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 sont complétés par deux alinéas ainsi rédigés :

Article 9

Alinéa sans modification.

Article 9

Alinéa sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

« À compter de 2012, la compensation des pertes de recettes pour chacune des mesures d'exonération donnant lieu aux compensations visées à l'alinéa précédent est égale, pour chaque collectivité ou groupement doté d'une fiscalité propre, au produit de la valeur ajoutée imposable au titre de l'année précédant celle du versement de la compensation, localisée en application du III de l'article 1586 *octies* du code général des impôts et exonérée en application de cette mesure pour la part revenant à la collectivité ou à l'établissement public doté d'une fiscalité propre bénéficiaire en application de ces mêmes mesures, par le taux mentionné au 2 du II de l'article 1586 *ter* du même code.

« Au titre de 2012, à l'exclusion des compensations des exonérations de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises correspondant aux exonérations de cotisation foncière des entreprises mentionnées aux articles 1466 C et 1466 F du code général des impôts et au II de l'article 2 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse, les compensations calculées selon les modalités prévues à l'alinéa précédent sont minorées par application des taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010 et 2011, mentionnés à l'article L. 2335-3 du code général des collectivités territoriales, et du taux de minoration prévu pour 2012 au III de l'article 9 de la loi n° -----du -----de finances pour 2012. »

II.- A.- Les articles L. 2335-3 et L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales sont complétés par un alinéa ainsi rédigé :

« Au titre de 2012, les mêmes compensations, auxquelles sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010 et 2011, sont minorées par application du taux prévu pour 2012 au III de l'article 9 de la loi n° -----du --- ----- de finances pour 2012. »

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« Alinéa sans modification.

« Au titre de 2012, à l'exclusion des compensations des exonérations de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises correspondant aux exonérations de cotisation foncière des entreprises mentionnées aux articles 1466 C et 1466 F du code général des impôts et au II de l'article 2 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse, les compensations calculées selon les modalités prévues à l'alinéa précédent sont minorées par application du taux de minoration prévu pour 2012 au III de l'article 9 de la loi n° du de finances pour 2012. »

II.- Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

« Alinéa sans modification.

« Au titre de 2012, à l'exclusion des compensations des exonérations de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises correspondant aux exonérations de cotisation foncière des entreprises mentionnées aux articles 1466 C et 1466 F du code général des impôts et au II de l'article 2 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse, les compensations calculées selon les modalités prévues à l'alinéa précédent sont minorées par application des taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010 et 2011, mentionnés à l'article L. 2335-3 du code général des collectivités territoriales, et du taux de minoration prévu pour 2012 au III de l'article 9 de la loi n° du de finances pour 2012. »

II.- Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

B.— Les articles 1384 B et 1586 B du code général des impôts sont complétés par un alinéa ainsi rédigé :

« Au titre de 2012, la même compensation, à laquelle sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010 et 2011, est minorée par application du taux prévu pour 2012 au III de l'article 9 de la loi n° ----- du ----- de finances pour 2012. »

C.— Le dernier alinéa du IV de l'article 42 de la loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du 30 décembre 2000) est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Au titre de 2012, la même compensation, à laquelle sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010 et 2011, est minorée par application du taux prévu pour 2012 au III de l'article 9 de la loi n° ----- du ----- de finances pour 2012. »

D.— Le cinquième alinéa du II de l'article 21 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991) est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Au titre de 2012, la même compensation, à laquelle sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010 et 2011, est minorée par application du taux prévu pour 2012 au III de l'article 9 de la loi n° ----- du ----- de finances pour 2012. »

E.— 1. Le dernier alinéa du A du IV de l'article 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances et du A du III de l'article 27 de la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine sont complétés par une phrase ainsi rédigée :

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

« Au titre de 2012, la même compensation, à laquelle sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010 et 2011, est minorée par application du taux prévu pour 2012 au III de l'article 9 de la loi n° ----- du ----- de finances pour 2012. »

2. L'avant-dernier alinéa du III de l'article 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Au titre de 2012, les mêmes compensations, auxquelles sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010 et 2011, sont minorées par application du taux prévu pour 2012 au III de l'article 9 de la loi n° ----- du --- de finances pour 2012. »

F.— Le dernier alinéa des IV de l'article 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, II de l'article 137 et B de l'article 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Au titre de 2012, la même compensation, à laquelle sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010 et 2011, est minorée par application du taux prévu pour 2012 au III de l'article 9 de la loi n° ----- du ----- de finances pour 2012. »

G.— Le dernier alinéa du IV *bis* de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986) est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Au titre de 2012, la même compensation, à laquelle sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2008, 2009, 2010 et 2011, est minorée par application du taux prévu pour 2012 au III de l'article 9 de la loi n° ----- du --- de finances pour 2012. »

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

H.— Le dernier alinéa des B de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 précitée, III de l'article 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et B du III de l'article 27 de la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 précitée, le huitième alinéa du III de l'article 95 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997) et le neuvième alinéa du B du IV de l'article 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 précitée sont complétés par une phrase ainsi rédigée :

« Au titre de 2012, les mêmes compensations, auxquelles sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010 et 2011, sont minorées par application du taux prévu pour 2012 au III de l'article 9 de la loi n° ----- du ---- de finances pour 2012. »

I.— Le dernier alinéa du I du III de l'article 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Au titre de 2012, le montant de la même dotation, à laquelle est appliqué le taux d'évolution fixé pour 2011, est minoré par application du taux prévu pour 2012 au III de l'article 9 de la loi n° ----- du ----- de finances pour 2012. »

J.— Le 8 de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 précitée est ainsi modifié :

1° Le dernier alinéa du XVIII est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Au titre de 2012, cette minoration s'effectue par application à chacun de ces éléments, avant leur agrégation pour former la dotation au profit des départements, du taux d'évolution fixé pour 2011 et du taux prévu pour 2012 au III

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

de l'article 9 de la loi n° du de finances pour 2012. » ;

2° Le dernier alinéa du XIX est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Au titre de 2012, cette minoration s'effectue par application à chacun de ces éléments, avant leur agrégation pour former la dotation au profit des régions et de la collectivité territoriale de Corse, du taux d'évolution fixé pour 2011 et du taux prévu pour 2012 au III de l'article 9 de la loi n° ----- du ----- de finances pour 2012. »

K.- Le II de l'article 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales est complété par un G ainsi rédigé :

« G.- Au titre de 2012, les compensations calculées selon les A, B et C, auxquelles sont appliqués les taux d'évolution fixés par le D au titre de 2009, le E au titre de 2010 et le F au titre de 2011, sont minorées par application du taux prévu pour 2012 au III de l'article 9 de la loi n° ----- du ----- de finances pour 2012. »

III.- A.- Le taux d'évolution en 2012 des compensations mentionnées au dernier alinéa du I et au II correspond au ratio entre un montant total à retenir pour 2012 et le montant total à verser au titre de l'année 2011 pour l'ensemble de ces compensations en application des dispositions susmentionnées.

B.- Le montant total à retenir pour 2012, en application du A, est de 1 237 142 087 € et il en résulte un taux de 14,5 %.

III.- Sans modification.

III.- Sans modification.

~~IV (nouveau). La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

IV.- *Supprimé.*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Article 9 bis

~~Le VII de l'article 25 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 est abrogé.~~

Article 9 ter

~~L'article 139 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 est abrogé.~~

Article 10

Le tableau du I de l'article 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 est remplacé par le tableau suivant :

«

Région	Gazole	Supercarburant sans plomb
Alsace	4,69	6,65
Aquitaine	4,39	6,21
Auvergne	5,72	8,10
Bourgogne	4,12	5,82
Bretagne	4,72	6,67
Centre	4,27	6,05
Champagne-Ardenne	4,82	6,83
Corse	9,63	13,61
Franche-Comté	5,88	8,30
Île-de-France	12,05	17,04

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 9 bis

Supprimé.

Article 9 ter

Supprimé.

Article 10

Le tableau du I de l'article 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 est ainsi rédigé :

«

Région	Gazole	Supercarburant sans plomb
Alsace	<u>4,72</u>	<u>6,69</u>
Aquitaine	<u>4,39</u>	<u>6,21</u>
Auvergne	<u>5,72</u>	<u>8,11</u>
Bourgogne	<u>4,12</u>	<u>5,83</u>
Bretagne	<u>4,75</u>	<u>6,72</u>
Centre	<u>4,27</u>	<u>6,06</u>
Champagne-Ardenne	<u>4,82</u>	<u>6,84</u>
Corse	<u>9,71</u>	<u>13,72</u>
Franche-Comté	<u>5,88</u>	<u>8,31</u>
Île-de-France	<u>12,05</u>	<u>17,05</u>

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Article 9 bis

Le VII de l'article 25 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 est abrogé.

Article 9 ter

L'article 139 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 est abrogé.

Article 10

Sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Languedoc-Roussillon	4,12	5,84
Limousin	7,98	11,27
Lorraine	7,23	10,21
Midi-Pyrénées	4,68	6,61
Nord-Pas-de-Calais	6,75	9,55
Basse-Normandie	5,08	7,20
Haute-Normandie	5,02	7,11
Pays de la Loire	3,97	5,63
Picardie	5,29	7,50
Poitou-Charentes	4,19	5,94
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,92	5,56
Rhône-Alpes	4,13	5,84

Languedoc-Roussillon	<u>4,12</u>	<u>5,84</u>
Limousin	<u>7,98</u>	<u>11,27</u>
Lorraine	<u>7,23</u>	<u>10,23</u>
Midi-Pyrénées	<u>4,68</u>	<u>6,61</u>
Nord-Pas-de-Calais	<u>6,75</u>	<u>9,56</u>
Basse-Normandie	<u>5,09</u>	<u>7,19</u>
Haute-Normandie	<u>5,02</u>	<u>7,11</u>
Pays de la Loire	<u>3,97</u>	<u>5,63</u>
Picardie	<u>5,30</u>	<u>7,49</u>
Poitou-Charentes	<u>4,19</u>	<u>5,94</u>
Provence-Alpes-Côte d'Azur	<u>3,93</u>	<u>5,55</u>
Rhône-Alpes	<u>4,13</u>	<u>5,84</u>

Article 11

Le III de l'article 52 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 est ainsi modifié :

1° À la seconde phrase du cinquième alinéa, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2012 » et les montants : « 1,662 € » et « 1,176 € » sont remplacés, respectivement, par les montants : « 1,669 € » et « 1,179 € » ;

2° Les dixième et onzième alinéas sont ainsi rédigés :

« En 2012, ces pourcentages sont fixés comme suit :

«

Département	Pourcentage
Ain	1,069239
Aisne	0,959545
Allier	0,760682
Alpes-de-Haute-Provence	0,548353

Article 11

Alinéa sans modification.

1° À la seconde phrase du cinquième alinéa, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2012 » et les montants : « 1,662 € » et « 1,176 € » sont remplacés, respectivement, par les montants : « 1,715 € » et « 1,213 € » ;

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

«

<u>Département</u>	<u>Pourcentage</u>
<u>Ain</u>	<u>1,063803</u>
<u>Aisne</u>	<u>0,953885</u>
<u>Allier</u>	<u>0,767526</u>
<u>Alpes-de-Haute-Provence</u>	<u>0,547907</u>

Article 11

Sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

Alpes-Maritimes	1,596818
Ardèche	0,753236
Ardennes	0,649336
Ariège	0,386587
Aube	0,720998
Aude	0,734007
Aveyron	0,769043
Bouches-du-Rhône	2,318955
Calvados	1,122194
Cantal	0,577877
Charente	0,617961
Charente-Maritime	1,005823
Cher	0,635315
Corrèze	0,744410
Corse-du-Sud	0,211540
Haute-Corse	0,208343
Côte-d'Or	1,109166
Côtes-d'Armor	0,912138
Creuse	0,417678
Dordogne	0,774907
Doubs	0,871344
Drôme	0,827285
Eure	0,959437
Eure-et-Loir	0,826342
Finistère	1,043013
Gard	1,052935
Haute-Garonne	1,634651
Gers	0,456224
Gironde	1,783213

<u>Alpes-Maritimes</u>	<u>1,596650</u>
<u>Ardèche</u>	<u>0,750082</u>
<u>Ardennes</u>	<u>0,649619</u>
<u>Ariège</u>	<u>0,391572</u>
<u>Aube</u>	<u>0,724697</u>
<u>Aude</u>	<u>0,735440</u>
<u>Aveyron</u>	<u>0,768894</u>
<u>Bouches-du-Rhône</u>	<u>2,304729</u>
<u>Calvados</u>	<u>1,114694</u>
<u>Cantal</u>	<u>0,576661</u>
<u>Charente</u>	<u>0,616429</u>
<u>Charente-Maritime</u>	<u>1,018632</u>
<u>Cher</u>	<u>0,641040</u>
<u>Corrèze</u>	<u>0,736847</u>
<u>Corse-du-Sud</u>	<u>0,217438</u>
<u>Haute-Corse</u>	<u>0,206866</u>
<u>Côte-d'Or</u>	<u>1,122198</u>
<u>Côtes-d'Armor</u>	<u>0,913253</u>
<u>Creuse</u>	<u>0,425491</u>
<u>Dordogne</u>	<u>0,772759</u>
<u>Doubs</u>	<u>0,861782</u>
<u>Drôme</u>	<u>0,826961</u>
<u>Eure</u>	<u>0,965434</u>
<u>Eure-et-Loir</u>	<u>0,831705</u>
<u>Finistère</u>	<u>1,039382</u>
<u>Gard</u>	<u>1,061242</u>
<u>Haute-Garonne</u>	<u>1,641160</u>
<u>Gers</u>	<u>0,457197</u>
<u>Gironde</u>	<u>1,785080</u>

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

Ille-et-Vilaine	1,170543
Indre	0,586180
Indre-et-Loire	0,958142
Isère	1,811323
Jura	0,694181
Landes	0,730347
Loir-et-Cher	0,596605
Loire	1,102045
Haute-Loire	0,602965
Loire-Atlantique	1,509979
Loiret	1,088813
Lot	0,605857
Lot-et-Garonne	0,516894
Lozère	0,413305
Maine-et-Loire	1,154818
Manche	0,949261
Marne	0,923699
Haute-Marne	0,590397
Mayenne	0,547342
Meurthe-et-Moselle	1,037784
Meuse	0,532038
Morbihan	0,915572
Moselle	1,552522
Nièvre	0,616453
Nord	3,086805
Oise	1,109580
Orne	0,699798
Pas-de-Calais	2,172868
Puy-de-Dôme	1,404265

<u>Ille-et-Vilaine</u>	<u>1,171071</u>
<u>Indre</u>	<u>0,591915</u>
<u>Indre-et-Loire</u>	<u>0,963780</u>
<u>Isère</u>	<u>1,810974</u>
<u>Jura</u>	<u>0,695580</u>
<u>Landes</u>	<u>0,737754</u>
<u>Loir-et-Cher</u>	<u>0,603540</u>
<u>Loire</u>	<u>1,100698</u>
<u>Haute-Loire</u>	<u>0,600134</u>
<u>Loire-Atlantique</u>	<u>1,522055</u>
<u>Loiret</u>	<u>1,081654</u>
<u>Lot</u>	<u>0,612813</u>
<u>Lot-et-Garonne</u>	<u>0,523686</u>
<u>Lozère</u>	<u>0,411619</u>
<u>Maine-et-Loire</u>	<u>1,168532</u>
<u>Manche</u>	<u>0,949369</u>
<u>Marne</u>	<u>0,923469</u>
<u>Haute-Marne</u>	<u>0,588705</u>
<u>Mayenne</u>	<u>0,543543</u>
<u>Meurthe-et-Moselle</u>	<u>1,036058</u>
<u>Meuse</u>	<u>0,535047</u>
<u>Morbihan</u>	<u>0,919371</u>
<u>Moselle</u>	<u>1,550637</u>
<u>Nièvre</u>	<u>0,621480</u>
<u>Nord</u>	<u>3,072818</u>
<u>Oise</u>	<u>1,106258</u>
<u>Orne</u>	<u>0,695547</u>
<u>Pas-de-Calais</u>	<u>2,174402</u>
<u>Puy-de-Dôme</u>	<u>1,415775</u>

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

Hautes-Pyrénées	0,570336
Pyrénées-Orientales	0,686801
Bas-Rhin	1,357777
Haut-Rhin	0,909772
Rhône	2,002055
Haute-Saône	0,450659
Saône-et-Loire	1,035512
Sarthe	1,044372
Savoie	1,145945
Haute-Savoie	1,267732
Paris	2,417561
Seine-Maritime	1,705479
Seine-et-Marne	1,882525
Yvelines	1,745532
Deux-Sèvres	0,640967
Somme	1,077633
Tarn	0,658131
Tarn-et-Garonne	0,436821
Var	1,337540
Vaucluse	0,733480
Vendée	0,941484
Vienne	0,672422
Haute-Vienne	0,607992
Vosges	0,732519
Yonne	0,764981
Territoire de Belfort	0,219255
Essonne	1,527880
Hauts-de-Seine	1,992680
Seine-Saint-Denis	1,926169

<u>Hautes-Pyrénées</u>	<u>0,575256</u>
<u>Pyrénées-Orientales</u>	<u>0,687633</u>
<u>Bas-Rhin</u>	<u>1,357954</u>
<u>Haut-Rhin</u>	<u>0,907301</u>
<u>Rhône</u>	<u>1,988889</u>
<u>Haute-Saône</u>	<u>0,455899</u>
<u>Saône-et-Loire</u>	<u>1,033129</u>
<u>Sarthe</u>	<u>1,040691</u>
<u>Savoie</u>	<u>1,141492</u>
<u>Haute-Savoie</u>	<u>1,271997</u>
<u>Paris</u>	<u>2,401404</u>
<u>Seine-Maritime</u>	<u>1,699207</u>
<u>Seine-et-Marne</u>	<u>1,892366</u>
<u>Yvelines</u>	<u>1,738417</u>
<u>Deux-Sèvres</u>	<u>0,641631</u>
<u>Somme</u>	<u>1,070377</u>
<u>Tarn</u>	<u>0,668741</u>
<u>Tarn-et-Garonne</u>	<u>0,436701</u>
<u>Var</u>	<u>1,338457</u>
<u>Vaucluse</u>	<u>0,738177</u>
<u>Vendée</u>	<u>0,934626</u>
<u>Vienne</u>	<u>0,671876</u>
<u>Haute-Vienne</u>	<u>0,610758</u>
<u>Vosges</u>	<u>0,742831</u>
<u>Yonne</u>	<u>0,760300</u>
<u>Territoire de Belfort</u>	<u>0,217676</u>
<u>Essonne</u>	<u>1,517919</u>
<u>Hauts-de-Seine</u>	<u>1,983566</u>
<u>Seine-Saint-Denis</u>	<u>1,912599</u>

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Val-d'Oise	1,586289
Guadeloupe	0,695438
Martinique	0,518904
Guyane	0,335805
La Réunion	1,455363
Saint-Pierre-et-Miquelon	1,069239
Total	100

»

Article 12

I.– L'article 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 est ainsi modifié :

A.– Le I est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa, les mots : « de l'extension » sont remplacés par les mots : « du transfert » ;

2° Les 1° et 2° sont remplacés par un 1° ainsi rédigé :

« 1° Du montant correspondant aux sommes enregistrées dans les comptes des caisses d'allocations familiales et des caisses de la mutualité sociale agricole pour les mois de décembre 2009 à novembre 2010 au titre du montant forfaitaire majoré mentionné à l'article L. 262-9 du code de l'action sociale et des familles et décaissées par les départements métropolitains entre janvier et décembre 2010, diminué des dépenses ayant incombé aux départements métropolitains en 2008 au titre de l'intéressement proportionnel et forfaitaire prévu à l'article L. 262-11 du même code, dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 précitée ; »

Val-d'Oise	1,579059
Guadeloupe	0,691515
Martinique	0,516359
Guyane	0,333560
La Réunion	1,445948
Total	100

»

Article 12

Alinéa sans modification.

A.– Sans modification.

Article 12

Alinéa sans modification.

A.– Sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

3° Le 3° devient un 2° ;

4° Le 4° devient un 3° et, au même alinéa, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2012 » et les mots : « de l'extension de compétences réalisée » sont remplacés par les mots : « du transfert de compétence réalisé » ;

5° Au huitième alinéa, le montant : « 2,14 € » est remplacé par le montant : « 2,255 € » ;

6° Au neuvième alinéa, le montant : « 1,52 € » est remplacé par le montant : « 1,596 € » ;

7° Les *a* et *b* sont remplacés par un *a* ainsi rédigé :

« *a*) Pour chaque département métropolitain, au montant correspondant aux sommes enregistrées dans les comptes des caisses d'allocations familiales et des caisses de la mutualité sociale agricole pour les mois de décembre 2009 à novembre 2010 au titre du montant forfaitaire majoré mentionné à l'article L. 262-9 du code de l'action sociale et des familles et décaissées par les départements métropolitains entre janvier et décembre 2010, diminué des dépenses ayant incombé aux mêmes départements en 2008 au titre de l'intéressement proportionnel et forfaitaire prévu à l'article L. 262-11 du même code, dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 précitée, rapporté à la somme des montants mentionnés aux 1° à 3° ; »

8° Les *c* et *d* deviennent, respectivement, des *b* et *c* et, à la fin de ces deux alinéas, la référence : « 4° » est remplacée par la référence : « 3° » ;

9° Après le quatorzième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

« Pour le calcul du montant mentionné au 1° et du pourcentage mentionné au *a*, les sommes enregistrées pour chaque département métropolitain dans les comptes des caisses d'allocations familiales et des caisses de la mutualité sociale agricole pour les mois de décembre 2009 à novembre 2010 au titre du montant forfaitaire majoré mentionné à l'article L. 262-9 du code de l'action sociale et des familles et décaissées par les départements entre janvier et décembre 2010 ne sont prises en compte que si elles ne sont pas inférieures au montant des dépenses exposées par l'État en 2008 au titre de l'allocation de parent isolé, nettes des sommes exposées au titre de l'intéressement proportionnel et forfaitaire prévu à l'article L. 524-5 du code de la sécurité sociale, dans sa rédaction applicable avant l'entrée en vigueur de la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 précitée, constatées au 31 décembre 2008 pour chaque département métropolitain par le ministre chargé de l'action sociale. À défaut, est pris en compte pour le calcul du montant mentionné au 1° et du pourcentage mentionné au *a*, le montant des dépenses exposées par l'État en 2008 au titre de l'allocation de parent isolé, nettes des sommes exposées au titre de l'intéressement proportionnel et forfaitaire prévu à l'article L. 524-5 du code de la sécurité sociale, dans sa rédaction applicable avant l'entrée en vigueur de la même loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008, constatées au 31 décembre 2008 pour chaque département métropolitain par le ministre chargé de l'action sociale. » ;

10° Les quinzième et seizième alinéas sont ainsi rédigés :

« À compter du 1^{er} janvier 2012, ces pourcentages sont fixés comme suit :

«

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Département	Pourcentage
Ain	0,369123
Aisne	1,215224
Allier	0,555630
Alpes-de-Haute-Provence	0,199426
Hautes-Alpes	0,099973
Alpes-Maritimes	1,308023
Ardèche	0,313113
Ardennes	0,606470
Ariège	0,250437
Aube	0,610590
Aude	0,844620
Aveyron	0,159976
Bouches-du-Rhône	4,628220
Calvados	0,827138
Cantal	0,069390
Charente	0,632562
Charente-Maritime	0,837332
Cher	0,482202
Corrèze	0,194626
Corse-du-Sud	0,104239
Haute-Corse	0,241943
Côte-d'Or	0,449516
Côtes-d'Armor	0,510696
Creuse	0,099989
Dordogne	0,484288
Doubs	0,619514
Drôme	0,588051
Eure	0,866043
Eure-et-Loir	0,470919

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Finistère	0,569597
Gard	1,448362
Haute-Garonne	1,399622
Gers	0,160464
Gironde	1,625750
Hérault	1,826549
Ille-et-Vilaine	0,742512
Indre	0,279277
Indre-et-Loire	0,629289
Isère	1,071597
Jura	0,215957
Landes	0,379609
Loir-et-Cher	0,362057
Loire	0,668075
Haute-Loire	0,151955
Loire-Atlantique	1,252227
Loiret	0,704661
Lot	0,147162
Lot-et-Garonne	0,456771
Lozère	0,034149
Maine-et-Loire	0,851139
Manche	0,409123
Marne	0,842514
Haute-Marne	0,269956
Mayenne	0,247186
Meurthe-et-Moselle	0,982808
Meuse	0,320435
Morbihan	0,559313
Moselle	1,355419
Nièvre	0,322358

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Nord	7,382497
Oise	1,270154
Orne	0,378393
Pas-de-Calais	4,518726
Puy-de-Dôme	0,591927
Pyrénées-Atlantiques	0,560490
Hautes-Pyrénées	0,257421
Pyrénées-Orientales	1,244961
Bas-Rhin	1,405699
Haut-Rhin	0,921683
Rhône	1,507174
Haute-Saône	0,296866
Saône-et-Loire	0,509620
Sarthe	0,798344
Savoie	0,239946
Haute-Savoie	0,358196
Paris	1,368457
Seine-Maritime	2,373549
Seine-et-Marne	1,828345
Yvelines	0,881400
Deux-Sèvres	0,413240
Somme	1,178865
Tarn	0,462089
Tarn-et-Garonne	0,360126
Var	1,167008
Vaucluse	1,004665
Vendée	0,465025
Vienne	0,739861
Haute-Vienne	0,512912
Vosges	0,581651

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

Yonne	0,519409
Territoire de Belfort	0,218236
Essonne	1,341230
Hauts-de-Seine	1,105158
Seine-Saint-Denis	3,884534
Val-de-Marne	1,683287
Val-d'Oise	1,642120
Guadeloupe	3,065745
Martinique	2,542714
Guyane	2,456279
La Réunion	7,033443
Saint-Pierre-et-Miquelon	0,003393
Total	100

» ;

11° Au dernier alinéa, après le mot : « départements », sont insérés les mots : « et à Saint-Pierre-et-Miquelon » et, après la référence : « de l'article 7 », est insérée la référence : « et du I de l'article 35 » ;

B.— Le III est ainsi rédigé :

« III.— 1. La compensation des charges résultant pour les départements métropolitains du transfert de compétence réalisé par la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 précitée fait l'objet des ajustements mentionnés ci-dessous calculés, au titre de l'année 2009, au vu des sommes enregistrées pour chaque département métropolitain dans les comptes des caisses d'allocations familiales et des caisses de la mutualité sociale agricole pour les mois de juin 2009 à novembre 2009 au titre du montant forfaitaire majoré mentionné à l'article L 262-9 du code de l'action sociale et des familles et décaissées par les départements entre juillet et décembre 2009, diminuées de la moitié des sommes exposées

Alinéa sans modification.

« III.— 1. Sans modification.

Alinéa sans modification.

« III.— 1. Sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

en 2008 au titre de l'intéressement proportionnel et forfaitaire prévu à l'article L. 262-11 du même code, dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la même loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008.

« a. Il est versé en 2012 aux départements métropolitains figurant dans la colonne A du tableau ci-après un montant de 12 283 633 € au titre de l'ajustement de la compensation de l'année 2009.

« b. Il est prélevé en 2012 aux départements métropolitains figurant dans la colonne B du tableau ci-après un montant de 20 270 992 € au titre de l'ajustement de la compensation de l'année 2009.

« 2. Les compensations des charges résultant pour les départements métropolitains du transfert de compétence réalisé par la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 précitée font l'objet des ajustements mentionnés ci-dessous calculés, au titre des années 2010 et 2011, au vu des sommes enregistrées pour chaque département métropolitain dans les comptes des caisses d'allocations familiales et des caisses de la mutualité sociale agricole pour les mois de décembre 2009 à novembre 2010 au titre du montant forfaitaire majoré mentionné à l'article L. 262-9 du code de l'action sociale et des familles et décaissées par les départements entre janvier et décembre 2010, diminuées des sommes exposées en 2008 au titre de l'intéressement proportionnel et forfaitaire prévu à l'article L. 262-11 du code de l'action sociale et des familles, dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la même loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008.

« a. Il est versé en 2012, au titre de l'ajustement des compensations des années 2010 et 2011, un montant de 120 402 281 € aux départements métropolitains figurant dans la colonne C du tableau ci-après.

« b. Il est prélevé en 2012, au titre de l'ajustement des compensations des années 2010 et 2011, un montant

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« Alinéa sans modification.

« a. Sans modification.

« b. Il est prélevé en 2012, au titre de l'ajustement des compensations des années 2010 et 2011, un montant

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

« Alinéa sans modification.

« a. Sans modification.

« b. Il est prélevé en 2012, au titre de l'ajustement des compensations des années 2010 et 2011, un montant

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

de 1 753 550 € aux départements métropolitains figurant dans la colonne D du tableau ci-après pour lesquels la somme des ajustements négatifs de leur droit à compensation au titre des années 2009, 2010 et 2011, prévus au 1 et au présent 2, n'excède pas, en 2012, après déduction des éventuels ajustements positifs, 5 % du montant total de leur droit à compensation résultant des transferts de compétences réalisés par la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité et par la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 précitée. Le montant ainsi prélevé à ces départements correspond au montant total de l'ajustement de leur droit à compensation au titre des années 2010 et 2011.

« c. Il est prélevé en 2012, au titre de l'ajustement de la compensation des années 2010 et 2011, un montant de 20 433 277 € aux départements métropolitains figurant dans la colonne E du tableau ci-après pour lesquels la somme des ajustements négatifs de leur droit à compensation au titre des années 2009, 2010 et 2011, prévus au 1 et au présent 2, excède, en 2012, après déduction des éventuels ajustements positifs, 5 % du montant total de leur droit à compensation résultant des transferts de compétences réalisés par les lois n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 et n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 précitées. Le solde de l'ajustement de la compensation au titre des années 2010 et 2011, d'un montant égal à 34 613 873 €, est prélevé chaque année jusqu'à son apurement total selon des modalités définies par la loi de finances.

« 3. La compensation des charges résultant pour les départements d'outre-mer du transfert de compétence réalisé par l'ordonnance n° 2010-686 du 24 juin 2010 précitée fait l'objet des ajustements mentionnés ci-dessous calculés, au titre de l'année 2011, au vu du montant définitif des dépenses exécutées en 2010 par l'État dans ces départements au titre de l'allocation de parent isolé, diminué des sommes exposées

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

de 1 386 062 € aux départements figurant dans la colonne D du tableau ci-après pour lesquels la somme des ajustements négatifs de leur droit à compensation au titre des années 2009, 2010 et 2011, prévus au 1 et au présent 2, n'excède pas, en 2012, après déduction des éventuels ajustements positifs, 3 % du montant total de leur droit à compensation résultant des transferts de compétences réalisés par la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité et par la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 précitée. Le montant ainsi prélevé à ces départements correspond au montant total de l'ajustement de leur droit à compensation au titre des années 2010 et 2011.

« c. Il est prélevé en 2012, au titre de l'ajustement de la compensation des années 2010 et 2011, un montant de 5 341 265 € aux départements figurant dans la colonne E du tableau ci-après pour lesquels la somme des ajustements négatifs de leur droit à compensation au titre des années 2009, 2010 et 2011, prévus au 1 et au présent 2, excède, en 2012, après déduction des éventuels ajustements positifs, 3 % du montant total de leur droit à compensation résultant des transferts de compétences réalisés par les lois n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 et n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 précitées. Le solde de l'ajustement de la compensation au titre des années 2010 et 2011, d'un montant égal à 49 705 885 €, est prélevé chaque année jusqu'à son apurement total selon des modalités définies par la loi de finances.

« Alinéa sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

de 1 753 550 € aux départements figurant dans la colonne D du tableau ci-après pour lesquels la somme des ajustements négatifs de leur droit à compensation au titre des années 2009, 2010 et 2011, prévus au 1 et au présent 2, n'excède pas, en 2012, après déduction des éventuels ajustements positifs, 5 % du montant total de leur droit à compensation résultant des transferts de compétences réalisés par la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité et par la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 précitée. Le montant ainsi prélevé à ces départements correspond au montant total de l'ajustement de leur droit à compensation au titre des années 2010 et 2011.

« c. Il est prélevé en 2012, au titre de l'ajustement de la compensation des années 2010 et 2011, un montant de 20 433 277 € aux départements figurant dans la colonne E du tableau ci-après pour lesquels la somme des ajustements négatifs de leur droit à compensation au titre des années 2009, 2010 et 2011, prévus au 1 et au présent 2, excède, en 2012, après déduction des éventuels ajustements positifs, 5 % du montant total de leur droit à compensation résultant des transferts de compétences réalisés par les lois n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 et n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 précitées. Le solde de l'ajustement de la compensation au titre des années 2010 et 2011, d'un montant égal à 34 613 873 €, est prélevé chaque année jusqu'à son apurement total selon des modalités définies par la loi de finances.

« Alinéa sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

au 31 décembre 2009 au titre de l'intéressement proportionnel et forfaitaire prévu à l'article L. 524-5 du code de la sécurité sociale ainsi que de l'intéressement proportionnel et forfaitaire prévu à l'article L. 262-11 du code de l'action sociale et des familles, dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 précitée.

« a. Il est versé en 2012 aux départements d'outre-mer figurant dans la colonne F du tableau ci-après un montant de 5 341 265 € au titre de l'ajustement de la compensation de l'année 2011.

« b. Il est prélevé en 2012 au département d'outre-mer figurant dans la colonne G du tableau ci-après un montant de 3 702 544 € au titre de l'ajustement de la compensation de l'année 2011 et représentant 5 % du montant total de son droit à compensation résultant des transferts de compétences opérés par la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 et par l'ordonnance n° 2010-686 du 24 juin 2010 précitées. Le solde de cet ajustement, d'un montant égal à 987 989 €, est prélevé en 2013 selon des modalités définies par la loi de finances.

« 4. Les montants correspondant aux versements prévus au a des 1 à 3 du présent III sont prélevés sur la part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers revenant à l'État. Ils font l'objet d'un versement du compte de concours financiers régi par le II de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006. Ils sont répartis, respectivement, conformément aux colonnes A, C et F du tableau ci-dessous.

« Les diminutions réalisées en application du b du 1, des b et c du 2 et du b du 3 du présent III sont imputées sur le produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers attribué aux départements concernés en application du I du présent article. Elles sont réparties, respectivement,

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« a. Sans modification.

« b. Il est prélevé en 2012 au département d'outre-mer figurant dans la colonne G du tableau ci-après un montant de 2 221 526 € au titre de l'ajustement de la compensation de l'année 2011 et représentant 3 % du montant total de son droit à compensation résultant des transferts de compétences opérés par la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 et par l'ordonnance n° 2010-686 du 24 juin 2010 précitées. Le solde de cet ajustement, d'un montant égal à 2 469 007 €, est prélevé en 2013 selon des modalités définies par la loi de finances.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

« a. Sans modification.

« b. Il est prélevé en 2012 au département d'outre-mer figurant dans la colonne G du tableau ci-après un montant de 3 702 544 € au titre de l'ajustement de la compensation de l'année 2011 et représentant 5 % du montant total de son droit à compensation résultant des transferts de compétences opérés par la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 et par l'ordonnance n° 2010-686 du 24 juin 2010 précitées. Le solde de cet ajustement, d'un montant égal à 987 989 €, est prélevé en 2013 selon des modalités définies par la loi de finances.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

—

conformément aux colonnes B, D, E et G du tableau suivant :

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

—

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

«

(en euros)

Département	Montant à verser (col. A)	Diminution de produit versé (col. B)	Montant à verser (col. C)	Diminution de produit versé (col. D)	Diminution de produit versé (col. E)	Montant à verser (col. F)	Diminution de produit versé (col. G)	Total
Ain	16 740	0	443 876	0	0	0	0	460 616
Aisne	0	- 9 972	1 094 347	0	0	0	0	1 084 375
Allier	67 888	0	1 205 080	0	0	0	0	1 272 968
Alpes-de-Haute-Provence	31 457	0	433 569	0	0	0	0	465 026
Hautes-Alpes	68 479	0	0	- 99 692	0	0	0	- 31 213
Alpes-Maritimes	0	- 1 565 360	0	0	- 2 796 857	0	0	- 4 362 217
Ardèche	0	- 383 276	0	0	- 582 779	0	0	- 966 055
Ardennes	459 031	0	1 646 420	0	0	0	0	2 105 450
Ariège	256 500	0	788 293	0	0	0	0	1 044 793
Aube	0	- 633 625	0	0	- 639 243	0	0	- 1 272 868
Aude	75 426	0	741 508	0	0	0	0	816 934
Aveyron	26 944	0	88 880	0	0	0	0	115 824
Bouches-du-Rhône	1 974 145	0	10 230 852	0	0	0	0	12 204 997
Calvados	0	- 33 069	0	- 290 705	0	0	0	- 323 774
Cantal	0	- 36 572	196 444	0	0	0	0	159 871
Charente	78 902	0	1 246 502	0	0	0	0	1 325 405
Charente-Maritime	71 541	0	735 421	0	0	0	0	806 962
Cher	6 441	0	0	- 261 600	0	0	0	- 255 159
Corrèze	14 709	0	0	- 177 670	0	0	0	- 162 961
Corse-du-Sud	0	- 61 382	0	- 97 694	0	0	0	- 159 076
Haute-Corse	0	0	0	- 267 114	0	0	0	- 267 114
Côte-d'Or	230 110	0	1 841 759	0	0	0	0	2 071 868
Côtes-d'Armor	0	- 130 159	565 259	0	0	0	0	435 100
Creuse	0	- 31 520	67 237	0	0	0	0	35 717
Dordogne	94 740	0	616 131	0	0	0	0	710 871
Doubs	0	- 622 709	0	0	- 908 550	0	0	- 1 531 259
Drôme	149 789	0	1 089 129	0	0	0	0	1 238 917
Eure	732 826	0	2 881 335	0	0	0	0	3 614 161
Eure-et-Loir	0	- 398 995	0	0	- 737 191	0	0	- 1 136 186
Finistère	60 734	0	570 489	0	0	0	0	631 223
Gard	131 096	0	1 576 880	0	0	0	0	1 707 976
Haute-Garonne	0	- 8 536	6 969 385	0	0	0	0	6 960 849
Gers	50 966	0	225 984	0	0	0	0	276 951
Gironde	0	- 625	1 903 767	0	0	0	0	1 903 142
Hérault	312 655	0	2 202 118	0	0	0	0	2 514 773
Ille-et-Vilaine	0	- 5 988	1 025 080	0	0	0	0	1 019 092
Indre	249 485	0	1 104 235	0	0	0	0	1 353 720
Indre-et-Loire	128 731	0	1 331 563	0	0	0	0	1 460 295
Isère	0	- 23 373	6 001 609	0	0	0	0	5 978 235
Jura	0	- 245 661	0	0	- 239 308	0	0	- 484 969
Landes	302 818	0	1 213 470	0	0	0	0	1 516 288
Loir-et-Cher	139 665	0	647 291	0	0	0	0	786 957
Loire	120 146	0	976 987	0	0	0	0	1 097 133
Haute-Loire	0	0	0	- 13 073	0	0	0	- 13 074

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

«

(en euros)

Département	Montant à verser (col. A)	Diminution de produit versé (col. B)	Montant à verser (col. C)	Diminution de produit versé (col. D)	Diminution de produit versé (col. E)	Montant à verser (col. F)	Diminution de produit versé (col. G)	Total
Ain	16 740	0	443 876	0	0	0	0	460 616
Aisne	0	- 9 972	1 094 347	0	0	0	0	1 084 375
Allier	67 888	0	1 205 080	0	0	0	0	1 272 968
Alpes-de-Haute-Provence	31 457	0	433 569	0	0	0	0	465 026
Hautes-Alpes	68 479	0	0	- 99 692	0	0	0	- 31 213
Alpes-Maritimes	0	- 1 565 360	0	0	- 1 051 970	0	0	- 2 617 330
Ardèche	0	- 383 276	0	0	- 196 357	0	0	- 579 633
Ardennes	459 031	0	1 646 420	0	0	0	0	2 105 450
Ariège	256 500	0	788 293	0	0	0	0	1 044 793
Aube	0	- 633 625	0	0	- 130 096	0	0	- 763 721
Aude	75 426	0	741 508	0	0	0	0	816 934
Aveyron	26 944	0	88 880	0	0	0	0	115 824
Bouches-du-Rhône	1 974 145	0	10 230 852	0	0	0	0	12 204 997
Calvados	0	- 33 069	0	- 290 705	0	0	0	- 323 774
Cantal	0	- 36 572	196 444	0	0	0	0	159 871
Charente	78 902	0	1 246 502	0	0	0	0	1 325 405
Charente-Maritime	71 541	0	735 421	0	0	0	0	806 962
Cher	6 441	0	0	- 261 600	0	0	0	- 255 159
Corrèze	14 709	0	0	- 177 670	0	0	0	- 162 961
Corse-du-Sud	0	- 61 382	0	- 97 694	0	0	0	- 159 076
Haute-Corse	0	0	0	- 267 114	0	0	0	- 267 114
Côte-d'Or	230 110	0	1 841 759	0	0	0	0	2 071 868
Côtes-d'Armor	0	- 130 159	565 259	0	0	0	0	435 100
Creuse	0	- 31 520	67 237	0	0	0	0	35 717
Dordogne	94 740	0	616 131	0	0	0	0	710 871
Doubs	0	- 622 709	0	0	- 296 046	0	0	- 918 755
Drôme	149 789	0	1 089 129	0	0	0	0	1 238 917
Eure	732 826	0	2 881 335	0	0	0	0	3 614 161
Eure-et-Loir	0	- 398 995	0	0	- 282 717	0	0	- 681 712
Finistère	60 734	0	570 489	0	0	0	0	631 223
Gard	131 096	0	1 576 880	0	0	0	0	1 707 976
Haute-Garonne	0	- 8 536	6 969 385	0	0	0	0	6 960 849
Gers	50 966	0	225 984	0	0	0	0	276 951
Gironde	0	- 625	1 903 767	0	0	0	0	1 903 142
Hérault	312 655	0	2 202 118	0	0	0	0	2 514 773
Ille-et-Vilaine	0	- 5 988	1 025 080	0	0	0	0	1 019 092
Indre	249 485	0	1 104 235	0	0	0	0	1 353 720
Indre-et-Loire	128 731	0	1 331 563	0	0	0	0	1 460 295
Isère	0	- 23 373	6 001 609	0	0	0	0	5 978 235
Jura	0	- 245 661	0	0	- 45 320	0	0	- 290 981
Landes	302 818	0	1 213 470	0	0	0	0	1 516 288
Loir-et-Cher	139 665	0	647 291	0	0	0	0	786 957
Loire	120 146	0	976 987	0	0	0	0	1 097 133
Haute-Loire	0	0	0	- 13 073	0	0	0	- 13 074

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

«

(en euros)

Département	Montant à verser (col. A)	Diminution de produit versé (col. B)	Montant à verser (col. C)	Diminution de produit versé (col. D)	Diminution de produit versé (col. E)	Montant à verser (col. F)	Diminution de produit versé (col. G)	Total
Ain	16 740	0	443 876	0	0	0	0	460 616
Aisne	0	- 9 972	1 094 347	0	0	0	0	1 084 375
Allier	67 888	0	1 205 080	0	0	0	0	1 272 968
Alpes-de-Haute-Provence	31 457	0	433 569	0	0	0	0	465 026
Hautes-Alpes	68 479	0	0	- 99 692	0	0	0	- 31 213
Alpes-Maritimes	0	- 1 565 360	0	0	- 2 796 857	0	0	- 4 362 217
Ardèche	0	- 383 276	0	0	- 582 779	0	0	- 966 055
Ardennes	459 031	0	1 646 420	0	0	0	0	2 105 450
Ariège	256 500	0	788 293	0	0	0	0	1 044 793
Aube	0	- 633 625	0	0	- 639 243	0	0	- 1 272 868
Aude	75 426	0	741 508	0	0	0	0	816 934
Aveyron	26 944	0	88 880	0	0	0	0	115 824
Bouches-du-Rhône	1 974 145	0	10 230 852	0	0	0	0	12 204 997
Calvados	0	- 33 069	0	- 290 705	0	0	0	- 323 774
Cantal	0	- 36 572	196 444	0	0	0	0	159 871
Charente	78 902	0	1 246 502	0	0	0	0	1 325 405
Charente-Maritime	71 541	0	735 421	0	0	0	0	806 962
Cher	6 441	0	0	- 261 600	0	0	0	- 255 159
Corrèze	14 709	0	0	- 177 670	0	0	0	- 162 961
Corse-du-Sud	0	- 61 382	0	- 97 694	0	0	0	- 159 076
Haute-Corse	0	0	0	- 267 114	0	0	0	- 267 114
Côte-d'Or	230 110	0	1 841 759	0	0	0	0	2 071 868
Côtes-d'Armor	0	- 130 159	565 259	0	0	0	0	435 100
Creuse	0	- 31 520	67 237	0	0	0	0	35 717
Dordogne	94 740	0	616 131	0	0	0	0	710 871
Doubs	0	- 622 709	0	0	- 908 550	0	0	- 1 531 259
Drôme	149 789	0	1 089 129	0	0	0	0	1 238 917
Eure	732 826	0	2 881 335	0	0	0	0	3 614 161
Eure-et-Loir	0	- 398 995	0	0	- 737 191	0	0	- 1 136 186
Finistère	60 734	0	570 489	0	0	0	0	631 223
Gard	131 096	0	1 576 880	0	0	0	0	1 707 976
Haute-Garonne	0	- 8 536	6 969 385	0	0	0	0	6 960 849
Gers	50 966	0	225 984	0	0	0	0	276 951
Gironde	0	- 625	1 903 767	0	0	0	0	1 903 142
Hérault	312 655	0	2 202 118	0	0	0	0	2 514 773
Ille-et-Vilaine	0	- 5 988	1 025 080	0	0	0	0	1 019 092
Indre	249 485	0	1 104 235	0	0	0	0	1 353 720
Indre-et-Loire	128 731	0	1 331 563	0	0	0	0	1 460 295
Isère	0	- 23 373	6 001 609	0	0	0	0	5 978 235
Jura	0	- 245 661	0	0	- 239 308	0	0	- 484 969
Landes	302 818	0	1 213 470	0	0	0	0	1 516 288
Loir-et-Cher	139 665	0	647 291	0	0	0	0	786 957
Loire	120 146	0	976 987	0	0	0	0	1 097 133
Haute-Loire	0	0	0	- 13 073	0	0	0	- 13 074

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

(en euros)

Département	Montant à verser (col. A)	Diminution de produit versé (col. B)	Montant à verser (col. C)	Diminution de produit versé (col. D)	Diminution de produit versé (col. E)	Montant à verser (col. F)	Diminution de produit versé (col. G)	Total
Loire-Atlantique	138 698	0	3 100 857	0	0	0	0	3 239 556
Loiret	0	- 1 705 350	0	0	- 97 709	0	0	- 1 803 059
Lot	0	- 135 499	0	0	- 402 495	0	0	- 537 994
Lot-et-Garonne	0	- 487 094	0	0	- 880 176	0	0	- 1 367 270
Lozère	0	- 21 933	173 708	0	0	0	0	151 775
Maine-et-Loire	172 080	0	1 073 531	0	0	0	0	1 245 611
Manche	7 966	0	500 892	0	0	0	0	508 858
Marne	340 952	0	584 148	0	0	0	0	925 100
Haute-Marne	43 850	0	0	- 178 514	0	0	0	- 134 664
Mayenne	0	- 182 989	0	0	- 331 477	0	0	- 514 466
Meurthe-et-Moselle	119 612	0	1 284 204	0	0	0	0	1 403 816
Meuse	132 250	0	80 025	0	0	0	0	212 275
Morbihan	0	- 12 320	750 681	0	0	0	0	738 361
Moselle	889 510	0	2 719 121	0	0	0	0	3 608 631
Nièvre	208 177	0	828 813	0	0	0	0	1 036 990
Nord	190 646	0	7 432 690	0	0	0	0	7 623 336
Oise	0	- 1 201 906	0	0	- 1 324 167	0	0	- 2 526 073
Orne	88 482	0	801 199	0	0	0	0	889 682
Pas-de-Calais	0	- 3 650 658	0	0	- 5 515 409	0	0	- 9 166 067
Puy-de-Dôme	0	- 2 258	1 029 484	0	0	0	0	1 027 225
Pyrénées-Atlantiques	178 770	0	676 590	0	0	0	0	855 360
Hautes-Pyrénées	0	- 24 504	3 562	0	0	0	0	- 20 942
Pyrénées-Orientales	162 636	0	1 215 330	0	0	0	0	1 377 966
Bas-Rhin	0	- 1 339 766	0	0	- 2 094 851	0	0	- 3 434 617
Haut-Rhin	717 657	0	3 968 758	0	0	0	0	4 686 415
Rhône	0	- 538 278	9 006 435	0	0	0	0	8 468 157
Haute-Saône	0	- 293 203	0	0	- 310 642	0	0	- 603 845
Saône-et-Loire	12 746	0	249 805	0	0	0	0	262 551
Sarthe	72 307	0	1 080 172	0	0	0	0	1 152 480
Savoie	76 363	0	855 412	0	0	0	0	931 774
Haute-Savoie	49 042	0	434 376	0	0	0	0	483 418
Paris	0	- 2 597 029	5 283 886	0	0	0	0	2 686 856
Seine-Maritime	346 602	0	3 274 415	0	0	0	0	3 621 017
Seine-et-Marne	0	- 393 624	1 206 190	0	0	0	0	812 566
Yvelines	0	- 300 743	2 017 069	0	0	0	0	1 716 327
Deux-Sèvres	0	- 34 414	769 881	0	0	0	0	735 467
Somme	887 743	0	3 032 000	0	0	0	0	3 919 743
Tarn	0	- 452 885	0	0	- 1 001 414	0	0	- 1 454 299
Tarn-et-Garonne	321 979	0	1 615 444	0	0	0	0	1 937 422
Var	0	- 266 991	340 810	0	0	0	0	73 819
Vaucluse	540 468	0	1 194 063	0	0	0	0	1 734 531
Vendée	286 316	0	2 379 376	0	0	0	0	2 665 692
Vienne	52 791	0	1 533 655	0	0	0	0	1 586 446

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

(en euros)

Département	Montant à verser (col. A)	Diminution de produit versé (col. B)	Montant à verser (col. C)	Diminution de produit versé (col. D)	Diminution de produit versé (col. E)	Montant à verser (col. F)	Diminution de produit versé (col. G)	Total
Loire-Atlantique	138 698	0	3 100 857	0	0	0	0	3 239 556
Loiret	0	- 1 705 350	0	0	0	0	0	- 1 705 350
Lot	0	- 135 499	0	0	- 187 297	0	0	- 322 796
Lot-et-Garonne	0	- 487 094	0	0	- 333 538	0	0	- 820 632
Lozère	0	- 21 933	173 708	0	0	0	0	151 775
Maine-et-Loire	172 080	0	1 073 531	0	0	0	0	1 245 611
Manche	7 966	0	500 892	0	0	0	0	508 858
Marne	340 952	0	584 148	0	0	0	0	925 100
Haute-Marne	43 850	0	0	-178 514	0	0	0	- 134 664
Mayenne	0	- 182 989	0	0	- 125 691	0	0	- 308 680
Meurthe-et-Moselle	119 612	0	1 284 204	0	0	0	0	1 403 816
Meuse	132 250	0	80 025	0	0	0	0	212 275
Morbihan	0	- 12 320	750 681	0	0	0	0	738 361
Moselle	889 510	0	2 719 121	0	0	0	0	3 608 631
Nièvre	208 177	0	828 813	0	0	0	0	1 036 990
Nord	190 646	0	7 432 690	0	0	0	0	7 623 336
Oise	0	- 1 201 906	0	0	- 313 738	0	0	- 1 515 644
Orne	88 482	0	801 199	0	0	0	0	889 682
Pas-de-Calais	0	- 3 650 658	0	0	- 1 848 982	0	0	- 5 499 640
Puy-de-Dôme	0	- 2 258	1 029 484	0	0	0	0	1 027 225
Pyrénées-Atlantiques	178 770	0	676 590	0	0	0	0	855 360
Hautes-Pyrénées	0	- 24 504	3 562	0	0	0	0	- 20 942
Pyrénées-Orientales	162 636	0	1 215 330	0	0	0	0	1 377 966
Bas-Rhin	0	- 1 339 766	0	0	- 721 004	0	0	- 2 060 770
Haut-Rhin	717 657	0	3 968 758	0	0	0	0	4 686 415
Rhône	0	- 538 278	9 006 435	0	0	0	0	8 468 157
Haute-Saône	0	- 293 203	0	0	- 69 104	0	0	- 362 307
Saône-et-Loire	12 746	0	249 805	0	0	0	0	262 551
Sarthe	72 307	0	1 080 172	0	0	0	0	1 152 480
Savoie	76 363	0	855 412	0	0	0	0	931 774
Haute-Savoie	49 042	0	434 376	0	0	0	0	483 418
Paris	0	- 2 597 029	5 283 886	0	0	0	0	2 686 856
Seine-Maritime	346 602	0	3 274 415	0	0	0	0	3 621 017
Seine-et-Marne	0	- 393 624	1 206 190	0	0	0	0	812 566
Yvelines	0	- 300 743	2 017 069	0	0	0	0	1 716 327
Deux-Sèvres	0	- 34 414	769 881	0	0	0	0	735 467
Somme	887 743	0	3 032 000	0	0	0	0	3 919 743
Tarn	0	- 452 885	0	0	- 419 695	0	0	- 872 580
Tarn-et-Garonne	321 979	0	1 615 444	0	0	0	0	1 937 422
Var	0	- 266 991	340 810	0	0	0	0	73 819
Vaucluse	540 468	0	1 194 063	0	0	0	0	1 734 531
Vendée	286 316	0	2 379 376	0	0	0	0	2 665 692
Vienne	52 791	0	1 533 655	0	0	0	0	1 586 446

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

(en euros)

Département	Montant à verser (col. A)	Diminution de produit versé (col. B)	Montant à verser (col. C)	Diminution de produit versé (col. D)	Diminution de produit versé (col. E)	Montant à verser (col. F)	Diminution de produit versé (col. G)	Total
Loire-Atlantique	138 698	0	3 100 857	0	0	0	0	3 239 556
Loiret	0	- 1 705 350	0	0	- 97 709	0	0	- 1 803 059
Lot	0	- 135 499	0	0	- 402 495	0	0	- 537 994
Lot-et-Garonne	0	- 487 094	0	0	- 880 176	0	0	- 1 367 270
Lozère	0	- 21 933	173 708	0	0	0	0	151 775
Maine-et-Loire	172 080	0	1 073 531	0	0	0	0	1 245 611
Manche	7 966	0	500 892	0	0	0	0	508 858
Marne	340 952	0	584 148	0	0	0	0	925 100
Haute-Marne	43 850	0	0	- 178 514	0	0	0	- 134 664
Mayenne	0	- 182 989	0	0	- 331 477	0	0	- 514 466
Meurthe-et-Moselle	119 612	0	1 284 204	0	0	0	0	1 403 816
Meuse	132 250	0	80 025	0	0	0	0	212 275
Morbihan	0	- 12 320	750 681	0	0	0	0	738 361
Moselle	889 510	0	2 719 121	0	0	0	0	3 608 631
Nièvre	208 177	0	828 813	0	0	0	0	1 036 990
Nord	190 646	0	7 432 690	0	0	0	0	7 623 336
Oise	0	- 1 201 906	0	0	- 1 324 167	0	0	- 2 526 073
Orne	88 482	0	801 199	0	0	0	0	889 682
Pas-de-Calais	0	- 3 650 658	0	0	- 5 515 409	0	0	- 9 166 067
Puy-de-Dôme	0	- 2 258	1 029 484	0	0	0	0	1 027 225
Pyrénées-Atlantiques	178 770	0	676 590	0	0	0	0	855 360
Hautes-Pyrénées	0	- 24 504	3 562	0	0	0	0	- 20 942
Pyrénées-Orientales	162 636	0	1 215 330	0	0	0	0	1 377 966
Bas-Rhin	0	- 1 339 766	0	0	- 2 094 851	0	0	- 3 434 617
Haut-Rhin	717 657	0	3 968 758	0	0	0	0	4 686 415
Rhône	0	- 538 278	9 006 435	0	0	0	0	8 468 157
Haute-Saône	0	- 293 203	0	0	- 310 642	0	0	- 603 845
Saône-et-Loire	12 746	0	249 805	0	0	0	0	262 551
Sarthe	72 307	0	1 080 172	0	0	0	0	1 152 480
Savoie	76 363	0	855 412	0	0	0	0	931 774
Haute-Savoie	49 042	0	434 376	0	0	0	0	483 418
Paris	0	- 2 597 029	5 283 886	0	0	0	0	2 686 856
Seine-Maritime	346 602	0	3 274 415	0	0	0	0	3 621 017
Seine-et-Marne	0	- 393 624	1 206 190	0	0	0	0	812 566
Yvelines	0	- 300 743	2 017 069	0	0	0	0	1 716 327
Deux-Sèvres	0	- 34 414	769 881	0	0	0	0	735 467
Somme	887 743	0	3 032 000	0	0	0	0	3 919 743
Tarn	0	- 452 885	0	0	- 1 001 414	0	0	- 1 454 299
Tarn-et-Garonne	321 979	0	1 615 444	0	0	0	0	1 937 422
Var	0	- 266 991	340 810	0	0	0	0	73 819
Vaucluse	540 468	0	1 194 063	0	0	0	0	1 734 531
Vendée	286 316	0	2 379 376	0	0	0	0	2 665 692
Vienne	52 791	0	1 533 655	0	0	0	0	1 586 446

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

(en euros)

Département	Montant à verser (col. A)	Diminution de produit versé (col. B)	Montant à verser (col. C)	Diminution de produit versé (col. D)	Diminution de produit versé (col. E)	Montant à verser (col. F)	Diminution de produit versé (col. G)	Total
Haute-Vienne	73 845	0	1 256 755	0	0	0	0	1 330 599
Vosges	223 997	0	996 867	0	0	0	0	1 220 864
Yonne	96 183	0	831 799	0	0	0	0	927 981
Territoire de Belfort	0	- 23 430	0	- 367 488	0	0	0	- 390 918
Essonne	0	- 109 959	1 115 626	0	0	0	0	1 005 667
Hauts-de-Seine	0	- 713 782	511 468	0	0	0	0	- 202 314
Seine-Saint-Denis	0	- 4 291	2 003 334	0	0	0	0	1 999 043
Val-de-Marne	0	- 39 993	1 528 950	0	0	0	0	1 488 957
Val-d'Oise	0	- 1 547 270	0	0	- 2 571 007	0	0	- 4 118 277
Guadeloupe	0	0	0	0	0	738 600	0	738 600
Martinique	0	0	0	0	0	4 453 591	0	4 453 591
Guyane	0	0	0	0	0	0	- 3 702 544	- 3 702 544
La Réunion	0	0	0	0	0	149 074	0	149 074
Total	12 283 633	- 20 270 992	120 402 281	- 1 753 550	- 20 433 277	5 341 265	- 3 702 544	91 866 816

» ;

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

(en euros)

Département	Montant à verser (col. A)	Diminution de produit versé (col. B)	Montant à verser (col. C)	Diminution de produit versé (col. D)	Diminution de produit versé (col. E)	Montant à verser (col. F)	Diminution de produit versé (col. G)	Total
Haute-Vienne	149 074	0	1 256 755	0	0	0	0	1 330 599
Vosges	223 997	0	996 867	0	0	0	0	1 220 864
Yonne	96 183	0	831 799	0	0	0	0	927 982
Territoire de Belfort	0	- 23 430	0	0	- 280 062	0	0	- 303 492
Essonne	0	- 109 959	1 115 626	0	0	0	0	1 005 667
Hauts-de-Seine	0	- 713 782	511 468	0	0	0	0	- 202 314
Seine-Saint-Denis	0	- 4 291	2 003 334	0	0	0	0	1 999 043
Val-de-Marne	0	- 39 993	1 528 950	0	0	0	0	1 488 957
Val-d'Oise	0	- 1 547 270	0	0	- 923 696	0	0	- 2 470 966
Guadeloupe	0	0	0	0	0	738 600	0	738 600
Martinique	0	0	0	0	0	4 453 591	0	4 453 591
Guyane	0	0	0	0	0	0	- 2 221 526	- 2 221 526
La Réunion	0	0	0	0	0	149 074	0	149 074
Total	12 283 633	- 20 270 992	120 402 281	-1 386 062	-7 225 313	5 341 265	-2 221 526	106 923 283

» ;

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

(en euros)

Département	Montant à verser (col. A)	Diminution de produit versé (col. B)	Montant à verser (col. C)	Diminution de produit versé (col. D)	Diminution de produit versé (col. E)	Montant à verser (col. F)	Diminution de produit versé (col. G)	Total
Haute-Vienne	73 845	0	1 256 755	0	0	0	0	1 330 599
Vosges	223 997	0	996 867	0	0	0	0	1 220 864
Yonne	96 183	0	831 799	0	0	0	0	927 981
Territoire de Belfort	0	- 23 430	0	- 367 488	0	0	0	- 390 918
Essonne	0	- 109 959	1 115 626	0	0	0	0	1 005 667
Hauts-de-Seine	0	- 713 782	511 468	0	0	0	0	- 202 314
Seine-Saint-Denis	0	- 4 291	2 003 334	0	0	0	0	1 999 043
Val-de-Marne	0	- 39 993	1 528 950	0	0	0	0	1 488 957
Val-d'Oise	0	- 1 547 270	0	0	- 2 571 007	0	0	- 4 118 277
Guadeloupe	0	0	0	0	0	738 600	0	738 600
Martinique	0	0	0	0	0	4 453 591	0	4 453 591
Guyane	0	0	0	0	0	0	- 3 702 544	- 3 702 544
La Réunion	0	0	0	0	0	149 074	0	149 074
Total	12 283 633	- 20 270 992	120 402 281	- 1 753 550	- 20 433 277	5 341 265	- 3 702 544	91 866 816

» ;

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

C.– À la première phrase du IV, les mots : « de l'extension » sont remplacés par les mots : « du transfert ».

II.– La loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion est ainsi modifiée :

A.– Le II de l'article 7 est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« Les charges nettes supplémentaires qui résultent pour les départements du transfert de compétence mis en oeuvre par la présente loi sont intégralement compensées par l'État dans les conditions fixées par la loi de finances. » ;

2° La première phrase de l'avant-dernier alinéa est ainsi rédigée :

« Cette compensation est ajustée au vu des sommes enregistrées pour chaque département métropolitain dans les comptes des caisses d'allocations familiales et des caisses de la mutualité sociale agricole pour les mois de juin 2009 à novembre 2009 au titre du montant forfaitaire majoré mentionné à l'article L. 262-9 du code de l'action sociale et des familles, dans sa rédaction issue de la présente loi, et décaissées par les départements entre juillet et décembre 2009, sous réserve que, pour chaque département, ces sommes ne soient pas inférieures au montant de la moitié des dépenses exposées par l'État en 2008 au titre de l'allocation de parent isolé, nettes des sommes exposées au titre de l'intéressement proportionnel et forfaitaire relevant de l'article L. 524-5 du code de la sécurité sociale, dans sa rédaction applicable avant l'entrée en vigueur de la présente loi, constatées au 31 décembre 2008 par le ministre chargé de l'action sociale. » ;

3° La première phrase du dernier alinéa est ainsi

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

C.– Sans modification.

II.– Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

C.– Sans modification.

II.– Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

rédigée :

« Au titre des années suivantes, la compensation est ajustée de manière définitive au vu des sommes enregistrées pour chaque département dans les comptes des caisses d'allocations familiales et des caisses de la mutualité sociale agricole pour les mois de décembre 2009 à novembre 2010 au titre du montant forfaitaire majoré mentionné à l'article L 262-9 du code de l'action sociale et des familles, dans sa rédaction issue de la présente loi, et décaissées par les départements entre janvier et décembre 2010, sous réserve que, pour chaque département, ces sommes ne soient pas inférieures au montant des dépenses exposées par l'État en 2008 au titre de l'allocation de parent isolé, nettes des sommes exposées au titre de l'intéressement proportionnel et forfaitaire relevant de l'article L. 524-5 du code de la sécurité sociale, dans sa rédaction applicable avant l'entrée en vigueur de la présente loi, constatées au 31 décembre 2008 par le ministre chargé de l'action sociale. » ;

B.– Aux deux derniers alinéas du III du même article 7, les mots : « de l'extension de compétences visée » sont remplacés par les mots : « du transfert de compétence visé » ;

C.– Le I de l'article 35 est ainsi modifié :

1° Les 3° et 4° sont ainsi rédigés :

« 3° Le huitième alinéa est ainsi rédigé :

« Cette compensation est ajustée au vu des sommes enregistrées pour chaque département d'outre-mer, pour Saint-Barthélemy et pour Saint-Martin dans les comptes des caisses d'allocations familiales pour les mois de décembre 2010 à novembre 2011 au titre du montant

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

forfaitaire majoré mentionné à l'article L. 262-9 du code de l'action sociale et des familles, dans sa rédaction issue de la présente loi, et décaissées par ces mêmes collectivités entre janvier et décembre 2011, sous réserve que, pour chacune de ces collectivités, ces sommes ne soient pas inférieures au montant des dépenses exposées par l'État en 2010 au titre de l'allocation de parent isolé, nettes des sommes exposées au titre de l'intéressement proportionnel et forfaitaire relevant de l'article L. 524-5 du code de la sécurité sociale, dans sa rédaction applicable avant l'entrée en vigueur de la présente loi, constatées au 31 décembre 2010 par le ministre chargé de l'action sociale.” ;

« 4° Le neuvième alinéa est ainsi rédigé :

« “Au titre des années suivantes, la compensation est ajustée au vu des sommes enregistrées pour chaque département d'outre-mer, pour Saint-Barthélemy et pour Saint-Martin dans les comptes des caisses d'allocations familiales pour les mois de décembre 2011 à novembre 2012 au titre du montant forfaitaire majoré mentionné à l'article L. 262-9 du code de l'action sociale et des familles, dans sa rédaction issue de la présente loi, et décaissées par ces mêmes collectivités entre janvier et décembre 2012, sous réserve que, pour chacune de ces collectivités, ces sommes ne soient pas inférieures au montant des dépenses exposées par l'État en 2010 au titre de l'allocation de parent isolé, nettes des sommes exposées au titre de l'intéressement proportionnel et forfaitaire relevant de l'article L. 524-5 du code de la sécurité sociale, dans sa rédaction applicable avant l'entrée en vigueur de la présente loi, constatées au 31 décembre 2010 par le ministre chargé de l'action sociale.” ; »

2° Le c du 8° est ainsi rédigé :

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

« c) Les huitième et neuvième alinéas sont ainsi rédigés :

« Cette compensation est ajustée au vu des sommes enregistrées pour Saint-Pierre-et-Miquelon dans les comptes de la caisse de prévoyance sociale pour les mois de décembre 2010 à novembre 2011 au titre du montant forfaitaire majoré mentionné à l'article L. 262-9 du code de l'action sociale et des familles, dans sa rédaction issue de la présente loi, et décaissées par cette collectivité entre janvier et décembre 2011.

« Au titre des années suivantes, la compensation est ajustée au vu des sommes enregistrées pour Saint-Pierre-et-Miquelon dans les comptes de la caisse de prévoyance sociale pour les mois de décembre 2011 à novembre 2012 au titre du montant forfaitaire majoré mentionné à l'article L. 262-9 du code de l'action sociale et des familles, dans sa rédaction issue de la présente loi, et décaissées par cette collectivité entre janvier et décembre 2012. » ; »

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

~~III (nouveau). Avant le 1^{er} juin 2012, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur le calcul de la minoration des dépenses d'intéressement des départements utilisé pour la détermination du droit à compensation issu de la mise en œuvre du revenu de solidarité active. Ce rapport est présenté devant la commission consultative sur l'évaluation des charges prévue à l'article L. 1211-4-1 du code général des collectivités territoriales.~~

~~IV (nouveau). La perte de recettes résultant pour l'État de la réduction du plafonnement de la reprise faite sur les budgets départementaux au titre du trop perçu de revenu de solidarité active est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux~~

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

III.- Supprimé.

IV.- Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Article 13

I.– Les ressources attribuées au Département de Mayotte à titre de compensation des charges résultant de la création de compétence consécutive à la mise en œuvre progressive, dans ce département, du titre I^{er} de la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, sont composées d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers. Cette part est obtenue par application d'une fraction de tarif de cette dernière taxe aux quantités de carburants vendues sur l'ensemble du territoire national.

Si le produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers affecté annuellement au département, en application des fractions de tarif qui lui sont attribuées par la loi de finances, représente un montant inférieur à son droit à compensation pour l'année considérée, la différence fait l'objet d'une attribution à due concurrence d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers revenant à l'État.

II.– Pour la période comprise entre la date mentionnée au IV et la fin de l'exercice correspondant, la fraction de tarif est calculée de sorte que, appliquée aux quantités de carburants vendues sur l'ensemble du territoire en 2011, elle conduise à un produit égal au montant prévisionnel des dépenses incombant au Département de Mayotte, au titre du montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles, calculé selon les modalités applicables pendant cette période sur le territoire du

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 13

Sans modification.

~~droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Article 13

I.– Les ressources attribuées au Département de Mayotte à titre de compensation des charges résultant de la création de compétence consécutive à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 2011-1641 du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte, sont composées d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers. Cette part est obtenue par application d'une fraction de tarif de cette dernière taxe aux quantités de carburants vendues sur l'ensemble du territoire national.

Alinéa sans modification.

II. – La fraction de tarif est calculée de sorte que, appliquée aux quantités de carburants vendues sur l'ensemble du territoire en 2011, elle conduise à un produit égal au montant prévisionnel des dépenses incombant au Département de Mayotte, au titre du montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles, calculé selon les modalités prévues aux I et II de l'article 3 de l'ordonnance n° 2011-1641 du 24 novembre 2011 précitée.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Département de Mayotte.

~~Au titre de cette période,~~ la fraction de tarif mentionnée au premier alinéa est fixée par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre chargé du budget. Elle ne peut être :

1° Inférieure à 0,030 € par hectolitre s'agissant des supercarburants sans plomb et à 0,021 € par hectolitre s'agissant du gazole présentant un point éclair inférieur à 120°C ;

2° Supérieure à 0,041 € par hectolitre s'agissant des supercarburants sans plomb et à 0,029 € par hectolitre s'agissant du gazole présentant un point éclair inférieur à 120°C.

Un arrêté est pris en application des dispositions qui précèdent au plus tard deux mois après la date mentionnée au IV.

III.— Le II de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 est ainsi modifié :

1° Au sixième alinéa, les références : « et des I et III de l'article 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 » sont remplacés par les références : « , des I et III de l'article 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 et du I de l'article 13 de la loi n° du de finances pour 2012 » ;

2° Au 2°, après la première occurrence du mot : « active » il est inséré le mot : « , déterminé ».

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

La fraction de tarif mentionnée au premier alinéa est fixée par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre chargé du budget. Elle ne peut être :

1° Sans modification.

Alinéa sans modification.

Un arrêté est pris en application des dispositions qui précèdent au plus tard le 1^{er} mars 2012.

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

2° Au 2°, après la première occurrence du mot : « active », il est inséré le mot : « , déterminé » et, après le mot : « insertion », sont insérés les mots : « et par l'ordonnance n° 2011-1641 du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

~~IV. Les I et II entrent en vigueur dès l'entrée en vigueur des dispositions prises pour l'application à Mayotte du titre Ier de la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 précitée.~~

Article 14 bis

L'article L. 521-23 du code de l'énergie est ainsi modifié :

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Article 14 bis A

~~I. À la première phrase du troisième alinéa des articles L. 2335-3, L. 5214-23-2 et L. 5215-35 du code général des collectivités territoriales et à la première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 5216-8-1 du même code, après les mots : « code de la construction et de l'habitation », sont insérés les mots : « et pour les logements visés au III de l'article 1384 A du code général des impôts bénéficiant d'une décision d'agrément initiale prise entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2014, ».~~

~~II. Les pertes de recettes pour l'État résultant du I sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 14 bis

Supprimé.

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

Département de Mayotte ».

IV.- Supprimé.

Article 14 bis A

Supprimé.

Article 14 bis

L'article L. 521-23 du code de l'énergie est ainsi modifié :

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

~~1° Le début du deuxième alinéa est ainsi rédigé :
« 40 % de la redevance sont affectés aux départements ...
(le reste sans changement). » ;~~

~~2° Le dernier alinéa est supprimé.~~

Article 14 *ter*

~~I. – Le VIII de l'article 125 de la loi n° 2010-1657
du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 est ainsi
rédigé :~~

~~« VIII. À compter de 2012, les fonds
départementaux de péréquation de la taxe professionnelle
et les fonds de compensation des nuisances aéroportuaires
perçoivent une dotation de l'État en application,
respectivement, des articles 1648 A et 1648 AC du code
général des impôts, dont le montant global est fixé à
418,5 millions d'euros. »~~

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 14 *ter*

Supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

1° Le début du deuxième alinéa est ainsi rédigé :
« 40 % de la redevance sont affectés aux départements ...
(le reste sans changement). » ;

2° Le dernier alinéa est ainsi rédigé :

« Toutefois, pour les ouvrages hydroélectriques
d'une puissance installée inférieure à 4 500 kilowatts, un
tiers de la redevance est affecté aux départements sur le
territoire desquels coulent les cours d'eau utilisés, et un
sixième aux communes concernées au même chef ou à
leurs groupements sous réserve de l'accord explicite de
chacune d'entre elles. L'éventuelle répartition entre
plusieurs départements ou plusieurs communes est
proportionnelle à la puissance moyenne hydraulique
devenue indisponible dans les limites de chacune des
collectivités du fait de l'exploitation de l'ouvrage
hydroélectrique. »

Article 14 *ter*

I. – Le VIII de l'article 125 de la loi n° 2010-1657
du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 est ainsi
rédigé :

« VIII. – À compter de 2012, les fonds
départementaux de péréquation de la taxe professionnelle
et les fonds de compensation des nuisances aéroportuaires
perçoivent une dotation de l'État en application,
respectivement, des articles 1648 A et 1648 AC du code
général des impôts, dont le montant global est fixé à
425,2 millions d'euros. »

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

~~II. Le code général des impôts est ainsi modifié :~~

~~1° L'article 1648 A est ainsi rédigé :~~

~~« Art. 1648 A. I. Les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle existants en 2011 perçoivent à compter de 2012 une dotation de l'État d'un montant global égal à 411 731 372 €.~~

~~« À compter de 2012, le montant global mentionné au premier alinéa est réparti entre les fonds départementaux proportionnellement aux montants versés par ces fonds départementaux au titre de 2009 en application du 1° du II et du b du 1° du IV bis du présent article dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2009.~~

~~« II. Les ressources de chaque fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle sont réparties, l'année de versement de la dotation de l'État, par le conseil général du département. La répartition est réalisée par ce dernier, à partir de critères objectifs qu'il définit à cet effet, entre les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les agglomérations nouvelles défavorisés par la faiblesse de leur potentiel fiscal, déterminé selon la législation en vigueur au 1^{er} janvier 2012 ou par l'importance de leurs charges. » ;~~

~~2° Le 1° du II de l'article 1648 AC est complété par un alinéa ainsi rédigé :~~

~~« À compter de 2012, le montant de cette dotation est figé pour les deux fonds de compensation de nuisances aéroportuaires d'Île de France. Il s'élève à 6 496 781 € pour le fonds de l'aéroport Roissy Charles de Gaulle et à 271 847 € pour le fonds de l'aéroport d'Orly ; ».~~

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

II. Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 1648 A est ainsi rédigé :

« Art. 1648 A. I. Les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle existants en 2011 perçoivent à compter de 2012 une dotation de l'État d'un montant global égal à 418 462 372 €.

« À compter de 2012, le montant global mentionné au premier alinéa est réparti entre les fonds départementaux proportionnellement aux montants versés par ces fonds départementaux au titre de 2009 en application du 1° du II et du b du 1° du IV bis du présent article dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2009.

« II. Les ressources de chaque fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle sont réparties, l'année de versement de la dotation de l'État, par le conseil général du département. La répartition est réalisée par ce dernier, à partir de critères objectifs qu'il définit à cet effet, entre les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les agglomérations nouvelles défavorisés par la faiblesse de leur potentiel fiscal, déterminé selon la législation en vigueur au 1^{er} janvier 2012 ou par l'importance de leurs charges. » ;

2° Le 1° du II de l'article 1648 AC est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« À compter de 2012, le montant de cette dotation est figé pour les deux fonds de compensation de nuisances aéroportuaires d'Île-de-France. Il s'élève à 6 496 781 € pour le fonds de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle et à 271 847 € pour le fonds de l'aéroport d'Orly ; ».

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Article 15

Article 15

Article 15

Pour 2012, les prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales sont évalués à 55 195 553 000 € qui se répartissent comme suit :

I. – Pour 2012, les prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales sont évalués à 55 887 218 000 € qui se répartissent comme suit :

Pour 2012, les prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales sont évalués à 55 579 196 000 € qui se répartissent comme suit :

(En milliers d'euros)

(En milliers d'euros)

(En milliers d'euros)

INTITULÉ DU PRÉLÈVEMENT	MONTANT	INTITULÉ DU PRÉLÈVEMENT	MONTANT	<u>INTITULÉ DU PRÉLÈVEMENT</u>	<u>MONTANT</u>
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement.....	41 389 752	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement.....	41 466 752	<u>Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement.....</u>	<u>41 389 752</u>
Prélèvement sur les recettes de l'État du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques.....	0	Prélèvement sur les recettes de l'État du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques.....	0	<u>Prélèvement sur les recettes de l'État du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques.....</u>	<u>0</u>
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs.....	24 000	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs.....	24 000	<u>Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs.....</u>	<u>24 000</u>
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements.....	50 000	Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements.....	50 000	<u>Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements.....</u>	<u>59 100</u>
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.....	5 507 000	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).....	5 507 000	<u>Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).....</u>	<u>5 507 000</u>
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale.....	1 903 658	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale.....	1 912 752	<u>Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale.....</u>	<u>1 847 158</u>
Dotation élu local.....	65 006	Dotation élu local.....	65 006	<u>Dotation élu local.....</u>	<u>65 006</u>
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse.....	40 976	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse.....	40 976	<u>Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse.....</u>	<u>40 976</u>

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture		Texte adopté par le Sénat en première lecture		Texte adopté par l'Assemblée Nationale en nouvelle lecture	
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle.....	0	Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle.....	0	Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle.....	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion.....	500 000	Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion.....	500 000	Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion.....	500 000
Dotations départementales d'équipement des collèges.....	326 317	Dotations départementales d'équipement des collèges.....	326 317	Dotations départementales d'équipement des collèges.....	326 317
Dotations régionales d'équipement scolaire.....	661 186	Dotations régionales d'équipement scolaire.....	661 186	Dotations régionales d'équipement scolaire.....	661 186
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse).....	0	Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse).....	0	Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse).....	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles.....	0	Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles.....	20 000	Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles.....	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire.....	2 686	Dotations globales de construction et d'équipement scolaire.....	2 686	Dotations globales de construction et d'équipement scolaire.....	2 686
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.....	0	Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).....	0	Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).....	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle.....	0	Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle.....	0	Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle.....	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle.....	2 944 000	Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle.....	3 368 312	Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle.....	3 368 312
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale.....	875 440	Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale.....	875 440	Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale.....	875 440
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle.....	418 500	Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle.....	456 459	Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle.....	425 231
Prélèvement sur les recettes de l'État spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement.....	0	Prélèvement sur les recettes de l'État spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement.....	0	Prélèvement sur les recettes de l'État spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement.....	0
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle.....	447 032	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle.....	447 032	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle.....	447 032

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture		Texte adopté par le Sénat en première lecture		Texte adopté par l'Assemblée Nationale en nouvelle lecture	
Dotation de protection de l'environnement et d'entretien des voiries municipales.....	0	Dotation de protection de l'environnement et d'entretien des voiries municipales.....	23 300	Dotation de protection de l'environnement et d'entretien des voiries municipales.....	0
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés.....	40 000	Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés.....	40 000	Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés.....	40 000
		Fonds exceptionnel de soutien aux départements en difficulté	100 000		
Total	55 195 553	Total	55 887 218	Total	55 579 196

B.- Autres dispositions		B.- Autres dispositions		B.- Autres dispositions	
Article 16 bis		Article 16 bis		Article 16 bis	
I.- Il est opéré en 2012, au profit du budget général, un prélèvement de 96,8 millions d'euros sur les deux établissements suivants :		I.- Sans modification.		Sans modification.	
1° L'office mentionné à l'article L. 213-2 du code de l'environnement, à raison de 55 millions d'euros ;					
2° L'agence créée par le décret n° 2007-240 du 22 février 2007 portant création de l'Agence nationale des titres sécurisés, à raison de 41,8 millions d'euros.					
II.- Le versement de ce prélèvement est opéré avant le 31 mars 2012. Le recouvrement, le contentieux, les garanties et les sanctions relatifs à ces prélèvements sont		II. - Le versement de ce prélèvement est opéré <u>pour moitié</u> avant le 31 mars 2012 <u>et, pour le solde, avant le 31 octobre 2012</u> . Le recouvrement, le contentieux, les			

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

régis par les règles applicables en matière de taxe sur les salaires.

Article 16 ter

I.– Le produit des impositions instituées par les dispositions mentionnées à la colonne A affecté aux personnes mentionnées à la colonne B est plafonné annuellement conformément aux montants inscrits à la colonne C du tableau ci-après :

(En milliers d'euros)

A.– Imposition affectée	B.– Personne affectataire	C.– Plafond
Article L. 131-5-1 du code de l'environnement	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	498 000
Article 302 bis ZB du code général des impôts	Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)	610 000
Article 706-163 du code de procédure pénale	Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC)	1 806
Article 232 du code général des impôts	Agence nationale de l'habitat (ANAH)	19 000
Article 43 de la loi de finances pour 2000 (n° 99-1172 du 30 décembre 1999)	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA)	120 000
Article 12 de la loi n° 2003-710 du 1 ^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine	Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)	95 000

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

garanties et les sanctions relatifs à ces prélèvements sont régis par les règles applicables en matière de taxe sur les salaires.

Article 16 ter

I.– Le produit des ressources et impositions instituées par les dispositions mentionnées à la colonne A affecté aux personnes mentionnées à la colonne B est plafonné annuellement conformément aux montants inscrits à la colonne C du tableau ci-après :

(En milliers d'euros)

A.– Imposition ou ressource affectée	B.– Personne affectataire	C.– Plafond
<i>(la suite du tableau sans modification)</i>		

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Article 16 ter

Alinéa sans modification.

(En milliers d'euros)

A.– Imposition affectée	B.– Personne affectataire	C.– Plafond
Article L. 131-5-1 du code de l'environnement	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	498 000
Article 302 bis ZB du code général des impôts	Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)	610 000
Article 706-163 du code de procédure pénale	Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC)	1 806
Article 232 du code général des impôts	Agence nationale de l'habitat (ANAH)	<u>21 000</u>
Article 43 de la loi de finances pour 2000 (n° 99-1172 du 30 décembre 1999)	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA)	120 000
Article 12 de la loi n° 2003-710 du 1 ^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine	Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)	95 000

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Article 134 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2008	Agence nationale des titres sécurisés (ANTS)	12 500
Article 46 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 (I de l'article 953 du code général des impôts)	ANTS	107 500
Article 46 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 (IV et V de l'article 953 du code général des impôts)	ANTS	16 100
Article 135 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009	ANTS	43 000
Article L. 2132-13 du code des transports	Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF)	11 000
Article 77 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Association pour le soutien du théâtre privé	6 820
Article 224 du code des douanes	Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)	37 000
F de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Centre d'étude et de recherche de l'industrie du béton (CERIB) ; centre technique de matériaux naturels de construction (CTMNC)	14 498
Article 302 bis ZI du code général des impôts	Centre des monuments nationaux	8 000
Article L. 115-14 du code du cinéma et de l'image animée	Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC)	6 000
Article L. 115-1 du code du cinéma et de l'image animée	CNC	130 000

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Article 134 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2008	Agence nationale des titres sécurisés (ANTS)	12 500
Article 46 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 (I de l'article 953 du code général des impôts)	ANTS	107 500
Article 46 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007 (IV et V de l'article 953 du code général des impôts)	ANTS	16 100
Article 135 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009	ANTS	43 000
Article L. 2132-13 du code des transports	Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF)	11 000
Article 77 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Association pour le soutien du théâtre privé	<u>9 000</u>
Article 224 du code des douanes	Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)	37 000
F de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Centre d'étude et de recherche de l'industrie du béton (CERIB) ; centre technique de matériaux naturels de construction (CTMNC)	<u>16 300</u>
Article 302 bis ZI du code général des impôts	Centre des monuments nationaux	8 000
Article L. 115-6 du code du cinéma et de l'image animée (taxe sur les distributeurs)	CNC	229 000
Article 1609 tricies du code général des impôts	Centre national pour le développement du sport (CNDS)	31 000

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Article L. 115-6 du code du cinéma et de l'image animée (taxe sur les éditeurs)	CNC	309 200
Article L. 115-6 du code du cinéma et de l'image animée (taxe sur les distributeurs)	CNC	229 000
Article L. 116-1 du code du cinéma et de l'image animée	CNC	31 700
Article 1609 <i>tricies</i> du code général des impôts	Centre national pour le développement du sport (CNDS)	31 000
Article 1609 <i>novovicies</i> du code général des impôts	CNDS	173 800
<i>a</i> de l'article 1609 <i>undecies</i> du code général des impôts	Centre national du livre (CNL)	5 100
<i>b</i> de l'article 1609 <i>undecies</i> du code général des impôts	CNL	28 200
Article 76 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (CNV)	23 000
D de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Comité de développement et de promotion de l'habillement	8 200
A de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Comité professionnel de développement des industries françaises de l'ameublement et du bois (CODIFAB) ; institut technologique filière cellulose, bois, ameublement (FCBA) ; centre technique des industries mécaniques (CETIM)	18 300

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Article 1609 <i>novovicies</i> du code général des impôts	CNDS	173 800
Article 59 de la loi de finances pour 2000 (n°99-1172 du 30 décembre 1999)	CNDS	43 400
<i>a</i> de l'article 1609 <i>undecies</i> du code général des impôts	Centre national du livre (CNL)	5 300
<i>b</i> de l'article 1609 <i>undecies</i> du code général des impôts	CNL	29 400
Article 76 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (CNV)	27 000
D de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Comité de développement et de promotion de l'habillement	10 000
A de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Comité professionnel de développement des industries françaises de l'ameublement et du bois (CODIFAB) ; institut technologique filière cellulose, bois, ameublement (FCBA) ; centre technique des industries mécaniques (CETIM)	16 500
B de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Comité professionnel de développement cuir, chaussure, maroquinerie (CTC)	12 500
Article 72 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Centre technique de la conservation des produits agricoles	2 700

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

B de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Comité professionnel de développement cuir, chaussure, maroquinerie (CTC)	10 800
Article 72 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Centre technique de la conservation des produits agricoles	2 500
E de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Centres techniques industriels de la mécanique (CETIM, centre technique de l'industrie du décolletage, centre technique industriel de la construction métallique, centre technique des industries aéronautiques et thermiques, institut de soudure)	63 500
Article L. 2221-6 du code des transports	Établissement public de sécurité ferroviaire (EPSF)	17 500
Article 1601 A du code général des impôts	Fonds national de promotion et de communication de l'artisanat (FNPCA)	9 910
Article 75 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	FranceAgriMer	4 500
Article 25 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005	FranceAgriMer	15 000
Article 1619 du code général des impôts	FranceAgriMer	20 000
C de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Comité professionnel de développement de l'horlogerie, de la bijouterie, de la joaillerie, de l'orfèvrerie et des arts de la table (Francéclat)	13 200
Article L. 642-13 du code rural et de la pêche maritime	Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)	4 250
Article L. 137-24 du code de la sécurité sociale	Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES)	5 000

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

E de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Centres techniques industriels de la mécanique (CETIM, centre technique de l'industrie du décolletage, centre technique industriel de la construction métallique, centre technique des industries aéronautiques et thermiques, institut de soudure)	<u>70 200</u>
Article L. 2221-6 du code des transports	Établissement public de sécurité ferroviaire (EPSF)	17 500
Article 1601 A du code général des impôts	Fonds national de promotion et de communication de l'artisanat (FNPCA)	9 910
Article 75 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	FranceAgriMer	4 500
Article 25 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005	FranceAgriMer	15 000
Article 1619 du code général des impôts	FranceAgriMer	<u>23 000</u>
C de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003)	Comité professionnel de développement de l'horlogerie, de la bijouterie, de la joaillerie, de l'orfèvrerie et des arts de la table (Francéclat)	<u>13 500</u>
Article L. 642-13 du code rural et de la pêche maritime	Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)	<u>5 000</u>
Article L. 137-24 du code de la sécurité sociale	Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES)	5 000
Article L. 121-16 du code de l'énergie	Médiateur national de l'énergie	7 000
Article L. 311-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)	<u>109 000</u>
Article L. 311-15 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	OFII	34 000

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Article L. 121-16 du code de l'énergie	Médiateur national de l'énergie	7 000
Article L. 311-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)	122 000
Article L. 311-15 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	OFII	34 000
Article L. 211-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	OFII	6 000
Article L. 8253-1 du code du travail	OFII	4 000
Article L. 626-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	OFII	1 000
Article 31 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010	Société du Grand Paris (SGP)	168 000
Article 1609 G du code général des impôts	SGP	117 000
Article 1599 <i>quater A b is</i> du code général des impôts	SGP	60 000
Article L. 4316-3 du code des transports	Voies navigables de France (VNF)	148 600

II.– Les plafonds fixés au tableau du I portent sur des encaissements annuels nets des remboursements et dégrèvements, avant déduction de tout frais d'assiette et de recouvrement.

III.– A.– Dans le cas où une imposition affectée mentionnée au I est directement recouvrée par la personne qui en est affectataire, le produit annuel excédant le plafond fixé en application des I et II est reversé au budget

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

II.– Sans modification.

III.– A.– Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Article L. 211-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	OFII	<u>7 500</u>
Article L. 8253-1 du code du travail	OFII	4 000
Article L. 626-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	OFII	1 000
<u>Article 958 du code général des impôts</u>	<u>OFII</u>	<u>5 500</u>
Article 31 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010	Société du Grand Paris (SGP)	168 000
Article 1609 G du code général des impôts	SGP	117 000
Article 1599 <i>quater A b is</i> du code général des impôts	SGP	60 000
Article L. 4316-3 du code des transports	Voies navigables de France (VNF)	148 600

II.– Sans modification.

III.– A.– Sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

général. Ce reversement intervient dès la constatation du dépassement du plafond et est effectué au plus tard le 31 décembre de l'année du recouvrement.

En l'absence de reversement, l'ordonnateur du ministère exerçant la tutelle administrative de l'établissement procède, après mise en demeure de l'établissement concerné de reverser le produit excédant le plafond fixé en application des I et II, à l'émission d'un titre de recettes à l'encontre de l'affectataire.

B.– Dans le cas où une imposition affectée mentionnée au I est directement recouverte par les comptes du Trésor et que ce recouvrement fait l'objet de frais imputés à la charge de l'affectation, les frais de recouvrement ne sont facturés qu'à hauteur du produit de la taxe versé à l'établissement affectataire.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

B. – Dans le cas où une imposition affectée mentionnée au I est directement recouverte par les comptes du Trésor et que ce recouvrement fait l'objet de frais imputés à la charge de l'affectataire, les frais de recouvrement ne sont facturés qu'à hauteur du produit de la taxe versé à l'établissement affectataire.

~~C (nouveau). Le ministre chargé du budget informe les commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées des finances et des commissions compétentes de chaque dépassement des plafonds institués par le présent article et du montant estimatif de recettes réaffectées au budget général entre la constatation du dépassement et le 31 décembre de l'année du recouvrement.~~

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

B.– Sans modification.

C. – *Supprimé*

III bis (nouveau). – Est joint en annexe au projet de loi de finances de l'année un bilan de la mise en œuvre du présent article présentant les prévisions d'encaissement des ressources affectées soumises à plafonnement au titre de l'exercice courant et de l'exercice à venir et justifiant le niveau des plafonds proposés ainsi que les modifications du périmètre des ressources concernées par le présent article au regard de l'évolution de la législation.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

IV.- A.- Au premier alinéa de l'article L. 131-5-1 du code de l'environnement, après le mot : « affecté », sont insérés les mots : « , dans la limite du plafond prévu au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012, ».

B.- Après le mot : « France », la fin du 2° de l'article 302 *bis* ZB du code général des impôts est ainsi rédigée : « dans la limite du plafond prévu au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012. »

C.- Au 3° de l'article 706-163 du code de procédure pénale, les mots : « déterminée annuellement par la loi de finances » sont remplacés par les mots : « plafonnée conformément au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012 ».

D.- Le VIII de l'article 232 du code général des impôts est complété par les mots : « dans la limite du plafond prévu au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012 ».

E.- Au huitième alinéa du V de l'article 43 de la loi de finances pour 2000 (n° 99-1172 du 30 décembre 1999), après le mot : « recouvrées », sont insérés les mots : « et dans la limite du plafond prévu au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012 ».

F.- Au 8° de l'article 12 de la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, les mots : « à 95 millions

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

IV.- A.- Sans modification.

B.- Sans modification.

C.- Sans modification.

D.- Sans modification.

E.- Sans modification.

F.- Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

IV.- A.- Sans modification.

B.- Sans modification.

C.- Sans modification.

D.- Le VIII de l'article 232 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° (nouveau) Le mot : « net » est supprimé :

2° Il est complété par les mots : « dans la limite du plafond prévu au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012.

E.- Sans modification.

F.- Sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

d'euros par an » sont remplacés par les mots :
« conformément au plafond prévu au I de l'article 16 *ter* de
la loi n° du de finances pour 2012 ».

G.– 1. À la fin des première et dernière phrases de
l'article 46 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de
finances pour 2007, les mots : « d'un montant de
16,1 millions d'euros » et « d'un montant de 107,5 millions
d'euros » sont remplacés par les mots : « du plafond prévu
au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de
finances pour 2012 ».

2. Après le mot : « limite », la fin du III de
l'article 134 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008
de finances pour 2009 est ainsi rédigée : « du plafond
prévu au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de
finances pour 2012. »

3. Le VI de l'article 135 de la même loi est
complété par les mots : « dans la limite du plafond prévu
au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de
finances pour 2012 ».

H.– L'article L. 2132-13 du code des transports est
complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le produit de ce droit est affecté à l'Autorité de
régulation des activités ferroviaires dans la limite du
plafond prévu au I de l'article 16 *ter* de la loi n° de
du de finances pour 2012. »

I.– Au premier alinéa du I du A de l'article 77 de la
loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du
30 décembre 2003), après le mot : « perçue », sont insérés
les mots : « , dans la limite du plafond prévu au I de
l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

G.– Sans modification.

H.– Sans modification.

I.– Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

G.– Sans modification.

H.– Sans modification.

I.– Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

pour 2012, ».

J.– Au premier alinéa du 1 de l'article 224 du code des douanes, les mots : « pour les années 2007 à 2011 » sont remplacés par les mots : « , dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012, ».

K.– Au deuxième alinéa du I du F de l'article 71 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003), après le mot : « affecté », sont insérés les mots : « , dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012, ».

L.– À la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 302 *bis* ZI du code général des impôts, les mots : « , indexée, chaque année, sur la prévision de l'indice des prix à la consommation hors tabac retenue dans le projet de loi de finances de l'année, de 10 150 000 € » sont remplacés par les mots : « du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012 ».

M.– Le code du cinéma et de l'image animée est ainsi modifié :

~~1° Au premier alinéa des articles L. 115-14, L. 115-1 et L. 116-1, après le mot : « animée », sont insérés les mots : « , dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012, » ;~~

2° L'article L. 115-6 est ainsi modifié :

a) Le début du premier alinéa est ainsi rédigé : « Il

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

J.– Sans modification.

K.– Sans modification.

L.– Sans modification.

M.– Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

J.– Sans modification.

K.– Sans modification.

L.– Sans modification.

M. – Le code du cinéma et de l'image animée est ainsi modifié :

1° *Supprimé*

2° L'article L. 115-6 est ainsi modifié :

a) Le début du premier alinéa est ainsi rédigé : « Il

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

est institué une taxe due... (*le reste sans changement*). » ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les produits de la taxe, acquittés respectivement par les éditeurs de services de télévision et par les distributeurs de services de télévision, sont affectés au Centre national du cinéma et de l'image animée dans la limite des plafonds fixés au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012. »

N.– Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le dernier alinéa de l'article 1609 *sexdecies* B est supprimé ;

2° Le deuxième alinéa de l'article 1609 *tricies* est complété par les mots : « dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012 » ;

3° Après le mot : « limite », la fin du deuxième alinéa de l'article 1609 *novovicies* est ainsi rédigée : « du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012. » ;

4° Le dernier alinéa de l'article 1609 *undecies* est ainsi rédigé :

« Le produit de chacune de ces taxes est affecté au Centre national du livre dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012. »

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

N.– Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

est institué une taxe due... (*le reste sans changement*). » ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Le produit de la taxe acquitté par les éditeurs de services de télévision est affecté au Centre national du cinéma et de l'image animée. Le produit de la taxe acquitté par les distributeurs de services de télévision est affecté à ce même établissement dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012.

N.– Sans modification.

N bis (nouveau). – Le II de l'article 59 de la loi de finances pour 2000 (n° 99-1172 du 30 décembre 1999) est

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

O.– 1. La première phrase du premier alinéa du I du A de l'article 76 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 précitée est complétée par les mots : « dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012 ».

2. À la première phrase de l'avant-dernier alinéa de l'article 30 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, après le mot : « bénéficie », sont insérés les mots : « , dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012, ».

P.– La loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 précitée est ainsi modifiée :

1° Au deuxième alinéa du I des A, B et D de l'article 71, après le mot : « affecté », sont insérés les mots : « , dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012, » ;

2° Au septième alinéa du I du E du même article 71, après le mot : « affecté », sont insérés les mots : « , dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du précitée, » ;

3° Au deuxième alinéa du I du A de l'article 72, après le mot : « affecté », sont insérés les mots : « , dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

O.– Sans modification.

P.– Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

ainsi rédigé :

« II. – Le produit de la contribution mentionnée à l'article 302 *bis* ZE du code général des impôts est affecté au Centre national pour le développement du sport dans la limite du plafond prévu au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012. »

O.– Sans modification.

P.– Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

n° du de finances pour 2012, ».

Q.– L'article L. 2221-6 du code des transports est ainsi modifié :

1° Le début de la première phrase du 1° est ainsi rédigé : « Une fraction du produit d'un droit... (*le reste sans changement*). » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« La fraction prévue au 1° est plafonnée conformément au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012. »

R.– À la première phrase du premier alinéa de l'article 1601 A du code général des impôts, les mots : « au profit d' » sont remplacés par les mots : « et affecté, dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012, à ».

S.– 1. Au second alinéa du I du A de l'article 75 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre 2003), après le mot : « affectée », sont insérés les mots : « , dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012, ».

2. Au deuxième alinéa du I de l'article 25 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, après le mot : « affectée », sont insérés les mots : « , dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012, ».

3. Au I de l'article 1619 du code général des impôts, les mots : « au profit de » sont remplacés par les

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Q.– Sans modification.

R.– Sans modification.

S.– Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Q.– Sans modification.

R.– Sans modification.

S.– Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

mots : « qui est affectée, dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012, à ».

T.– Au deuxième alinéa du I du C de l'article 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 précitée, après le mot : « affecté », sont insérés les mots : « , dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du précitée, ».

U.– Le premier alinéa de l'article L. 642-13 du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° Les mots : « au profit de l'Institut national de l'origine et de la qualité, ci-après dénommé l'institut, » sont supprimés ;

2° Est ajoutée une phrase ainsi rédigée :

« Ce droit est affecté à l'Institut national de l'origine et de la qualité, ci-après dénommé l'institut, dans la limite du plafond mentionné au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012. »

V.– Au second alinéa de l'article L. 121-16 du code de l'énergie, après le mot : « somme », sont insérés les mots : « , plafonnée conformément au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012 et ».

W.– Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :

1° Le E de l'article L. 311-13 est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Le produit de ces taxes est affecté à l'Office français de l'immigration et de l'intégration dans la limite

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

T.– Sans modification.

U.– Sans modification.

V.– Sans modification.

W.– Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

T.– Sans modification.

U.– Sans modification.

V.– Sans modification.

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

du plafond mentionné au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012. » ;

2° Après le mot : « taxe », la fin du premier alinéa de l'article L. 311-15 est remplacée par une phrase ainsi rédigée :

« Cette taxe est affectée à l'Office français de l'immigration et de l'intégration dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012. » ;

3° L'article L. 211-8 est ainsi modifié :

a) À la première phrase, les mots : « , au profit de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, » sont supprimés ;

b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée :

« Le produit de cette taxe est affecté à l'Office français de l'immigration et de l'intégration dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012. » ;

4° L'avant-dernier alinéa de l'article L. 626-1 est complété par les mots : « dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012 ».

X.– Le dernier alinéa de l'article L. 8253-1 du code du travail est complété par les mots : « dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012 ».

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

X.– Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

2° Sans modification.

3° Sans modification.

4° L'avant-dernier alinéa de l'article L. 626-1 est complété par les mots : « dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012 ». L'État prélève 4 % des sommes reversées au titre des frais de recouvrement.

X.– Le dernier alinéa de l'article L. 8253-1 du code du travail est complété par les mots : « dans la limite du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012 ». L'État prélève 4 % des sommes reversées au titre des frais de recouvrement.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Y.— Le C du I de l'article 31 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 est complété par les mots : « , dans la limite du plafond prévu au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012 ».

Y.— Sans modification.

X bis (nouveau). – L'article 958 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Les mots : « au profit de l'Office français de l'immigration et de l'intégration » sont supprimés ;

2° Il est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le produit de ce timbre est affecté à l'Office français de l'immigration et de l'intégration dans la limite du plafond prévu au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012. »

Y.— Sans modification.

Z.— Le code général des impôts est ainsi modifié :

Z.— Sans modification.

Z.— Sans modification.

1° À la première phrase du V de l'article 1599 *quater A bis*, après le mot : « affectée », sont insérés les mots : « , dans la limite du plafond prévu au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012, » ;

2° Après le mot : « fixé », la fin du deuxième alinéa de l'article 1609 G est ainsi rédigée : « annuellement au montant prévu au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012. »

Z bis. – Le premier alinéa de l'article L. 4316-3 du code des transports est ainsi modifié :

Z bis.— Sans modification.

Z bis.— Sans modification.

1° Après le mot : « France », sont insérés les mots : « , dans la limite du plafond prévu au I de l'article 16 *ter*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

de la loi n° du de finances pour 2012, » ;

2° Les mots : « à son profit » sont supprimés.

Z ter.– Au premier alinéa de l'article L. 137-24 du code de la sécurité sociale, les mots : « indexée, chaque année, sur la prévision de l'indice des prix à la consommation hors tabac retenue dans le projet de loi de finances de l'année, d'un montant total de cinq millions d'euros » sont remplacés par les mots : « du plafond fixé au I de l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012 ».

V.– Le présent article entre en vigueur au 1^{er} janvier 2012.

Article 18

Pour l'année 2012 et par dérogation au second

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Z ter.– Sans modification.

~~*Z quater (nouveau).* L'article 14 de la loi n° 2006-888 du 19 juillet 2006 portant règlement définitif du budget de 2005 est complété par une phrase ainsi rédigée :~~

~~« Elle justifie annuellement, pour chaque opérateur mentionné à l'article 16 *ter* de la loi n° du de finances pour 2012, le plafonnement des impositions affectées institué en application du même article. Ce plafonnement est motivé au regard de l'évolution de ces impositions et des autres ressources des opérateurs concernés, de leur situation financière et des missions qui leur incombent. »~~

V.– Sans modification.

Article 18

Pour l'année 2012 et par dérogation au second alinéa

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

Z ter.– Sans modification.

Z quater. – **Supprimé.**

V.– Sans modification.

Article 18

Pour l'année 2012 et par dérogation au second

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

alinéa du II de l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, le produit des amendes forfaitaires perçues par la voie de systèmes automatiques de contrôle et sanction excédant 457 millions d'euros est affecté pour moitié à la première section, intitulée « Contrôle automatisé », du compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers », dans la limite de 20 millions d'euros. Le solde de ce produit est affecté à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France.

Article 18 bis

~~En 2012, par dérogation au 2° du B du I de l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 précitée, il est prélevé une fraction des recettes affectées aux collectivités territoriales en application du b du même 2°. Cette fraction, fixée à 32 647 000 €, majore le montant calculé en application du c dudit 2°.~~

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

du II de l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, le produit des amendes forfaitaires perçues par la voie de systèmes automatiques de contrôle et sanction excédant 457 millions d'euros est affecté pour moitié à la seconde section, intitulée « Circulation et stationnement routiers », du compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers », dans la limite de 20 millions d'euros. Le solde de ce produit est affecté à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France.

Article 18 bis

Supprimé.

Article 26 bis

I. – Au premier alinéa du II de l'article 3 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer, le mot : « trois » est remplacé par le mot : « six ».

II. – La perte de recettes résultant pour les organismes de la sécurité sociale du I est compensée, à due

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

alinéa du II de l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, le produit des amendes forfaitaires perçues par la voie de systèmes automatiques de contrôle et sanction excédant 457 millions d'euros est affecté pour moitié à la première section, intitulée « Contrôle automatisé », du compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers », dans la limite de 20 millions d'euros. Le solde de ce produit est affecté à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France.

Article 18 bis

En 2012, par dérogation au 2° du B du I de l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 précitée, il est prélevé une fraction des recettes affectées aux collectivités territoriales en application du b du même 2°. Cette fraction, fixée à 32 647 000 €, majore le montant calculé en application du c dudit 2°.

Article 26 bis

« L'article 3 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer est ainsi modifié :

« 1° Après le II, il est inséré un II bis ainsi rédigé :

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

—

Article 27

~~Le chapitre IV du titre II du livre IV de la cinquième partie du code du travail est ainsi modifié :~~

~~1° La section 4 devient la section 5 ;~~

~~2° La section 4 est ainsi rétablie :~~

~~« Section 4~~

~~« Répétition des prestations indues~~

~~« Art. L. 5426-8-1. Pour le remboursement des allocations, aides, ainsi que de toute autre prestation indûment versées par l'institution prévue à l'article L. 5312-1, pour son propre compte, pour le compte de l'État, du fonds de solidarité prévu à l'article L. 5423-24 ou des employeurs mentionnés à l'article L. 5424-1, l'institution peut, si le débiteur n'en conteste pas le caractère indu, procéder par retenues sur les échéances à venir dues à quelque titre que ce soit. Le montant des retenues ne peut dépasser un plafond dont les modalités sont fixées par voie réglementaire, sauf en cas de~~

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

—

Article 27

Supprimé.

concurrence, par l'État.

III. – La perte de recettes résultant pour l'État du II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

—

Article 27

« II bis. – La durée maximale de l'exclusion d'assiette prévue au II est portée à quatre ans.

« 2° Au III, les mots : « est applicable » sont remplacés par les mots : « et II bis sont applicables ».

Le chapitre VI du titre II du livre IV de la cinquième partie du code du travail est ainsi modifié :

1° La section 4 devient la section 5 ;

2° La section 4 est ainsi rétablie :

« Section 4

« Répétition des prestations indues

« Art. L. 5426-8-1. – Pour le remboursement des allocations, aides, ainsi que de toute autre prestation indûment versées par l'institution prévue à l'article L. 5312-1, pour son propre compte, pour le compte de l'État, du fonds de solidarité prévu à l'article L. 5423-24 ou des employeurs mentionnés à l'article L. 5424-1, l'institution peut, si le débiteur n'en conteste pas le caractère indu, procéder par retenues sur les échéances à venir dues à quelque titre que ce soit. Le montant des retenues ne peut dépasser un plafond dont les modalités sont fixées par voie réglementaire, sauf en cas de

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

~~remboursement intégral de la dette en un seul versement si le bénéficiaire opte pour cette solution.~~

~~« Art. L. 5426-8-2. Pour le remboursement des allocations, aides, ainsi que de toute autre prestation indûment versées par l'institution prévue à l'article L. 5312-1, pour son propre compte, pour le compte de l'État, du fonds de solidarité prévu à l'article L. 5423-24 ou des employeurs mentionnés à l'article L. 5424-1, le directeur général de l'institution prévue à l'article L. 5312-1 ou la personne qu'il désigne en son sein peut, dans les délais et selon les conditions fixées par voie réglementaire, et après mise en demeure, délivrer une contrainte qui, à défaut d'opposition du débiteur devant la juridiction compétente, comporte tous les effets d'un jugement et confère le bénéfice de l'hypothèque judiciaire.~~

~~« Art. L. 5426-8-3. L'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 est autorisée à différer ou à abandonner la mise en recouvrement des allocations, aides, ainsi que de toute autre prestation indûment versées pour son propre compte, pour le compte de l'État, du fonds de solidarité prévu à l'article L. 5423-24 ou des employeurs mentionnés à l'article L. 5424-1. » ;~~

~~3° Le 3° de l'article L. 5426-9 est ainsi rétabli :~~

~~« 3° Les conditions dans lesquelles l'institution prévue à l'article L. 5312-1 procède à la répétition des prestations indues en application des articles L. 5426-8-1 à L. 5426-8-3 ainsi que la part des échéances mensuelles mentionnée au même article L. 5426-8-1. » ;~~

~~4° Les articles L. 5423-5 et L. 5423-13 sont ainsi modifiés :~~

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

remboursement intégral de la dette en un seul versement si le bénéficiaire opte pour cette solution.

« Art. L. 5426-8-2. – Pour le remboursement des allocations, aides, ainsi que de toute autre prestation indûment versées par l'institution prévue à l'article L. 5312-1, pour son propre compte, pour le compte de l'État, du fonds de solidarité prévu à l'article L. 5423-24 ou des employeurs mentionnés à l'article L. 5424-1, le directeur général de l'institution prévue à l'article L. 5312-1 ou la personne qu'il désigne en son sein peut, dans les délais et selon les conditions fixées par voie réglementaire, et après mise en demeure, délivrer une contrainte qui, à défaut d'opposition du débiteur devant la juridiction compétente, comporte tous les effets d'un jugement et confère le bénéfice de l'hypothèque judiciaire.

« Art. L. 5426-8-3. – L'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 est autorisée à différer ou à abandonner la mise en recouvrement des allocations, aides, ainsi que de toute autre prestation indûment versées pour son propre compte, pour le compte de l'État, du fonds de solidarité prévu à l'article L. 5423-24 ou des employeurs mentionnés à l'article L. 5424-1. » ;

3° Le 3° de l'article L. 5426-9 est ainsi rétabli :

« 3° Les conditions dans lesquelles l'institution prévue à l'article L. 5312-1 procède à la répétition des prestations indues en application des articles L. 5426-8-1 à L. 5426-8-3 ainsi que la part des échéances mensuelles mentionnée au même article L. 5426-8-1. » ;

4° Les articles L. 5423-5 et L. 5423-13 sont ainsi modifiés :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

~~a) Au début du premier alinéa, les mots : « L'allocation » sont remplacés par les mots : « Sous réserve des dispositions prévues aux articles L. 5426-8-1 à L. 5426-8-3, l'allocation » ;~~

~~b) Le deuxième alinéa est supprimé.~~

Article 28

I. – L'article L. 311-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :

A. – Le A est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa, les mots : « , au profit de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, » sont supprimés ;

~~2° À la fin de la deuxième phrase du même premier alinéa, les mots : « , du 3° de l'article L. 314-11, ainsi que la carte de séjour portant la mention "salarié" ou "salarié en mission" prévue aux 1° et 5° de l'article L. 313-10 » sont remplacés par la référence : « et du 3° de l'article L. 314-11 » ;~~

3° À la seconde phrase du second alinéa :

~~a) Le mot : « délivrance » est remplacé par le mot : « demande » ;~~

~~b) Les mots : « , au profit de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations ou de l'établissement public appelé à lui succéder, » sont supprimés ;~~

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

2° Supprimé.

Alinéa sans modification.

a) Supprimé.

b) Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

a) Au début du premier alinéa, les mots : « L'allocation » sont remplacés par les mots : « Sous réserve des dispositions prévues aux articles L. 5426-8-1 à L. 5426-8-3, l'allocation » ;

b) Le deuxième alinéa est supprimé.

Article 28

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

« 2° À la fin de la deuxième phrase du même premier alinéa, les mots : « , du 3° de l'article L. 314-11, ainsi que la carte de séjour portant la mention « salarié » ou « salarié en mission » prévue aux 1° et 5° de l'article L. 313-10 » sont remplacés par la référence : « et du 3° de l'article L. 314-11 » ;

3° À la seconde phrase du second alinéa :

a) Le mot : « délivrance » est remplacé par le mot : « demande » ;

b) Les mots : « , au profit de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations ou de l'établissement public appelé à lui succéder, » sont supprimés ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

~~4° Le même second alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :~~

~~« La taxe ainsi perçue n'est pas remboursée en cas de rejet de la demande d'un visa de long séjour. » ;~~

B. – Le B est ainsi modifié :

1° À la première phrase, les mots : « , au profit de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, » sont supprimés ;

~~2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :~~

~~« L'étranger titulaire de la carte de séjour portant la mention "étudiant" ou "stagiaire" qui se voit délivrer une carte de séjour à un autre titre acquitte le montant de la taxe prévue pour la délivrance d'un premier titre de séjour, mentionnée au A. » ;~~

C. – Au C, les mots : « , au profit de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, » sont supprimés ;

D. – Le premier alinéa du D est ainsi modifié :

1° Les mots : « au profit de l'Office français de l'immigration et de l'intégration » sont supprimés ;

~~2° À la fin, le montant : « 220 € » est remplacé par les mots : « 340 €, dont 110 €, non remboursables, sont perçus lors de la demande de titre » ;~~

E. – Au E, les mots : « d'un modèle spécial à l'Office français de l'immigration et de l'intégration » sont supprimés.

~~H. À l'article L. 311-14 du même code, après le mot : « applicable », sont insérés les mots : « , selon les~~

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

4° Supprimé.

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

2° Supprimé.

C. – Sans modification.

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

2° Supprimé.

E. – Sans modification.

II. – Supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

4° Le même second alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« La taxe ainsi perçue n'est pas remboursée en cas de rejet de la demande d'un visa de long séjour. » ;

B. – Le B est ainsi modifié :

1° Sans modification.

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« L'étranger titulaire de la carte de séjour portant la mention "étudiant" ou "stagiaire" qui se voit délivrer une carte de séjour à un autre titre acquitte le montant de la taxe prévue pour la délivrance d'un premier titre de séjour, mentionnée au A. » ;

C. – Sans modification.

D. – Le premier alinéa du D est ainsi modifié :

1° Les mots : « au profit de l'Office français de l'immigration et de l'intégration » sont supprimés ;

2° À la fin, le montant : « 220 € » est remplacé par les mots : « 340 €, dont 110 €, non remboursables, sont perçus lors de la demande de titre » ;

E. – Sans modification.

II. – À l'article L. 311-14 du même code, après le mot : « applicable », sont insérés les mots : « , selon les

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

~~cas, à la demande, ».~~

III.— Au deuxième alinéa de l'article L. 626-1 du même code, les références : « deux premiers alinéas de l'article L. 364-3 et par l'article L. 364-10 » sont remplacées par les références : « articles L. 8256-2, L. 8256-7 et L. 8256-8 ».

IV.— Le code du travail est ainsi modifié :

A. — Après l'article L. 8271-1-2, il est inséré un article L. 8271-1-3 ainsi rédigé :

« *Art. L. 8271-1-3.* — Pour la mise en œuvre des articles L. 8272-1 à L. 8272-4, le représentant de l'État dans le département reçoit copie des procès-verbaux relevant les infractions constitutives de travail illégal constatées par les agents de contrôle mentionnés à l'article L. 8271-1-2. » ;

B.— L'article L. 8271-17 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Afin de permettre la liquidation de la contribution spéciale mentionnée à l'article L. 8253-1 du présent code et de la contribution forfaitaire mentionnée à l'article L. 626-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration reçoit des agents mentionnés au premier alinéa du présent article une copie des procès-verbaux relatifs à ces infractions. »

~~V. — Un décret fixe les modalités d'application des 3° et 4° du A du I.~~

VI.— Les I à III sont applicables à Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

III.— Sans modification.

IV.— Sans modification.

V.— Supprimé.

VI.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture**

cas, à la demande, ».

III.— Sans modification.

IV.— Sans modification.

V. — Un décret fixe les modalités d'application des 3° et 4° du A du I.

VI.— Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en nouvelle lecture

Article 28 bis

~~I. L'article L. 211-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est abrogé.~~

~~II. La perte de recettes résultant pour l'Office français de l'immigration et de l'intégration du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

~~III. La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 28 bis

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE
DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 31

I.– Pour 2012, les ressources affectées au budget, évaluées dans l'état A annexé à la présente loi, les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux montants suivants :

(En millions d'euros)

Budget général	Ressources	Charges	Soldes
Recettes fiscales brutes / dépenses brutes	358 616	375 626	
<i>À déduire : Remboursements et dégrèvements</i>	84 883	84 883	
Recettes fiscales nettes / dépenses nettes.....	273 733	290 743	
Recettes non fiscales.....	15 864		
Recettes totales nettes / dépenses nettes	289 597	290 743	
<i>À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne</i>	74 074		
Montants nets pour le budget général	215 523	290 743	- 75 220
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants.....	3 310	3 310	
Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours	218 833	294 053	
Budgets annexes			
Contrôle et exploitation aériens.....	2 045	2 041	4
Publications officielles et information administrative.....	200	187	13
Totaux pour les budgets annexes	2 245	2 228	17
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants :			
Contrôle et exploitation aériens.....	23	23	
Publications officielles et information administrative.....			
Totaux pour les budgets annexes, y compris fonds de concours	2 268	2 251	17
Comptes spéciaux			
Comptes d'affectation spéciale.....	63 137	63 615	- 478
Comptes de concours financiers.....	102 840	106 945	- 4 105
Comptes de commerce (solde).....			4
Comptes d'opérations monétaires (solde).....			68
Solde pour les comptes spéciaux			- 4 511
Solde général			- 79 714

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE
DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 31

I. – Pour 2012, les ressources affectées au budget, évaluées dans l'état A annexé à la présente loi, les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :

(En millions d'euros)

	Ressources	Charges	Soldes
Budget général			
Recettes fiscales brutes / dépenses brutes	384 980	189 942	
À déduire : Remboursements et dégrèvements.....	85 574	85 574	
Recettes fiscales nettes / dépenses nettes.....	299 406	104 368	
Recettes non fiscales.....	15 832		
Recettes totales nettes / dépenses nettes	315 238	104 368	
À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.....	75 115		
Montants nets pour le budget général.....	240 123	104 368	135 755
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants.....	3 310	3 310	
Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours	243 433	107 678	
Budgets annexes			
Contrôle et exploitation aériens.....	2 045	2 041	4
Publications officielles et information administrative.....	200	0	200
Totaux pour les budgets annexes.....	2 245	2 041	204
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants :			
Contrôle et exploitation aériens.....	23	23	
Publications officielles et information administrative.....			
Totaux pour les budgets annexes, y compris fonds de concours.....	2 268	2064	
Comptes spéciaux			
Comptes d'affectation spéciale.....	63 137	57 308	5 829
Comptes de concours financiers.....	102 840	106 945	- 4 105
Comptes de commerce (solde).....			4
Comptes d'opérations monétaires (solde).....			68
Solde pour les comptes spéciaux.....			1 796
Solde général.....			137 755

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE
DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 31

I. – Pour 2012, les ressources affectées au budget, évaluées dans l'état A annexé à la présente loi, les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux montants suivants :

(En millions d'euros)

	<u>Ressources</u>	<u>Charges</u>	<u>Soldes</u>
<u>Budget général</u>			
Recettes fiscales brutes / dépenses brutes	360 385	376 152	
À déduire : Remboursements et dégrèvements.....	85 438	85 438	
Recettes fiscales nettes / dépenses nettes.....	274 947	290 714	
Recettes non fiscales.....	15 857		
Recettes totales nettes / dépenses nettes	290 804	290 714	
À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.....	74 457		
Montants nets pour le budget général.....	216 347	290 714	- 74 367
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants.....	3 310	3 310	
Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours.....	219 657	294 024	
<u>Budgets annexes</u>			
Contrôle et exploitation aériens.....	2 045	2 041	4
Publications officielles et information administrative.....	200	187	13
Totaux pour les budgets annexes.....	2 245	2 228	17
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants :		-	
Contrôle et exploitation aériens.....	23	23	
Publications officielles et information administrative.....			
Totaux pour les budgets annexes, y compris fonds de concours.....	2 268	2 251	17
<u>Comptes spéciaux</u>			
Comptes d'affectation spéciale.....	63 614	64 053	- 439
Comptes de concours financiers.....	102 840	106 945	- 4 105
Comptes de commerce (solde).....			114
Comptes d'opérations monétaires (solde).....			68
Solde pour les comptes spéciaux.....			- 4 362
Solde général.....			- 78 712

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

II.– Pour 2012 :

1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards d'euros)

Besoin de financement	
Amortissement de la dette à long terme.....	56,1
Amortissement de la dette à moyen terme.....	42,8
Amortissement de dettes reprises par l'État.....	1,3
Déficit budgétaire.....	79,7
Total.....	179,9
Ressources de financement	
Émissions à moyen et long termes (obligations assimilables du Trésor et bons du Trésor à taux fixe et intérêt annuel), nettes des rachats effectués par l'État et par la Caisse de la dette publique.....	179,0
Annulation de titres de l'État par la Caisse de la dette publique	4,0
Variation nette des bons du Trésor à taux fixe et intérêts précomptés	- 3,2
Variation des dépôts des correspondants.....	- 4,4
Variation du compte de Trésor.....	1,0
Autres ressources de trésorerie	3,5
Total.....	179,9

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Alinéa sans modification.

1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards d'euros)

Besoin de financement	
Amortissement de la dette à long terme	56,1
Amortissement de la dette à moyen terme	42,8
Amortissement de dettes reprises par l'État	1,3
Déficit budgétaire	0
Total	100,2
Ressources de financement	
Émissions à moyen et long termes (obligations assimilables du Trésor et bons du Trésor à taux fixe et intérêt annuel), nettes des rachats effectués par l'État et par la Caisse de la dette publique	179,0
Annulation de titres de l'État par la Caisse de la dette publique	4,0
Variation nette des bons du Trésor à taux fixe et intérêts précomptés	- 220,7
Variation des dépôts des correspondants	- 4,4
Variation du compte de Trésor.....	1,0
Autres ressources de trésorerie	3,5
<u>Excédent budgétaire</u>	137,8
Total	100,2

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards d'euros)

Besoin de financement	
-	
<u>Amortissement de la dette à long terme</u>	<u>56,1</u>
<u>Amortissement de la dette à moyen terme</u>	<u>42,8</u>
<u>Amortissement de dettes reprises par l'État</u>	<u>1,3</u>
<u>Déficit budgétaire</u>	<u>78,7</u>
<u>Total</u>	<u>178,9</u>
Ressources de financement	
<u>Émissions à moyen et long termes (obligations assimilables du Trésor et bons du Trésor à taux fixe et intérêt annuel), nettes des rachats effectués par l'État et par la Caisse de la dette publique</u>	<u>179,0</u>
<u>Annulation de titres de l'État par la Caisse de la dette publique</u>	<u>4,0</u>
<u>Variation nette des bons du Trésor à taux fixe et intérêts précomptés</u>	<u>- 4,2</u>
<u>Variation des dépôts des correspondants</u>	<u>- 4,4</u>
<u>Variation du compte de Trésor.....</u>	<u>1,0</u>
<u>Autres ressources de trésorerie</u>	<u>3,5</u>
<u>Total</u>	<u>178,9</u>

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

2° Le ministre chargé de l'économie est autorisé à procéder, en 2012, dans des conditions fixées par décret :

2° Sans modification.

2° Sans modification.

a) À des emprunts à long, moyen et court termes libellés en euros ou en autres devises pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie ou pour renforcer les réserves de change ;

b) À l'attribution directe de titres de dette publique négociable à la Caisse de la dette publique ;

c) À des conversions facultatives, à des opérations de pension sur titres d'État ;

d) À des opérations de dépôts de liquidités auprès de la Caisse de la dette publique, auprès du Fonds européen de stabilité financière, sur le marché interbancaire de la zone euro, et auprès des États de la même zone ;

e) À des souscriptions de titres de créances négociables émis par des établissements publics administratifs, à des rachats, à des échanges d'emprunts, à des échanges de devises ou de taux d'intérêt, à l'achat ou à la vente d'options, de contrats à terme sur titres d'État ou d'autres instruments financiers à terme ;

3° Sans modification.

3° Sans modification.

3° Le ministre chargé de l'économie est, jusqu'au 31 décembre 2012, habilité à conclure, avec des établissements de crédit spécialisés dans le financement à moyen et long termes des investissements et chargés d'une mission d'intérêt général, des conventions établissant pour chaque opération les modalités selon lesquelles peuvent être stabilisées les charges du service d'emprunts qu'ils

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

contractent en devises étrangères ;

4° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an est fixé à 80,1 milliards d'euros.

III.— Pour 2012, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'État, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est fixé au nombre de 1 935 276.

IV.— Pour 2012, les éventuels surplus mentionnés au 10° du I de l'article 34 de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances sont utilisés dans leur totalité pour réduire le déficit budgétaire.

Il y a constatation de tels surplus si, pour l'année 2012, le produit des impositions de toute nature établies au profit de l'État net des remboursements et dégrèvements d'impôts, révisé dans la dernière loi de finances rectificative de l'année 2012 ou, à défaut, dans le projet de loi de finances pour 2013, est, à législation constante, supérieur à l'évaluation figurant dans l'état A mentionné au I du présent article.

4° Sans modification.

III. — Pour 2012, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'État, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est fixé au nombre de 1 934 490.

IV.— Sans modification.

4° Sans modification.

III. — Sans modification.

IV.— Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

—

SECONDE PARTIE

**MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET
DISPOSITIONS SPECIALES**

TITRE PREMIER

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2011.—
CRÉDITS ET DÉCOUVERTS**

1.— CREDITS DES MISSIONS

Article 32

Il est ouvert aux ministres, pour 2012, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 380 221 473 124 € et de 375 626 756 886 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Article 33

Il est ouvert aux ministres, pour 2012, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 2 234 009 610 € et de 2 227 898 252 €, conformément à la répartition par budget annexe donnée à l'état C annexé à la

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

—

SECONDE PARTIE

**MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET
DISPOSITIONS SPECIALES**

TITRE PREMIER

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2011.—
CRÉDITS ET DÉCOUVERTS**

1.— CREDITS DES MISSIONS

Article 32

Il est ouvert aux ministres, pour 2012, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 191 295 525 326 € et de 189 942 676 383 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Article 33

Il est ouvert aux ministres, pour 2012, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 2 052 911 962 € et de 2 040 784 562 €, conformément à la répartition par budget annexe donnée à l'état C annexé à la

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

—

SECONDE PARTIE

**MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET
DISPOSITIONS SPECIALES**

TITRE PREMIER

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2011.—
CRÉDITS ET DÉCOUVERTS**

1.— CREDITS DES MISSIONS

Article 32

Il est ouvert aux ministres, pour 2012, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 380 746 233 581 € et de 376 151 517 343 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Article 33

Il est ouvert aux ministres, pour 2012, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 2 234 009 610 € et de 2 227 898 252 €, conformément à la répartition par budget annexe donnée à l'état C annexé à la

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

présente loi.

présente loi.

présente loi.

Article 34

Article 34

Article 34

Il est ouvert aux ministres, pour 2012, au titre des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 166 670 864 029 € et de 170 560 864 029 €, conformément à la répartition par compte donnée à l'état D annexé à la présente loi.

Il est ouvert aux ministres, pour 2012, au titre des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de de 160 463 864 029 € et de 164 253 864 029 €, conformément à la répartition par compte donnée à l'état D annexé à la présente loi.

Il est ouvert aux ministres, pour 2012, au titre des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de de 167 108 864 029 € et de 170 998 864 029 €, conformément à la répartition par compte donnée à l'état D annexé à la présente loi.

II. – AUTORISATIONS DE DÉCOUVERT

II. – AUTORISATIONS DE DÉCOUVERT

II. – AUTORISATIONS DE DÉCOUVERT

TITRE II

TITRE II

TITRE II

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2012. –
PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS**

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2012. –
PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS**

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2012. –
PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS**

Article 36

Article 36

Article 36

Le plafond des autorisations d'emplois de l'État pour 2012, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est réparti comme suit :

Alinéa sans modification.

Sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture		Texte adopté par le Sénat en première lecture		Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture
Désignation du ministère ou du budget annexe	Plafond exprimé en équivalents temps plein travaillé	Désignation du ministère ou du budget annexe	Plafond exprimé en équivalents temps plein travaillé	
I.– Budget général	1 923 291	I.– Budget général	<u>1 922 505</u>	
Affaires étrangères et européennes	15 024	Affaires étrangères et européennes	15 024	
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	31 812	Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	<u>31 789</u>	
Budget, comptes publics et réforme de l'État	139 495	Budget, comptes publics et réforme de l'État	139 495	
Culture et communication	11 014	Culture et communication	<u>10 995</u>	
Défense et anciens combattants	293 198	Défense et anciens combattants	293 198	
Écologie, développement durable, transports et logement	60 305	Écologie, développement durable, transports et logement	<u>59 566</u>	
Économie, finances et industrie	14 005	Économie, finances et industrie	14 005	
Éducation nationale, jeunesse et vie associative	953 356	Éducation nationale, jeunesse et vie associative	<u>953 353</u>	
Enseignement supérieur et recherche	17 298	Enseignement supérieur et recherche	17 298	
Fonction publique	–	Fonction publique	–	
Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration	280 474	Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration	280 474	
Justice et libertés	76 887	Justice et libertés	76 887	
Sports	–	Sports	–	
Services du Premier ministre	9 239	Services du Premier ministre	9 239	
Solidarités et cohésion sociale	–	Solidarités et cohésion sociale	–	
Travail, emploi et santé	21 184	Travail, emploi et santé	<u>21 182</u>	
Ville	–	Ville	–	

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture		Texte adopté par le Sénat en première lecture		Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture
—		—		—
II.– Budgets annexes	11 985	II.– Budgets annexes	11 985	
Contrôle et exploitation aériens	11 151	Contrôle et exploitation aériens	11 151	
Publications officielles et information administrative	834	Publications officielles et information administrative	834	
Total général	1 935 276	Total général	<u>1 934 490</u>	
Article 37		Article 37		Article 37
Le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État, pour 2012, exprimé en équivalents temps plein, est fixé à 373 501 emplois. Ce plafond est réparti comme suit :		Le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État, pour 2012, exprimé en équivalents temps plein, est fixé à <u>373 518</u> emplois. Ce plafond est réparti comme suit :		Sans modification.
Mission / Programme	Plafond exprimé en équivalents temps plein	Mission / Programme	Plafond exprimé en équivalents temps plein	
Action extérieure de l'État	6 767	Action extérieure de l'État	6 767	
Diplomatie culturelle et d'influence.....	6 767	Diplomatie culturelle et d'influence.....	6 767	
Administration générale et territoriale de l'État	330	Administration générale et territoriale de l'État	330	
Administration territoriale.....	116	Administration territoriale.....	116	
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur.....	214	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur.....	214	
Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales	15 810	Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales	15 810	
Économie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires.....	4 439	Économie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires.....	4 439	
Forêt.....	10 084	Forêt.....	10 084	
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation.....	1 280	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation.....	1 280	
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture.....	7	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture.....	7	
Aide publique au développement	28	Aide publique au développement	28	

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

Solidarité à l'égard des pays en développement	28
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	1 425
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1 425
Culture	15 187
Patrimoines	8 661
Création	3 609
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	2 917
Défense	4 830
Environnement et prospective de la politique de défense	3 635
Soutien de la politique de la défense	1 195
Direction de l'action du Gouvernement	647
Coordination du travail gouvernemental	647
Écologie, développement et aménagement durables	14 165
Infrastructures et services de transports	487
Sécurité et affaires maritimes	264
Météorologie	3 409
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	5 683
Information géographique et cartographique	1 760
Prévention des risques	1 545
Énergie, climat et après-mines	500
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	517
Économie	3 442
Développement des entreprises et de l'emploi	3 112
Tourisme	330

Solidarité à l'égard des pays en développement	28
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	1 425
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1 425
Culture	<u>15 204</u>
Patrimoines	<u>8 678</u>
Création	3 609
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	2 917
Défense	4 830
Environnement et prospective de la politique de défense	3 635
Soutien de la politique de la défense	1 195
Direction de l'action du Gouvernement	647
Coordination du travail gouvernemental	647
Écologie, développement et aménagement durables	14 165
Infrastructures et services de transports	487
Sécurité et affaires maritimes	264
Météorologie	3 409
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	5 683
Information géographique et cartographique	1 760
Prévention des risques	1 545
Énergie, climat et après-mines	500
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	517
Économie	3 442
Développement des entreprises et de l'emploi	3 112
Tourisme	330

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture		Texte adopté par le Sénat en première lecture		Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture
Enseignement scolaire	4 479	Enseignement scolaire	4 479	
Soutien de la politique de l'éducation nationale	4 479	Soutien de la politique de l'éducation nationale	4 479	
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	1 404	Gestion des finances publiques et des ressources humaines	1 404	
Fonction publique	1 404	Fonction publique	1 404	
Immigration, asile et intégration	1 275	Immigration, asile et intégration	1 275	
Immigration et asile	455	Immigration et asile	455	
Intégration et accès à la nationalité française ..	820	Intégration et accès à la nationalité française ..	820	
Justice	521	Justice	521	
Justice judiciaire	173	Justice judiciaire	173	
Administration pénitentiaire	234	Administration pénitentiaire	234	
Conduite et pilotage de la politique de la justice	114	Conduite et pilotage de la politique de la justice	114	
Médias, livre et industries culturelles	2 726	Médias, livre et industries culturelles	2 726	
Livre et industries culturelles	2 726	Livre et industries culturelles	2 726	
Outre-mer	150	Outre-mer	150	
Emploi outre-mer	150	Emploi outre-mer	150	
Recherche et enseignement supérieur	240 656	Recherche et enseignement supérieur	240 656	
Formations supérieures et recherche universitaire	150 239	Formations supérieures et recherche universitaire	150 239	
Vie étudiante	12 728	Vie étudiante	12 728	
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	48 833	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	48 833	
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	17 199	Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	17 199	
Recherche spatiale	2 417	Recherche spatiale	2 417	
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	4 846	Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	4 846	
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	2 290	Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	2 290	
Recherche culturelle et culture scientifique	1 175	Recherche culturelle et culture scientifique	1 175	

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Enseignement supérieur et recherche agricoles	929
Régimes sociaux et de retraite	436
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	436
Santé	2 660
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	2 651
Protection maladie	9
Sécurité	127
Police nationale	127
Solidarité, insertion et égalité des chances	9 314
Actions en faveur des familles vulnérables	33
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	9 281
Sport, jeunesse et vie associative	1 702
Sport	1 645
Jeunesse et vie associative	57
Travail et emploi	44 052
Accès et retour à l'emploi	43 716
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	92
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	77
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	167
Ville et logement	464
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	46
Développement et amélioration de l'offre de logement	151
Politique de la ville et Grand Paris	267

Enseignement supérieur et recherche agricoles	929
Régimes sociaux et de retraite	436
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	436
Santé	2 660
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	2 651
Protection maladie	9
Sécurité	127
Police nationale	127
Solidarité, insertion et égalité des chances	9 314
Actions en faveur des familles vulnérables	33
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	9 281
Sport, jeunesse et vie associative	1 702
Sport	1 645
Jeunesse et vie associative	57
Travail et emploi	44 052
Accès et retour à l'emploi	43 716
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	92
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	77
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	167
Ville et logement	464
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	46
Développement et amélioration de l'offre de logement	151
Politique de la ville et Grand Paris	267

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	
Contrôle et exploitation aériens	878
Formation aéronautique.....	878
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	26
Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers.....	26
Total	373 501

Texte adopté par le Sénat en première lecture	
Contrôle et exploitation aériens	878
Formation aéronautique	878
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	26
Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	26
Total	373 518

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	
Contrôle et exploitation aériens	878
Formation aéronautique	878
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	26
Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	26
Total	373 518

Article 38 bis

~~Pour 2012, le plafond des autorisations d'emplois des autorités publiques indépendantes dotées de la personnalité morale et des autorités administratives indépendantes dont les effectifs ne sont pas inclus dans un plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'État, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est fixé à 2 225 emplois. Ce plafond est réparti comme suit :~~

Autorité	Plafond exprimé en équivalents temps plein travaillés
Agence française de lutte contre le dopage	65
Autorité de contrôle prudentiel	1 121
Autorité des marchés financiers	469
Haute Autorité de santé	409
Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur	71

Article 38 bis

Supprimé.

Article 38 bis

Pour 2012, le plafond des autorisations d'emplois des autorités publiques indépendantes dotées de la personnalité morale et des autorités administratives indépendantes dont les effectifs ne sont pas inclus dans un plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'État, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est fixé à 2 277 emplois. Ce plafond est réparti comme suit :

Autorité	Plafond exprimé en équivalents temps plein travaillés
Agence française de lutte contre le dopage	65
Autorité de contrôle prudentiel	1 121
Autorité des marchés financiers	469
Haute Autorité de santé	409
Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur	71

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

Internet	
Haut Conseil du commissariat aux comptes	43
Médiateur national de l'énergie	47
Total	2 225

Internet	
Haut Conseil du commissariat aux comptes	43
Médiateur national de l'énergie	47
Autorité de régulation des activités ferroviaires	52
Total	2 277

TITRE III

TITRE III

TITRE III

REPORTS DE CRÉDITS DE 2011 SUR 2012

REPORTS DE CRÉDITS DE 2011 SUR 2012

REPORTS DE CRÉDITS DE 2011 SUR 2012

TITRE IV

TITRE IV

TITRE IV

DISPOSITIONS PERMANENTES

DISPOSITIONS PERMANENTES

DISPOSITIONS PERMANENTES

*1.- MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES
NON RATTACHÉES*

*1.- MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES
NON RATTACHÉES*

*1.- MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES
NON RATTACHÉES*

Article 40 A

Article 40 A

Article 40 A

Supprimé.

Par dérogation aux dispositions du septième alinéa de l'article L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation ainsi qu'aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 542-5 du code de la sécurité sociale et du troisième alinéa de l'article L. 831-4 du même code, les

Par dérogation aux dispositions du septième alinéa de l'article L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation ainsi qu'aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 542-5 du code de la sécurité sociale et du troisième alinéa de l'article L. 831-4 du même code, les

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

~~paramètres de calcul de l'aide personnalisée au logement et ceux des allocations logement sont revalorisés de 1 % pour l'année 2012.~~

paramètres de calcul de l'aide personnalisée au logement et ceux des allocations logement sont revalorisés de 1 % pour l'année 2012.

Article 41

Après le deuxième alinéa du II de l'article 199 *sexvicies* du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, pour les logements acquis en 2012, le taux de la réduction d'impôt est de 14 %. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux acquisitions pour lesquelles le contribuable justifie qu'il a pris, au plus tard le 31 décembre 2011, l'engagement de réaliser un investissement immobilier. À titre transitoire, l'engagement de réaliser un investissement immobilier peut prendre la forme d'une réservation, à condition qu'elle soit enregistrée chez un notaire ou au service des impôts avant le 31 décembre 2011 et que l'acte authentique soit passé au plus tard le 31 mars 2012. »

Article 41

I. – Après le deuxième alinéa du II de l'article 199 *sexvicies* du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, pour les logements acquis en 2012, le taux de la réduction d'impôt est de 14 %. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux logements acquis, soit neufs ou en l'état futur d'achèvement et ayant fait l'objet d'un dépôt de demande de permis de construire avant le 1^{er} janvier 2012, soit achevés depuis au moins quinze ans et faisant partie d'un ensemble immobilier dont un logement au moins a été acquis ou réservé avant le 1^{er} janvier 2012 ; s'il s'agit d'une réservation, elle doit avoir été enregistrée chez un notaire ou au service des impôts avant le 31 décembre 2011. »

II (nouveau). – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 41

Alinéa sans modification.

« Toutefois, pour les logements acquis en 2012, le taux de la réduction d'impôt est de 14 %. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux acquisitions pour lesquelles le contribuable justifie qu'il a pris, au plus tard le 31 décembre 2011, l'engagement de réaliser un investissement immobilier. Dans ce cas, la réduction d'impôt s'applique au taux en vigueur au 31 décembre 2011 pour les logements acquis en 2011. À titre transitoire, l'engagement de réaliser un investissement immobilier peut prendre la forme d'une réservation, à condition qu'elle soit enregistrée chez un notaire ou au service des impôts avant le 31 décembre 2011 et que l'acte authentique soit passé au plus tard le 31 mars 2012.

II. – Par dérogation aux dispositions du premier alinéa du I de l'article 199 *sexvicies* du code général des impôts relatives à la date d'acquisition, la réduction d'impôt mentionnée au même article s'applique dans les conditions prévues par ce même article aux logements acquis avant le 1^{er} janvier 2015 :

1° Neufs ou en l'état futur d'achèvement ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire avant le

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

1^{er} janvier 2012 et faisant partie d'un ensemble immobilier dont un logement au moins a été acquis neuf ou en l'état futur d'achèvement avant cette même date :

2^o Achevés depuis au moins quinze ans, ayant fait l'objet ou faisant l'objet des travaux mentionnés au même article et faisant partie d'un ensemble immobilier dont un logement au moins a été acquis avant le 1^{er} janvier 2012 et qui a fait ou qui fait l'objet des mêmes travaux.

Le taux de la réduction d'impôt applicable est celui en vigueur au 1^{er} janvier 2012.

Article 41 ter

~~I. — Après le c du 4^o quater du 1 de l'article 207 du code général des impôts, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :~~

~~« 4^o quinquies. Les organismes agréés au titre de l'article L. 365 2 du code de la construction et de l'habitation, pour :~~

~~« a. Les produits engendrés par les locaux annexes et accessoires des ensembles d'habitations mentionnés à l'article L. 411-1 du même code, à la condition que ces locaux soient nécessaires à la vie économique et sociale de ces ensembles ;~~

~~« b. Les produits financiers issus du placement de la trésorerie de ces organismes ; ».~~

Article 41 ter

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

—

Article 42

~~I. — Après la section III du chapitre III du titre I^{er} de la première partie du livre I^{er} du code général des impôts, il est rétabli une section IV ainsi rédigée :~~

~~« Section IV~~

~~« Taxe sur les loyers élevés des logements de petite surface~~

~~« Art. 234. — I. — Il est institué une taxe annuelle due à raison des loyers perçus au titre de logements, situés dans des communes classées dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre particulièrement important entre l'offre et la demande de logements, donnés en location nue ou meublée pour une durée de neuf mois minimale et~~

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

—

Article 41 quater

~~II. — La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

I. — Au 1^o bis de l'article 1051 du code général des impôts, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2013 ».

~~II. — La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 42

Supprimé.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

—

Article 41 quater

I. — Sans modification.

II. — *Supprimé.*

Article 42

I. — Après la section III du chapitre III du titre I^{er} de la première partie du livre I^{er} du code général des impôts, il est rétabli une section IV ainsi rédigée :

« Section IV

« Taxe sur les loyers élevés des logements de petite surface

« Art. 234. — I. — Il est institué une taxe annuelle due à raison des loyers perçus au titre de logements, situés dans des communes classées dans des zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre particulièrement important entre l'offre et la demande de logements, donnés en location nue ou meublée pour une durée de neuf mois minimale et

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

~~dont la surface habitable, au sens du code de la construction et de l'habitation, est inférieure ou égale à 14 mètres carrés, lorsque le montant du loyer mensuel, charges non comprises, des logements concernés excède un montant, fixé par décret, compris entre 30 et 45 € par mètre carré de surface habitable.~~

~~« Le montant mentionné au premier alinéa peut être majoré par le décret mentionné au même alinéa au maximum de 10 % pour les locations meublées. Il peut, par le même décret, être modulé selon la tension du marché locatif au sein des zones géographiques concernées.~~

~~« Le montant mentionné au premier alinéa, éventuellement majoré ou modulé dans les conditions prévues au deuxième alinéa, ainsi que les limites de 30 et 45 € mentionnées au premier alinéa du présent article sont révisés au 1^{er} janvier de chaque année selon les modalités prévues au premier alinéa de l'article L. 353-9-2 du code de la construction et de l'habitation, et arrondis au centime d'euro le plus proche.~~

~~« Un arrêté des ministres chargés du budget et du logement, révisé au moins tous les trois ans, établit le classement des communes par zone.~~

~~« La taxe s'applique exclusivement aux loyers perçus au titre des logements donnés en location nue ou meublée et exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée conformément aux 2° et 4° de l'article 261 D du présent code.~~

~~« II. — La taxe, due par le bailleur, est assise sur le montant des loyers perçus au cours de l'année civile considérée au titre des logements imposables définis au I.~~

~~« III. — Le taux de la taxe est fixé à :~~

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

dont la surface habitable, au sens du code de la construction et de l'habitation, est inférieure ou égale à 14 mètres carrés, lorsque le montant du loyer mensuel, charges non comprises, des logements concernés excède un montant, fixé par décret, compris entre 30 et 45 € par mètre carré de surface habitable.

« Le montant mentionné au premier alinéa peut être majoré par le décret mentionné au même alinéa au maximum de 10 % pour les locations meublées. Il peut, par le même décret, être modulé selon la tension du marché locatif au sein des zones géographiques concernées.

« Le montant mentionné au premier alinéa, éventuellement majoré ou modulé dans les conditions prévues au deuxième alinéa, ainsi que les limites de 30 et 45 € mentionnées au premier alinéa du présent article sont révisés au 1^{er} janvier de chaque année selon les modalités prévues au premier alinéa de l'article L. 353-9-2 du code de la construction et de l'habitation, et arrondis au centime d'euro le plus proche.

« Un arrêté des ministres chargés du budget et du logement, révisé au moins tous les trois ans, établit le classement des communes par zone.

« La taxe s'applique exclusivement aux loyers perçus au titre des logements donnés en location nue ou meublée et exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée conformément aux 2° et 4° de l'article 261 D du présent code.

« II. — La taxe, due par le bailleur, est assise sur le montant des loyers perçus au cours de l'année civile considérée au titre des logements imposables définis au I.

« III. — Le taux de la taxe est fixé à :

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

~~« a) 10 % si l'écart entre le montant du loyer mensuel, charges non comprises, et la valeur du loyer mensuel de référence est inférieur à 15 % de cette valeur ;~~

~~« b) 18 % si l'écart entre le montant du loyer mensuel charges non comprises, et la valeur du loyer mensuel de référence est supérieur ou égal à 15 % et inférieur à 30 % de cette valeur ;~~

~~« c) 25 % si l'écart entre le montant du loyer mensuel, charges non comprises, et la valeur du loyer mensuel de référence est supérieur ou égal à 30 % et inférieur à 55 % de cette valeur ;~~

~~« d) 33 % si l'écart entre le montant du loyer mensuel, charges non comprises, et la valeur du loyer mensuel de référence est supérieur ou égal à 55 % et inférieur à 90 % de cette valeur ;~~

~~« e) 40 % si l'écart entre le montant du loyer mensuel, charges non comprises, et la valeur du loyer mensuel de référence est supérieur ou égal à 90 % de la valeur du loyer mensuel de référence.~~

~~« IV. – 1. Pour les personnes physiques, la taxe est établie, contrôlée et recouvrée comme en matière d'impôt sur le revenu et sous les mêmes garanties et sanctions. Le seuil de mise en recouvrement mentionné au 1 bis de l'article 1657 s'applique à la somme de la taxe et de la cotisation initiale d'impôt sur le revenu.~~

~~« 2. Pour les personnes soumises à l'impôt sur les sociétés, la taxe est déclarée, contrôlée et recouvrée selon les mêmes règles d'assiette, d'exigibilité, de liquidation, de recouvrement et de contrôle que l'impôt sur les sociétés et sous les mêmes garanties et sanctions.~~

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

« a) 10 % si l'écart entre le montant du loyer mensuel, charges non comprises, et la valeur du loyer mensuel de référence est inférieur à 15 % de cette valeur ;

« b) 18 % si l'écart entre le montant du loyer mensuel charges non comprises, et la valeur du loyer mensuel de référence est supérieur ou égal à 15 % et inférieur à 30 % de cette valeur ;

« c) 25 % si l'écart entre le montant du loyer mensuel, charges non comprises, et la valeur du loyer mensuel de référence est supérieur ou égal à 30 % et inférieur à 55 % de cette valeur ;

« d) 33 % si l'écart entre le montant du loyer mensuel, charges non comprises, et la valeur du loyer mensuel de référence est supérieur ou égal à 55 % et inférieur à 90 % de cette valeur ;

« e) 40 % si l'écart entre le montant du loyer mensuel, charges non comprises, et la valeur du loyer mensuel de référence est supérieur ou égal à 90 % de la valeur du loyer mensuel de référence.

« IV. – 1. Pour les personnes physiques, la taxe est établie, contrôlée et recouvrée comme en matière d'impôt sur le revenu et sous les mêmes garanties et sanctions. Le seuil de mise en recouvrement mentionné au 1 bis de l'article 1657 s'applique à la somme de la taxe et de la cotisation initiale d'impôt sur le revenu.

« 2. Pour les personnes soumises à l'impôt sur les sociétés, la taxe est déclarée, contrôlée et recouvrée selon les mêmes règles d'assiette, d'exigibilité, de liquidation, de recouvrement et de contrôle que l'impôt sur les sociétés et sous les mêmes garanties et sanctions.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

~~« 3. Pour les personnes relevant du régime défini à l'article 8, la taxe est déclarée, contrôlée et recouvrée, respectivement, selon les mêmes règles d'assiette, d'exigibilité, de liquidation, de recouvrement et de contrôle et sous les mêmes garanties et sanctions que l'impôt sur le revenu au prorata des droits des associés personnes physiques, et selon les mêmes règles d'assiette, d'exigibilité, de liquidation, de recouvrement et de contrôle et sous les mêmes garanties et sanctions que l'impôt sur les sociétés au prorata des droits des associés soumis à cet impôt.~~

~~« V. — La taxe n'est pas déductible des revenus soumis à l'impôt sur le revenu ou du résultat imposable à l'impôt sur les sociétés. »~~

~~H. — L'article 234 du code général des impôts s'applique aux loyers perçus à compter du 1^{er} janvier 2012.~~

Article 42 bis

I. — L'article 150-0 D *bis* du code général des impôts est ainsi modifié :

A. — Le I est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. L'imposition de la plus-value retirée de la cession à titre onéreux d'actions ou de parts de sociétés ou de droits démembrés portant sur ces actions ou parts peut être reportée si les conditions prévues au II du présent article sont remplies.

« Le report est subordonné à la condition que le contribuable en fasse la demande et déclare le montant de la

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 42 bis

I. — Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 150-0 D *bis* est abrogé ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

« 3. Pour les personnes relevant du régime défini à l'article 8, la taxe est déclarée, contrôlée et recouvrée, respectivement, selon les mêmes règles d'assiette, d'exigibilité, de liquidation, de recouvrement et de contrôle et sous les mêmes garanties et sanctions que l'impôt sur le revenu au prorata des droits des associés personnes physiques, et selon les mêmes règles d'assiette, d'exigibilité, de liquidation, de recouvrement et de contrôle et sous les mêmes garanties et sanctions que l'impôt sur les sociétés au prorata des droits des associés soumis à cet impôt.

« V. — La taxe n'est pas déductible des revenus soumis à l'impôt sur le revenu ou du résultat imposable à l'impôt sur les sociétés. »

H. — L'article 234 du code général des impôts s'applique aux loyers perçus à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 42 bis

I. — L'article 150-0 D *bis* du code général des impôts est ainsi modifié :

A. — Le I est ainsi modifié :

1° Le 1 est ainsi rédigé :

« 1. L'imposition de la plus-value retirée de la cession à titre onéreux d'actions ou de parts de sociétés ou de droits démembrés portant sur ces actions ou parts peut être reportée si les conditions prévues au II du présent article sont remplies.

« Le report est subordonné à la condition que le contribuable en fasse la demande et déclare le montant de la

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

plus-value dans la déclaration prévue à l'article 170. » ;

2° Au 2, les mots : « est réduit de l'abattement » sont remplacés par les mots : « fait également l'objet du report d'imposition » ;

B.– Le II est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « de l'abattement » sont remplacés par les mots : « du report d'imposition » ;

2° Le 1° est remplacé par des 1° et 1° bis ainsi rédigés :

« 1° Les titres ou droits cédés doivent avoir été détenus de manière continue depuis plus de huit ans ;

« 1° bis Les titres ou droits détenus par le cédant, directement ou par personne interposée ou par l'intermédiaire du conjoint, de leurs ascendants et descendants ou de leurs frères et sœurs, doivent avoir représenté, de manière continue pendant les huit années précédant la cession, au moins 10 % des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société dont les titres ou droits sont cédés ; »

3° À la seconde phrase du b du 2°, le mot : « cinq » est remplacé par le mot : « huit » ;

4° Il est ajouté un 3° ainsi rédigé :

« 3° Le report d'imposition est en outre subordonné au respect des conditions suivantes :

« a) Le produit de la cession des titres ou droits doit être investi, dans un délai de trente-six mois et à hauteur de 80 % du montant de la plus-value net des prélèvements sociaux, dans la souscription en numéraire au capital initial

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

plus-value dans la déclaration prévue à l'article 170. » ;

2° Au 2, les mots : « est réduit de l'abattement » sont remplacés par les mots : « fait également l'objet du report d'imposition » ;

B.– Le II est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « de l'abattement » sont remplacés par les mots : « du report d'imposition » ;

2° Le 1° est remplacé par des 1° et 1° bis ainsi rédigés :

« 1° Les titres ou droits cédés doivent avoir été détenus de manière continue depuis plus de huit ans ;

« 1° bis Les titres ou droits détenus par le cédant, directement ou par personne interposée ou par l'intermédiaire du conjoint, de leurs ascendants et descendants ou de leurs frères et sœurs, doivent avoir représenté, de manière continue pendant les huit années précédant la cession, au moins 10 % des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société dont les titres ou droits sont cédés ; »

3° À la seconde phrase du b du 2°, le mot : « cinq » est remplacé par le mot : « huit » ;

4° Il est ajouté un 3° ainsi rédigé :

« 3° Le report d'imposition est en outre subordonné au respect des conditions suivantes :

« a) Le produit de la cession des titres ou droits doit être investi, dans un délai de trente-six mois et à hauteur de 80 % du montant de la plus-value net des prélèvements sociaux, dans la souscription en numéraire au capital initial

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

ou dans l'augmentation de capital en numéraire d'une société ;

« b) La société bénéficiaire de l'apport doit exercer l'une des activités mentionnées au b du 2° du présent II et répondre aux conditions prévues aux a et c du même 2° ;

« c) Les titres représentatifs de l'apport en numéraire doivent être entièrement libérés au moment de la souscription ou de l'augmentation de capital ou, au plus tard, à l'issue du délai mentionné au a du présent 3° et représenter au moins 5 % des droits de vote et des droits dans les bénéfices sociaux de la société ;

« d) Les titres représentatifs de l'apport en numéraire doivent être détenus directement et en pleine propriété par le contribuable pendant au moins cinq ans ;

« Lorsque les titres font l'objet d'une transmission, d'un rachat ou d'une annulation ou, si cet événement est antérieur, lorsque le contribuable transfère son domicile fiscal hors de France dans les conditions prévues à l'article 167 bis avant le délai prévu au premier alinéa du présent d, le report d'imposition prévu au I du présent article est remis en cause dans les conditions du deuxième alinéa du III ;

« e) Le contribuable, son conjoint, leurs ascendants et descendants ou leurs frères et sœurs ne doivent ni être associés de la société bénéficiaire de l'apport préalablement à l'opération d'apport, ni y exercer les fonctions énumérées au 1° de l'article 885 O bis depuis sa création et pendant une période de cinq ans suivant la date de réalisation de l'apport ;

« f) La société bénéficiaire de l'apport ne doit pas avoir procédé à un remboursement d'apport au bénéfice du cédant, de son conjoint, de leurs ascendants et descendants ou de leurs frères et sœurs au cours des douze mois précédant le

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

ou dans l'augmentation de capital en numéraire d'une société ;

« b) La société bénéficiaire de l'apport doit exercer l'une des activités mentionnées au b du 2° du présent II et répondre aux conditions prévues aux a et c du même 2° ;

« c) Les titres représentatifs de l'apport en numéraire doivent être entièrement libérés au moment de la souscription ou de l'augmentation de capital ou, au plus tard, à l'issue du délai mentionné au a du présent 3° et représenter au moins 5 % des droits de vote et des droits dans les bénéfices sociaux de la société ;

« d) Les titres représentatifs de l'apport en numéraire doivent être détenus directement et en pleine propriété par le contribuable pendant au moins cinq ans ;

« Lorsque les titres font l'objet d'une transmission, d'un rachat ou d'une annulation ou, si cet événement est antérieur, lorsque le contribuable transfère son domicile fiscal hors de France dans les conditions prévues à l'article 167 bis avant le délai prévu au premier alinéa du présent d, le report d'imposition prévu au I du présent article est remis en cause dans les conditions du deuxième alinéa du III ;

« e) Le contribuable, son conjoint, leurs ascendants et descendants ou leurs frères et sœurs ne doivent ni être associés de la société bénéficiaire de l'apport préalablement à l'opération d'apport, ni y exercer les fonctions énumérées au 1° de l'article 885 O bis depuis sa création et pendant une période de cinq ans suivant la date de réalisation de l'apport ;

« f) La société bénéficiaire de l'apport ne doit pas avoir procédé à un remboursement d'apport au bénéfice du cédant, de son conjoint, de leurs ascendants et descendants ou de leurs frères et sœurs au cours des douze mois précédant le

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

remploi du produit de la cession. » ;

C.— Le III est remplacé par des III et III *bis* ainsi rédigés :

« III.— Le report d'imposition prévu au présent article est exclusif de l'application des articles 199 *terdecies*-0 A et 885-0 V *bis*.

« Le non-respect de l'une des conditions prévues au II du présent article entraîne l'exigibilité immédiate de l'impôt sur la plus-value, sans préjudice de l'intérêt de retard prévu à l'article 1727 décompté de la date à laquelle cet impôt aurait dû être acquitté.

« L'imposition de la plus-value antérieurement reportée peut, à la demande du contribuable, être reportée de nouveau lorsque les titres souscrits conformément au 3° du II du présent article font l'objet d'une opération d'échange dans les conditions prévues à l'article 150-0 B. Dans ce cas, le délai de cinq ans est apprécié à compter de la date de souscription des titres échangés.

« III *bis*.— Lorsque les titres ayant fait l'objet de l'apport prévu au a du 3° du II sont détenus depuis plus de cinq ans, la plus-value en report d'imposition est définitivement exonérée. Cette exonération est applicable avant l'expiration du délai de cinq ans en cas de licenciement, d'invalidité correspondant au classement dans les deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, du décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à imposition commune ou en cas de liquidation judiciaire de la société.

« Le premier alinéa du présent III *bis* ne s'applique pas en cas de remboursement des apports avant la dixième

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

remploi du produit de la cession. » :

C.— Le III est remplacé par des III et III *bis* ainsi rédigés :

« III.— Le report d'imposition prévu au présent article est exclusif de l'application des articles 199 *terdecies*-0 A et 885-0 V *bis*.

« Le non-respect de l'une des conditions prévues au II du présent article entraîne l'exigibilité immédiate de l'impôt sur la plus-value, sans préjudice de l'intérêt de retard prévu à l'article 1727 décompté de la date à laquelle cet impôt aurait dû être acquitté.

« L'imposition de la plus-value antérieurement reportée peut, à la demande du contribuable, être reportée de nouveau lorsque les titres souscrits conformément au 3° du II du présent article font l'objet d'une opération d'échange dans les conditions prévues à l'article 150-0 B. Dans ce cas, le délai de cinq ans est apprécié à compter de la date de souscription des titres échangés.

« III *bis*.— Lorsque les titres ayant fait l'objet de l'apport prévu au a du 3° du II sont détenus depuis plus de cinq ans, la plus-value en report d'imposition est définitivement exonérée. Cette exonération est applicable avant l'expiration du délai de cinq ans en cas de licenciement, d'invalidité correspondant au classement dans les deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, du décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à imposition commune ou en cas de liquidation judiciaire de la société.

« Le premier alinéa du présent III *bis* ne s'applique pas en cas de remboursement des apports avant la dixième

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

année suivant celle de l'apport en numéraire. » ;

D.— Le V est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, la référence : « 1 du I » est remplacée par la référence : « 1° du II » ;

2° Aux 1° à 4°, les mots : « à partir du 1^{er} janvier 2006 ou, si elle est postérieure, » sont supprimés ;

3° Le 6° est abrogé ;

4° Au *b* du 8° et au deuxième alinéa du *a* du 9°, les mots : « à partir du 1^{er} janvier 2006 ou » et les mots : « , si cette date est postérieure » sont supprimés.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

2° Le *I bis* de l'article 150-0 A est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du 1, les mots : « et sous réserve du respect des conditions prévues au 1° et au *c* du 2° du II de l'article 150-0 D *bis* » sont remplacés par les mots : « , sous réserve que la durée et le caractère continu de la détention des titres ou droits cédés puissent être justifiés par le contribuable et que la société, dont les actions, parts ou droits sont cédés, ait son siège social dans un État membre de la Communauté européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale » ;

b) Le 5 est ainsi rédigé :

« 5. Pour l'appréciation de la durée de détention prévue au 1, la durée de détention est décomptée à partir du 1^{er} janvier de l'année d'acquisition ou de souscription des

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

année suivant celle de l'apport en numéraire. » ;

D.— Le V est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, la référence : « 1 du I » est remplacée par la référence : « 1° du II » ;

2° Aux 1° à 4°, les mots : « à partir du 1^{er} janvier 2006 ou, si elle est postérieure, » sont supprimés ;

3° Le 6° est abrogé ;

4° Au *b* du 8° et au deuxième alinéa du *a* du 9°, les mots : « à partir du 1^{er} janvier 2006 ou » et les mots : « , si cette date est postérieure » sont supprimés.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

titres ou droits, et :

« 1° En cas de cession de titres ou droits effectuée par une personne interposée, à partir du 1^{er} janvier 2006 ou, si elle est postérieure, à partir du 1^{er} janvier de l'année d'acquisition ou de souscription des titres ou droits par la personne interposée ;

« 2° En cas de vente ultérieure de titres ou droits reçus à l'occasion d'opérations mentionnées à l'article 150-0 B ou au II de l'article 150 UB, à partir du 1^{er} janvier 2006 ou, si elle est postérieure, à partir du 1^{er} janvier de l'année d'acquisition des titres ou droits remis à l'échange ;

« 3° En cas de cession à titre onéreux de titres ou droits reçus en rémunération d'un apport réalisé sous le régime prévu au I *ter* de l'article 93 *quater*, au *a* du I de l'article 151 *octies* ou aux I et II de l'article 151 *octies* A, à partir du 1^{er} janvier 2006 ou, si elle est postérieure, à partir du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle l'apporteur a commencé son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole ;

« 4° Pour les titres ou droits acquis ou souscrits avant le 1^{er} janvier 2006, à partir du 1^{er} janvier 2006. » ;

II.– Au premier alinéa des I et II de l'article 150-0 D *ter* du même code, après la référence : « l'article 150-0 D *bis* », sont insérés les mots : « , dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la loi n° du de finances pour 2012, ».

3° Au premier alinéa des I et II de l'article 150-0 D *ter*, après la référence : « l'article 150-0 D *bis* », sont insérés les mots : « , dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la loi n° du de finances pour 2012, » ;

II.– Au premier alinéa des I et II de l'article 150-0 D *ter* du même code, après la référence : « l'article 150-0 D *bis* », sont insérés les mots : « , dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la loi n° du de finances pour 2012, ».

III.– L'article 167 *bis* du même code est ainsi modifié :

1° Après la première occurrence du mot : « prévu », la fin du premier alinéa du 3 du I est ainsi rédigée : « à l'article 150-0 D *ter*, lorsque les conditions mentionnées au même

III.– L'article 167 *bis* du même code est ainsi modifié :

1° Après la première occurrence du mot : « prévu », la fin du premier alinéa du 3 du I est ainsi rédigée : « à l'article 150-0 D *ter*, lorsque les conditions mentionnées au même

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

article sont remplies. » ;

2° Au II, la référence : « et de l'article 150-0 B *bis* » est remplacée par les références : « de l'article 150-0 B *bis* et de l'article 150-0 D *bis* » ;

3° La première phrase du *a* du 1 du VII est complétée par les mots : « , à l'exception des cessions auxquelles l'article 150-0 D *bis* s'applique » ;

4° Le 1 du VII est complété par un *e* ainsi rédigé :

« *e*) La transmission, le rachat ou l'annulation, avant l'expiration du délai de cinq ans mentionné au III *bis* de l'article 150-0 D *bis*, des titres et droits reçus en contrepartie de l'apport en numéraire conformément au II du même article 150-0 D *bis*, pour l'impôt afférent aux plus-values de cession reportées en application dudit article. » ;

5° Après le second alinéa du 3 du VII, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'impôt établi dans les conditions du II et afférent aux plus-values de cession reportées en application de l'article 150-0 D *bis* est dégrevé, ou restitué s'il avait fait l'objet d'un paiement immédiat lors du transfert du domicile fiscal hors de France, à l'expiration du délai de cinq ans mentionné au premier alinéa du III *bis* du même article 150-0 D *bis*. » ;

6° Aux deux premiers alinéas du 3 du VIII, la référence : « aux articles 150-0 D *bis* et » est remplacée par les mots : « à l'article ».

IV.– Au dernier alinéa du 1 de l'article 170 et au *a bis*

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

4° Au *d* du II de l'article 1391 B *ter*, la référence : « , à l'article 150-0 D *bis* » est supprimée ;

5° Au *a bis* du 1° du IV de l'article 1417, les

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

article sont remplies. » ;

2° Au II, la référence : « et de l'article 150-0 B *bis* » est remplacée par les références : « de l'article 150-0 B *bis* et de l'article 150-0 D *bis* » ;

3° La première phrase du *a* du 1 du VII est complétée par les mots : « , à l'exception des cessions auxquelles l'article 150-0 D *bis* s'applique » ;

4° Le 1 du VII est complété par un *e* ainsi rédigé :

« *e*) La transmission, le rachat ou l'annulation, avant l'expiration du délai de cinq ans mentionné au III *bis* de l'article 150-0 D *bis*, des titres et droits reçus en contrepartie de l'apport en numéraire conformément au II du même article 150-0 D *bis*, pour l'impôt afférent aux plus-values de cession reportées en application dudit article. » ;

5° Après le second alinéa du 3 du VII, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'impôt établi dans les conditions du II et afférent aux plus-values de cession reportées en application de l'article 150-0 D *bis* est dégrevé, ou restitué s'il avait fait l'objet d'un paiement immédiat lors du transfert du domicile fiscal hors de France, à l'expiration du délai de cinq ans mentionné au premier alinéa du III *bis* du même article 150-0 D *bis*. » ;

6° Aux deux premiers alinéas du 3 du VIII, la référence : « aux articles 150-0 D *bis* et » est remplacée par les mots : « à l'article ».

IV.– Au dernier alinéa du 1 de l'article 170 et au *a bis*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

du 1° du IV de l'article 1417 du même code, les mots : « de l'abattement mentionné à l'article » sont remplacés par les mots : « des plus-values en report d'imposition en application du I de l'article ».

V. – L'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au *e* bis du I, après les mots : « plus-values », sont insérés les mots : « et des créances » et, après la référence : « I », est insérée la référence : « et au II » ;

2° Après le même *e* bis, il est inséré un *e* ter ainsi rédigé :

« *e* ter) Les gains nets placés en report d'imposition en application des I et II de l'article 150-0 D *bis* du code général des impôts ; »

3° Au neuvième alinéa, la référence : « 150-0 D *bis* » est remplacée par la référence : « 150-0 D *ter* ».

Article 43

I. – L'article 200 *quater* du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le 1 est ainsi modifié :

1° Aux *b* et *f*, l'année : « 2012 » est remplacée par

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

mots : « et du montant de l'abattement mentionné à l'article 150-0 D *bis* » sont supprimés.

II. – Au neuvième alinéa du I de l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale, les mots : « , à l'article 150-0 D *bis* » sont supprimés.

Article 43

I. – Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

du 1° du IV de l'article 1417 du même code, les mots : « de l'abattement mentionné à l'article » sont remplacés par les mots : « des plus-values en report d'imposition en application du I de l'article ».

V (nouveau). – Au *d* du II de l'article 1391 B *ter* du même code, les mots : « , à l'article 150-0 D *bis* » sont supprimés.

VI (nouveau). – L'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Au *e* bis du I, après les mots : « plus-values », sont insérés les mots : « et des créances » et, après la référence : « I », est insérée la référence : « et au II » ;

2° Après le même *e* bis, il est inséré un *e* ter ainsi rédigé :

« *e* ter) Les gains nets placés en report d'imposition en application des I et II de l'article 150-0 D *bis* du code général des impôts ; »

3° Au neuvième alinéa, la référence : « 150-0 D *bis* » est remplacée par la référence : « 150-0 D *ter* ».

Article 43

I. – Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

l'année : « 2015 » ;

2° Le 2° du *b* est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, lorsque l'acquisition de tels matériaux est réalisée pour une maison individuelle, le crédit d'impôt ne s'applique qu'à la condition que d'autres travaux mentionnés au 5 *bis* soient réalisés concomitamment ; »

3° Les *c*, *d* et *e* sont complétés par un alinéa ainsi rédigé :

« 4° Payés entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2015 dans le cadre de travaux réalisés dans un logement achevé depuis plus de deux ans ; »

4° Le premier alinéa du *c* est complété par les mots :
« , dans la limite d'un plafond de dépenses, par kilowatt-crête pour les équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil, d'une part, ou par mètre carré pour les équipements de production d'énergie utilisant l'énergie solaire thermique, d'autre part, fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'énergie, du logement et du budget » ;

5° Il est ajouté un *g* ainsi rédigé :

« *g*) Aux dépenses afférentes à un immeuble achevé depuis plus de deux ans, payées entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2015, au titre de chaudières à micro-cogénération gaz d'une puissance de production électrique inférieure ou égale à 3 kilovolt-ampères par logement. » ;

B.– Le 2 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

« Afin de garantir la qualité de l'installation ou de la pose des équipements, matériaux et appareils, un décret précise les travaux pour lesquels est exigé, pour l'application du crédit d'impôt, le respect de critères de qualification de l'entreprise ou de qualité de l'installation. » ;

C.- À la première phrase des premier et second alinéas du 4, l'année : « 2012 » est remplacée par l'année : « 2015 » ;

D.- Le 5 est ainsi modifié :

1° A Au début du *b*, le taux : « 13 % » est remplacé par le taux : « 12 % » ;

1° B Au début du *c*, le taux : « 22 % » est remplacé par le taux : « 18 % » ;

1° Le tableau du *d* est ainsi modifié :

a) Au début de la première ligne de la troisième colonne, les mots : « À compter de » sont supprimés ;

b) Après la troisième colonne, est insérée une colonne ainsi rédigée :

«

À compter de 2012
38 %
13 %
18 %
31 %
31 %

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

31 %
18 %
31 %

» ;

1° *bis* Au début du *e*, le taux : « 22 % » est remplacé par le taux : « 18 % » ;

1° *ter* Au début du *f*, le taux : « 45 % » est remplacé par le taux : « 38 % » ;

2° Il est ajouté un *g* ainsi rédigé :

« *g*) 21 % du montant des équipements mentionnés au *g* du 1. » ;

E.- Après le 5, il est inséré un 5 *bis* ainsi rédigé :

« 5 *bis*. Les taux mentionnés au 5 sont majorés de dix points si, pour un même logement achevé depuis plus de deux ans et au titre d'une même année, le contribuable réalise des dépenses relevant d'au moins deux des catégories suivantes :

« *a*) Dépenses d'acquisition de matériaux d'isolation thermique des parois vitrées, mentionnées au 2° du *b* du 1 ;

« *b*) Dépenses d'acquisition et de pose de matériaux d'isolation thermique des parois opaques en vue de l'isolation des murs, mentionnées au 3° du *b* du 1 ;

« *c*) Dépenses d'acquisition et de pose de matériaux d'isolation thermique des parois opaques en vue de l'isolation des toitures, mentionnées au même 3° ;

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

« *d*) Dépenses au titre de l'acquisition de chaudières ou d'équipements de chauffage ou de production d'eau chaude fonctionnant au bois ou autres biomasses, mentionnées au *c* du 1 ;

« *e*) Dépenses au titre de l'acquisition d'équipements de production d'eau chaude sanitaire utilisant une source d'énergie renouvelable, mentionnées au même *c* ;

« *f*) Dépenses d'acquisition de chaudières à condensation mentionnées au 1° du *b* du 1, de chaudières à micro-cogénération gaz mentionnées au *g* du 1 et d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable ou de pompes à chaleur mentionnées au *c* du 1, à l'exception de celles visées au *d* et *e* du présent 5 *bis* et des dépenses d'acquisition d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil.

« Ces majorations s'appliquent dans la limite d'un taux de 50 % pour un même matériau, équipement ou appareil. » ;

F.– Le 6 est ainsi modifié :

1° Au début du premier alinéa, est ajoutée la mention : « *a.* » ;

2° Le second alinéa est remplacé par des *b* et *c* ainsi rédigés :

« *b.* Le crédit d'impôt est accordé sur présentation de l'attestation du vendeur ou du constructeur du logement ou de la facture, autre que des factures d'acompte, de l'entreprise qui a procédé à la fourniture et à l'installation des équipements, matériaux et appareils ou de la personne qui a

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

réalisé le diagnostic de performance énergétique.

« Cette facture comporte, outre les mentions prévues à l'article 289 du présent code :

« 1° Le lieu de réalisation des travaux ou du diagnostic de performance énergétique ;

« 2° La nature de ces travaux ainsi que la désignation, le montant et, le cas échéant, les caractéristiques et les critères de performances, mentionnés à la deuxième phrase du premier alinéa du 2, des équipements, matériaux et appareils ;

« 3° Dans le cas de l'acquisition et de la pose de matériaux d'isolation thermique des parois opaques, la surface en mètres carrés des parois opaques isolées, en distinguant ce qui relève de l'isolation par l'extérieur de ce qui relève de l'isolation par l'intérieur ;

« 4° Dans le cas de l'acquisition d'équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable, la puissance en kilowatt-crête des équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil et la surface en mètres carrés des équipements de production d'énergie utilisant l'énergie solaire thermique ;

« 5° Lorsque les travaux d'installation des équipements, matériaux et appareils y sont soumis, les critères de qualification de l'entreprise ou de qualité de l'installation ;

« 6° Dans le cas du remplacement d'une chaudière à bois ou autres biomasses ou d'un équipement de chauffage ou de production d'eau chaude indépendant fonctionnant au bois ou autres biomasses, et pour le bénéfice du taux de 31 % mentionné à la dernière ligne du tableau du *d* du 5, outre les

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

mentions précitées, la mention de la reprise, par l'entreprise qui a réalisé les travaux, de l'ancien matériel et des coordonnées de l'entreprise qui procède à sa destruction.

« c. Lorsque le bénéficiaire du crédit d'impôt n'est pas en mesure de produire une facture ou une attestation comportant les mentions prévues au b du présent 6 selon la nature des travaux, équipements, matériaux et appareils concernés, il fait l'objet, au titre de l'année d'imputation et dans la limite du crédit d'impôt obtenu, d'une reprise égale au montant de l'avantage fiscal accordé à raison de la dépense non justifiée. » ;

G.— Après le mot : « égale », la fin de la première phrase du second alinéa du 7 est ainsi rédigée : « au montant de l'avantage fiscal accordé à raison de la somme qui a été remboursée. »

II.— L'article 244 *quater* U du même code est ainsi modifié :

1° Le 7 du I est ainsi rédigé :

« 7. Les dépenses de travaux financées par une avance remboursable peuvent ouvrir droit au crédit d'impôt sur le revenu prévu à l'article 200 *quater* lorsque le montant des revenus du foyer fiscal tel que défini au IV de l'article 1417 n'excède pas un plafond, fixé par décret dans une limite de 30 000 €, l'avant-dernière année précédant celle de l'offre de l'avance. » ;

2° Le I est complété par un 9 ainsi rédigé :

« 9. La durée de remboursement de l'avance remboursable sans intérêt ne peut excéder cent vingt mois. Cette durée est portée à cent quatre-vingts mois pour les

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« 7. Les dépenses de travaux financées par une avance remboursable peuvent ouvrir droit au crédit d'impôt sur le revenu prévu à l'article 200 *quater* lorsque le montant des revenus du foyer fiscal tel que défini au IV de l'article 1417 n'excède pas un plafond, fixé par décret dans une limite de 45 000 €, l'avant-dernière année précédant celle de l'offre de l'avance. » ;

2° Sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« 7. Les dépenses de travaux financées par une avance remboursable peuvent ouvrir droit au crédit d'impôt sur le revenu prévu à l'article 200 *quater* lorsque le montant des revenus du foyer fiscal tel que défini au IV de l'article 1417 n'excède pas un plafond, fixé par décret dans une limite de 30 000 €, l'avant-dernière année précédant celle de l'offre de l'avance. » ;

2° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

travaux comportant au moins trois des six actions prévues au 1° du 2 du I et pour les travaux prévus au 2° du même 2. » ;

3° Le premier alinéa du II est ainsi rédigé :

« Le montant du crédit d'impôt est égal à l'écart entre la somme actualisée des mensualités dues au titre de l'avance remboursable sans intérêt et la somme actualisée des montants perçus au titre d'un prêt de mêmes montant et durée de remboursement, consenti à des conditions normales de taux à la date d'émission de l'offre de prêt ne portant pas intérêt. »

III.— Le I s'applique aux dépenses payées à compter du 1^{er} janvier 2012 ; le 1° du II s'applique aux offres de prêt émises à compter du 1^{er} janvier 2012 et les 2° et 3° du même II s'appliquent aux offres de prêt émises à compter du 1^{er} avril 2012.

Article 44

I.— L'article 200 *quater* A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Aux 1° à 3° du *a* du 1, au *b* du même 1 et à la première phrase du 4, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2014 » ;

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

3° Sans modification.

III.— Sans modification.

~~IV (*nouveau*).— La perte de recettes résultant pour l'État du II du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 44

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

3° Sans modification.

III.— Sans modification.

~~IV.- *Supprimé.*~~

Article 44

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

2° Le 4 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Au titre des dépenses mentionnées au *b* du 1, la somme mentionnée au premier alinéa du présent 4 est majorée de 5 000 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée et de 10 000 € pour un couple soumis à imposition commune. »

II.— Le 2° du I du présent article est applicable aux dépenses payées à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 45

I.— L'avantage en impôt résultant des réductions et crédits d'impôt retenus au *b* du 2 de l'article 200-0 A du code général des impôts pour l'application du I du même article 200-0 A, à l'exception de ceux mentionnés aux articles 199 *sexdecies*, 199 *undecies* C et 200 *quater* B du même code, fait l'objet d'une diminution de 15 %, calculée selon les modalités suivantes :

1° Les taux des réductions et crédits d'impôt, les plafonds d'imputation annuelle de réduction ou de crédit d'impôt et les plafonds de réduction ou de crédit d'impôt admis en imputation, exprimés en euros ou en pourcentage d'un revenu, tels qu'ils sont prévus dans le code général des impôts pour l'imposition des revenus de l'année 2012, sont multipliés par 0,85. Pour l'application de la phrase

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Alinéa sans modification.

« Au titre des dépenses mentionnées au *b* du 1, la somme mentionnée au premier alinéa du présent 4 est majorée de 10 000 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée et de 20 000 € pour un couple soumis à imposition commune. » ;

~~3° (nouveau) Au *a* bis du 5, le taux : « 30 % » est remplacé par le taux : « 40 % ».~~

II.— Les 2° et 3° du I du présent article sont applicables aux dépenses payées à compter du 1^{er} janvier 2012.

~~III (nouveau). La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 45

I.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

« Au titre des dépenses mentionnées au *b* du 1, la somme mentionnée au premier alinéa du présent 4 est majorée de 5 000 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée et de 10 000 € pour un couple soumis à imposition commune. »

3° *Supprimé.*

II.— Le 2° du I du présent article est applicable aux dépenses payées à compter du 1^{er} janvier 2012.

III.- Supprimé.

Article 45

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

précédente, les taux et plafonds d'imputation s'entendent après prise en compte de leurs majorations éventuelles ;

2° Les résultats des opérations mentionnées au 1° sont arrondis à l'unité inférieure ;

3° Lorsque plusieurs avantages fiscaux sont soumis à un plafond commun, autre que celui prévu à l'article 200-0 A du code général des impôts, celui-ci est diminué dans les conditions prévues aux 1° et 2° du présent article, à l'exception des plafonds mentionnés aux premier et deuxième alinéas du I et aux premier et troisième alinéas du III de l'article 199 *undecies* D ;

4° Le taux utilisé pour le calcul de la reprise éventuelle des crédits et réductions d'impôt est le taux qui a été appliqué pour le calcul des mêmes crédits et réductions d'impôt.

II.— La traduction mathématique des taux et des montants qui résultent de l'application des 1° à 4° du I est introduite dans le code général des impôts par décret en Conseil d'État avant le 30 avril 2012. Le droit pris pour référence pour ce calcul est celui en vigueur au 1^{er} janvier 2012.

III.— L'article 199 *undecies* B du même code est ainsi modifié :

1° Au I :

a) Au dix-septième alinéa, aux première et avant-dernière phrases, le taux : « 45 % » est remplacé par le taux : « 38,25 % », à la quatrième, à l'avant-dernière, deux fois, et à la dernière phrases, le taux : « 54 % » est remplacé par le taux : « 45,9 % » et, à l'avant-dernière phrase, le taux : « 63 % » est remplacé par le taux : « 53,55 % » ;

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

II.— Sans modification.

III. — Par dérogation au II, pour l'application du I, l'article 199 *undecies* B du même code est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

b) À la première phrase du dix-huitième alinéa, le taux : « 63 % » est remplacé par le taux : « 53,55 % » ;

c et d) *(Supprimés)*

e) L'avant-dernier alinéa est ainsi rédigé :

« Lorsque la réduction d'impôt mentionnée au présent I est acquise dans les conditions prévues aux vingt-sixième et vingt-neuvième alinéas et que la fraction de la réduction d'impôt rétrocédée à l'entreprise locataire est de 62,5 %, les taux de 38,25 % et 45,9 % mentionnés au dix-septième alinéa sont, respectivement, portés à 40,8 % et 48,96 % et les taux de 48,6 % et 53,55 % mentionnés à la cinquième phrase du même alinéa sont, respectivement, portés à 48,96 % et 57,12 %. Dans les mêmes conditions, le taux de 53,55 % mentionné au dix-huitième alinéa est porté à 57,12 % . » ;

f) Le dernier alinéa est ainsi rédigé :

« Lorsque la réduction d'impôt mentionnée au présent I est acquise dans les conditions prévues aux vingt-sixième et vingt-neuvième alinéas et que la fraction de la réduction d'impôt rétrocédée à l'entreprise locataire est de 52,63 %, les taux de 38,25 % et 45,9 % mentionnés au dix-septième alinéa sont, respectivement, portés à 40,375 % et 48,45 % et les taux de 45,9 % et 53,55 % mentionnés à la cinquième phrase du même alinéa sont, respectivement, portés à 48,45 % et 56,525 %. Dans les mêmes conditions, le taux de 53,55 % mentionné au dix-huitième alinéa est porté à 56,525 % . » ;

2° *(Supprimé)*

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

b) Sans modification.

c et d) *Suppression conforme.*

Alinéa sans modification.

« Lorsque la réduction d'impôt mentionnée au présent I est acquise dans les conditions prévues aux vingt-sixième et vingt-neuvième alinéas et que la fraction de la réduction d'impôt rétrocédée à l'entreprise locataire est de 62,5 %, les taux de 38,2 % et 45,9 % mentionnés au dix-septième alinéa sont, respectivement, portés à 45,3 % et 54,36 % et les taux de 45,9 % et 53,55 % mentionnés à la cinquième phrase du même alinéa sont, respectivement, portés à 54,36 % et 63,42 %. Dans les mêmes conditions, le taux de 53,55 % mentionné au dix-huitième alinéa est porté à 63,42 % . » ;

Alinéa sans modification.

« Lorsque la réduction d'impôt mentionnée au présent I est acquise dans les conditions prévues aux vingt-sixième et vingt-neuvième alinéas et que la fraction de la réduction d'impôt rétrocédée à l'entreprise locataire est de 52,63 %, les taux de 38,25 % et 45,9 % mentionnés au dix-septième alinéa sont, respectivement, portés à 44,12 % et 52,95 % et les taux de 45,9 % et 53,55 % mentionnés à la cinquième phrase du même alinéa sont, respectivement, portés à 52,95 % et 61,77 %. Dans les mêmes conditions, le taux de 53,55 % mentionné au dix-huitième alinéa est porté à 61,77 % . » ;

2° *Suppression conforme.*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

IV et V.— (*Supprimés*)

VI.— Les I à V sont applicables à compter de l'imposition des revenus de l'année 2012 pour les dépenses payées à compter du 1^{er} janvier 2012, à l'exception de celles pour lesquelles le contribuable justifie qu'il a pris au plus tard le 31 décembre 2011 l'engagement de réaliser un investissement immobilier ouvrant droit à la réduction d'impôt mentionnée à l'article 199 *undecies* A. À titre transitoire, l'engagement de réaliser un investissement immobilier peut prendre la forme d'une réservation, à condition qu'elle soit enregistrée chez un notaire ou au service des impôts au plus tard le 31 décembre 2011 et que l'acte authentique soit passé au plus tard le 31 mars 2012. Lorsque le bénéfice de la réduction d'impôt est subordonné à l'agrément préalable du ministre chargé du budget prévu au II de l'article 199 *undecies* B du code général des impôts, les I à V du présent article ne s'appliquent ni aux investissements agréés avant le 28 septembre 2011, ni aux investissements ayant fait l'objet d'une demande d'agrément avant cette date, agréés avant le 31 décembre 2011 et qui ouvrent droit à la réduction d'impôt sur les revenus de l'année 2011.

Article 45 bis

I.— Au premier alinéa de l'article 200-0 A du code général des impôts, le taux : « 6 % » est remplacé par le taux : « 4 % ».

II.— Le I est applicable à compter de l'imposition des revenus de 2012, sous réserve des dispositions spécifiques

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

IV et V.— Suppression conforme.

VI.— Sans modification.

Article 45 bis

I.— Le premier alinéa de l'article 200-0 A du code général des impôts est ainsi rédigé :

« 1. Le total des avantages fiscaux mentionnés au 2 ne peut pas procurer une réduction du montant de l'impôt dû supérieure à 10 000 €. »

II.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 45 bis

I.— Au premier alinéa de l'article 200-0 A du code général des impôts, le taux : « 6 % » est remplacé par le taux : « 4 % ».

II.— Sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

mentionnées au III.

III.– Pour l'application du I, il est tenu compte des avantages fiscaux accordés au titre des dépenses payées, des investissements réalisés ou des aides accordées à compter du 1^{er} janvier 2012.

Toutefois, il n'est pas tenu compte des avantages procurés :

1° Par les réductions d'impôt sur le revenu mentionnées aux articles 199 *undecies* A, 199 *undecies* B et 199 *undecies* C du code général des impôts, qui résultent :

a) Des investissements pour l'agrément ou l'autorisation préalable desquels une demande est parvenue à l'administration avant le 1^{er} janvier 2012 ;

b) Des acquisitions d'immeuble ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier avant le 1^{er} janvier 2012 ;

c) Des acquisitions de biens meubles corporels commandés avant le 1^{er} janvier 2012 et pour lesquels des acomptes au moins égaux à 50 % de leur prix ont été versés ;

d) Des travaux de réhabilitation d'immeuble pour lesquels des acomptes au moins égaux à 50 % de leur prix ont été versés avant le 1^{er} janvier 2012 ;

2° Par la réduction d'impôt sur le revenu prévue à l'article 199 *sexvicies* du même code accordée au titre de l'acquisition de logements pour lesquels une promesse d'achat ou une promesse synallagmatique a été souscrite par l'acquéreur avant le 1^{er} janvier 2012 ;

III.– Sans modification.

III.– Sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

3° Par la réduction d'impôt sur le revenu prévue à l'article 199 *septvicies* du même code au titre de l'acquisition de logements ou de locaux pour lesquels une promesse d'achat ou une promesse synallagmatique a été souscrite par l'acquéreur avant le 1^{er} janvier 2012.

Article 45 *ter* A

Article 45 *ter* A

Supprimé.

~~I. — Le 3 de l'article 199 *sexdecies* du code général des impôts est ainsi modifié :~~

~~1° Aux premier et deuxième alinéas, et aux première et avant dernière phrases du dernier alinéa, le montant : « 12 000 € » est remplacé par le montant : « 7 000 € » ;~~

~~2° Au deuxième alinéa, à l'avant dernière et à la dernière phrases du dernier alinéa, le montant : « 15 000 € » est remplacé par le montant : « 10 000 € ».~~

~~H. — Ces dispositions sont applicables aux revenus perçus au titre de l'année 2012.~~

Article 46 *bis*

Article 46 *bis*

Article 46 *bis*

I. — Le code de la construction et de l'habitation est ainsi modifié :

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

1° Le premier alinéa de l'article L. 31-10-2 est ainsi rédigé :

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

« Les prêts mentionnés au présent chapitre sont octroyés aux personnes physiques, sous condition de ressources, lorsqu'elles acquièrent ou font construire leur résidence principale ~~neuve~~ en accession à la première propriété. Les prêts émis à compter du 1^{er} janvier 2013 sont octroyés sous condition de performance énergétique. Aucun frais de dossier, frais d'expertise, intérêt ou intérêt intercalaire ne peut être perçu sur ces prêts. » ;

2° L'article L. 31-10-3 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« Les prêts mentionnés au présent chapitre sont octroyés aux personnes physiques, sous condition de ressources, lorsqu'elles acquièrent ou font construire leur résidence principale en accession à la première propriété. Lorsque le logement est neuf, les prêts émis à compter du 1^{er} janvier 2013 sont octroyés sous condition de performance énergétique. Cette condition ne s'applique pas à l'acquisition de logements destinés à être occupés par des titulaires de contrats de location-accession conclus dans les conditions prévues par la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière, qui font l'objet, dans les conditions fixées par décret, d'une convention et d'une décision d'agrément prise par le représentant de l'État dans le département avant le 1^{er} janvier 2012. Lorsque le logement est ancien, les prêts sont octroyés sous condition de travaux ou lorsque le logement appartient à un organisme d'habitation à loyer modéré mentionné à l'article L. 411-2 ou à une société d'économie mixte mentionnée à l'article L. 481-1. Aucun frais de dossier, frais d'expertise, intérêt ou intérêt intercalaire ne peut être perçu sur ces prêts » ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

« Les prêts mentionnés au présent chapitre sont octroyés aux personnes physiques, sous condition de ressources, lorsqu'elles acquièrent, avec ou sans travaux, ou font construire leur résidence principale en accession à la première propriété. Lorsque le logement est neuf, les prêts émis à compter du 1^{er} janvier 2013 sont octroyés sous condition de performance énergétique. Lorsque le logement est ancien, les prêts sont octroyés sous condition de vente du parc social à ses occupants. Aucun frais de dossier, frais d'expertise, intérêt ou intérêt intercalaire ne peut être perçu sur ces prêts. » ;

« 2° L'article L. 31-10-3 est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« II. – Remplissent la condition de ressources mentionnée à l'article L. 31-10-2 les personnes physiques dont le montant total des ressources, mentionné au c de l'article L. 31-10-4, divisé par le coefficient familial, apprécié selon les modalités fixées à l'article L. 31-10-12, est inférieur à un plafond fixé par décret, en fonction de la localisation du logement. Ce plafond ne peut être supérieur à 43 500 € ni inférieur à 26 500 €.

« III. - Remplissent la condition de performance énergétique mentionnée à l'article L. 31-10-2 les logements dont la performance énergétique globale est supérieure à un

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

« Remplissent la condition de ressources mentionnée à l'article L. 31-10-2 les personnes physiques dont le montant total des ressources, mentionné au c de l'article L. 31-10-4, divisé par le coefficient familial, apprécié selon les modalités fixées à l'article L. 31-10-12, est inférieur à un plafond fixé par décret, en fonction de la localisation du logement. Ce plafond ne peut être supérieur à 49 500 € ni inférieur à 16 500 €. » ;

2° L'article L. 31-10-5 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le montant total des ressources à prendre en compte ne doit pas excéder 64 875 €. » ;

3° Au premier alinéa de l'article L. 31-10-12, après le mot : « suivant », sont insérés les mots : « un maximum de ».

II.– À la deuxième phrase du deuxième alinéa du I de l'article 244 *quater* V du code général des impôts, le mot : « versés » est remplacé par le mot : « émis » et le montant : « 2,6 milliards d'euros » est remplacé par le montant : « 800 millions d'euros ».

III.– Les I et II s'appliquent aux prêts émis à compter

3° Sans modification.

II.– À la deuxième phrase du deuxième alinéa du I de l'article 244 *quater* V du code général des impôts, le mot : « versés » est remplacé par le mot : « émis » et le montant : « 2,6 milliards d'euros » est remplacé par le montant : « 1,2 milliard d'euros ».

III.– Sans modification.

niveau fixé par décret.

« IV. – Remplissent la condition de vente du parc social à ses occupants mentionnée à l'article L. 31-10-2 les opérations portant sur un logement d'un organisme d'habitation à loyer modéré mentionné à l'article L. 411-2, ou sur un logement d'une société d'économie mixte mentionnée à l'article L. 481-1 faisant l'objet d'une convention conclue en application de l'article L. 351-2, acquis par les personnes mentionnées au premier ou au troisième alinéa de l'article L. 443-11. » ;

3° Le dernier alinéa de l'article L. 31-10-4 est abrogé.

4° (nouveau) L'article L. 31-10-9 est ainsi rédigé :

« Art. L. 31-10-9.- La quotité mentionnée à l'article L. 31-10-8 est fixée par décret, en fonction de la localisation du logement et de son caractère neuf ou ancien. Elle ne peut pas être supérieure à 40 %, ni inférieure à 10 %.

« Toutefois, lorsque le logement est neuf, cette quotité est abaissée à un taux qui ne peut être supérieur à 30 %, ni inférieur à 5 % lorsque sa performance énergétique globale est inférieure à un ou plusieurs niveaux fixés par décret. » ;

5° Au premier alinéa de l'article L. 31-10-12 après le mot : « suivant » sont insérés les mots : « un maximum de ».

II.– À la deuxième phrase du deuxième alinéa du I de l'article 244 *quater* V du code général des impôts, le mot : « versés » est remplacé par le mot : « émis » et le montant : « 2,6 milliards d'euros » est remplacé par le montant : « 820 millions d'euros ».

III.– Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

du 1^{er} janvier 2012.

Article 46 *ter* A

~~I. Au I de l'article 234 *nonies* du code général des impôts, les mots : « mentionnés au I de l'article 234 *duodecies* et aux articles 234 *terdecies* et 234 *quaterdecies* » sont remplacés par les mots : « à l'exception des organismes mentionnés à l'article L. 411 2 du code de la construction et de l'habitation, dont le produit est affecté à l'Agence nationale de l'habitat ».~~

~~H. Les conséquences financières pour l'État résultant du I sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 46 *ter* B

~~I. Après le I de l'article 1384 C du code général des impôts, sont insérés des I *bis* et I *ter* ainsi rédigés :~~

~~« I *bis*. Pour les logements visés au I, la durée de l'exonération est portée à vingt ans lorsqu'ils font l'objet, à compter du 1^{er} janvier 2012, de commencement de travaux leur permettant de satisfaire à au moins trois des cinq critères de qualité environnementale suivants :~~

~~« 1° Modalités de conception, notamment assistance technique du maître d'ouvrage par un professionnel ayant des compétences en matière d'environnement ;~~

~~« 2° Modalités de réalisation, notamment gestion des déchets du chantier ;~~

Article 46 *ter* A

Supprimé.

Article 46 *ter* B

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~« 3° Performance énergétique ;~~

~~« 4° Utilisation d'énergie et de matériaux
renouvelables ;~~

~~« 5° Maîtrise des fluides.~~

~~« Pour bénéficier de cette durée d'exonération, le redevable de la taxe doit, à l'achèvement des travaux, adresser au service des impôts du lieu de situation des biens un certificat établi au niveau départemental par l'administration chargée de l'équipement constatant le respect des critères de qualité environnementale des travaux d'amélioration.~~

~~« La définition technique de ces critères, le contenu ainsi que les modalités de délivrance du certificat sont fixés par décret en Conseil d'État.~~

~~« I ter. — La durée d'exonération mentionnée au I bis est portée à trente ans pour les opérations qui bénéficient d'une décision d'octroi de subvention ou de prêt aidé prise entre le 1^{er} juillet 2004 et le 31 décembre 2014. »~~

~~H. — La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales des I bis et I ter est compensée par une majoration à due concurrence de la dotation globale de fonctionnement.~~

~~III. — La perte de recettes résultant pour l'État du II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

Article 46 *ter* C

I.— Le III de l'article 1389 du code général des impôts est ainsi modifié :

1° ~~À la première phrase du premier alinéa, après la référence : « à l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation », sont insérés les mots : « , ainsi qu'aux locaux annexes à ces logements » ;~~

2° Le second alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Toutefois, il prend effet à la date de dépôt de la demande d'autorisation ou de la subvention susvisée. »

II.— Les pertes de recettes pour l'État résultant du I sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 46 *ter* D

I.— Après l'article 1387 du code général des impôts, il est inséré un article 1387-1 ainsi rédigé :

~~« Art 1387-1. Les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, exonérer totalement ou partiellement, pour la part de taxe foncière sur les propriétés bâties qui leur revient, les logements mentionnés au 2° de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation.~~

Article 46 *ter* C

Supprimé.

Article 46 *ter* D

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~« La délibération prévue au premier alinéa fixe la durée de l'exonération qui ne peut excéder celle de la convention. »~~

~~II. — Le I est applicable aux logements conventionnés à compter de la date de la promulgation de la présente loi.~~

~~III. — La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 46 *ter* E

~~I. — Le chapitre II du titre IV du livre IV du code des assurances est complété par une section V ainsi rédigée :~~

~~« Section V~~

~~« Garantie des loyers impayés~~

~~« Art. L. 442 7. Toute entreprise mentionnée à l'article L. 310 1 pratiquant des opérations d'assurance de pertes de loyers doit proposer à tout propriétaire d'un logement du parc privé désirant couvrir les risques de loyers et charges impayés de souscrire un contrat d'assurance conforme au cahier des charges défini par décret en Conseil d'État lorsque le contrat de location et le locataire répondent aux critères définis par le cahier des charges susvisé. »~~

~~II. — Après les mots : « compensations à des », la fin du g de l'article L. 313 3 du code de la construction et de l'habitation est ainsi rédigée : « les entreprises visées à~~

Article 46 *ter* E

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~l'article L. 442-7 du code des assurances ».~~

~~III. Le a bis du 1^o du I de l'article 31 du code général des impôts est complété par les mots : « , à l'exclusion des primes relatives aux contrats d'assurances de loyers impayés ».~~

~~IV. Le dernier alinéa de l'article 200 *nonies* du même code est supprimé.~~

~~V. Le présent article s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013.~~

Article 46 *ter* F

Article 46 *ter* F

~~I. Après la section VII du chapitre III du titre I^{er} de la première partie du livre I^{er} du code général des impôts, il est inséré une section VII *bis* ainsi rédigée :~~

Supprimé.

~~« Section VII *bis*~~

~~« **Garantie des risques locatifs**~~

~~« Art. 235 *bis* A — Tout contrat d'assurance contre les impayés de loyer qui ne respecte pas le cahier des charges mentionné au g de l'article L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation est soumis à une contribution annuelle de solidarité pour la garantie des risques locatifs.~~

~~« La taxe est égale à 15 % du montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires dont celui-ci bénéficie directement ou indirectement du fait de l'assuré.~~

~~« Le produit de la taxe est versé au fonds de garantie universelle des risques locatifs mentionné au IV de l'article~~

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~L. 313-20 du code de la construction et de l'habitation.~~»

~~H. — Le I s'applique à compter du 1^{er} janvier 2012.~~

Article 46 ter G

~~Avant le 30 juin 2012, le Gouvernement remet un rapport au Parlement sur la création d'un dispositif de prêt à taux zéro pour les bailleurs sociaux dans le cadre du financement de la construction de logements de type Prêt locatif aidé d'intégration et Prêt locatif à usage social.~~

Article 46 ter G

Supprimé.

Article 47 bis A

~~À la dernière phrase du dernier alinéa du 2° du I du II de l'article 1600 du code général des impôts, le mot : « est » est remplacé par les mots : « peut être ».~~

Article 47 bis A

Supprimé.

Article 47 bis B

~~I. — Le III de l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :~~

Article 47 bis B

Supprimé.

~~« Les investissements relatifs aux installations de traitement de déchets ménagers et assimilés réalisés par les communes et leurs groupements bénéficient d'une attribution du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée à hauteur de la fraction des investissements pour lesquels la taxe sur la valeur ajoutée n'a pas été déduite fiscalement, et ce, quelle que soit la part de l'installation consacrée à~~

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~L'activité de valorisation imposable à la taxe sur la valeur ajoutée.~~»

~~H. — La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 47 bis C

À la fin du dernier alinéa du I de l'article 53 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, les mots : « mentionnée au présent I » sont remplacés par les mots : « sur les conventions d'assurances ».

Article 47 bis D

~~Avant le 1^{er} janvier 2013, le Gouvernement présente au Parlement un rapport sur l'opportunité d'instituer un fonds de soutien à la reproduction équine, alimenté par une cotisation obligatoire versée par les acteurs de la filière équine, afin de favoriser leur accès à un potentiel génétique de qualité.~~

~~Ce rapport évalue également les possibilités de mettre en place une contribution de l'État à ce fonds.~~

Article 47 quater A

~~I. — L'article 1635 0 *quinquies* du code général des~~

Article 47 bis C

Sans modification.

Article 47 bis D

Supprimé.

Article 47 quater A

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :~~

~~« Les tarifs prévus aux articles mentionnés au premier alinéa sont relevés chaque année dans la même proportion que celle prévue pour les valeurs locatives foncières des propriétés bâties à l'article 1518 bis. »~~

~~H. — La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 47 quater B

~~Après l'article 285 septies du code des douanes, il est inséré un article 285 octies A ainsi rédigé :~~

~~« Art. 285 octies A. — À compter du 1^{er} janvier 2012, il est institué une taxe de sûreté portuaire au profit des ports maritimes de commerce.~~

~~« La taxe est due par toute entreprise de commerce maritime et s'ajoute au prix acquitté par le client.~~

~~« La taxe est assise sur le nombre de passagers et le volume de fret embarqués par l'entreprise de commerce maritime dans le port maritime.~~

~~« Son produit est arrêté chaque année par l'autorité portuaire après avis du concessionnaire, dans la limite d'un plafond fixé à la somme des dépenses liées aux installations et services de sécurité ainsi que des mesures prises dans le cadre des contrôles aux frontières de l'espace Schengen en application des engagements internationaux de la France~~

Article 47 quater B

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

—

Article 47 quater

Après le *e* du 1° l'article 1464 A du code général des impôts, il est inséré un *f* ainsi rédigé :

~~« f) Les spectacles musicaux et de variétés. »~~

Article 47 sexies

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au début du deuxième alinéa du 1° du II de l'article 1519, le nombre : « 41,9 » est remplacé par le nombre : « 125,7 » ;

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

—

~~constatés l'année précédente auxquelles s'ajoutent 2 %.~~

~~« Le produit de la taxe est affecté dans chaque port au financement des installations et services de sûreté ainsi que des mesures prises dans le cadre des contrôles aux frontières de l'espace Schengen en application des engagements internationaux de la France.~~

~~« La taxe est constatée, recouvrée et contrôlée par le service des douanes sous les mêmes règles, garanties, sanctions et privilèges qu'en matière de droit de douane.~~

~~« Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État. »~~

Article 47 quater

Supprimé.

Article 47 sexies

I. Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au début du deuxième alinéa du 1° du II de l'article 1519, le nombre : « 41,9 » est remplacé par le nombre : « 165,7 » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

—

Article 47 quater

Après le *e* du 1° l'article 1464 A du code général des impôts, il est inséré un *f* ainsi rédigé :

« f) Les spectacles musicaux et de variétés. »

Article 47 sexies

Alinéa sans modification.

1° Au début du deuxième alinéa du 1° du II de l'article 1519, le nombre : « 41,9 » est remplacé par le nombre : « 125,7 » ;

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~1° bis (nouveau) Le IV du même article 1519 est ainsi modifié :~~

~~a) Au premier alinéa, après les mots : « au 1° », sont insérés les mots : « , à l'exception du deuxième alinéa, » ;~~

~~b) Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :~~

~~« Le tarif prévu au deuxième alinéa du 1° du II évolue chaque année comme le cours moyen annuel de l'or constaté sur le marché de l'or de Londres (London Bullion Market) l'année précédant celle au titre de laquelle la taxe est due, sans toutefois être inférieur au tarif prévu pour l'année 2012. » ;~~

2° Au deuxième alinéa du 1° du II de l'article 1587, le nombre : « 8,34 » est remplacé par le nombre : « 25,02 ».

2° Au deuxième alinéa du 1° du II de l'article 1587, le nombre : « 8,34 » est remplacé par le nombre : « 35,02 » ;

2° Au deuxième alinéa du 1° du II de l'article 1587, le nombre : « 8,34 » est remplacé par le nombre : « 25,02 » ;

~~3° (nouveau) Au premier alinéa du III du même article 1587, les mots : « au premier alinéa » sont remplacés par les mots : « aux premier et deuxième alinéas ».~~

3° *Supprimé.*

~~H (nouveau).— Les conséquences financières pour les collectivités locales résultant des 2° et 3° sont compensées, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.~~

II.- *Supprimé.*

~~Les conséquences financières pour l'État résultant de la majoration de la dotation globale de fonctionnement sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

Article 47 septies A

~~Au 2° du II de l'article 1599 quinquies B du code général des impôts, les mots : « ne peut être supérieur à 2 % » sont remplacés par les mots : « est compris entre 4 % et 5 % ».~~

Article 47 septies A

Supprimé.

Article 47 septies B

~~I. — Le 1° de l'article L. 2334-7 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :~~

~~« Pour les communes aurifères de Guyane, la population prise en compte pour le calcul de la dotation de base est égale à la population totale multipliée par 1,193 ; ».~~

~~H. — La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 47 septies B

Supprimé.

Article 47 septies C

~~I. — Le 2° de l'article L. 2334-7 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :~~

~~1° À la seconde phrase, le mot : « triple » est remplacé par le mot : « quadruple » ;~~

~~2° Il est ajouté une phrase ainsi rédigée :~~

~~« Le solde est attribué à l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est~~

Article 47 septies C

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~membre ; ».~~

~~H. — Les conséquences financières résultant pour l'État de l'augmentation de la part de la dotation forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement proportionnelle à la superficie sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 47 septies D

Article 47 septies D

~~I. — À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 132-16 du code minier (nouveau), les mots : « , à l'exception des gisements en mer, » sont supprimés.~~

Supprimé.

~~H. — La section 2 du chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre VI du même code est complétée par une sous-section 2 ainsi rédigée :~~

~~« Sous-section 2~~

~~« Dispositions générales~~

~~« Art. L. 611-34 1. — Lorsque le gisement se situe sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive adjacents au territoire des départements ou des régions d'outre-mer, la redevance due au titre de l'article L. 132-16 est divisée en trois fractions respectives de 15 %, 35 % et 50 %.~~

~~« La fraction de 15 % est attribuée à l'État.~~

~~« La fraction de 35 % est attribuée à la région.~~

~~« La fraction de 50 % est répartie entre les communes de cette région en tenant compte de leur population et de leur~~

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

—

Article 47 septies

I.– Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après l'article 1522, il est inséré un article 1522 *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 1522 bis.* – I. – Les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale peuvent instituer, dans les conditions prévues au 1 du II de l'article 1639 A *bis*, une part incitative de la taxe, assise sur la quantité et éventuellement la nature des déchets produits, exprimée en volume, en poids ou en nombre d'enlèvements. La part incitative s'ajoute à une part fixe déterminée selon les modalités prévues aux articles 1521, 1522 et 1636 B *undecies*.

« La part incitative est déterminée en multipliant la quantité de déchets produits pour chaque local imposable l'année précédant celle de l'imposition par un tarif par unité de quantité de déchets produits.

« Le tarif de la part incitative est fixé chaque année par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A, de manière à ce que son produit soit compris entre 20 % et 45 % du produit total de la taxe. Les montants de ce tarif peuvent être différents selon la nature de déchet. Pour les constructions neuves, il est fixé un tarif unique.

« Lorsque la quantité de déchets produite est connue globalement pour un ensemble de locaux mais n'est pas connue individuellement pour les locaux de cet ensemble,

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—

Article 47 septies

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Le tarif de la part incitative est fixé chaque année par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A, de manière à ce que son produit soit compris entre 10 % et 45 % du produit total de la taxe. Les montants de ce tarif peuvent être différents selon la nature de déchet. Pour les constructions neuves, il est fixé un tarif unique.

« Alinéa sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

—

Article 47 septies

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

elle est répartie entre eux par la collectivité au prorata de leur valeur locative foncière retenue pour l'établissement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

« Pour les constructions neuves, la quantité de déchets prise en compte pour la première année suivant celle de l'achèvement est égale au produit obtenu en multipliant la valeur locative foncière du local neuf par le rapport entre, d'une part, la quantité totale de déchets produits sur le territoire de la commune ou du groupement bénéficiaire de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative et, d'autre part, le total des valeurs locatives foncières retenues pour l'établissement de la taxe au titre de l'année précédente au profit de cette commune ou de ce groupement.

« À titre transitoire et pendant une durée maximale de cinq ans, la part incitative peut être calculée proportionnellement au nombre de personnes composant le foyer.

« La part incitative s'ajoute à une part fixe déterminée selon les modalités prévues aux articles 1521, 1522 et 1638 B *undecies*.

« II.— Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale au profit desquels est perçue une part incitative de la taxe font connaître aux services fiscaux, selon des modalités fixées par décret, avant le 31 mars de l'année d'imposition, le montant en valeur absolue de cette part incitative par local au cours de l'année précédente, à l'exception des constructions neuves.

« Pour l'imposition des constructions neuves, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale au profit desquels est perçue une part incitative de la taxe font connaître aux services fiscaux, selon des modalités fixées par décret, avant le 31 janvier de l'année

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« II.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

d'imposition, la quantité totale de déchets produits sur le territoire de la commune ou du groupement.

« En l'absence de transmission des éléments mentionnés au premier alinéa du présent II avant le 31 mars et de la quantité totale de déchets produits mentionnée au deuxième alinéa avant le 31 janvier, les éléments ayant servi à l'établissement de la taxe au titre de l'année précédente sont reconduits.

« III.— Lorsqu'il est fait application du présent article, l'article 1524 n'est applicable qu'à la part fixe de la taxe.

« L'article 1525 n'est pas applicable dans les communes et établissements publics de coopération intercommunale faisant application du présent article.

« IV.— Le contentieux relatif à l'assiette de la part incitative est instruit par le bénéficiaire de la taxe. En cas d'imposition erronée, les dégrèvements en résultant sont à la charge de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale. Ils s'imputent sur les attributions mentionnées à l'article L. 2332-2 du code général des collectivités territoriales. » ;

2° L'article 1636 B *undecies* est complété par des 5 et 6 ainsi rédigés :

« 5. Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale ayant institué la part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures incitative conformément à l'article 1522 *bis* votent le tarif de cette part dans les conditions prévues à l'article 1639 A.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« III.— Sans modification.

« IV.— Sans modification.

Alinéa sans modification.

« 5. Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

« 5. Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

« 6. La première année d'application des dispositions de l'article 1522 *bis*, le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ne peut excéder le produit total de cette taxe tel qu'issu des rôles généraux au titre de l'année précédente. » ;

3° L'article 1639 A *bis* est complété par un IV ainsi rédigé :

« IV.— En cas de rattachement d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale ne faisant pas application des dispositions de l'article 1522 *bis* à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte en faisant application, l'application de ces dispositions sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale rattaché peut être reportée à la deuxième année qui suit celle du rattachement.

« Dans ce cas, pour l'année du rattachement, les délibérations antérieures relatives à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères restent, le cas échéant, en vigueur. L'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat mixte auquel sont rattachés les communes ou l'établissement public de coopération intercommunale perçoit la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en lieu et place des communes rattachées et des établissements publics de coopération intercommunale dissous. »

II.— Le I est applicable à compter des impositions établies au titre de l'année 2013.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« 6. La première année d'application des dispositions de l'article 1522 *bis*, le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ne peut excéder ~~1,1 fois~~ le produit total de cette taxe tel qu'issu des rôles généraux au titre de l'année précédente. » ;

Alinéa sans modification.

« IV.— En cas de rattachement d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale ne faisant pas application des dispositions de l'article 1522 *bis* à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte en faisant application, l'application de ces dispositions sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale rattaché être reportée à la cinquième année qui suit celle du rattachement.

« Alinéa sans modification. »

II.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

« 6. La première année d'application des dispositions de l'article 1522 *bis*, le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ne peut excéder le produit total de cette taxe tel qu'issu des rôles généraux au titre de l'année précédente. » ;

3° Sans modification.

II.— Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

—

Article 47 *octies*

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

—

Article 47 *octies* A (nouveau)

Le III de l'article 1639 A bis du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la première phrase du deuxième alinéa, les mots : « les deux années » sont remplacés par les mots : « cinq années » ;

2° Le dernier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Elles sont également applicables en cas de modification de périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale suivant l'intégration d'une commune ou d'un établissement de coopération intercommunale. »

Article 47 *octies*

Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1° du I de l'article 1638-0 bis est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« Toutefois, des taux d'imposition de taxe d'habitation, de taxes foncières et de cotisation foncière des entreprises différents peuvent être appliqués sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale préexistants, pour l'établissement des douze premiers budgets de l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion. Cette procédure d'intégration fiscale progressive doit être précédée d'une homogénéisation des abattements appliqués pour le calcul de la taxe d'habitation. Cette décision est prise soit par délibérations concordantes des

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

—

Article 47 *octies* A

Sans modification.

Article 47 *octies*

Sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

établissements publics de coopération intercommunale préexistants avant la fusion, soit par une délibération de l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion.

« Les différences qui affectent les taux d'imposition appliqués sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale préexistants sont réduites chaque année d'un treizième et supprimées à partir de la treizième année.

« Les dispositions du deuxième alinéa du présent 1° ne sont pas applicables lorsque, pour chacune des taxes en cause, le taux d'imposition appliqué dans l'établissement public de coopération intercommunale préexistant le moins imposé était égal ou supérieur à 80 % du taux d'imposition correspondant appliqué dans l'établissement public de coopération intercommunale le plus imposé pour l'année antérieure à l'établissement du premier des douze budgets susvisés. » :

2° L'article 1638 *quater* est ainsi modifié :

a) Après le III, il est inséré un III *bis* ainsi rédigé :

« III *bis*. – Dans les cas de rattachement prévus au I, par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et du conseil municipal de la commune concernée, les taux de taxe d'habitation, de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxes foncières sur les propriétés non bâties votés par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent être appliqués de manière progressive par fractions égales sur une période maximale de douze années. Le présent paragraphe n'est pas applicable pour les taxes pour lesquelles le rapport entre ces taux et les taux votés par le conseil municipal l'année du rattachement

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Le IV de l'article 1638 *quater* du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et du conseil municipal de la commune concernée, les taux votés en application du premier alinéa du présent IV peuvent être appliqués de manière progressive par fractions égales sur une période maximale de douze années. Le présent alinéa n'est pas applicable lorsque le rapport entre ces taux et les taux votés par le conseil municipal l'année du rattachement de cette commune est inférieur à 10 %. »

de cette commune est inférieur à 10 %. Le cas échéant, sont pris en compte pour le calcul de ce rapport les taux des impositions perçues l'année du rattachement au profit des établissements publics auxquels la commune appartenait. »

b) Le IV est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et du conseil municipal de la commune concernée, les taux votés en application du premier alinéa du présent IV peuvent être appliqués de manière progressive par fractions égales sur une période maximale de douze années. Le présent alinéa n'est pas applicable pour les taxes pour lesquelles le rapport entre ces taux et les taux votés par le conseil municipal l'année du rattachement de cette commune est inférieur à 10 %. Le cas échéant, sont pris en compte pour le calcul de ce rapport les taux des impositions perçues l'année du rattachement au profit des établissements publics de coopération intercommunale auxquels la commune appartenait. »

Article 47 *undecies* A

I. — ~~Après le mot : « environnement », la fin de la seconde phrase du premier alinéa du 1 du I de l'article 1517 du code général des impôts est supprimée.~~

II. ~~Le I s'applique à compter des impositions établies au titre de l'année 2012.~~

Article 47 *undecies* A

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

—

Article 47 *undecies*

Le second alinéa du IV de l'article 30-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication est ainsi rédigé :

« Les éditeurs des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre titulaires d'une autorisation d'usage de la ressource radioélectrique délivrée sur la base du présent article ou d'un droit d'usage en vertu de l'article 26 supportent le coût des réaménagements des fréquences nécessaires à la diffusion des

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

—

Article 47 *undecies* B

~~III. Les conséquences financières pour les collectivités locales résultant du I sont compensées, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.~~

~~IV. Les conséquences financières pour l'État résultant de la majoration de la dotation globale de fonctionnement sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575A du code général des impôts.~~

L'article 1599 *sexdecies* du code général des impôts est complété par un IV ainsi rédigé :

« IV. – L'Agence nationale des titres sécurisés transmet chaque mois, à titre gratuit, aux régions et aux collectivités de Corse et d'outre-mer qui en font la demande les données et informations non nominatives relatives aux certificats d'immatriculation délivrés au cours de cette période. »

Article 47 *undecies*

Alinéa sans modification.

« Les éditeurs des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre titulaires d'une autorisation d'usage de la ressource radioélectrique délivrée sur la base du présent article, de l'article 30-5 ou d'un droit d'usage en vertu de l'article 26 supportent le coût des réaménagements des fréquences nécessaires à la diffusion

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

—

Article 47 *undecies* B

Alinéa sans modification.

« IV. – L'Agence nationale des titres sécurisés transmet chaque semestre, à titre gratuit, aux régions et aux collectivités de Corse et d'outre-mer qui en font la demande les données et informations non nominatives relatives aux certificats d'immatriculation délivrés au cours de cette période. »

Article 47 *undecies*

Sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

services de communication audiovisuelle par voie hertzienne terrestre. Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application du présent alinéa. »

Article 47 duodecies

Au III de l'article 88 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007, l'année : « 2012 » est remplacée par l'année : « 2013 ».

Article 47 terdecies

~~Hormis les cas de congé de longue maladie, de congé de longue durée ou si la maladie provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L. 27 du code des pensions civiles et militaires de retraite ou d'un accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, les agents publics civils et militaires en congé de maladie ne perçoivent pas leur rémunération au titre du premier jour de ce congé.~~

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

des services de communication audiovisuelle par voie hertzienne terrestre. Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application du présent alinéa. »

Article 47 duodecies

I. – Les II et III de l'article 88 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 et l'article 266 *quater* A du code des douanes sont abrogés.

II. – Les conséquences financières pour l'Agence française de développement résultant du I sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575A du code général des impôts.

Article 47 terdecies

Supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Au III de l'article 88 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007, l'année : « 2012 » est remplacée par l'année : « 2013 ».

Article 47 duodecies

Article 47 terdecies

Hormis les cas de congé de longue maladie, de congé de longue durée ou si la maladie provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L. 27 du code des pensions civiles et militaires de retraite ou d'un accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, les agents publics civils et militaires en congé de maladie, ainsi que les salariés dont l'indemnisation du congé de maladie n'est pas assurée par un régime obligatoire de sécurité sociale, ne perçoivent pas leur rémunération au titre du premier jour de ce congé.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Article 47 *sexdecies*

~~Chaque année, le Gouvernement dépose en annexe au projet de loi de finances un rapport qui comporte une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses ainsi que de l'état de la dette des collectivités territoriales.~~

~~À cette fin, les régions, les départements et les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants transmettent au représentant de l'État, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État pris après avis du comité des finances locales, un rapport présentant notamment les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, la composition et l'évolution de la dette ainsi que des dépenses de personnel, de subvention, de communication et d'immobilier.~~

~~Les conditions de publication de ce rapport sont précisées dans le décret précité.~~

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Article 47 *sexdecies*

Supprimé.

Article 47 *novodecies*

~~I.— Après le 4° du II de l'article 199 *ter* B du code général des impôts, sont insérés six alinéas ainsi rédigés :~~

~~« Dès le 2 janvier de chaque année, les entreprises qui satisfont à la définition des micro, petites et moyennes entreprises donnée à l'annexe I au règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission, du 6 août 2008, déclarant~~

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

Article 47 *sexdecies*

Chaque année, le Gouvernement dépose en annexe au projet de loi de finances un rapport qui comporte une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses ainsi que de l'état de la dette des collectivités territoriales.

À cette fin, les régions, les départements et les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants transmettent au représentant de l'État, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État pris après avis du comité des finances locales, un rapport présentant notamment les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, la composition et l'évolution de la dette ainsi que des dépenses de personnel, de subvention, de communication et d'immobilier.

Les conditions de publication de ce rapport sont précisées dans le décret précité.

Article 47 *novodecies*

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~certains catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie) peuvent obtenir, sur demande, le remboursement immédiat d'une estimation de la différence positive entre, d'une part, le montant du crédit d'impôt calculé à raison des dépenses de recherche engagées au titre de l'année précédente et, d'autre part, le montant de l'impôt sur le revenu dû au titre de cette même année.~~

~~« Le montant de crédit d'impôt calculé à raison des dépenses de recherche engagées au titre de l'année précédente et utilisé pour le paiement de l'impôt sur le revenu dû au titre de cette même année est diminué du montant du remboursement mentionné au dixième alinéa du présent II.~~

~~« Si le montant du remboursement mentionné au dixième alinéa du présent II excède le montant du crédit d'impôt prévu au onzième alinéa du présent II, le montant de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année précédente est majoré de cet excédent.~~

~~« Lorsque le montant du remboursement mentionné au dixième alinéa du présent II excède de plus de 20 % la différence positive entre, d'une part, le montant du crédit d'impôt à raison des dépenses de recherche engagées au titre de l'année précédente et, d'autre part, le montant de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année précédente, cet excédent fait l'objet :~~

~~« a) De la majoration prévue, selon le cas, à l'article 1730 ou à l'article 1731 ;~~

~~« b) D'un intérêt de retard dont le taux correspond à celui mentionné à l'article 1727. Cet intérêt de retard est calculé à partir du premier jour du mois qui suit le remboursement mentionné au dixième alinéa du présent II~~

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~jusqu'au dernier jour du mois du dépôt de la déclaration de
crédit d'impôt calculé à raison des dépenses engagées au titre
de l'année précédente.»~~

~~II.— Le I s'applique aux crédits d'impôts calculés au
titre des dépenses exposées à compter du 1^{er} janvier 2012.~~

~~III.— Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en
déduction de l'impôt dû.~~

~~IV.— Les pertes de recettes résultant pour l'État du
présent article sont compensées, à due concurrence, par la
création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles
575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 47 *vicies*

~~Après le III *bis* de l'article 244 *quater* B du code
général des impôts, il est inséré un III *ter* ainsi rédigé :~~

~~« III *ter*.— Le bénéfice du crédit d'impôt est soumis à
la conclusion par l'entreprise éligible d'une convention avec
l'État par laquelle elle s'engage à maintenir l'intégralité de
l'activité de recherche en constituant l'assiette sur le territoire
national ou communautaire. Cet engagement vaut pour les
trois années suivant l'année fiscale au cours de laquelle elle
bénéficie du crédit d'impôt.~~

~~« En cas de non respect de cet engagement,
l'entreprise rembourse les sommes perçues au titre du crédit
d'impôt au titre des deux années précédentes. »~~

Article 47 *vicies*

Supprimé.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

Article 47 unvicies

Le I de l'article 1639 A bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Par exception aux dispositions du premier alinéa, les délibérations prévues à l'article 1647 D peuvent être prises jusqu'au 31 décembre pour être applicables l'année suivante. »

Article 47 unvicies

Sans modification.

Article 47 duovicies

~~Dans les régions définies au deuxième alinéa de l'article L. 711-6 du code de commerce, à compter des impositions établies au titre de 2011, les chambres de commerce et d'industrie de région se voient attribuer la quote-part de taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée sur la base du taux attribué pour 2011 sans supporter les réductions prévues au 1 du III de l'article 1600 du code général des impôts.~~

Article 47 duovicies

Supprimé.

~~La différence, entre les sommes acquittées par les entreprises et celles réservées aux chambres de commerce et d'industrie de région concernées, est prise en charge par le fonds de péréquation créé à cet effet.~~

Article 47 tervicies

~~I. — Après le deuxième alinéa de l'article L. 433-1 du code de la sécurité sociale, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :~~

Article 47 tervicies

Supprimé.

~~« Cette indemnité constitue une réparation du préjudice subi par la victime. »~~

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~II. — La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Article 47 quatervicies

L'article 1605 ~~nonies~~ du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le III est ainsi modifié :

a) Au 1°, les mots : « , ni aux terrains dont le prix de cession défini à l'article 150 VA est inférieur à 15 000 € » sont supprimés ;

b) À la fin du 2°, le chiffre : « 10 » est remplacé par le chiffre : « 5 » ;

2° Le premier alinéa du IV est ainsi rédigé :

« Le taux de la taxe est de 5 % lorsque le rapport entre le prix de cession du terrain et le prix d'acquisition ou la valeur vénale définis au II est supérieur à 5 et inférieur ou égal à 10. Le taux est porté à 10 % lorsque ce même rapport est supérieur à 10 et inférieur à 30. Au delà de cette limite, la part de la plus-value restant à taxer est soumise au taux de 20 %. »

Article 47 quatervicies

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

II.— AUTRES MESURES

Administration générale et territoriale de l'État

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

Article 48

L'article 92 de la loi de finances pour 1979 (n° 78-1239 du 29 décembre 1978) est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa :

a) Le mot : « locales » est remplacé par le

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

II.— AUTRES MESURES

Action extérieure de l'État

Article 48 AA

~~L'article 141 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 est complété par un alinéa ainsi rédigé :~~

~~« En outre, un décret pris après avis de l'Assemblée des Français de l'étranger et, au plus tard, le 31 juillet 2012, détermine les conditions dans lesquelles le niveau de revenu des familles peut faire obstacle à une telle prise en charge. »~~

Administration générale et territoriale de l'État

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

Article 48

~~I.—~~ L'article 92 de la loi de finances pour 1979 (n° 78-1239 du 29 décembre 1978) est ainsi modifié :

1° Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

II.— AUTRES MESURES

Supprimé.

Article 48 AA

Supprimé.

Administration générale et territoriale de l'État

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

Article 48

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

mot : « territoriales » ;

b) Après le mot : « montant », sont insérés les mots : « hors taxe » ;

c) Les mots : « , déduction faite des frais d'abattage et de façonnage des bois » sont supprimés ;

2° Après le premier alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Les produits des forêts mentionnés au premier alinéa sont tous les produits des forêts relevant du régime forestier, y compris ceux issus de la chasse, de la pêche et des conventions ou concessions de toute nature liées à l'utilisation ou à l'occupation de ces forêts, ainsi que tous les produits physiques ou financiers tirés du sol ou de l'exploitation du sous-sol. Pour les produits de ventes de bois, le montant est diminué des ristournes consenties aux acheteurs dans le cas de paiement comptant et, lorsqu'il s'agit de bois vendus façonnés, des frais d'abattage et de façonnage hors taxe.

« À compter du 1^{er} janvier 2012, les personnes morales mentionnées au premier alinéa acquittent en outre au bénéfice de l'Office national des forêts une contribution annuelle de 2 € par hectare de terrains relevant du régime forestier et dotés d'un document de gestion au sens de l'article L. 4 du code forestier ou pour lesquels l'office a proposé à la personne morale propriétaire un tel document. »

Alinéa sans modification.

« Les produits des forêts mentionnés au premier alinéa sont tous les produits des forêts relevant du régime forestier, y compris ceux issus de la chasse, de la pêche et des conventions ou concessions de toute nature liées à l'utilisation ou à l'occupation de ces forêts, ainsi que tous les produits physiques ou financiers tirés du sol ou de l'exploitation du sous-sol, ~~à l'exception de ceux provenant d'une installation relevant d'une activité de service public.~~ Pour les produits de ventes de bois, le montant est diminué des ristournes consenties aux acheteurs dans le cas de paiement comptant et, lorsqu'il s'agit de bois vendus façonnés, des frais d'abattage et de façonnage hors taxe.

« Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« Les produits des forêts mentionnés au premier alinéa sont tous les produits des forêts relevant du régime forestier, y compris ceux issus de la chasse, de la pêche et des conventions ou concessions de toute nature liées à l'utilisation ou à l'occupation de ces forêts, ainsi que tous les produits physiques ou financiers tirés du sol ou de l'exploitation du sous-sol. Pour les produits de ventes de bois, le montant est diminué des ristournes consenties aux acheteurs dans le cas de paiement comptant et, lorsqu'il s'agit de bois vendus façonnés, des frais d'abattage et de façonnage hors taxe.

« Alinéa sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~II. Les pertes de recettes résultant, pour l'Office national des forêts, du I sont compensées à due concurrence par la création et l'affectation d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

II. – *Supprimé.*

Anciens combattants

Anciens combattants

Anciens combattants

Article 49 ter

Article 49 ter

Article 49 ter

~~Le Gouvernement dépose un rapport d'information, avant le 1^{er} juin 2012, sur l'opportunité et les modalités de modification du décret n° 2010-890 du 29 juillet 2010 portant attribution du bénéfice de la campagne double aux anciens combattants d'Afrique du Nord afin que soit attribué le bénéfice de la campagne double à l'ensemble des anciens combattants d'Afrique du Nord.~~

Supprimé.

« Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1^{er} juin 2012, un rapport sur l'opportunité et les modalités de la modification du décret n° 2010-890 du 29 juillet 2010 portant attribution du bénéfice de la campagne double aux anciens combattants d'Afrique du Nord, afin que soit attribué le bénéfice de la campagne double à l'ensemble des anciens combattants d'Afrique du Nord. ».

Conseil et contrôle de l'État

Conseil et contrôle de l'État

Conseil et contrôle de l'État

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

—
Culture

.....
*Écologie, développement et
aménagement durables*

.....
Article 51 bis

~~I. Le code de l'environnement est ainsi modifié :~~

~~1° Le tableau du deuxième alinéa du IV de
l'article L. 213-10-2 est ainsi modifié :~~

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

—
Culture

.....
*Écologie, développement et
aménagement durables*

.....
Article 51 bis

Supprimé.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

—
Culture

.....
*Écologie, développement et
aménagement durables*

.....
Article 51 bis

I. – Le montant des redevances des agences de l'eau pour les années 2013 à 2018 ne peut excéder 13,8 milliards d'euros, hors part des redevances destinées aux versements visés au V de l'article L. 213-10-8 du code de l'environnement et du II du présent article.

« Ces recettes sont plafonnées, en cumulé, à 2,3 milliards d'euros en 2013, 4,6 milliards d'euros en 2014, 6,9 milliards d'euros en 2015, 9,2 milliards d'euros en 2016, 11,5 milliards d'euros en 2017 et 13,8 milliards d'euros en 2018. Chaque année, les agences de l'eau adaptent les taux des redevances pour l'année suivante afin de garantir le respect de ces plafonds.

« La part du montant mentionné au premier alinéa qui excède 13,8 milliards d'euros en 2018 est reversée au budget général dans les conditions prévues par le III de l'article 16 ter de la présente loi. Ce prélèvement est réparti entre les agences de l'eau proportionnellement au produit qu'elles ont tiré des redevances pour les années 2013 à

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

—

~~a) La deuxième colonne est ainsi modifiée :~~

~~— à la neuvième ligne, le nombre : « 3 » est remplacé par le nombre : « 3,6 » ;~~

~~— à la dixième ligne, le nombre : « 5 » est remplacé par le nombre : « 6 » ;~~

~~— à la onzième ligne, le nombre : « 15 » est remplacé par le nombre : « 18 » ;~~

~~— à la douzième ligne, le nombre : « 25 » est remplacé par le nombre : « 30 » ;~~

~~b) Après la quatorzième ligne, sont insérées deux lignes ainsi rédigées :~~

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

—

2018. »

II. – Le total des contributions des agences de l'eau aux ressources financières de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, hors versements opérés en application du V de l'article L. 213-10-8 du code de l'environnement, ne peut excéder 150 millions d'euros par an entre 2013 et 2018, dont 30 millions d'euros par an au titre de la solidarité financière entre les bassins vis-à-vis des départements et collectivités d'outre-mer, de la Nouvelle-Calédonie et de la Corse, prévue au cinquième alinéa de l'article L. 213-2 du même code. Ces contributions sont liquidées, ordonnancées et recouvrées selon les modalités prévues pour les recettes des établissements publics administratifs de l'État.

III. – Le code de l'environnement est ainsi modifié :

1° Le tableau du deuxième alinéa du IV de l'article L. 213-10-2 est ainsi modifié :

a) La deuxième colonne est ainsi modifiée :

« – à la neuvième ligne, le nombre : « 3 » est remplacé par le nombre : « 3,6 » ;

« – à la dixième ligne, le nombre : « 5 » est remplacé par le nombre : « 6 » ;

« – à la onzième ligne, le nombre : « 15 » est remplacé par le nombre : « 18 » ;

« – à la douzième ligne, le nombre : « 25 » est remplacé par le nombre : « 30 » ;

b) Après la quatorzième ligne, sont insérées deux lignes ainsi rédigées :

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

←

Substances dangereuses pour l'environnement rejetées dans les masses d'eau superficielles (par kg)	10	9
Substances dangereuses pour l'environnement rejetées dans les masses d'eau souterraines	16,6	9

«

<u>Substances dangereuses pour l'environnement rejetées dans les masses d'eau superficielles (par kg)</u>	<u>10</u>	<u>9</u>
<u>Substances dangereuses pour l'environnement rejetées dans les masses d'eau souterraines</u>	<u>16,6</u>	<u>9</u>

→;

» ;

2° ~~Après les mots : « limite de », la fin du dernier alinéa de l'article L. 213-10-5 est ainsi rédigée : « 0,30 € par mètre cube. Il peut être dégressif, par tranches, en fonction des volumes rejetés. » ;~~

2° Après les mots : « limite de », la fin du dernier alinéa de l'article L. 213-10-5 est ainsi rédigée : « 0,30 € par mètre cube. Il peut être dégressif, par tranches, en fonction des volumes rejetés. » ;

3° ~~Le V de l'article L. 213-10-8 est ainsi rédigé :~~

3° Le V de l'article L. 213-10-8 est ainsi rédigé :

~~« V. Entre 2012 et 2018, il est effectué un prélèvement annuel sur le produit de la redevance au profit de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques afin de mettre en œuvre le programme national visant à la réduction de l'usage des pesticides dans l'agriculture et à la maîtrise des risques y afférents. Ce prélèvement, plafonné à 41 millions d'euros, est réparti entre les agences de l'eau proportionnellement au produit annuel qu'elles tirent de cette redevance. Ces contributions sont liquidées, ordonnancées et recouvrées, selon les modalités prévues pour les recettes des établissements publics de l'État, avant le 1^{er} septembre de chaque année. » ;~~

« V. – Entre 2012 et 2018, il est effectué un prélèvement annuel sur le produit de la redevance au profit de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques afin de mettre en œuvre le programme national visant à la réduction de l'usage des pesticides dans l'agriculture et à la maîtrise des risques y afférents. Ce prélèvement, plafonné à 41 millions d'euros, est réparti entre les agences de l'eau proportionnellement au produit annuel qu'elles tirent de cette redevance. Ces contributions sont liquidées, ordonnancées et recouvrées, selon les modalités prévues pour les recettes des établissements publics de l'État, avant le 1^{er} septembre de chaque année. » ;

4° ~~Les deuxième et troisième alinéas du V de l'article L. 213-10-9 sont ainsi rédigés :~~

4° Les deuxième et troisième alinéas du V de l'article L. 213-10-9 sont ainsi rédigés :

~~« Le taux de la redevance est fixé par l'agence de l'eau en centimes d'euro par mètre cube, dans la limite d'un plancher et d'un plafond, en fonction des différents usages auxquels donnent lieu les prélèvements. Les taux plafonds~~

« Le tarif de la redevance est fixé par l'agence de l'eau en centimes d'euros par mètre cube, dans la limite des plafonds suivants, en fonction des différents usages auxquels

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

sont indiqués ci-après. Les taux planchers sont établis à 20 % de ces taux plafonds.

←

Usages	Catégorie 1	Catégorie 2
Irrigation (sauf irrigation gravitaire)	3,6	7,2
Irrigation gravitaire	0,5	1
Alimentation en eau potable	7,2	14,4
Refroidissement industriel conduisant à une restitution supérieure à 99 %	0,5	1
Alimentation d'un canal	0,03	0,06
Autres usages économiques	5,4	10,8

→;

5° Le troisième alinéa de l'article L. 213-14-2 est supprimé.

II. Le a du 1° et les 2°, 4° et 5° du I entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Le b du 1° du même I est applicable à compter du 1^{er} janvier 2014.

III. Après le II de l'article 100 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques, il est inséré un II bis ainsi rédigé :

« II bis. Pour les années d'activité suivant le 1^{er} janvier 2013, pour l'atteinte du taux plancher prévu au deuxième alinéa du V de l'article L. 213-10-9 du même code, l'agence de l'eau procède au calcul de la différence entre la valeur du taux plancher et celle du taux fixé en centimes d'euro par mètre cube pour l'année d'activité 2012. La

donnent lieu les prélèvements :

«

Usages	Catégorie 1	Catégorie 2
<u>Irrigation (sauf irrigation gravitaire)</u>	<u>3,6</u>	<u>7,2</u>
<u>Irrigation gravitaire</u>	<u>0,5</u>	<u>1</u>
<u>Alimentation en eau potable</u>	<u>7,2</u>	<u>14,4</u>
<u>Refroidissement industriel conduisant à une restitution supérieure à 99 %</u>	<u>0,5</u>	<u>1</u>
<u>Alimentation d'un canal</u>	<u>0,03</u>	<u>0,06</u>
<u>Autres usages économiques</u>	<u>5,4</u>	<u>10,8</u>

» ;

5° Le troisième alinéa de l'article L. 213-14-2 est supprimé.

IV (nouveau). – Le a du 1° et les 2°, 4° et 5° du III entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Le b du 1° est applicable à compter du 1^{er} janvier 2014. ».

V. – La perte de recettes pour les agences de l'eau est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés à l'article 575 du code général des impôts.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~hausse minimale annuelle du taux est fixée à 20 % de cette
différence.→~~

Article 51 *ter* A

~~Le II de l'article L. 213-10-8 du code de
l'environnement, tel qu'il résulte de l'ordonnance
n° 2010-1232 du 21 octobre 2010 portant diverses
dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en
matière d'environnement, est complété par un 5° ainsi
rédigé :~~

~~« 5° Soit en raison de leur effet perturbateur sur le
système endocrinien humain ou animal. »~~

Article 51 *ter* B

~~Le III de l'article L. 213-10-8 du code de
l'environnement, tel qu'il résulte de l'ordonnance
n° 2010-1232 du 21 octobre 2010 précitée, est complété par
un alinéa ainsi rédigé :~~

~~« Les tarifs prévus aux a et b sont revalorisés chaque
année à partir du 1^{er} janvier 2012 de 5 % jusqu'en 2018, date
à laquelle le plan Ecophyto sera évalué. »~~

Article 51 *ter* A

Supprimé.

Article 51 *ter* B

Supprimé.

Article 51 *quinquies*

I. – À la dernière phrase du II de l'article 83 de la loi
n° 2006-1772 sur l'eau et les milieux aquatiques du
30 décembre 2006, le montant : « 108 millions d'euros » est

Article 51 *quinquies*

I. – À la dernière phrase du II de l'article 83 de la
loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les
milieux aquatiques, les mots : « 108 millions d'euros » sont

Article 51 *quinquies*

« À la fin de la dernière phrase du II de l'article 83
de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les
milieux aquatiques, les mots : « 108 millions d'euros par an »

***La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable
en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.***

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

remplacé par le montant : « 128 millions d'euros ».

~~II. Le présent article entre en vigueur au 1^{er} janvier 2012.~~

Article 51 *sexies*

I. – Le montant des dépenses des agences de l'eau pour les années 2013 à 2018 ne peut excéder 13,8 milliards d'euros, hors primes mentionnées au I de l'article L. 213-9-2 du code de l'environnement et contribution à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques.

~~Ces dépenses contribuent aux orientations prioritaires suivantes :~~

~~1° Assurer la mise en œuvre du schéma mentionné à l'article L. 212-1 du même code, en application de la directive n° 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, en privilégiant le financement d'actions préventives de restauration et de préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques et humides ;~~

~~2° Favoriser la réalisation des objectifs :~~

~~a) Des lois n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, en ce qui concerne la gestion équilibrée de la ressource en eau et des~~

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

remplacés par les mots et une phrase ainsi rédigée : « 128 millions d'euros. Une somme minimale de 24 millions d'euros est affectée à des actions de solidarité financière entre bassins avec les départements et collectivités d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie. »

II. – Sans modification.

Article 51 *sexies*

~~I. Le montant des dépenses des agences de l'eau pour les années 2013 à 2018 ne peut excéder 14 milliards d'euros, hors primes mentionnées au I de l'article L. 213-9-2 du code de l'environnement et contribution à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques.~~

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

Alinéa sans modification.

a) Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

sont remplacés par les mots : « 128 millions d'euros par an. Une somme de 24 millions d'euros au moins est affectée en 2012 à des actions de solidarité financière entre bassins avec les départements et collectivités d'outre-mer, ainsi qu'avec la Nouvelle-Calédonie. »

II. – *Supprimé.*

Article 51 *sexies*

Supprimé.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~milieux aquatiques et l'adaptation au changement climatique;~~

~~b) Des plans d'action pour le milieu marin mentionnés à l'article L. 219 9 du code de l'environnement, en application de la directive n° 2008/56/CE du Parlement européen et du Conseil, du 17 juin 2008, établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin (directive-cadre « stratégie pour le milieu marin »);~~

~~e) Du plan de gestion des risques d'inondation mentionné à l'article L. 566-7 du code de l'environnement en application de la directive n° 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 octobre 2007, relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, par le financement d'actions préventives de restauration et de préservation des cours d'eau, des zones naturelles d'expansion de crues et des zones humides.~~

~~Ces dépenses contribuent également :~~

~~a) À la sécurité de la distribution et à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine, en privilégiant le financement d'actions préventives de reconquête et de préservation de la qualité de l'eau en amont des points de captage de l'eau;~~

b) Sans modification.

c) Sans modification.

Alinéa sans modification.

a) Sans modification.

~~a bis (nouveau) Aux actions en faveur d'un développement durable des activités économiques utilisatrices d'eau, notamment les économies d'eau et la mobilisation de ressources en eau nouvelles dans la mesure où l'impact global au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement est positif à~~

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~b) À la conformité au regard de la directive n° 91/271/CEE du Conseil, du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux urbaines résiduaires des dispositifs d'assainissement collectif et à la réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif dans le cadre de partenariats avec les services publics d'assainissement non collectif ;~~

~~e) Aux actions destinées à améliorer la connaissance de l'état et du fonctionnement des milieux aquatiques, ainsi que des actions d'information et de sensibilisation du public dans le domaine de l'eau et de la protection des milieux aquatiques.~~

II.— Le montant des dépenses spécifiques versées par les agences de l'eau au titre de la solidarité avec les communes rurales définie au VI à l'article L. 213-9-2 du code de l'environnement ne peut être inférieur à un milliard d'euros entre 2013 et 2018. Ces dépenses contribuent en priorité à la mise en oeuvre des orientations fixées au I du présent article.

III.— Le total des contributions des agences de l'eau aux ressources financières de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, hors versements opérés en application du V de l'article L. 213-10-8 du même code, ne peut excéder 150 millions d'euros par an entre 2013 et 2018, dont 20 % au titre de la solidarité financière entre bassins avec les départements et collectivités d'outre-mer, la Nouvelle-Calédonie et la Corse, prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 213-2 du même code. Ces dépenses contribuent à la mise en oeuvre des orientations fixées au I du présent article. Les modalités de versement des contributions des agences sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'écologie.

l'échelle du bassin versant ;

b) Sans modification.

c) Sans modification.

~~H.— Le montant des dépenses spécifiques versées par les agences de l'eau au titre de la solidarité avec les communes rurales définie au VI à l'article L. 213-9-2 du code de l'environnement ne peut être inférieur à 1,120 milliard d'euros entre 2013 et 2018. Ces dépenses contribuent en priorité à la mise en oeuvre des orientations fixées au I du présent article.~~

~~III.— Le total des contributions des agences de l'eau aux ressources financières de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, hors versements opérés en application du V de l'article L. 213-10-8 du même code, ne peut excéder 780 millions d'euros entre 2013 et 2018, dont 23 % au titre de la solidarité financière entre bassins avec les départements et collectivités d'outre mer, la Nouvelle-Calédonie et la Corse, prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 213-2 du même code. Ces dépenses contribuent à la mise en oeuvre des orientations fixées au I du présent article. Les modalités de versement des contributions des agences sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'écologie.~~

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

~~IV. À compter du 1^{er} janvier 2013, après le 2^o du III de l'article L. 2224-8 du code général de collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :~~

~~« Cette mission consiste également, dans le cas des installations à réhabiliter, à faciliter et à encourager la réalisation des travaux par la signature de conventions avec l'agence de l'eau relatives à la gestion des aides financières aux propriétaires concernés. »~~

Enseignement scolaire

Article 51 septies

Le code de l'éducation est ainsi modifié :

1^o L'article L. 351-3 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 351-3.*— Lorsque la commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles constate que la scolarisation d'un enfant dans une classe de l'enseignement public ou d'un établissement mentionné à l'article L. 442-1 du présent code requiert une aide individuelle dont elle détermine la quotité horaire, cette aide peut notamment être apportée par un assistant d'éducation recruté conformément aux modalités définies à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 916-1.

« Si cette scolarisation n'implique pas une aide individuelle mais que les besoins de l'élève justifient qu'il bénéficie d'une aide mutualisée, la commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles en arrête le principe. Cette aide mutualisée est apportée par un assistant d'éducation recruté dans les conditions fixées au

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

IV. – Sans modification.

Enseignement scolaire

Article 51 septies

I. – Le code de l'éducation est ainsi modifié :

Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Enseignement scolaire

Article 51 septies

I. – Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

premier alinéa de l'article L. 916-1 du présent code.

« Si l'aide nécessaire à l'élève handicapé ne comporte pas de soutien pédagogique, ces assistants d'éducation mentionnés aux deux premiers alinéas du présent article peuvent être recrutés sans condition de diplôme.

« Les personnels en charge de l'aide à l'inclusion scolaire exercent leurs fonctions auprès des élèves pour lesquels une aide a été reconnue nécessaire par décision de la commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles. Leur contrat de travail précise le nom des écoles et des établissements scolaires au sein desquels ils sont susceptibles d'exercer leurs fonctions.

« L'aide individuelle mentionnée au premier alinéa du présent article peut, après accord entre l'inspecteur d'académie et la famille de l'élève, lorsque la continuité de l'aide est nécessaire à l'élève en fonction de la nature particulière de son handicap, être assurée par une association ou un groupement d'associations ayant conclu une convention avec l'État.

« Les modalités d'application du présent article, notamment la désignation des personnes chargées de l'aide mentionnée aux deux premiers alinéas et la nature de l'aide, sont déterminées par décret. » ;

2° L'article L. 916-1 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« Des assistants d'éducation peuvent être recrutés par les établissements d'enseignement mentionnés au chapitre II du titre Ier et au titre II du livre IV pour exercer des fonctions d'assistance à l'équipe éducative en lien avec le projet d'établissement, notamment pour l'encadrement et la

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

surveillance des élèves. Lorsqu'ils sont recrutés pour l'aide à l'inclusion scolaire des élèves handicapés, y compris en dehors du temps scolaire, leur recrutement intervient après accord de l'inspecteur d'académie. Ils peuvent également être recrutés par les établissements mentionnés à l'article L. 442-1, après accord de l'inspecteur d'académie, pour exercer des fonctions d'aide à l'inclusion scolaire des élèves handicapés, y compris en dehors du temps scolaire. » ;

b) À la première phrase du deuxième alinéa, les mots : « accueil et à l'intégration scolaires » sont remplacés par les mots : « inclusion scolaire » ;

c) À l'avant-dernier alinéa, les mots : « accueil et à l'intégration » sont remplacés par les mots : « inclusion scolaire » et la troisième occurrence du mot : « à » est remplacée par la référence : « au premier alinéa de ».

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

~~II (nouveau).— Le rapport prévu à l'article 121 de la loi n° 2009 1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 et à l'article 160 de la loi n° 2010 1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 est remis chaque année au plus tard le 30 juin.~~

II.- Supprimé.

Article 51 *nonies*

Article 51 *nonies*

~~Au plus tard le 30 avril 2012, le Gouvernement dépose au Parlement un rapport sur le nombre de maîtres auxiliaires, d'enseignants contractuels et de vacataires recrutés par le ministère de l'éducation nationale depuis le 31 décembre 2005, et détaillant la répartition de ces emplois par académie, leur incidence sur le plafond d'emplois du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie~~

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

—

Justice

Article 52 bis

L'article 800-1 du code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« Les frais de justice criminelle, correctionnelle et de police sont à la charge de l'État et sans recours contre le condamné ou la partie civile, sous réserve des cas prévus aux deux derniers alinéas du présent article. » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la personne condamnée est une personne morale, les frais de justice exposés au cours de la procédure sont mis à sa charge. La juridiction peut toutefois déroger à

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

—

Justice

Article 52 bis

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

Alinéa sans modification.

« Lorsque la personne condamnée est une personne morale à but lucratif, exposés au cours de la procédure sont mis à sa charge. La juridiction peut toutefois déroger à cette

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

—

Justice

Article 52 bis

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

Alinéa sans modification.

« Lorsque la personne condamnée est une personne morale, exposés au cours de la procédure sont mis à sa charge. La juridiction peut toutefois déroger à cette règle et

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

cette règle et décider de la prise en charge de tout ou partie des frais de justice par l'État. »

Médias, livre et industries culturelles

Article 52 ter

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

règle et décider de la prise en charge de tout ou partie des frais de justice par l'État. »

Article 52 ter A (nouveau)

~~I. — L'article 1635 bis Q du code général des impôts est abrogé.~~

~~II. — 1. Les deuxième et troisième alinéas de l'article 21 I de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques sont supprimés.~~

~~2. L'article 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique est ainsi modifié :~~

~~a) Après le mot : « juridictionnelle », la fin de la première phrase est supprimée ;~~

~~b) Après le mot : « achevées », la fin de la seconde phrase est supprimée.~~

~~III. — La perte de recettes pour le Conseil national des barreaux résultant de la suppression de la contribution pour l'aide juridique est compensée, à due concurrence, par la création et l'affectation d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

Médias, livre et industries culturelles

Article 52 ter

Supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

décider de la prise en charge de tout ou partie des frais de justice par l'État. »

Article 52 ter A

Supprimé.

Médias, livre et industries culturelles

Article 52 ter

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

~~Le dernier alinéa du VI de l'article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication est complété par une phrase ainsi rédigée :~~

~~« Le cas échéant, le montant de cette compensation est réduit à due concurrence du montant des recettes propres excédant le produit attendu de ces mêmes recettes tel que déterminé par le contrat d'objectifs et de moyens ou ses éventuels avenants conclus entre l'État et la société mentionnée au même I. »~~

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Outre-mer

Article 52 quater

I. – L'article 568 *bis* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa :

a) Les mots : « , à compter du 1^{er} août 2011, » sont supprimés ;

b) La seconde phrase est supprimée ;

2° Les deuxième et cinquième alinéas sont supprimés ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

Le dernier alinéa du VI de l'article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Le cas échéant, le montant de cette compensation est réduit à due concurrence du montant des recettes propres excédant le produit attendu de ces mêmes recettes tel que déterminé par le contrat d'objectifs et de moyens ou ses éventuels avenants conclus entre l'État et la société mentionnée au même I. »

Outre-mer

Article 52 quater

L'article 568 *bis* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa et aux deux derniers alinéas, la date : « 1^{er} août 2011 » est remplacée par la date : « 1^{er} janvier 2013 » ;

2° Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :

« Le nombre de licences accordées par département est déterminé en application de règles générales d'implantation fixées par décret. Ces règles tiennent notamment compte du nombre d'habitants par commune. » ;

3° Au dernier alinéa, la deuxième occurrence de l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2013 » et la date : « 31 décembre 2011 » est remplacée par la date : « 30 juin 2013 » ;

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

3° Le dernier alinéa est ainsi rédigé :

4° Le troisième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Les conditions d'application du présent article, notamment le nombre de licences susceptibles d'être créées dans chaque département, ainsi que les modalités de cession d'activité des points de vente dépourvus de licence sont définies par décret. »

« Ne sont pas concernés par cette interdiction les magasins de commerce de détail du tabac installés au 1^{er} janvier 2012 dans les galeries marchandes attenantes à des supermarchés ou des hypermarchés.

II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Article 52 quinquies

Article 52 quinquies

L'article 268 du code des douanes est complété par un 5 ainsi rédigé :

Alinéa sans modification.

« 5. La livraison, à destination des départements de Martinique et de Guadeloupe, de tabacs manufacturés qui ont fait l'objet d'une importation dans l'un de ces départements donne lieu à un versement du droit de consommation au profit de la collectivité départementale du département de destination.

« 5. La livraison, à destination des départements de la Martinique et de la Guadeloupe, de tabacs manufacturés qui ont fait l'objet d'une importation dans l'un de ces départements donne lieu à un versement du droit de consommation au profit du département de destination.

« Le versement est prélevé sur le produit du droit de consommation sur les tabacs perçu dans le département

Alinéa sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

d'importation.

« Il est procédé au versement six mois au plus tard après la date à laquelle a été réalisée la livraison des tabacs dans le département de destination. »

Alinéa sans modification.

Article 52 *sexies*

Article 52 *sexies*

~~L'article 1519 du code général des impôts est ainsi modifié :~~

Supprimé.

~~1° Les deuxième et dernier alinéas du I sont supprimés ;~~

~~2° Le II est ainsi modifié :~~

~~a) Le 1° *bis* est complété par trois alinéas ainsi rédigés :~~

~~« Pour les gisements en mer situés au delà de 1 mille marin des lignes de bases définies à l'article 1^{er} de la loi n° 71 1060 du 24 décembre 1971 relative à la délimitation des eaux territoriales françaises, les tarifs de la redevance communale des mines sont fixés à :~~

~~« 186 euros par 100 000 mètres cubes extraits pour les gisements de gaz naturel ;~~

~~« 556 euros par centaine de tonnes nettes extraites pour les gisements de pétrole brut. » ;~~

~~b) Au premier alinéa du 1° *ter*, après l'année : « 1992 », sont insérés les mots : « , à l'exception des gisements situés au delà de 1 mille marin des lignes de bases définies à l'article 1^{er} de la loi n° 71 1060 du~~

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

— 243 —

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~24 décembre 1971 précitée ».~~

Article 52 septies

~~L'article 1587 du code général des impôts est ainsi
modifié :~~

~~1° Les deuxième et dernier alinéas du I sont
supprimés ;~~

~~2° Le II est ainsi modifié :~~

~~a) Le 1° bis est complété par trois alinéas ainsi
rédigés :~~

~~« Pour les gisements en mer situés au delà de 1 mille
marin des lignes de bases définies à l'article 1^{er} de la loi
n° 71 1060 du 24 décembre 1971 relative à la délimitation
des eaux territoriales françaises, les tarifs de la redevance
départementale des mines sont fixés à :~~

~~« 272 euros par 100 000 mètres cubes extraits pour
les gisements de gaz naturel ;~~

~~« 715 euros par centaine de tonnes nettes extraites
pour les gisements de pétrole brut. » ;~~

~~b) Au premier alinéa du 1° ter, après l'année :
« 1992 », sont insérés les mots : « , à l'exception des
gisements situés au delà de 1 mille marin des lignes de bases
définies à l'article 1^{er} de la loi n° 71 1060 du 24 décembre
1971 précitée » ;~~

~~3° Il est ajouté un IV ainsi rédigé :~~

Article 52 septies

Supprimé.

*La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable
en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.*

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

~~« IV. Les modalités d'attribution de la redevance départementale des mines sont fixées par décret en Conseil d'Etat. »~~

Article 52 *octies*

À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 5141-4 et au 2° du II de l'article L. 5141-5 du code général de la propriété des personnes publiques, l'année : « 1998 » est remplacée par l'année : « 2008 ».

Article 52 *octies*

Sans modification.

Relations avec les collectivités territoriales

Relations avec les collectivités territoriales

Relations avec les collectivités territoriales

Article 53 A

I. – Les mécanismes de péréquation ont pour objectif le rapprochement progressif des ressources par habitant des collectivités territoriales. Ils conduisent à ce qu'aucune commune ou ensemble intercommunal n'ait, dans un délai de dix ans à compter de la publication de la présente loi, un indicateur de ressources élargi par habitant, corrigé par les dispositifs de péréquation horizontale, inférieur à 90 % de celui de sa strate démographique. Ce taux est fixé à 90 % pour les départements. Il est fixé à 95 % de l'indicateur de ressources fiscales par habitant, corrigé par les dispositifs de péréquation horizontale, pour les régions.

Les mécanismes de péréquation reposent également sur la répartition de ressources fiscales collectées au niveau national.

II. – Les objectifs de rapprochement progressif des

Article 53 A

Avant le dernier alinéa du I de l'article 108 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ce rapport présente également une évaluation des mécanismes de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales. ».

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

—

Article 53

I.— L'article L. 3334-2 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« *Art. L. 3334-2.*— La population à prendre en compte pour l'application de la présente section est la population municipale du département telle qu'elle résulte du recensement de la population.

Cette population est majorée d'un habitant par résidence secondaire. »

II.— L'article L. 3334-3 du même code est ainsi modifié :

1° Au début des troisième et dernier alinéas, les mots : « En 2011 » sont remplacés par les mots : « À compter de 2011 » ;

2° Avant le dernier alinéa, sont insérés trois alinéas

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—

Article 53

I.— Sans modification.

Alinéa sans modification.

1° Aux troisième, cinquième et sixième alinéas, les mots : « En 2011 » sont remplacés par les mots : « En 2011 et en 2012 » ;

2° Le quatrième alinéa est complété par une phrase

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

—

Article 53

I.— Sans modification.

Alinéa sans modification.

1° Au début des troisième et dernier alinéas, le mot : « En » est remplacé par les mots : « À compter de » ;

2° Avant le dernier alinéa, sont insérés trois alinéas

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

ainsi rédigés :

« En 2012, cette garantie ou, pour le département de Paris, sa dotation forfaitaire, est minorée d'un montant fixé par le comité des finances locales afin d'abonder l'accroissement de la dotation de base mentionnée au troisième alinéa et l'accroissement, d'un montant minimal de 10 millions d'euros, de la dotation prévue à l'article L. 3334-4. Cette minoration est effectuée dans les conditions suivantes :

« 1° Les départements dont le potentiel financier par habitant calculé en 2011 est inférieur à 0,9 fois le potentiel financier moyen par habitant calculé en 2011 au niveau national bénéficient d'une attribution au titre de leur garantie ou, pour le département de Paris, de sa dotation forfaitaire, égale à celle perçue en 2011 ;

« 2° La garantie ou, pour le département de Paris, sa dotation forfaitaire, des départements dont le potentiel financier par habitant calculé en 2011 est supérieur ou égal à 0,9 fois le potentiel financier moyen par habitant constaté en 2011 au niveau national est minorée en proportion de leur population et du rapport entre le potentiel financier par habitant du département calculé en 2011 et le potentiel financier moyen par habitant constaté en 2011 au niveau national. Cette minoration ne peut être supérieure pour chaque département à 10 % de la garantie ou, pour le département de Paris, à 10 % de sa dotation forfaitaire, perçue l'année précédente. »

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

ainsi rédigée :

« Cette garantie peut être minorée selon un taux fixé par le comité des finances locales afin d'abonder la dotation prévue à l'article L. 3334-4. » ;

~~3° (nouveau) Le dernier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :~~

~~« Elle est complétée par un versement de la commune de Paris au département de Paris, fixé à 150 millions d'euros en 2012. Le montant du versement est revalorisé chaque année comme l'évolution de la dotation globale de~~

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

ainsi rédigés :

« En 2012, cette garantie ou, pour le département de Paris, sa dotation forfaitaire, est minorée d'un montant fixé par le comité des finances locales afin d'abonder l'accroissement de la dotation de base mentionnée au troisième alinéa et l'accroissement, d'un montant minimal de 10 millions d'euros, de la dotation prévue à l'article L. 3334-4. Cette minoration est effectuée dans les conditions suivantes :

« 1° Les départements dont le potentiel financier par habitant calculé en 2011 est inférieur à 0,9 fois le potentiel financier moyen par habitant calculé en 2011 au niveau national bénéficient d'une attribution au titre de leur garantie ou, pour le département de Paris, de sa dotation forfaitaire, égale à celle perçue en 2011 ;

« 2° La garantie ou, pour le département de Paris, sa dotation forfaitaire, des départements dont le potentiel financier par habitant calculé en 2011 est supérieur ou égal à 0,9 fois le potentiel financier moyen par habitant constaté en 2011 au niveau national est minorée en proportion de leur population et du rapport entre le potentiel financier par habitant du département calculé en 2011 et le potentiel financier moyen par habitant constaté en 2011 au niveau national. Cette minoration ne peut être supérieure pour chaque département à 10 % de la garantie ou, pour le département de Paris, à 10 %, de sa dotation forfaitaire, perçue l'année précédente. » ;

3° Supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

III.— L'article L. 3334-4 du même code est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Dans les conditions prévues au quatrième alinéa de l'article L. 3334-3, le Comité des finances locales peut majorer les montants consacrés à l'augmentation de la dotation de péréquation urbaine et de la dotation de fonctionnement minimale d'un montant ne pouvant excéder 5 % des ressources affectées l'année précédente au titre de chacune des deux dotations. » ;

2° Le dernier alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Lorsqu'un département remplit pour la première année les conditions démographiques prévues au premier alinéa de l'article L. 3334-6-1 pour être considéré comme urbain, le montant total de la dotation de péréquation urbaine est majoré du montant qu'il a perçu l'année précédente au titre de la dotation de fonctionnement minimale, le montant total de celle-ci étant diminué à due concurrence. La dotation de péréquation urbaine perçue par ce département ne peut être inférieure au montant de dotation de fonctionnement minimale perçu l'année précédente.

« La première année où un département ne remplit plus les conditions prévues au premier alinéa du même article L. 3334-6-1, le montant total de la dotation de péréquation urbaine est minoré du montant qu'il a perçu l'année précédente à ce titre, la dotation de fonctionnement minimale étant majorée à due concurrence. La dotation de

~~fonctionnement prévue à l'article L. 3334-1 du code général des collectivités territoriales.»~~

III.— Sans modification.

III.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

fonctionnement minimale perçue par ce département ne peut être inférieure au montant de dotation de péréquation urbaine perçu l'année précédente. »

IV.— L'article L. 3334-6 du même code est ainsi rédigé :

« Art. L. 3334-6. — Le potentiel fiscal d'un département est déterminé en additionnant les montants suivants :

« 1° Le produit déterminé par application aux bases départementales de taxe foncière sur les propriétés bâties du taux moyen national d'imposition de cette taxe ;

« 2° La somme des produits départementaux perçus au titre de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux prévus à l'article 1586 du code général des impôts ;

« 3° La somme des montants positifs ou négatifs résultant de l'application des 1.2 et 2.2 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 perçus ou supportés l'année précédente par le département ;

« 4° La somme de la moyenne des produits perçus par le département pour les cinq derniers exercices connus au titre des impositions prévues à l'article 1594 A du code général des impôts et des produits perçus l'année précédente par le département au titre de l'imposition prévue aux 2° et 6° de l'article 1001 du code général des impôts. En 2012, le produit pris en compte au titre de cette dernière imposition est celui perçu par l'État en 2010 ;

« 5° Le montant perçu l'année précédente au titre de la part de la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 3334-3 du présent code correspondant à la compensation prévue au I

Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998).

« Les bases et les produits retenus sont ceux bruts de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions départementales. Le taux moyen national d'imposition retenu est celui constaté lors de la dernière année dont les résultats sont connus.

« Le potentiel financier d'un département est égal à son potentiel fiscal majoré des montants perçus l'année précédente au titre de la dotation de compensation prévue à l'article L. 3334-7-1 et de la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 3334-3, hors les montants antérieurement perçus au titre de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 précitée.

« Le potentiel fiscal par habitant et le potentiel financier par habitant sont égaux, respectivement, au potentiel fiscal et au potentiel financier du département divisés par le nombre d'habitants constituant la population de ce département, telle que définie à l'article L. 3334-2. »

V.—L'article L. 3334-6-1 du même code est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, après les mots : « des départements urbains », sont ajoutés les mots : « et dont le revenu par habitant est inférieur à 1,4 fois le revenu moyen

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

~~« L'indicateur de ressources élargi d'un département est égal à son potentiel financier majoré des montants perçus l'année précédente au titre de la dotation de péréquation urbaine prévue à l'article L. 3334-6-1 ou de la dotation de fonctionnement minimale prévue à l'article L. 3334-7.~~

« Le potentiel fiscal par habitant, le potentiel financier par habitant et l'indicateur de ressources élargi par habitant sont égaux, respectivement, au potentiel fiscal, au potentiel financier et à l'indicateur de ressources élargi du département divisés par le nombre d'habitants constituant la population de ce département, telle que définie à l'article L. 3334-2. »

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

Alinéa supprimé.

« Le potentiel fiscal par habitant et le potentiel financier par habitant sont égaux, respectivement, au potentiel fiscal et au potentiel financier du département divisés par le nombre d'habitants constituant la population de ce département, telle que définie à l'article L. 3334-2. »

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

par habitant des départements urbains » ;

2° Aux 3° et à la fin de la première phrase du 4°, la référence : « à l'article L. 3334-2 » est remplacée par la référence : « au premier alinéa de l'article L. 3334-2 » ;

3° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« À compter de 2012, les départements éligibles ne peuvent percevoir une dotation de péréquation urbaine inférieure au montant de dotation de péréquation urbaine perçu l'année précédente. »

2° Sans modification.

3° Sont ajoutés deux alinéas ainsi rédigés :

« À compter de 2012, les départements éligibles ne peuvent percevoir une dotation de péréquation urbaine inférieure au montant de la dotation de péréquation urbaine perçu l'année précédente.

~~« En 2012, le potentiel financier utilisé pour l'application du présent article est celui calculé pour l'année 2011. »~~

~~V bis (nouveau). L'article L. 3334-7 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :~~

~~« En 2012, le potentiel financier utilisé pour l'application du présent article est celui calculé pour l'année 2011. »~~

VI.— Au début du dernier alinéa de l'article L. 3334-7-1 du même code, les mots : « En 2011 » sont remplacés par les mots : « À compter de 2011 ».

VI.— Au début du dernier alinéa de l'article L. 3334-7-1 du même code, les mots : « En 2011 » sont remplacés par les mots : « En 2011 et en 2012 ».

VI.— Au début du dernier alinéa de l'article L. 3334-7-1 du même code, les mots : « En 2011 » sont remplacés par les mots : « À compter de 2011 ».

VII.— Le c de l'article L. 3334-10 du même code est ainsi modifié :

Alinéa sans modification.

1° Le taux : « 60 % » est remplacé par le taux : « 50 % » ;

1° Sans modification.

2° Est ajoutée une phrase ainsi rédigée :

2° Sont ajoutés deux alinéas ainsi rédigés :

« À compter de 2012, l'attribution perçue au titre de cette majoration par un département éligible ne peut être

« À compter de 2012, l'attribution perçue au titre de cette majoration par un département éligible ne peut être

2° Sans modification.

3° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

Alinéa sans modification.

Alinéa supprimé.

V bis.- Supprimé.

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

2° Est ajoutée une phrase ainsi rédigée :

Alinéa sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

inférieure à 90 % du montant perçu l'année précédente. »

inférieure à 90 % du montant perçu l'année précédente.

~~« En 2012, le potentiel fiscal utilisé pour l'application du c est celui calculé pour l'année 2011. »~~

Alinéa supprimé.

VIII.– L'article L. 3334-18 du même code devient l'article L. 3335-2 qui est ainsi modifié :

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

1° Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

« Lorsque le montant total des deux prélèvements est supérieur à 380 millions d'euros, le comité des finances locales peut décider de mettre en réserve tout ou partie du montant excédant ce niveau. Sur décision de ce comité, tout ou partie des sommes ainsi mises en réserve vient abonder les ressources mises en répartition au titre des années suivantes lorsque les prélèvements alimentant le fonds sont inférieurs à 300 millions d'euros. » ;

« Lorsque le montant total des deux prélèvements est supérieur à 380 millions d'euros, le comité des finances locales peut décider de mettre en réserve, dans un fonds de garantie départemental des corrections conjoncturelles, tout ou partie du montant excédant ce niveau. Sur décision de ce comité, tout ou partie des sommes ainsi mises en réserve vient abonder les ressources mises en répartition au titre des années suivantes lorsque les prélèvements alimentant le fonds sont inférieurs à 300 millions d'euros. » ;

2° Au début du premier alinéa du V sont ajoutés les mots : « Après prélèvement d'un montant égal aux régularisations effectuées l'année précédente, » ;

2° Sans modification.

2° Sans modification.

2° bis (nouveau) Le même premier alinéa complété par une phrase ainsi rédigée :

« Par dérogation, les départements d'outre-mer sont éligibles de droit à cette répartition. » ;

3° Le V est complété par un alinéa ainsi rédigé :

3° Le V est ainsi rédigé :

3° Le même V est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« V. – 1° Sont éligibles au reversement du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux, les départements dont l'indice synthétique de ressources et de

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

—

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

—

charges est supérieur à la moyenne ;

« 2° Pour chaque département, l'indice synthétique de ressources et de charges mentionné au 1° est fonction :

« a) Du rapport entre la population du département et la population de l'ensemble des départements ;

« b) Du rapport entre, d'une part, la somme des bénéficiaires de minima sociaux, et des personnes âgées de plus de soixante-quinze ans du département et, d'autre part, la même somme dans l'ensemble des départements ;

« c) Du rapport entre la longueur de voirie départementale rapportée au nombre d'habitants du département et la longueur de la voirie de l'ensemble des départements rapportée au nombre d'habitants de l'ensemble des départements ;

« d) Du rapport entre le potentiel financier par habitant de l'ensemble des départements et le potentiel financier par habitant du département.

« L'indice synthétique de ressources et de charges est obtenu par addition des rapports définis aux a, b, c et d, en pondérant chacun de ces critères respectivement par 15 %, 20 %, 15 % et 50 % ;

« 3° Un décret fixe les modalités d'application du présent V.

« En 2012, le potentiel financier utilisé pour l'application des 1° et 2° est celui calculé pour l'année 2011. »

« En 2012, le potentiel financier utilisé pour l'application du 2° est celui calculé pour l'année 2011. »

Alinéa sans modification.

IX.— Au titre III du livre III de la troisième partie du même code, la division chapitre IV *bis* et l'intitulé :

IX.— Sans modification.

IX.— Sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

« Péréquation des recettes fiscales » sont supprimés et son article L. 3334-18 devient l'article L. 3335-2 du chapitre V intitulé : « Péréquation des recettes fiscales ».

~~X (nouveau).— En 2012, le potentiel financier utilisé pour l'application de l'article L. 3334-16-2 du même code est celui calculé en 2011.~~

X. – *Supprimé.*

~~XI (nouveau).— En 2012, le potentiel fiscal utilisé pour l'application de l'article L. 14-10-7 du code de l'action sociale et des familles est celui calculé pour l'année 2011.~~

XI. – *Supprimé.*

Article 54

Article 54

Article 54

I. – Au deuxième alinéa de l'article L. 1211-3 du code général des collectivités territoriales, la référence : « à l'article L. 2334-7 » est remplacée par les références : « aux articles L. 2334-7 et L. 2334-7-1 » et, à la fin, la référence : « et L. 2334-13 » est remplacée par les mots : « , L. 2334-13, L. 3334-4 et L. 4332-8 ainsi que les sommes mises en réserve et les abondements mentionnés à l'article L. 3335-2 ».

I.– Sans modification.

I.– Sans modification.

II.– Au premier alinéa de l'article L. 2334-3 du même code, après la référence « L. 2334-5, » est insérée la référence : « L. 2334-7, ».

II.– Sans modification.

II.– Sans modification.

III.– L'article L. 2334-7 du même code est ainsi modifié :

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

1° Au début du second alinéa du 1°, les mots : « Pour 2011 » sont remplacés par les mots : « À compter de 2011 » ;

1° Au début du second alinéa du 1°, les mots : « Pour 2011 » sont remplacés par les mots : « En 2011 et 2012 » ;

1° Au début du second alinéa du 1°, les mots : « Pour 2011 » sont remplacés par les mots : « À compter de 2011 » ;

2° À la première phrase du 2°, les mots : « en 2011 » sont remplacés par les mots : « à compter de 2011 » ;

2° À la première phrase du 2°, les mots : « en 2011 » sont remplacés par les mots : « en 2011 et 2012 » ;

2° À la première phrase du 2°, les mots : « en 2011 » sont remplacés par les mots : « à compter de 2011 » ;

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

3° Après le premier alinéa du 3°, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« À compter de 2012, ces mêmes montants peuvent être diminués selon un pourcentage identique pour l'ensemble des communes, dans les conditions prévues à l'article L. 2334-7-1. » ;

4° Le quatrième alinéa du 4° est ainsi rédigé :

« À compter de 2012, les communes dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 0,9 fois le potentiel fiscal moyen par habitant constaté pour l'ensemble des communes bénéficient d'une attribution au titre de la garantie égale à celle perçue l'année précédente. Pour les communes dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur ou égal à 0,9 fois le potentiel fiscal moyen par habitant constaté pour l'ensemble des communes, ce montant est diminué, dans les conditions prévues à l'article L. 2334-7-1, en proportion de leur population et de l'écart relatif entre le potentiel fiscal par habitant de la commune et le potentiel fiscal moyen par habitant constaté pour l'ensemble des communes. Cette minoration ne peut être supérieure à 6 % de la garantie perçue l'année précédente. Le potentiel fiscal pris en compte pour l'application du présent alinéa est celui calculé l'année précédente en application de l'article L. 2334-4. » ;

5° Le onzième alinéa est ainsi rédigé :

« 5° Une dotation en faveur des communes des parcs nationaux et des parcs naturels marins. Cette dotation comprend une première fraction dont le montant est réparti entre les communes dont le territoire est en tout ou partie compris dans le cœur d'un parc national mentionné à l'article L. 331-1 du code de l'environnement. L'attribution individuelle est déterminée en fonction de la superficie de chaque commune comprise dans le cœur de parc, cette

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Alinéa sans modification.

« En 2012 ces mêmes montants peuvent être diminués selon un pourcentage identique pour l'ensemble des communes, dans les conditions prévues à l'article L. 2334-7-1. » ;

Alinéa sans modification.

« En 2012, les communes dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 0,9 fois le potentiel fiscal moyen par habitant constaté pour l'ensemble des communes bénéficient d'une attribution au titre de la garantie égale à celle perçue l'année précédente. Pour les communes dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur ou égal à 0,9 fois le potentiel fiscal moyen par habitant constaté pour l'ensemble des communes, ce montant est diminué, dans les conditions prévues à l'article L. 2334-7-1, en proportion de leur population et de l'écart relatif entre le potentiel fiscal par habitant de la commune et le potentiel fiscal moyen par habitant constaté pour l'ensemble des communes. Cette minoration ne peut être supérieure à 6 % de la garantie perçue l'année précédente. Le potentiel fiscal pris en compte pour l'application du présent alinéa est celui calculé l'année précédente en application de l'article L. 2334-4. » ;

5° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

« À compter de 2012, ces mêmes montants peuvent être diminués selon un pourcentage identique pour l'ensemble des communes, dans les conditions prévues à l'article L. 2334-7-1. » ;

Alinéa sans modification.

« À compter de 2012, les communes dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 0,9 fois le potentiel fiscal moyen par habitant constaté pour l'ensemble des communes bénéficient d'une attribution au titre de la garantie égale à celle perçue l'année précédente. Pour les communes dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur ou égal à 0,9 fois le potentiel fiscal moyen par habitant constaté pour l'ensemble des communes, ce montant est diminué, dans les conditions prévues à l'article L. 2334-7-1, en proportion de leur population et de l'écart relatif entre le potentiel fiscal par habitant de la commune et le potentiel fiscal moyen par habitant constaté pour l'ensemble des communes. Cette minoration ne peut être supérieure à 6 % de la garantie perçue l'année précédente. Le potentiel fiscal pris en compte pour l'application du présent alinéa est celui calculé l'année précédente en application de l'article L. 2334-4. » ;

Alinéa sans modification.

« 5° Une dotation en faveur des communes des parcs nationaux et des parcs naturels marins. Cette dotation comprend une première fraction dont le montant est réparti entre les communes dont le territoire est en tout ou partie compris dans le cœur d'un parc national mentionné à l'article L. 331-1 du code de l'environnement. L'attribution individuelle est déterminée en fonction de la superficie de chaque commune comprise dans le cœur de parc, cette

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

superficie étant doublée pour le calcul de la dotation lorsqu'elle dépasse les 5 000 kilomètres carrés. Cette dotation comprend une deuxième fraction dont le montant est réparti entre les communes insulaires de métropole dont le territoire est situé au sein d'un parc naturel marin mentionné à l'article L. 334-3 du même code, ~~par parts égales~~. Cette dotation comprend une troisième fraction dont le montant est réparti entre les autres communes insulaires dont le territoire est situé au sein d'un parc naturel marin mentionné au même article L. 334-3, ~~en proportion de la superficie de chaque commune~~. Le montant de la première fraction est fixé à 3,2 millions d'euros et celui de chacune des deux autres fractions à 150 000 €. » ;

6° Les seizième et avant-dernier alinéas sont supprimés.

IV.— Après le même article L. 2334-7, il est inséré un article L. 2334-7-1 ainsi rétabli :

« *Art. L. 2334-7-1.* — Afin de financer l'accroissement de la dotation de base mentionnée au 1° de l'article L. 2334-7, de la dotation en faveur des parcs nationaux et des parcs naturels marins visée au 5° du même article, de la dotation d'intercommunalité mentionnée à l'article L. 5211-28 et, le cas échéant, du solde de la dotation d'aménagement prévu au troisième alinéa de l'article L. 2334-13, le comité des finances locales fixe, pour chaque exercice, le montant global des minorations appliquées à la garantie, conformément au 4° de l'article L. 2334-7 et, en tant que de besoin, détermine un pourcentage de minoration appliqué aux montants correspondant aux montants antérieurement perçus au titre du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998), conformément au 3° de l'article L. 2334-7 et au deuxième alinéa de l'article L. 5211-28-1.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

6° Sans modification.

IV.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

superficie étant doublée pour le calcul de la dotation lorsqu'elle dépasse les 5 000 kilomètres carrés. Cette dotation comprend une deuxième fraction dont le montant est réparti entre les communes insulaires de métropole dont le territoire est situé au sein d'un parc naturel marin mentionné à l'article L. 334-3 du même code. Cette dotation comprend une troisième fraction dont le montant est réparti par parts égales entre les autres communes insulaires dont le territoire est situé au sein d'un parc naturel marin mentionné au même article L. 334-3. Le montant de la première fraction est fixé à 3,2 millions d'euros et celui de chacune des deux autres fractions à 150 000 €. » ;

6° Sans modification.

IV.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

« En cas d'insuffisance de ces mesures, le montant global des minorations prévu au 4° de l'article L. 2334-7 et, le cas échéant, le pourcentage de minoration prévu au 3° du même article sont relevés à due concurrence. »

V.- Après le premier alinéa de l'article L. 5211-28-1 du même code, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« À compter de 2012, les montants correspondant aux montants antérieurement perçus au titre du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) peuvent être diminués d'un pourcentage identique pour l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, dans les conditions prévues à l'article L. 2334-7-1. »

Article 55

I.- L'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« *Art. L. 2334-4.* – I. – Le potentiel fiscal d'une commune est déterminé en additionnant les montants suivants :

« 1° Le produit déterminé par l'application aux bases communales d'imposition de taxe d'habitation, de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe foncière sur les propriétés non bâties du taux moyen national d'imposition de chacune de ces taxes ;

~~« 2° La somme :~~

~~« a) Du produit déterminé par l'application aux bases communales d'imposition de cotisation foncière des entreprises du taux moyen national d'imposition de cette~~

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

V.- Sans modification.

Article 55

Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« 1° Le produit déterminé par l'application aux bases communales d'imposition de taxe d'habitation, de taxe foncière sur les propriétés bâties, de taxe foncière sur les propriétés non bâties et de cotisation foncière des entreprises, du taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes ;

Alinéa supprimé.

Alinéa supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

V.- Sans modification.

Article 55

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« 1° Le produit déterminé par l'application aux bases communales d'imposition de taxe d'habitation, de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe foncière sur les propriétés non bâties du taux moyen national d'imposition de chacune de ces taxes ;

« 2° La somme :

« a) Du produit déterminé par l'application aux bases communales d'imposition de cotisation foncière des entreprises du taux moyen national d'imposition de cette

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

~~taxe ;~~

« b) Des produits communaux et intercommunaux perçus au titre de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties et des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux prévus à l'article 1379 du code général des impôts ainsi que de la taxe sur les surfaces commerciales prévue au 6° de l'article L. 2331-3 du présent code, dont les recettes ont été établies sur le territoire de la commune, sous réserve des dispositions du II du présent article ;

« 3° La somme des montants positifs ou négatifs résultant de l'application des 1.1 et 2.1 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 perçus ou supportés l'année précédente par la commune ainsi que, pour les communes membres d'un groupement à fiscalité propre, une fraction des montants perçus ou supportés à ce titre par le groupement calculée au prorata de la population au 1^{er} janvier de l'année de répartition. Pour les communes créées en application des dispositions de l'article L. 2113-2, les montants retenus la première année correspondent à la somme des montants perçus ou supportés par les communes préexistantes l'année précédente ;

« 4° La somme des produits perçus par la commune au titre du prélèvement sur le produit des jeux prévu aux articles L. 2333-54 à L. 2333-57, de la taxe communale sur les entreprises exploitant des engins de remontées mécaniques prévue aux articles L. 2333-49 à L. 2333-53 du présent code, de la surtaxe sur les eaux minérales prévue à l'article 1582 du code général des impôts et de la redevance des mines prévue à l'article 1519 du même code ;

« 5° Le montant perçu l'année précédente au titre de la part de la dotation forfaitaire définie au 3° de l'article

« 2° La somme des produits communaux et intercommunaux perçus au titre de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties et des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux prévus à l'article 1379 du code général des impôts ainsi que de la taxe sur les surfaces commerciales prévue au 6° de l'article L. 2331-3 du présent code, dont les recettes ont été établies sur le territoire de la commune, sous réserve des dispositions du II du présent article ;

Alinéa sans modification.

« 4° La somme des produits perçus par la commune au titre du prélèvement sur le produit des jeux prévu aux articles L. 2333-54 à L. 2333-57, de la taxe communale sur les entreprises exploitant des engins de remontées mécaniques prévue aux articles L. 2333-49 à L. 2333-53 du présent code, de la surtaxe sur les eaux minérales prévue à l'article 1582 du code général des impôts, de la redevance des mines prévue à l'article 1519 du même code et du prélèvement sur les paris prévu à l'article 302 *bis* ZG dudit code ;

Alinéa sans modification.

taxe ;

« b) Des produits communaux et intercommunaux perçus au titre de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties et des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux prévus à l'article 1379 du code général des impôts ainsi que de la taxe sur les surfaces commerciales prévue au 6° de l'article L. 2331-3 du présent code, dont les recettes ont été établies sur le territoire de la commune, sous réserve des dispositions du II du présent article ;

Alinéa sans modification.

« 4° La somme des produits perçus par la commune au titre du prélèvement sur le produit des jeux prévu aux articles L. 2333-54 à L. 2333-57, de la taxe communale sur les entreprises exploitant des engins de remontées mécaniques prévue aux articles L. 2333-49 à L. 2333-53 du présent code, de la surtaxe sur les eaux minérales prévue à l'article 1582 du code général des impôts et de la redevance des mines prévue à l'article 1519 du même code ;

Alinéa sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

L. 2334-7 du présent code, hors le montant correspondant à la compensation prévue au 2° *bis* du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003).

« Les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions communales. Les taux moyens nationaux retenus sont ceux constatés lors de la dernière année dont les résultats sont connus. Toutefois, pour les communes membres de groupements faisant application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du même code, un taux moyen national d'imposition spécifique à la taxe d'habitation est calculé pour l'application du 1° du présent I en fonction du produit perçu par ces seules communes. Les ressources et produits retenus sont ceux bruts de la dernière année dont les résultats sont connus.

« II.- 1. Le potentiel fiscal d'une commune membre d'un groupement à fiscalité propre faisant application du régime fiscal défini à l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts ou de celui défini à l'article 1609 *quinquies* C du même code est majoré de l'attribution de compensation perçue par la commune l'année précédente.

« 2. Pour les communes membres d'un tel groupement, le potentiel fiscal est majoré de la différence, répartie entre elles au prorata de leur population, entre :

« a) La somme des montants suivants :

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

~~« 6° (nouveau) La somme des produits perçus par la commune au titre de l'article 1584 du code général des impôts ou des versements reçus du fonds départemental mentionné à l'article 1595 bis du même code.~~

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« 2. Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

6° *Supprimé.*

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« 2. Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

« – le produit perçu par le groupement au titre de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux, de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, et de la taxe sur les surfaces commerciales ;

« – le produit déterminé par l'application aux bases intercommunales d'imposition de cotisation foncière des entreprises du taux moyen national d'imposition à cette taxe ;

« – le produit déterminé par l'application aux bases intercommunales d'imposition de taxe d'habitation du groupement appliquant l'article 1609 *nonies* C du même code du taux moyen national à cette taxe ;

« – le montant perçu par le groupement l'année précédente au titre de la part de la dotation de compensation prévue à l'article L. 5211-28-1 du présent code, hors le montant correspondant à la compensation prévue au 2° *bis* du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 précitée ;

« *b*) La somme des attributions de compensation mentionnées au 1 de l'ensemble des communes membres du groupement.

« 3. Pour le calcul de la différence mentionnée au 2, les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions intercommunales. Le taux moyen national de cotisation foncière des entreprises est celui prévu au I. Pour les groupements faisant application du régime fiscal défini à l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts, le taux moyen national à la taxe d'habitation retenu est celui constaté lors de la dernière année dont les résultats sont connus et calculé à partir des produits perçus par ces seuls groupements. Les produits retenus sont les produits bruts de

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« 3. Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

« 3. Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

la dernière année dont les résultats sont connus. Pour les communes membres d'un groupement faisant application de l'article 1609 *quinquies* C du même code, les produits retenus au *a* du 2 du présent article s'entendent uniquement de ceux relatifs à sa zone d'activité économique, les autres produits étant pris en compte conformément au I.

« 4. Les attributions de compensation mentionnées aux 1 et 2 du présent II sont celles définies au V de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts, ainsi qu'aux 3 et 4 du III de l'article 1609 *quinquies* C du même code.

« 5. Les 1 et 2 du présent II ne s'appliquent pas aux communes auxquelles il est fait pour la première année application, par le groupement dont elles sont membres, de l'article 1609 *nonies* C et du II de l'article 1609 *quinquies* C du code général des impôts.

« III.— Lorsque l'institution du régime fiscal prévu à l'article 1609 *nonies* C du même code entraîne pour des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale faisant application de ce régime la cessation de l'application des dispositions de l'article 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, les bases ou les produits retenus pour déterminer leur potentiel fiscal tiennent compte de la correction de potentiel fiscal appliquée la dernière année précédant l'institution de ce régime. En 2012, les produits retenus sont ceux utilisés pour le calcul du potentiel fiscal en 2011.

« Lorsque l'institution du régime fiscal prévu à l'article 1609 *quinquies* C du même code entraîne, pour des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale faisant application de ce régime, la cessation de l'application des dispositions de l'article 11 de la loi

« 4. Sans modification.

« 5. Sans modification.

« III.— Sans modification.

« Alinéa sans modification.

« 4. Sans modification.

« 5. Sans modification.

« III.— Sans modification.

« Alinéa sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

n° 80-10 du 10 janvier 1980 précitée, les bases ou les produits retenus pour déterminer leur potentiel fiscal tiennent compte de la correction de potentiel fiscal appliquée la dernière année précédant l'institution de ce régime. En 2012, les produits retenus sont ceux utilisés pour le calcul du potentiel fiscal en 2011.

« IV.– Le potentiel financier d'une commune est égal à son potentiel fiscal majoré du montant perçu par la commune l'année précédente au titre de la dotation forfaitaire définie à l'article L. 2334-7 du présent code hors la part mentionnée au 3° du même article. Il est minoré, le cas échéant, des prélèvements sur le produit des impôts directs locaux mentionnés au dernier alinéa du même article L. 2334-7 et au III de l'article L. 2334-7-2 subis l'année précédente. Pour la commune de Paris, il est minoré du montant de sa participation obligatoire aux dépenses d'aide et de santé du département constaté dans le dernier compte administratif, dans la limite du montant constaté dans le compte administratif de 2007.

« V.– Le potentiel fiscal par habitant et le potentiel financier par habitant sont égaux, respectivement, au potentiel fiscal et au potentiel financier de la commune divisés par le nombre d'habitants constituant la population de cette commune, telle que définie à l'article L. 2334-2. »

« IV.– Le potentiel financier d'une commune est égal à son potentiel fiscal majoré du montant perçu par la commune l'année précédente au titre de la dotation forfaitaire définie à l'article L. 2334-7 du présent code hors la part mentionnée au 3° du même article. Il est minoré, le cas échéant, des prélèvements sur le produit des impôts directs locaux mentionnés au dernier alinéa du même article L. 2334-7 et au III de l'article L. 2334-7-2 subis l'année précédente. Pour la commune de Paris, il est minoré du montant de sa participation obligatoire aux dépenses d'aide et de santé du département constaté dans le dernier compte administratif, et du montant du versement mentionné au dernier alinéa de l'article L. 3334-3.

« L'indicateur de ressources élargi d'une commune est égal à son potentiel financier majoré des montants perçus l'année précédente au titre de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale ou de la dotation de solidarité rurale et de la dotation nationale de péréquation prévues à l'article L. 2334-13. Il est augmenté, le cas échéant, des versements reçus des fonds départementaux en application du II de l'article 1648 A du code général des impôts.

« V. – Le potentiel fiscal par habitant, le potentiel financier par habitant et l'indicateur de ressources élargi par habitant sont égaux, respectivement, au potentiel fiscal, au potentiel financier et à l'indicateur de ressources élargi de la commune divisés par le nombre d'habitants constituant la population de cette commune, telle que définie à l'article

« IV.– Le potentiel financier d'une commune est égal à son potentiel fiscal majoré du montant perçu par la commune l'année précédente au titre de la dotation forfaitaire définie à l'article L. 2334-7 du présent code hors la part mentionnée au 3° du même article. Il est minoré, le cas échéant, des prélèvements sur le produit des impôts directs locaux mentionnés au dernier alinéa du même article L. 2334-7 et au III de l'article L. 2334-7-2 subis l'année précédente. Pour la commune de Paris, il est minoré du montant de sa participation obligatoire aux dépenses d'aide et de santé du département constaté dans le dernier compte administratif, dans la limite du montant constaté dans le compte administratif de 2007.

Alinéa sans modification.

« V. – Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture	Texte adopté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture
II.— Le troisième alinéa de l'article L. 2334-5 du même code est ainsi rédigé :	L. 2334-2. » <u>II. — L'article L. 2334-5 du même code est ainsi modifié :</u>	Alinéa sans modification.
« — d'autre part, la fraction de son potentiel fiscal défini à l'article L. 2334-4 relative à la taxe d'habitation, la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non-bâties et la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non-bâties. »	<u>1° Le troisième alinéa est ainsi rédigé :</u> « Alinéa sans modification. 2° <i>(nouveau)</i> Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé : « Lorsqu'une commune ne dispose d'aucune ressource au titre des quatre taxes directes locales, l'effort fiscal utilisé pour le calcul des dotations visées à l'article L. 2334-22 est égal à 1. »	1° Sans modification.
III.— La première phrase du <i>b</i> de l'article L. 2334-6 du même code est complétée par les mots : « et la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties ».	<u>III. — L'article L. 2334-6 du même code est ainsi modifié :</u> <u>1° La première phrase du <i>b</i> est complétée par les mots : « et la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties » :</u>	2° <i>Supprimé.</i>
IV.— L'article L. 5211-30 du même code est ainsi modifié :	<u>2° <i>(nouveau)</i> Après le <i>d</i>, il est inséré un <i>e</i> ainsi rédigé :</u> <u>« e La redevance spéciale prévue à l'article L. 2333-78. »</u> Alinéa sans modification.	1° Sans modification.
		2° <i>Supprimé.</i>
		Alinéa sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

1° Le II est ainsi rédigé :

« II.— Le potentiel fiscal des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre est déterminé en additionnant les montants suivants :

« 1° Le produit déterminé par l'application aux bases intercommunales d'imposition de taxe d'habitation, de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe foncière sur les propriétés non bâties, du taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes ;

« ~~2° La somme :~~

« ~~a) Du produit déterminé par l'application aux bases intercommunales d'imposition de cotisation foncière des entreprises du taux moyen national d'imposition à cette taxe ;~~

« ~~b) Des produits intercommunaux perçus au titre de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties et des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux prévus à l'article 1379-0 bis du code général des impôts ainsi que de la taxe sur les surfaces commerciales prévue au 6° de l'article L. 2331-3 du présent code ;~~

« 3° La somme des montants positifs ou négatifs résultant de l'application des 1.1 et 2.1 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 perçus ou supportés par le groupement l'année précédente. Pour les groupements faisant application pour la première année de l'article L. 5211-41-3, les montants correspondent à la somme des montants perçus ou supportés par les groupements préexistants l'année précédente ;

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« 1° Le produit déterminé par l'application aux bases intercommunales d'imposition de taxe d'habitation, de taxe foncière sur les propriétés bâties, de taxe foncière sur les propriétés non bâties et de cotisation foncière des entreprises, du taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes ;

« *Alinéa supprimé.*

« *Alinéa supprimé.*

« 2° La somme des produits intercommunaux perçus au titre de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties et des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux prévus à l'article 1379-0 bis du code général des impôts ainsi que de la taxe sur les surfaces commerciales prévue au 6° de l'article L. 2331-3 du présent code ;

« 3° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

1° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

« 4° Le montant perçu par le groupement l'année précédente au titre de la dotation de compensation prévue à l'article L. 5211-28-1, hors le montant correspondant à la compensation prévue au 2° *bis* du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003).

« Par dérogation, le potentiel fiscal des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle est pondéré par le rapport entre les bases brutes par habitant de cotisation foncière des entreprises des communautés d'agglomération et la somme des bases brutes par habitant de cotisation foncière des entreprises des syndicats d'agglomération nouvelle et de ceux d'entre eux qui se sont transformés en communautés d'agglomération, sous réserve que ce rapport soit inférieur à 1.

« Les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions intercommunales. Les taux moyens nationaux sont calculés pour chaque catégorie de groupement telle que définie à l'article L. 5211-29 du présent code et correspondent au rapport entre les produits perçus par les groupements au titre de chacune de ces taxes et la somme des bases des groupements. Les ressources et produits retenus sont ceux bruts de la dernière année dont les résultats sont connus. » ;

2° Le III est ainsi modifié :

a) Aux *a* et *b* des 1° et 1° *bis*, les mots : « des quatre taxes directes locales » sont remplacés par les mots : « de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, de la

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« 4° Sans modification.

2° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

2° Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

cotisation foncière des entreprises, des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux, de la taxe sur les surfaces commerciales » et le mot : « perçues » est remplacé par les mots : « ainsi que les montants positifs ou négatifs résultant de l'application des 1.1 et 2.1 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 de finances pour 2010 précitée perçus ou supportés » ;

a bis) Au *a* du 1°, le mot : « minorées » est remplacé par le mot : « minorés » ;

a ter) À la seconde phrase du *a* du 1° *bis*, les mots : « ces recettes sont minorées » sont remplacés par les mots : « ces produits sont minorés » ;

b) Au dernier alinéa des mêmes 1° et 1° *bis*, les mots : « de taxe professionnelle » sont supprimés.

~~3° (nouveau) Après le VI, il est inséré un VI bis ainsi rédigé :~~

~~« VI bis. L'indicateur de ressources élargi des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre est égal à leur potentiel fiscal majoré des attributions perçues l'année précédente au titre de la dotation d'intercommunalité visée à l'article L. 5211-28. »~~

V.– L'article L. 5334-16 du même code est ainsi rédigé :

« Art. L. 5334-16. – Le potentiel fiscal des communes membres d'un syndicat d'agglomération nouvelle est calculé conformément aux dispositions de l'article L. 2334-4. Toutefois pour l'application de cet article, en lieu et place de l'attribution de compensation mentionnée au II de cet article, sont prises en compte les ressources de la commune

V.– Sans modification.

3° **Supprimé.**

V.– Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

mentionnées aux articles L. 5334-8 et L. 5334-9. »

Article 56

I.– Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° À la première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 2113-22, le mot : « deux » est remplacé par le mot : « trois » ;

2° L'article L. 2334-13 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« En 2012, les montants mis en répartition au titre de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale et de la dotation de solidarité rurale augmentent au moins, respectivement, de 60 millions d'euros et de 39 millions d'euros par rapport aux montants mis en répartition en 2011. Le montant mis en répartition au titre de la dotation nationale de péréquation est au moins égal à celui mis en répartition l'année précédente. Le comité des finances locales peut majorer le montant de ces dotations, en compensant les majorations correspondantes dans les conditions prévues à l'article L. 2334-7-1. » ;

3° L'article L. 2334-14-1 est ainsi modifié :

a) À la première phrase du quatrième alinéa du III, les mots : « taxe professionnelle » sont remplacés par les mots : « cotisation foncière des entreprises » ;

b) Au premier alinéa du V, les mots : « de la seule taxe professionnelle » sont remplacés par les mots : « des seuls produits mentionnés au 2° du I de l'article L. 2334-4 » ;

Article 56

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

2° Sans modification.

Alinéa sans modification.

a) Sans modification.

b) Au premier alinéa du V, les mots : « communes éligibles » sont remplacés par les mots : « communes bénéficiaires de la part principale au titre du III et du septième alinéa du IV du présent article » et les mots : « des

Article 56

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

2° Sans modification.

Alinéa sans modification.

a) Sans modification.

b) Au premier alinéa du V, les mots : « de la seule taxe professionnelle » sont remplacés par les mots : « des seuls produits mentionnés au 2° du I de l'article L. 2334-4 » ;

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

c) Aux premier et second alinéas du V, deux fois le mot : « financier » est remplacé par le mot : « fiscal » ;

c) Sans modification.

c) Sans modification.

~~c bis) (nouveau) Au second alinéa du V, après les mots : « Seules sont éligibles », sont insérés les mots : « à la majoration prévue à l'alinéa précédent » ;~~

c bis) **Supprimé.**

d) Le VI est ainsi rédigé :

d) Sans modification.

d) Sans modification.

« VI.— À compter de 2012, l'attribution au titre de la part principale ou de la part majoration de la dotation nationale de péréquation revenant à une commune éligible ne peut être ni inférieure à 90 %, ni supérieure à 120 % du montant perçu l'année précédente.

« Lorsqu'une commune cesse d'être éligible en 2012 à la part principale ou à la part majoration de la dotation nationale de péréquation, elle perçoit, à titre de garantie, une attribution égale à 90 % en 2012, 75 % en 2013 et 50 % en 2014 du montant perçu en 2011 au titre de la part de dotation à laquelle elle n'a plus droit. » ;

4° L'article L. 2334-18-1 est ainsi modifié :

4° Sans modification.

4° Sans modification.

a) Au début de la première phrase du second alinéa, les mots : « À compter de 2006 » sont remplacés par les mots : « Pour les années 2006, 2007 et 2008 » ;

b) La seconde phrase du second alinéa est ainsi rédigée :

« Le présent alinéa ne s'applique pas à compter de 2009. » ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

5° Après l'avant-dernier alinéa de l'article L. 2334-18-3, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« À titre dérogatoire en 2012, lorsqu'une commune cesse d'être éligible à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, elle perçoit, à titre de garantie, une dotation égale à 90 % en 2012, 75 % en 2013 et 50 % en 2014 du montant perçu en 2011. » ;

6° Au début du premier alinéa de l'article L. 2334-18-4, les mots : « En 2010 et en 2011 » sont remplacés par les mots : « À compter de 2010 » ;

7° Les deux derniers alinéas de l'article L. 2334-21 sont ainsi rédigés :

« Lorsqu'une commune cesse d'être éligible en 2012 à cette fraction de la dotation de solidarité rurale, elle perçoit, à titre de garantie, une attribution égale à 90 %, en 2012, 75 % en 2013 et 50 % en 2014 du montant perçu en 2011.

« À compter de 2012, l'attribution d'une commune éligible ne peut être ni inférieure à 90 % ni supérieure à 120 % du montant perçu l'année précédente. » ;

7° bis Au 2° de l'article L. 2334-22, après le mot : « montagne », sont insérés les mots : « ou pour les communes insulaires » ;

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

5° Sans modification.

6° Sans modification.

7° Sans modification.

7° bis L'article L. 2334-22 est ainsi modifié :

a) Au quatrième alinéa, les mots : « pour les communes situées en zone de montagne, la longueur de la voirie est doublée ; » sont remplacés par les mots et la phrase : « pour les communes situées en zone de montagne et les communes insulaires métropolitaines, la longueur de la voirie est doublée ; pour les communes insulaires métropolitaines, le chiffre ainsi calculé est pondéré par un coefficient d'éloignement calculé à partir de la distance aller-

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

5° Sans modification.

6° Sans modification.

7° Sans modification.

7° bis Le 2° de l'article L. 2334-22 est ainsi modifié :

« a) Après le mot : « montagne », sont insérés les mots : « ou pour les communes insulaires » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

retour séparant l'île du continent. La valeur de ce coefficient est fixée par décret. » ;

b) Le cinquième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Pour les communes insulaires, le nombre d'enfants pris en compte est multiplié par trois ; »

e) Le sixième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Pour les communes insulaires, le coefficient d'écart à la moyenne du potentiel financier superficiaire est égal au maximum entre 1 et le coefficient calculé pour la commune. » ;

8° Sans modification.

9° L'article L. 2334-33 est ainsi modifié :

8° Les deux derniers alinéas de l'article L. 2334-22 sont ainsi rédigés :

« Lorsqu'une commune cesse d'être éligible en 2012 à cette fraction de la dotation de solidarité rurale, elle perçoit, à titre de garantie, une attribution égale à 90 % en 2012, 75 % en 2013 et 50 % en 2014 du montant perçu en 2011.

« À compter de 2012, l'attribution au titre de cette fraction d'une commune éligible ne peut être ni inférieure à 90 %, ni supérieure à 120 % du montant perçu l'année précédente. » ;

9° Après le c du 2° de l'article L. 2334-33, il est inséré un d ainsi rédigé :

« b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée :

« Pour l'application du présent article, une commune insulaire s'entend d'une commune de métropole située sur une île qui, n'étant pas reliée au continent par une infrastructure routière, comprend une seule commune ou un seul établissement public de coopération intercommunale. »

c) *Supprimé.*

8° Sans modification.

Alinéa sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

« *d*) Les communes nouvelles issues de la transformation d'établissements publics de coopération intercommunale éligibles à la dotation d'équipement des territoires ruraux l'année précédant leur transformation sont réputées remplir, pendant les trois premiers exercices à compter de leur création, les conditions de population mentionnées aux *a* et *b*. » ;

a) Le premier alinéa du 1° est complété par les mots :
« et les syndicats prévus à l'article L. 5711-1 » ;

a) L'avant-dernier alinéa du 1° est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Sont également éligibles à la dotation d'équipement des territoires ruraux :

« les établissements publics de coopération intercommunale éligibles en 2010 à la dotation globale d'équipement des communes ou à la dotation de développement rural ;

« les syndicats mixtes créés en application de l'article L. 5711-1 et les syndicats de communes créés en application de l'article L. 5212-1 dont la population n'excède pas 60 000 habitants ».

b) Après le *c* du 2°, il est inséré un *d* ainsi rédigé :

b) Sans modification.

Alinéa sans modification.

9° bis (nouveau) L'avant-dernier alinéa de l'article L. 2334-40 est complété par une phrase ainsi rédigée :

9° bis A (nouveau) – Au *a*) du 1° de l'article L.2334-35, les mots « aux *a* et *b* du » sont remplacés par le mot « au » ;

9° bis. Sans modification.

« Elle est calculée l'année précédant celle au titre de laquelle est répartie la dotation de développement urbain. » ;

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

10° À la fin de la première phrase de l'article L. 2334-41, la référence : « L. 2334-41 » est remplacée par la référence : « L. 2334-40 » ;

10° L'article L. 2334-41 est ainsi modifié :

a) À la fin de la première phrase du premier alinéa, la référence : « L. 2334-41 » est remplacée par la référence : « L. 2334-40 » ;

10° Sans modification.

b) (nouveau) Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ce critère est apprécié en fonction des données connues au 1^{er} janvier de l'année précédant la répartition. » ;

c) (nouveau) À la fin du deuxième alinéa, les mots : « de la répartition » sont remplacés par les mots : « précédant la répartition » ;

11° Après le troisième alinéa de l'article L. 2335-1, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

11° Sans modification.

11° Sans modification.

« Lorsqu'une commune cesse d'être éligible en 2012 à cette dotation, elle perçoit en 2012, à titre de garantie non renouvelable, une attribution égale à la moitié de celle qu'elle a perçue en 2011. » ;

12° Le I de l'article L. 5211-33 est ainsi modifié :

12° Sans modification.

Alinéa sans modification.

a) Au premier alinéa, le taux : « 80 % » est remplacé par le taux : « 90 % » ;

a) Sans modification.

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

Alinéa sans modification.

« À compter de 2012, une communauté de communes ou une communauté d'agglomération qui ne change pas de catégorie de groupement après le 1^{er} janvier de l'année précédant celle au titre de laquelle la dotation d'intercommunalité est perçue ne peut bénéficier d'une attribution par habitant au titre de la dotation

« À compter de 2012, une communauté de communes ou une communauté d'agglomération qui ne change pas de catégorie de groupement après le 1^{er} janvier de l'année précédant celle au titre de laquelle la dotation d'intercommunalité est perçue ne peut bénéficier d'une attribution par habitant au titre de la dotation

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

d'intercommunalité supérieure à 120 % du montant perçu au titre de l'année précédente. »

II.— En 2012, le montant de la dotation de développement urbain prévue à l'article L. 2334-40 du code général des collectivités territoriales est fixé à 50 millions d'euros.

Article 57

I.— L'article L. 4332-5 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« *Art. L. 4332-5.* — L'indicateur de ressources fiscales de chaque région et de la collectivité territoriale de Corse pris en compte pour l'application de l'article L. 4332-8 est égal à la somme :

« 1° Des produits perçus par la collectivité au titre des impositions prévues aux articles 1599 *bis* et 1599 *quindecies* du code général des impôts ;

« 2° Et des produits de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers résultant de la réfaction prévue au troisième alinéa du 2 de l'article 265 du code des douanes perçus par la région ou la collectivité.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

II.— Sans modification.

Article 57

I.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

d'intercommunalité supérieure à 120 % du montant perçu au titre de l'année précédente. Lorsque la dotation d'intercommunalité d'un établissement public de coopération intercommunale a fait l'objet de l'abattement prévu au premier alinéa de l'article L. 5211-32, le montant à prendre en compte pour l'application du présent alinéa est celui calculé avant cet abattement. »

II.— Sans modification.

Article 57

I.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

« Cette somme est minorée, le cas échéant, du prélèvement prévu au III du 2.3 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010.

« Les ressources et produits retenus sont ceux bruts de la dernière année dont les résultats sont connus. »

II.– L'article L. 4332-6 du même code est abrogé.

III.– L'article L. 4332-7 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le montant de la dotation forfaitaire de chaque région et de la collectivité territoriale de Corse est égal au montant perçu l'année précédente, minoré le cas échéant selon un taux fixé par le comité des finances locales afin d'abonder la dotation prévue à l'article L. 4332-8. ~~Pour 2012, le montant de la dotation forfaitaire de chaque région est égal au montant perçu en 2011.~~ »

IV.– L'article L. 4332-8 du même code est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Bénéficient d'une dotation de péréquation :

« a) Les régions métropolitaines et la collectivité territoriale de Corse dont l'indicateur de ressources fiscales par habitant est inférieur à l'indicateur de ressources fiscales moyen par habitant de l'ensemble des régions métropolitaines et de la collectivité territoriale de Corse et dont le produit intérieur brut par habitant est inférieur à 1,3 fois le produit intérieur brut moyen par habitant de l'ensemble des régions métropolitaines et de la collectivité territoriale de Corse ;

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

II.– Sans modification.

Alinéa sans modification.

« À compter de 2012, le montant de la dotation forfaitaire de chaque région et de la collectivité territoriale de Corse est égal au montant perçu l'année précédente, minoré le cas échéant selon un taux fixé par le comité des finances locales afin d'abonder la dotation prévue à l'article L. 4332-8.

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

II.– Sans modification.

Alinéa sans modification.

« Le montant de la dotation forfaitaire de chaque région et de la collectivité territoriale de Corse est égal au montant perçu l'année précédente, minoré le cas échéant selon un taux fixé par le comité des finances locales afin d'abonder la dotation prévue à l'article L. 4332-8. Pour 2012, le montant de la dotation forfaitaire de chaque région est égal au montant perçu en 2011. »

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

« b) Et les régions d'outre-mer. » ;

2° Le deuxième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article L. 4332-7, le comité des finances locales peut majorer les montants consacrés à l'augmentation de la dotation de péréquation d'un montant ne pouvant excéder 5 % des ressources affectées à cette dotation l'année précédente. » ;

3° Les 1° et 2° sont remplacés par trois alinéas ainsi rédigés :

« 1° Pour moitié, proportionnellement à l'écart relatif entre l'indicateur de ressources fiscales moyen par habitant de l'ensemble des régions métropolitaines et de la collectivité territoriale de Corse et l'indicateur de ressources fiscales par habitant de chaque collectivité, pondéré par sa population ;

« 2° Pour moitié, proportionnellement au rapport entre l'indicateur de ressources fiscales moyen par kilomètre carré de l'ensemble des régions métropolitaines et de la collectivité territoriale de Corse et l'indicateur de ressources fiscales par kilomètre carré de chaque collectivité bénéficiaire.

« Pour les années 2012 à 2014, les collectivités éligibles à la dotation de péréquation des régions qui l'étaient en 2011 ne peuvent percevoir une attribution inférieure à 90 % du montant perçu l'année précédente au titre de la dotation de péréquation. À compter de 2015, les collectivités qui n'ont pas cessé d'être éligibles depuis 2011 ne peuvent percevoir une attribution inférieure à 70 % du montant perçu en 2011 au titre de la dotation de péréquation. Les sommes nécessaires à cette garantie sont prélevées sur les crédits affectés à la dotation de péréquation, après prélèvement de la

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

2° Sans modification.

3° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

2° Sans modification.

3° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

quote-part consacrée aux régions d'outre-mer. » ;

4° Le dernier alinéa est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Lorsqu'une collectivité éligible à la dotation de péréquation des régions en 2011 cesse de remplir les conditions requises pour bénéficier de la dotation de péréquation en 2012, 2013 ou 2014, cette collectivité perçoit, à titre de garantie sur trois ans, deux ans ou un an selon qu'elle a cessé d'être éligible respectivement en 2012, 2013 ou 2014, une attribution égale à 90 % en 2012, 75 % en 2013 et 50 % en 2014 de l'attribution perçue en 2011. Les sommes nécessaires à cette garantie sont prélevées sur les crédits affectés à la dotation de péréquation, après prélèvement de la quote-part consacrée aux régions d'outre-mer.

« Le produit intérieur brut pris en compte pour l'application du présent article est le dernier produit intérieur brut connu au 1^{er} janvier de l'année de répartition dont le montant est fixé de manière définitive par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

~~« En 2012, seules les régions de métropole et d'outre-mer bénéficiaires de la dotation de péréquation en 2011 bénéficient d'une attribution au titre de cette dotation. Pour 2012, le montant de la dotation de péréquation de chaque région est égal au montant perçu en 2011. »~~

V.- L'article L. 4434-9 du même code est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Le montant de cette quote-part ne peut toutefois progresser de plus de 2,5 % par rapport au montant de

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa supprimé.

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« En 2012, seules les régions de métropole et d'outre-mer bénéficiaires de la dotation de péréquation en 2011 bénéficient d'une attribution au titre de cette dotation. Pour 2012, le montant de la dotation de péréquation de chaque région est égal au montant perçu en 2011. »

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

l'année précédente. » ;

2° Le 1° est ainsi rédigé :

« 1° Pour moitié, proportionnellement à l'écart relatif entre l'indicateur de ressources fiscales moyen par habitant de l'ensemble des régions et de la collectivité territoriale de Corse et l'indicateur de ressources fiscales par habitant de chaque collectivité, pondéré par sa population.

~~« En 2012, le montant de la dotation de péréquation de chaque région d'outre-mer est égal au montant perçu en 2011 ; ».~~

Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa supprimé.

Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« En 2012, le montant de la dotation de péréquation de chaque région d'outre-mer est égal au montant perçu en 2011 ; ».

Article 58

Article 58

Article 58

I. – A. – Au titre III du livre III de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales, le chapitre VI devient le chapitre VII et comprend les articles L. 2336-1, L. 2336-2 et L. 2336-3, qui deviennent, respectivement, les articles L. 2337-1, L. 2337-2 et L. 2337-3.

Alinéa sans modification.

I. – A. – Au titre III du livre III de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales, le chapitre VI devient le chapitre VII et comprend les articles L. 2336-1, L. 2336-2 et L. 2336-3, qui deviennent, respectivement, les articles L. 2337-1, L. 2337-2 et L. 2337-3.

B. – Au même titre III, il est rétabli un chapitre VI ainsi rédigé :

Alinéa sans modification.

B. – Au même titre III, il est rétabli un chapitre VI ainsi rédigé :

« *Chapitre VI*

« Alinéa sans modification.

« *Chapitre VI*

« **Péréquation des ressources**

« Alinéa sans modification.

« **Péréquation des ressources**

« *Art. L. 2336-1. – I. – À compter de 2012, il est créé, à destination des communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, un Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales.*

« *Art. L. 2336-1. – I. – Sans modification.*

« *Art. L. 2336-1. – I. – À compter de 2012, il est créé, à destination des communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, un Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales.*

« II. – 1. Les ressources de ce fonds national de péréquation en 2012, 2013, 2014 et 2015 sont fixées,

« II. – 1. Sans modification.

« II. – 1. Les ressources de ce fonds national de péréquation en 2012, 2013, 2014 et 2015 sont fixées,

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

respectivement, à 250, 440, 625 et 815 millions d'euros. À compter de 2016, les ressources du fonds sont fixées à 2 % des recettes fiscales des communes et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre.

« 2. Les ressources fiscales mentionnées au 1 correspondent pour les communes à celles mentionnées au 1° du a de l'article L. 2331-3 et, pour les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre, à celles définies au premier alinéa du 1° de l'article L. 5214-23 s'agissant des communautés de communes, au 1° de l'article L. 5215-32 s'agissant des communautés urbaines et des métropoles et au premier alinéa du 1° de l'article L. 5216-8 s'agissant des communautés d'agglomération.

« Les ressources retenues sont les ressources brutes de la dernière année dont les résultats sont connus.

« III.— Pour la mise en œuvre de ce fonds national de péréquation, un ensemble intercommunal est constitué d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et de ses communes membres au 1^{er} janvier de l'année de répartition des ressources du présent fonds.

~~« IV. Pour la mise en œuvre de ce fonds de péréquation, sont définis des groupes démographiques communs aux ensembles intercommunaux et aux communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre en fonction de l'importance de leur population. Ces groupes démographiques sont définis comme suit :~~

~~« a) De 0 à 2 499 habitants ;~~

~~« a bis) De 2 500 à 9 999 habitants ;~~

~~« b) De 10 000 à 19 999 habitants ;~~

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« 2. Sans modification.

« III.— Sans modification.

« Alinéa supprimé.

« Alinéa supprimé.

« Alinéa supprimé.

« Alinéa supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

respectivement, à 150, 360, 570 et 780 millions d'euros. À compter de 2016, les ressources du fonds sont fixées à 2 % des recettes fiscales des communes et de leurs groupements dotés d'une fiscalité propre.

« 2. Les ressources fiscales mentionnées au 1 correspondent pour les communes à celles mentionnées au 1° du a de l'article L. 2331-3 et, pour les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre, à celles définies au premier alinéa du 1° de l'article L. 5214-23 s'agissant des communautés de communes, au 1° de l'article L. 5215-32 s'agissant des communautés urbaines et des métropoles et au premier alinéa du 1° de l'article L. 5216-8 s'agissant des communautés d'agglomération.

« Les ressources retenues sont les ressources brutes de la dernière année dont les résultats sont connus.

« III. – Pour la mise en œuvre de ce fonds national de péréquation, un ensemble intercommunal est constitué d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et de ses communes membres au 1^{er} janvier de l'année de répartition des ressources dudit fonds.

IV.- Suppression maintenue.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

-
- « c) De 20 000 à 49 999 habitants ;
 - « d) De 50 000 à 99 999 habitants ;
 - « e) De 100 000 à 199 999 habitants ;
 - « f) De 200 000 habitants et plus.

« Art. L. 2336-2. – I. – À compter de 2012, le potentiel fiscal agrégé d'un ensemble intercommunal est déterminé en additionnant les montants suivants :

« 1° Le produit déterminé par l'application aux bases d'imposition communales de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties du taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes ;

« 2° La somme :

« a) Du produit déterminé par l'application aux bases d'imposition communales de cotisation foncière des entreprises du taux moyen national d'imposition à cette taxe ;

« b) Et des produits de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux et de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties prévus aux articles 1379 et 1379-0 *bis* du code général des impôts ainsi que de la taxe sur les surfaces commerciales prévue au 6° de l'article L. 2331-3 du présent code perçus par le groupement et ses communes membres ;

« 3° La somme des montants positifs ou négatifs résultant de l'application des 1.1 et 2.1 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 perçus ou supportés par le groupement et ses communes

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

-
- « *Alinéa supprimé.*
 - « *Alinéa supprimé.*
 - « *Alinéa supprimé.*
 - « *Alinéa supprimé.*

« Art. L. 2336-2. – I. Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

—

« Art. L. 2336-2. – I. – À compter de 2012, le potentiel fiscal agrégé d'un ensemble intercommunal est déterminé en additionnant les montants suivants :

« 1° Le produit déterminé par l'application aux bases d'imposition communales de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties du taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes ;

« 2° La somme :

« a) Du produit déterminé par l'application aux bases d'imposition communales de cotisation foncière des entreprises du taux moyen national d'imposition à cette taxe ;

« b) Et des produits de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux, de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties prévus aux articles 1379 et 1379-0 *bis* du code général des impôts, ainsi que de la taxe sur les surfaces commerciales prévue au 6° de l'article L. 2331-3 du présent code perçus par le groupement et ses communes membres ;

« 3° La somme des montants positifs ou négatifs résultant de l'application des 1.1 et 2.1 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 perçus ou supportés par le groupement et ses communes

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

membres l'année précédente ;

« 4° La somme des produits perçus par le groupement et ses communes membres au titre du prélèvement sur le produit des jeux prévu aux articles L. 2333-54 à L. 2333-57, de la taxe communale sur les entreprises exploitant des engins de remontées mécaniques prévue aux articles L. 2333-49 à L. 2333-53 du présent code, de la surtaxe sur les eaux minérales prévue à l'article 1582 du code général des impôts et de la redevance communale des mines prévue à l'article 1519 du même code ;

« 5° Les montants perçus l'année précédente par les communes appartenant au groupement au titre de leur part de la dotation forfaitaire définie au 3° de l'article L. 2334-7 du présent code, hors le montant correspondant à la compensation prévue au 2° bis du II de l'article 1648 B du code général des impôts, dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003), et par le groupement au titre de la dotation de compensation prévue à l'article L. 5211-28-1 du présent code hors le montant correspondant à la compensation prévue au 2° bis du II de l'article 1648 B du code général des impôts, dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 précitée.

« Les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions communales. Les produits retenus sont les produits bruts de la dernière année dont les résultats sont connus. Les taux moyens nationaux retenus sont ceux constatés lors de la dernière année dont les résultats sont connus.

« Le potentiel financier agrégé d'un ensemble intercommunal est égal à son potentiel fiscal agrégé, majoré de la somme des dotations forfaitaires définies à l'article L. 2334-7 du présent code perçues par les communes membres l'année précédente, hors la part mentionnée au 3°

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

membres l'année précédente ;

« 4° La somme des produits perçus par le groupement et ses communes membres au titre du prélèvement sur le produit des jeux prévu aux articles L. 2333-54 à L. 2333-57 du présent code, de la surtaxe sur les eaux minérales prévue à l'article 1582 du code général des impôts et de la redevance communale des mines prévue à l'article 1519 du même code ;

« 5° Les montants perçus l'année précédente par les communes appartenant au groupement au titre de leur part de la dotation forfaitaire définie au 3° de l'article L. 2334-7 du présent code, hors le montant correspondant à la compensation prévue au 2° bis du II de l'article 1648 B du code général des impôts, dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003), et par le groupement au titre de la dotation de compensation prévue à l'article L. 5211-28-1 du présent code, hors le montant correspondant à la compensation prévue au 2° bis du II de l'article 1648 B du code général des impôts, dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 précitée.

« Les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions communales. Les produits retenus sont les produits bruts de la dernière année dont les résultats sont connus. Les taux moyens nationaux retenus sont ceux constatés lors de la dernière année dont les résultats sont connus.

« Le potentiel financier agrégé d'un ensemble intercommunal est égal à son potentiel fiscal agrégé, majoré de la somme des dotations forfaitaires définies à l'article L. 2334-7 du présent code perçues par les communes membres l'année précédente, hors la part mentionnée au 3°

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

du même article. Il est minoré, le cas échéant, des prélèvements sur le produit des impôts directs locaux mentionnés au dernier alinéa du même article L. 2334-7 et au III de l'article L. 2334-7-2 et réalisés l'année précédente sur le groupement et ses communes membres.

« Le potentiel fiscal et le potentiel financier des communes n'appartenant à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre sont calculés selon les modalités définies à l'article L. 2334-4.

« II.— Pour les ensembles intercommunaux et les communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre de la région d'Île-de-France, le potentiel financier agrégé ou le potentiel financier est minoré ou majoré, respectivement, de la somme des montants prélevés ou perçus l'année précédente en application des articles L. 2531-13 et L. 2531-14.

« III.— Le potentiel financier agrégé par habitant est égal au potentiel financier agrégé de l'ensemble intercommunal divisé par le nombre d'habitants constituant la population de cet ensemble.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« II.— Sans modification.

« III. — Le potentiel financier agrégé par habitant est égal au potentiel financier agrégé de l'ensemble intercommunal divisé par le nombre d'habitants constituant la population de cet ensemble, majorée par un coefficient croissant en fonction de la population de cet ensemble, dans des conditions définies par décret en Conseil d'État.

« III bis (nouveau). — Pour la mise en œuvre du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales, le potentiel financier par habitant d'une commune n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre est égal au potentiel financier de la commune divisé

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

du même article. Il est minoré, le cas échéant, des prélèvements sur le produit des impôts directs locaux mentionnés au dernier alinéa du même article L. 2334-7 et au III de l'article L. 2334-7-2 et réalisés l'année précédente sur le groupement et ses communes membres.

« Le potentiel fiscal et le potentiel financier des communes n'appartenant à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre sont calculés selon les modalités définies à l'article L. 2334-4.

« II. — Pour les ensembles intercommunaux et les communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre de la région d'Île-de-France, le potentiel financier agrégé ou le potentiel financier est minoré ou majoré, respectivement, de la somme des montants prélevés ou perçus l'année précédente par les communes en application des articles L. 2531-13 et L. 2531-14.

« III. — Le potentiel financier agrégé par habitant d'un ensemble intercommunal et le potentiel financier par habitant d'une commune n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre sont égaux, respectivement, au potentiel financier agrégé de l'ensemble intercommunal et au potentiel financier de la commune calculé selon les modalités de l'article L. 2334-4, divisés par le nombre d'habitants constituant la population de cet ensemble ou de la commune, corrigé par un coefficient logarithmique dont la valeur varie de 1 à 2 en fonction de la population de l'ensemble ou de la commune dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État.

« III bis *Supprimé.*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

~~par le nombre d'habitants constituant la population de cette commune, telle que définie à l'article L. 2334-2, majorée par un coefficient croissant en fonction de la population de cette commune, dans des conditions définies par décret en Conseil d'État.~~

« IV. – Le potentiel financier agrégé moyen par habitant d'un groupe démographique tel que défini au IV de l'article L. 2336-1 est égal à la somme des potentiels financiers agrégés des ensembles intercommunaux et des potentiels financiers des communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre du groupe démographique rapportée à la population de l'ensemble des communes du groupe démographique.

« V. – L'effort fiscal d'un ensemble intercommunal est déterminé par le rapport entre :

« 1° D'une part, la somme des produits des impôts, taxes et redevances, tels que définis à l'article L. 2334-6, perçus par l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres au titre de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions communales ;

« 2° D'autre part, la part du potentiel fiscal agrégé visée au 1° du I du présent article.

« L'effort fiscal d'une commune n'appartenant à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est calculé dans les conditions prévues aux trois premiers alinéas de l'article L. 2334-5.

« VI. – L'effort fiscal moyen d'un groupe démographique tel que défini au IV de l'article L. 2336-1 est égal à la somme des produits des impôts, taxes et redevances, tels que définis à l'article L. 2334-6, perçus par les ensembles

« IV. – Le potentiel financier agrégé moyen par habitant est égal à la somme des potentiels financiers agrégés des ensembles intercommunaux et des potentiels financiers des communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre rapportée à la somme des populations des ensembles intercommunaux et des communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre, majorées par les coefficients définis aux III et III bis.

« V. – Sans modification.

« VI. – L'effort fiscal moyen est égal à la somme des produits des impôts, taxes et redevances, tels que définis à l'article L. 2334-6, perçus par les ensembles intercommunaux et les communes n'appartenant à aucun établissement public

« IV. – Le potentiel financier agrégé moyen par habitant est égal à la somme des potentiels financiers agrégés des ensembles intercommunaux et des potentiels financiers des communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre rapportée à la somme des populations des ensembles intercommunaux et des communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre, corrigées par les coefficients définis au III.

« V. – L'effort fiscal d'un ensemble intercommunal est déterminé par le rapport entre :

« 1° D'une part, la somme des produits des impôts, taxes et redevances, tels que définis à l'article L. 2334-6, perçus par l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres au titre de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions communales ;

« 2° D'autre part, la part du potentiel fiscal agrégé visée au 1° du I du présent article.

« L'effort fiscal d'une commune n'appartenant à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est calculé dans les conditions prévues aux trois premiers alinéas de l'article L. 2334-5.

« VI. – L'effort fiscal moyen est égal à la somme des produits des impôts, taxes et redevances, tels que définis à l'article L. 2334-6, perçus par les ensembles intercommunaux et les communes n'appartenant à aucun établissement public

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

intercommunaux et les communes n'appartenant à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ~~du groupe démographique~~ rapportée à la somme de la part du potentiel fiscal agrégé, visée au 1° du I du présent article, de ces mêmes collectivités.

« Art. L. 2336-3. – I. – Le Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales est alimenté par un prélèvement sur les ressources fiscales des ensembles intercommunaux et des communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre de métropole et des départements d'outre-mer à l'exception du Département de Mayotte, selon les modalités suivantes :

« 1° Sont contributeurs au fonds :

« a) Les ensembles intercommunaux dont le potentiel financier agrégé par habitant, tel que défini à l'article L. 2336-2, est supérieur à 90 % du potentiel financier agrégé moyen par habitant ~~de leur groupe démographique~~, tel que défini au même article ;

« b) Les communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre dont le potentiel financier par habitant, tel que défini au même article L. 2336-2, est supérieur à 90 % du potentiel financier agrégé moyen par habitant ~~de leur groupe démographique~~, tel que défini au même article ;

« 2° Le prélèvement calculé afin d'atteindre chaque année le montant prévu au II de l'article L. 2336-1 est réparti entre les ensembles intercommunaux et les communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre mentionnés au 1° du présent I en fonction de l'écart relatif

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

de coopération intercommunale à fiscalité propre rapportée à la somme de la part du potentiel fiscal agrégé, visée au 1° du I du présent article, de ces mêmes collectivités.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« a) Les ensembles intercommunaux dont le potentiel financier agrégé par habitant, tel que défini à l'article L. 2336-2, est supérieur à 90 % du potentiel financier agrégé moyen par habitant, tel que défini au même article ;

« b) Les communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre dont le potentiel financier par habitant, tel que défini au même article L. 2336-2, est supérieur à 90 % du potentiel financier agrégé moyen par habitant, tel que défini au même article ;

« Les communes visées aux 1° et 2° de l'article L. 2334-18-4 et à l'article L. 2334-22-1 sont exclues de la contribution au fonds ;

« 2° Le prélèvement calculé afin d'atteindre chaque année le montant prévu au II de l'article L. 2336-1 est réparti entre les ensembles intercommunaux et les communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre mentionnés au 1° du présent I en fonction de l'écart relatif

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

de coopération intercommunale à fiscalité propre rapportée à la somme des montants pris en compte au dénominateur du calcul de leur effort fiscal.

« Art. L. 2336-3. – I. – Le Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales est alimenté par un prélèvement sur les ressources fiscales des ensembles intercommunaux et des communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre de métropole et des départements d'outre-mer à l'exception du Département de Mayotte, selon les modalités suivantes :

« 1° Sont contributeurs au fonds :

« a) Les ensembles intercommunaux dont le potentiel financier agrégé par habitant, tel que défini à l'article L. 2336-2, est supérieur à 90 % du potentiel financier agrégé moyen par habitant ;

« b) Les communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre dont le potentiel financier par habitant, tel que défini au même article L. 2336-2, est supérieur à 90 % du potentiel financier agrégé moyen par habitant ;

« 2° Le prélèvement calculé afin d'atteindre chaque année le montant prévu au II de l'article L. 2336-1 est réparti entre les ensembles intercommunaux et les communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre mentionnés au 1° du présent I en fonction de l'écart relatif

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

entre le potentiel financier agrégé par habitant de l'ensemble intercommunal ou le potentiel financier par habitant de la commune, d'une part, et 90 % du potentiel financier agrégé moyen par habitant ~~de leur groupe démographique~~, d'autre part, multiplié par la population de l'ensemble intercommunal ou de la commune ;

« 3° Le prélèvement calculé pour chaque ensemble intercommunal conformément au 2° du présent I est réparti entre l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres au prorata des produits qu'ils ont perçus chacun au titre des ressources mentionnées aux 1° à 5° du I de l'article L. 2336-2, corrigées des attributions de compensation reçues de ou versées par l'établissement public de coopération intercommunale à ses communes membres et majorées ou minorées, pour les communes, de l'attribution de compensation versée par l'établissement public de coopération intercommunale ou versée à ce même établissement. Le prélèvement dû par les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est minoré à due concurrence des montants prélevés l'année précédente en application de l'article L. 2531-13. Après application de cette minoration, le prélèvement est réparti entre les autres communes et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre au prorata des ressources mentionnées au 2° du présent I. Toutefois, les modalités de répartition interne de ce prélèvement peuvent être fixées librement par délibération, prise avant le 30 juin de l'année de répartition, du conseil de l'établissement public de coopération intercommunale statuant à l'unanimité ;

« 4° La somme des prélèvements opérés en application du 2° du présent article et de ceux effectués en application de l'article L. 2531-13 au titre de l'année précédente ne peut excéder, pour chaque ensemble intercommunal ou chaque commune mentionnés au 1° du

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

entre le potentiel financier agrégé par habitant de l'ensemble intercommunal ou le potentiel financier par habitant de la commune, d'une part, et 90 % du potentiel financier agrégé moyen par habitant, d'autre part, multiplié par la population de l'ensemble intercommunal ou de la commune ;

« 3° Le prélèvement calculé pour chaque ensemble intercommunal conformément au 2° du présent I est réparti entre l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres au prorata de leur potentiel fiscal, corrigé des attributions de compensation reçues de ou versées par l'établissement public de coopération intercommunale à ses communes membres et majoré ou minoré, pour les communes, de l'attribution de compensation versée par l'établissement public de coopération intercommunale ou versée à ce même établissement. Le prélèvement dû par les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est minoré à due concurrence des montants prélevés l'année précédente en application de l'article L. 2531-13. Après application de cette minoration, le prélèvement est réparti entre les autres communes et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre au prorata des ressources mentionnées au 2° du présent I. Toutefois, les modalités de répartition interne de ce prélèvement peuvent être fixées librement par délibération, prise avant le 30 juin de l'année de répartition, du conseil de l'établissement public de coopération intercommunale statuant à l'unanimité ;

« 4° La somme des prélèvements opérés en application du 2° du présent article et de ceux effectués en application de l'article L. 2531-13 au titre de l'année précédente ne peut excéder, pour chaque ensemble intercommunal ou chaque commune mentionnés au 1° du

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

entre le potentiel financier agrégé par habitant de l'ensemble intercommunal ou le potentiel financier par habitant de la commune, d'une part, et 90 % du potentiel financier agrégé moyen par habitant, d'autre part, multiplié par la population de l'ensemble intercommunal ou de la commune ;

« 3° La somme des prélèvements opérés en application du 2° du présent I et de ceux supportés par les communes en application de l'article L. 2531-13 au titre de l'année précédente ne peut excéder, pour chaque ensemble intercommunal ou chaque commune mentionnés au 1° du présent I, 10 % du produit qu'ils ont perçu au titre des ressources mentionnées aux 1° à 5° du I de l'article L. 2336-2.

« 4° Le prélèvement calculé pour chaque ensemble intercommunal conformément au 2° du présent I est réparti entre l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres au prorata de leur contribution au potentiel fiscal agrégé majorée ou minorée des attributions de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

présent I, 10 % du produit qu'il a perçu au titre des ressources mentionnées aux 1° à 5° du I de l'article L. 2336-2 l'année de répartition.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

présent I, 15 % qu'il a perçu au titre des ressources mentionnées aux 1° à 5° du I de l'article L. 2336-2 l'année de répartition. Pour la collectivité mentionnée à l'article L. 2512-1, les montants mentionnés aux 1° à 5° de l'article L. 2336-2 sont minorés du versement prévu au dernier alinéa de l'article L. 3334-3.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

compensation reçues ou versées par l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres.

« Le prélèvement dû par les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est minoré à due concurrence des montants prélevés l'année précédente en application de l'article L. 2531-13. Le prélèvement dû par les communes classées parmi les 150 premières communes de 10 000 habitants et plus en fonction de l'indice synthétique de ressources et de charges défini à l'article L. 2334-17 du présent code est annulé.

Les montants correspondant aux minorations ou annulations de prélèvement effectuées en application du deuxième alinéa du présent 4° sont acquittés par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre d'appartenance des communes concernées.

«5° (nouveau) Toutefois, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peut procéder, par délibération prise avant le 30 juin de l'année de répartition à la majorité des deux tiers, à une répartition du prélèvement entre l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres en fonction du coefficient d'intégration fiscale défini au III de l'article L. 5211-30. Après répartition entre l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres, le prélèvement restant est réparti entre les communes membres au prorata de leur contribution au potentiel fiscal agrégé. Il peut également, dans les mêmes conditions, modifier les modalités de répartition interne de ce prélèvement pour tenir compte de l'écart du revenu par habitant de certaines

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

« II. – Le prélèvement individuel calculé pour chaque commune et chaque établissement public de coopération intercommunale conformément aux 2° et 3° du I du présent article est effectué sur les douzièmes, prévus par l'article L. 2332-2 et le II de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, de la collectivité concernée.

« Art. L. 2336-4. – I. – Il est prélevé sur les ressources du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales une quote-part destinée aux communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre des départements d'outre-mer, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna. Cette quote-part est calculée en appliquant au montant des ressources du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales le rapport, majoré de 33 %, existant d'après le dernier recensement de population entre la population des départements d'outre-mer, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de la collectivité

« Alinéa sans modification.

« Art. L. 2336-4. – I. Sans modification.

communes au revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale, de l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant de certaines communes au regard du potentiel fiscal ou financier communal moyen par habitant sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale, ainsi que de critères complémentaires qui peuvent être choisis par le conseil.

« Les modalités de répartition interne peuvent également être fixées librement par délibération, prise avant le 30 juin de l'année de répartition, du conseil de l'établissement public de coopération intercommunale statuant à l'unanimité.

« II. – Le prélèvement individuel calculé pour chaque commune et chaque établissement public de coopération intercommunale conformément aux 2° et 3° du I du présent article est effectué sur les douzièmes, prévus par l'article L. 2332-2 et le II de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, de la collectivité concernée.

« Art. L. 2336-4. – I. – Il est prélevé sur les ressources du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales une quote-part destinée aux communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre des départements d'outre-mer, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna. Cette quote-part est calculée en appliquant au montant des ressources du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales le rapport, majoré de 33 %, existant d'après le dernier recensement de population entre la population des départements d'outre-mer, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de la collectivité

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna et celle des communes de métropole et des départements d'outre-mer, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna. Cette quote-part est répartie en deux enveloppes destinées, d'une part, à l'ensemble des départements d'outre-mer à l'exception de Mayotte et, d'autre part, à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française, à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, aux circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna et au Département de Mayotte, calculées proportionnellement à la population issue du dernier recensement de population.

« II.— L'enveloppe revenant aux communes et établissements publics de coopération intercommunale des départements d'outre-mer, à l'exception de Mayotte, est répartie dans les conditions prévues à l'article L. 2336-5.

« Pour l'application de cet article, un potentiel financier agrégé de référence et un revenu par habitant de référence sont calculés pour l'ensemble des ensembles intercommunaux et des communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre des départements d'outre-mer, à l'exception de Mayotte.

« *Art. L. 2336-5. – I. –* Après prélèvement de la quote-part prévue à l'article L. 2336-4, les ressources du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales sont réparties entre les communes et les établissements publics à fiscalité propre de métropole selon les modalités suivantes :

« 1° Bénéficiaire d'une attribution au titre du fonds, la première moitié des ensembles intercommunaux et des

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« II.— Sans modification.

« Alinéa sans modification.

« 1° Bénéficiaire d'une attribution au titre du fonds, la première moitié des ensembles intercommunaux et des

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna et celle des communes de métropole et des départements d'outre-mer, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna. Cette quote-part est répartie en deux enveloppes destinées, d'une part, à l'ensemble des départements d'outre-mer à l'exception de Mayotte et, d'autre part, à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française, à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, aux circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna et au Département de Mayotte, calculées proportionnellement à la population issue du dernier recensement de population.

« II. – L'enveloppe revenant aux communes et établissements publics de coopération intercommunale des départements d'outre-mer, à l'exception de Mayotte, est répartie dans les conditions prévues à l'article L. 2336-5.

« Pour l'application de cet article, un potentiel financier agrégé de référence et un revenu par habitant de référence sont calculés pour l'ensemble des ensembles intercommunaux et des communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre des départements d'outre-mer, à l'exception de Mayotte.

« *Art. L. 2336-5. – I. –* Après prélèvement d'un montant égal aux régularisations effectuées l'année précédente et de la quote-part prévue à l'article L. 2336-4, les ressources du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales sont réparties entre les communes et les établissements publics à fiscalité propre de métropole selon les modalités suivantes :

« 1° Bénéficiaire d'une attribution au titre du fonds sous réserve que leur effort fiscal calculé en application du

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre classés en fonction décroissante d'un indice synthétique de ressources et de charges ;

« 2° Pour chaque ensemble intercommunal et chaque commune n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre, l'indice synthétique de ressources et de charges mentionné au 1° du présent I est fonction :

« a) Du rapport entre le potentiel financier agrégé moyen par habitant ~~de son groupe démographique~~ défini à l'article L. 2336-2 et le potentiel financier agrégé par habitant de l'ensemble intercommunal ou le potentiel financier par habitant de la commune n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre définis au même article L. 2336-2 ;

« b) Du rapport entre le revenu moyen par habitant des collectivités de métropole et le revenu par habitant de l'ensemble intercommunal ou de la commune n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre ;

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre classés en fonction décroissante d'un indice synthétique de ressources et de charges et dont l'effort fiscal est supérieur à 0,5 ;

« Alinéa sans modification.

« a) Du rapport entre le potentiel financier agrégé moyen par habitant défini à l'article L. 2336-2 et le potentiel financier agrégé par habitant de l'ensemble intercommunal ou le potentiel financier par habitant de la commune n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre définis au même article L. 2336-2 ;

« b) Du rapport entre le revenu moyen par habitant des collectivités de métropole et le revenu par habitant de l'ensemble intercommunal ou de la commune n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre . Pour le calcul de ce rapport, le revenu par habitant de l'ensemble intercommunal ou de la commune n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre est pondéré à hauteur de 50 % d'un coefficient modérateur égal à 1, 0,8 ou 0,6 en fonction de l'écart positif à la moyenne nationale du coût du logement. Pour l'application du présent alinéa, les ensembles

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

VI de l'article L. 2336-2 soit supérieur à 0,5 :

« a) 60 % des ensembles intercommunaux classés en fonction décroissante d'un indice synthétique de ressources et de charges ;

« b) les communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre dont l'indice synthétique de ressources et de charges est supérieur à l'indice médian calculé pour les ensembles intercommunaux et les communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre.

« 2° Pour chaque ensemble intercommunal et chaque commune n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre, l'indice synthétique de ressources et de charges mentionné au 1° du présent I est fonction :

« a) Du rapport entre le potentiel financier agrégé moyen par habitant et le potentiel financier agrégé par habitant de l'ensemble intercommunal ou le potentiel financier par habitant de la commune n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre définis au même article L. 2336-2 ;

« b) Du rapport entre le revenu moyen par habitant des collectivités de métropole et le revenu par habitant de l'ensemble intercommunal ou de la commune n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

« c) Et du rapport entre l'effort fiscal de l'ensemble intercommunal ou de la commune n'appartenant à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, sans que celui-ci puisse excéder neuf dixièmes, et l'effort fiscal moyen ~~de son groupe démographique.~~

« Le revenu pris en compte est le dernier revenu fiscal de référence connu. La population prise en compte est celle issue du dernier recensement de population.

« L'indice synthétique de ressources et de charges est obtenu par addition des rapports définis aux *a*, *b* et *c* en pondérant les deux premiers par 40 % et le troisième par 20 % ;

« 3° L'attribution revenant à chaque ensemble intercommunal et chaque commune n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre mentionnés au 1° du présent I est calculée en fonction du produit de sa population, telle que définie à l'article L. 2334-2, par son indice synthétique défini au 2° ;

« 4° L'attribution revenant à chaque ensemble intercommunal mentionné au 3° est répartie entre l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres au prorata des produits qu'ils ont perçus chacun l'année précédente au titre des ressources mentionnées aux 1° à 5° du I de l'article L. 2336-2. Après répartition entre l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres, l'attribution restante est répartie entre les communes membres au prorata

intercommunaux et les communes n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre sont classés, par arrêté des ministres chargés du logement et des collectivités territoriales, en trois groupes en fonction du niveau des loyers du parc privé effectivement constatés ;

« c) Et du rapport entre l'effort fiscal de l'ensemble intercommunal ou de la commune n'appartenant à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, sans que celui-ci puisse excéder un, et l'effort fiscal moyen.

« Alinéa sans modification.

« L'indice synthétique de ressources et de charges est obtenu par addition des rapports définis aux *a*, *b* et *c* en pondérant le premier par 20 %, le deuxième par 60 % et le troisième par 20 % ;

« 3° Sans modification.

« 4° L'attribution revenant à chaque ensemble intercommunal mentionné au 3° est répartie entre l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres au prorata de leur potentiel fiscal. Après répartition entre l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres, l'attribution restante est répartie entre les communes membres à l'inverse du prorata de leur contribution respective au potentiel

« c) Et du rapport entre l'effort fiscal de l'ensemble intercommunal ou de la commune n'appartenant à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, et l'effort fiscal moyen.

« Le revenu pris en compte est le dernier revenu fiscal de référence connu. La population prise en compte est celle issue du dernier recensement de population.

« L'indice synthétique de ressources et de charges est obtenu par addition des rapports définis aux *a*, *b* et *c* en pondérant le premier par 20 %, le deuxième par 60 % et le troisième par 20 % ;

« 3° L'attribution revenant à chaque ensemble intercommunal et chaque commune n'appartenant à aucun groupement à fiscalité propre mentionnés au 1° du présent I est calculée en fonction du produit de sa population, telle que définie à l'article L. 2334-2, par son indice synthétique défini au 2° du présent I ;

« 4° L'attribution revenant à chaque ensemble intercommunal mentionné au 3° est répartie entre l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres au prorata de leur contribution au potentiel fiscal agrégé. Après répartition entre l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres, l'attribution restante est répartie entre les communes membres. L'attribution de chaque commune au sein de l'ensemble intercommunal est fonction de sa

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

de leur population multipliée par un coefficient. Ce coefficient est égal à la somme des produits fiscaux par habitant perçus par l'ensemble des communes membres rapportée au produit fiscal par habitant perçu par chaque commune membre. Les produits fiscaux par habitant s'entendent des produits perçus l'année précédente au titre des ressources mentionnées aux mêmes 1° à 5°, divisés par le nombre d'habitants constituant la population de chacune de ces communes.

« II.— Toutefois, il peut être dérogé aux modalités de répartition définies au I dans les conditions suivantes :

« 1° Le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale et les conseils municipaux de ses communes membres peuvent procéder, par délibérations concordantes prises avant le 30 juin de l'année de répartition à la majorité qualifiée telle que mentionnée au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5, à une répartition du reversement mentionné au 3° du I du présent article entre l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres en fonction du coefficient d'intégration fiscale défini au III de l'article L. 5211-30. La répartition du reversement entre communes membres est ensuite opérée au prorata des produits qu'elles ont perçus chacune l'année précédente au titre des ressources mentionnées au I de l'article L. 2336-2 ;

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

financier agrégé de l'ensemble intercommunal.

« II.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

population multipliée par le rapport entre la contribution au potentiel fiscal agrégé par habitant des communes de l'ensemble intercommunal et la contribution au potentiel fiscal agrégé par habitant de la commune.

« II. – Toutefois, il peut être dérogé aux modalités de répartition définies au I dans les conditions suivantes :

« 1° L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peut procéder, par délibération prise avant le 30 juin de l'année de répartition à la majorité des deux tiers, à une répartition du reversement mentionné au 3° du I du présent article entre l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres en fonction du coefficient d'intégration fiscale défini au III de l'article L. 5211-30. Après répartition entre l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres, l'attribution restante est répartie entre les communes membres dans les conditions prévues au 4° du I du présent article. Il peut également, dans les mêmes conditions, modifier la répartition des reversements entre communes membres pour tenir compte de l'écart du revenu par habitant de certaines communes au revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale, de l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant de certaines communes au regard du potentiel fiscal ou financier communal moyen par habitant sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale, ainsi que de critères complémentaires qui peuvent être choisis par l'organe délibérant ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

« 2° Le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale peut procéder par délibération prise à l'unanimité avant le 30 juin de l'année de répartition à une répartition du reversement mentionné au 3° du I du présent article selon des modalités librement fixées par le conseil.

« III.— Les reversements individuels déterminés pour chaque commune et chaque établissement public de coopération intercommunale conformément aux 3° et 4° du I sont opérés par voie de douzième.

« *Art. L. 2336-6.* — À compter de 2013, les ensembles intercommunaux et les communes n'appartenant à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui cessent d'être éligibles au reversement des ressources du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales perçoivent la première année au titre de laquelle ils ont cessé d'être éligibles, à titre de garantie non renouvelable, une attribution égale à la moitié de celle perçue l'année précédente. Les sommes nécessaires sont prélevées sur les ressources du fonds avant application du I de l'article L. 2336-5.

« *Art. L. 2336-7.* — Sauf mention contraire, la population à prendre en compte pour l'application des articles L. 2336-1 à L. 2336-6 est celle définie à l'article L. 2334-2. »

II.— Au début des articles L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du même code, les mots : « Les articles L. 2336-1 à 2336-3 sont applicables » sont remplacés par les mots : « Le chapitre VII du titre III du livre III de la deuxième partie est applicable ».

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« III.— Sans modification.

II.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

« 2° L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peut procéder par délibération prise à l'unanimité avant le 30 juin de l'année de répartition à une répartition du reversement mentionné au 3° du I du présent article selon des modalités librement fixées par le conseil.

« III. — Les reversements individuels déterminés pour chaque commune et chaque établissement public de coopération intercommunale conformément aux 3° et 4° du I sont opérés par voie de douzième.

« *Art. L. 2336-6.* — À compter de 2013, les ensembles intercommunaux et les communes n'appartenant à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui cessent d'être éligibles au reversement des ressources du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales perçoivent la première année au titre de laquelle ils ont cessé d'être éligibles, à titre de garantie non renouvelable, une attribution égale à la moitié de celle perçue l'année précédente. Les sommes nécessaires sont prélevées sur les ressources du fonds avant application du I de l'article L. 2336-5.

« *Art. L. 2336-7.* — Sauf mention contraire, la population à prendre en compte pour l'application des articles L. 2336-1 à L. 2336-6 est celle définie à l'article L. 2334-2. ».

II. — Avant le 1^{er} octobre 2012, le Gouvernement transmet à l'Assemblée nationale et au Sénat un rapport évaluant l'application du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales. Ce rapport analyse les effets péréquateurs du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales au regard de l'objectif de réduction des écarts de ressources au sein du bloc communal, mesuré sur la base de l'indicateur de ressources élargi par habitant. Il propose les modifications

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

À la fin du dernier alinéa de l'article L. 331-26 du code de l'urbanisme, les références : « les articles L. 2336-1 et suivants du code général des collectivités territoriales » sont remplacées par la référence : « le chapitre VII du titre III du livre III de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales ».

III.– Les I à VII et le IX de l'article 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 sont abrogés.

IV.– Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article.

III.– Sans modification.

IV.– Sans modification.

V (*nouveau*). – Avant le 1^{er} septembre 2012, le Gouvernement transmet à l'Assemblée nationale et au Sénat un rapport évaluant l'application du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales.

Ce rapport précise :

1° Le montant des contributions et des reversements opérés au titre de l'année 2012, par ensemble intercommunal

nécessaires pour permettre de réduire les inégalités de ressources entre collectivités.

« L'avis du comité des finances locales est joint à ce rapport.

III. – 1. Au début des articles L. 2564-69, L. 2573-56, L. 3336-1 et L. 4333-1 du même code, les mots : « Les articles L. 2336-1 à 2336-3 sont applicables » sont remplacés par les mots : « Le chapitre VII du titre III du livre III de la deuxième partie est applicable».

2. À la fin du dernier alinéa de l'article L. 331-26 du code de l'urbanisme, les références : « les articles L. 2336-1 et suivants du code général des collectivités territoriales » sont remplacées par la référence : « le chapitre VII du titre III du livre III de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales.

IV. – Les I à VII et le IX de l'article 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 sont abrogés.

V. – Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article..

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

—

Article 59

I. – L'article L. 2531-13 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

—

Article 59

et par commune ;

2° Les effets péréquateurs du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales au regard de l'objectif de réduction des écarts de ressources au sein du bloc communal, mesuré sur la base de l'indicateur de ressources élargi par habitant.

Il propose les modifications nécessaires pour permettre, par l'action des dotations de péréquation verticale et du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, d'atteindre l'objectif de réduction des écarts de ressources fixé à l'article 53 A de la loi n° du de finances pour 2012. Ces propositions sont accompagnées de simulations détaillées.

L'avis du comité des finances locales est joint à ce rapport.

~~I A (nouveau). Après le premier alinéa de l'article L. 2531-12 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :~~

~~« Il a pour objectif de conduire à ce qu'aucune commune de plus de 5 000 habitants de la région d'Île de France n'ait, en 2015, un indicateur de ressources élargi par habitant, corrigé par les dispositifs de péréquation horizontale, inférieur à 60 % de la moyenne de celui des communes de la région Île de France. »~~

I. – L'article L. 2531-13 du même code est ainsi rédigé :

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

—

Article 59

I A. – *Supprimé.*

Alinéa sans modification.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

« Art. L. 2531-13. – I. – Les ressources du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France en 2012, 2013 et 2014 sont respectivement fixées à 210, 230 et 250 millions d'euros. À compter de 2015, les ressources du fonds sont fixées à 270 millions d'euros.

« II. – Le fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France est alimenté par des prélèvements sur les ressources des communes de la région d'Île-de-France selon les modalités suivantes :

« 1° Sont contributrices au fonds les communes de la région d'Île-de-France dont le potentiel financier par habitant est supérieur au potentiel financier moyen par habitant des communes de la région d'Île-de-France. Ce dernier est égal à la somme des potentiels financiers des communes de la région d'Île-de-France rapportée à la population de l'ensemble de ces communes ;

« 2° Le prélèvement, calculé afin d'atteindre chaque année le montant fixé au I du présent article, est réparti entre les communes contributrices en proportion de leur écart relatif au carré entre le potentiel financier par habitant de la commune et le potentiel financier moyen par habitant des communes de la région d'Île-de-France, multiplié par la

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« Art. L. 2531-13. – I. – Les ressources du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France en 2012, 2013, 2014 et 2015 sont fixées, respectivement, à 210, 230, 250 et 270 millions d'euros.

« Avant le 1^{er} septembre 2015, le Gouvernement transmet à l'Assemblée nationale et au Sénat un rapport évaluant les effets péréquateurs des dotations de péréquation verticale et du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France au regard de l'objectif de réduction des écarts de ressources au sein de la région d'Île-de-France et proposant les ajustements nécessaires.

« L'avis du comité mentionné par le présent article est joint à ce rapport.

« Alinéa sans modification.

« 1° Sont contributrices au fonds les communes de la région d'Île-de-France dont le potentiel financier par habitant est supérieur au potentiel financier moyen par habitant des communes de la région d'Île-de-France. Ce dernier est égal à la somme des potentiels financiers des communes de la région d'Île-de-France rapportée à la population de l'ensemble de ces communes. ~~Les communes dont l'indice synthétique tel que défini à l'article L. 2531-14 est supérieur à la médiane ne sont pas contributrices ;~~

« 2° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

« Avant le 1^{er} octobre 2012, le Gouvernement transmet à l'Assemblée nationale et au Sénat un rapport évaluant les effets péréquateurs des dotations de péréquation verticale et du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France au regard de l'objectif de réduction des écarts de ressources au sein de la région d'Île-de-France et proposant les ajustements nécessaires.

« L'avis du comité mentionné à l'article L. 2531-12 est joint à ce rapport.

Alinéa sans modification.

« 1° Sont contributrices au fonds les communes de la région d'Île-de-France dont le potentiel financier par habitant est supérieur au potentiel financier moyen par habitant des communes de la région d'Île-de-France. Ce dernier est égal à la somme des potentiels financiers des communes de la région d'Île-de-France rapportée à la population de l'ensemble de ces communes.

Alinéa sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

population de la commune telle que définie à l'article L. 2334-2. Ce prélèvement respecte les conditions suivantes :

« a) Le prélèvement au titre du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France sur les communes qui y sont contributrices est réalisé en amont du prélèvement du fonds de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales, tel que défini au chapitre VI du titre III du livre III de la deuxième partie du présent code. Les prélèvements cumulés au titre du fonds de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales et du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France ne peuvent excéder 10 % des dépenses réelles de fonctionnement de la commune constatées dans le compte administratif afférent au pénultième exercice ;

« b) Il ne peut excéder 120 % en 2012, 130 % en 2013, 140 % en 2014 et, à compter de 2015, 150 % du montant du prélèvement opéré au titre de l'année 2009 conformément à l'article L. 2531-13 dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2009 ;

« c) Le prélèvement sur les communes qui contribuent au fonds pour la première fois fait l'objet d'un abattement de 50 %.

« III.— Le prélèvement est effectué sur les douzièmes prévus à l'article L. 2332-2 et au II de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 de la commune concernée. »

II.— L'article L. 2531-14 du même code est ainsi rédigé :

« Art. L. 2531-14. — I. — Les ressources du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France sont réparties entre les communes de cette région de plus

« III.— Sans modification.

Alinéa sans modification.

« Art. L. 2531-14. — I. — Les ressources du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France sont réparties entre les communes de cette région de plus

« a) Le prélèvement au titre du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France ne peut excéder 10 % des dépenses réelles de fonctionnement de la commune constatées dans le compte administratif afférent au pénultième exercice ;

« b) Sans modification.

« c) Sans modification.

« III.— Sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

de 5 000 habitants dont la valeur de l'indice synthétique de ressources et de charges mentionné au II est supérieure à 1,2.

de 5 000 habitants dont la valeur de l'indice synthétique de ressources et de charges mentionné au II est supérieure à la médiane.

~~« Les communes qui font l'objet de deux constats de carence successifs au titre des articles L. 302-5 à L. 302-9-2 du code de la construction et de l'habitation ne peuvent être bénéficiaires du fonds.~~

Alinéa supprimé.

« II. – L'indice synthétique de ressources et de charges est constitué à partir des rapports suivants :

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« 1° Rapport entre le potentiel financier moyen par habitant des communes de la région d'Île-de-France et le potentiel financier par habitant de la commune défini à l'article L. 2334-4 ;

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« 2° Rapport entre le revenu moyen par habitant des communes de la région d'Île-de-France et le revenu par habitant de la commune. Le revenu pris en compte est le dernier revenu fiscal de référence connu ;

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« 3° Rapport entre la proportion de logements sociaux tels qu'ils sont définis à l'article L. 2334-17, dans le total des logements de la commune et la proportion de logements sociaux dans le total des logements des communes de 5 000 habitants et plus de la région d'Île-de-France.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

~~« 4° (nouveau) Rapport entre la proportion du total des bénéficiaires d'aides au logement, telles qu'elles sont définies à l'article L. 2334-17, y compris leur conjoint et les personnes à charge vivant habituellement dans leur foyer, dans le nombre total de logements de la commune et cette même proportion constatée dans l'ensemble des communes de 10 000 habitants et plus de la région d'Île-de-France.~~

« 4° *Supprimé.*

« L'indice synthétique de ressources et de charges est

« L'indice synthétique de ressources et de charges est

« L'indice synthétique de ressources et de charges est

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

obtenu par addition des rapports visés aux 1°, 2° et 3° en pondérant le premier à hauteur de 50 %, le deuxième à hauteur de 25 % et le troisième à hauteur de 25 %.

« III.— L'attribution revenant à chaque commune éligible est calculée en fonction du produit de sa population par son indice synthétique défini au II. Ce produit est pondéré par un coefficient variant uniformément de 2 à 0,5, dans l'ordre croissant du rang de classement des communes éligibles.

« IV.— Une commune bénéficiaire d'un reversement du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France conformément au II ne peut percevoir une attribution inférieure à 50 % de l'attribution perçue au titre de l'exercice précédent.

« V.— Les communes qui cessent d'être éligibles au reversement des ressources du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France perçoivent la première année au titre de laquelle elles ont cessé d'être éligibles, à titre de garantie non renouvelable, une attribution égale à la moitié de celle perçue l'année précédente. Les sommes nécessaires sont prélevées sur les ressources du fonds avant application du I.

« VI.— La population à prendre en compte pour l'application du présent article, à l'exception du 2° du II du présent article, est celle définie à l'article L. 2334-2. Pour l'application de ce même 2°, la population à prendre en compte est celle qui résulte du recensement. »

III et IV.— *(Supprimés)*

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

obtenu par addition des rapports visés aux 1°, 2°, 3° et 4°, en pondérant le premier à hauteur de 55 %, le deuxième à hauteur de 10 %, le troisième à hauteur de 15 % et le quatrième à hauteur de 20 %.

« III.— Sans modification.

« IV.— Sans modification.

« V.— Sans modification.

« VI.— Sans modification.

III et IV.— *(Suppression conforme.)*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

obtenu par addition des rapports visés aux 1°, 2° et 3°, en pondérant le premier à hauteur de 50 %, le deuxième à hauteur de 25 % et le troisième à hauteur de 25 %.

« III.— L'attribution revenant à chaque commune éligible est calculée en fonction du produit de sa population par son indice synthétique défini au II. Ce produit est pondéré par un coefficient variant uniformément de 4 à 0,5, dans l'ordre croissant du rang de classement des communes éligibles.

« IV.— Une commune bénéficiaire d'un reversement du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France conformément au II ne peut percevoir une attribution inférieure à 75 % de l'attribution perçue au titre de l'exercice précédent.

« V.— Sans modification.

« VI.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

—
Santé

Article 60

I.— Le titre II du livre IV du code des assurances est complété par un chapitre VI ainsi rédigé :

« *CHAPITRE VI*

« *Fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés par des professionnels de santé*

« *Art. L. 426-1.*— I.— Un fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés par les professionnels de santé exerçant à titre libéral et mentionnés à l'article L. 1142-1 du code de la santé publique, lorsque ces dommages engagent leur responsabilité civile professionnelle, est chargé de régler, sans possibilité d'action récursoire contre les professionnels de santé concernés, pour la part de leur montant excédant le montant minimal du plafond fixé par le décret mentionné au troisième alinéa de l'article L. 1142-2 du même code ou, s'il est supérieur, du plafond de garantie prévu par le contrat d'assurance, les indemnisations fixées au titre de la réparation des préjudices subis par les victimes et, en cas de décès, par leurs ayants droit. Le fonds de garantie prend également en charge l'intégralité de ces indemnisations en cas d'expiration du délai de validité de la couverture d'assurance mentionné à l'article L. 251-2 du présent code. Dans ce dernier cas, le professionnel de santé doit alors au fonds remboursement d'une somme égale au montant de la franchise qui était éventuellement prévue par ledit contrat d'assurance.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

—
Santé

Article 60

I.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

—
Santé

Article 60

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

« Des conventions peuvent être conclues à cet effet par le fonds avec les entreprises d'assurance concernées et l'office institué par l'article L. 1142-22 du code de la santé publique.

« La gestion comptable, financière et administrative du fonds est assurée par la caisse centrale de réassurance mentionnée au chapitre I^{er} du titre III du présent livre IV dans un compte distinct de ceux retraçant les autres opérations qu'elle effectue. Les frais qu'elle expose pour cette gestion sont imputés sur le fonds.

« II.— Une contribution forfaitaire annuelle à la charge des professionnels de santé mentionnés au I couvre l'intégralité des charges résultant, pour le fonds, du même I. Son montant est fixé par arrêté des ministres chargés de la santé et de l'économie entre 15 et 25 € par an. Ce montant peut être modulé en fonction de la profession exercée.

« Cette contribution est perçue par les organismes d'assurance et reversée au fonds dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État.

« Elle est recouvrée suivant les mêmes règles, sous les mêmes garanties et les mêmes sanctions que la taxe sur les conventions d'assurance prévue aux articles 991 et suivants du code général des impôts.

« III.— Les transactions conclues par les organismes d'assurance auxquelles le fonds n'est pas partie ne lui sont pas opposables.

« IV.— Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article. »

II.— Avant le 31 décembre 2016, le Gouvernement présente au Parlement un bilan de l'application de l'article L. 426-1 du code des assurances analysant, en particulier,

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

II. — Avant le 31 décembre 2014, le Gouvernement présente au Parlement un rapport d'étape de l'application de l'article L. 426-1 du code des assurances analysant, en

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

l'adéquation du montant de la contribution affectée au fonds pour couvrir les indemnisations dont il est susceptible d'avoir la charge.

particulier, l'adéquation du montant de la contribution affectée au fonds pour couvrir les indemnisations dont il est susceptible d'avoir la charge. Avant le 31 décembre 2016, il établit le bilan définitif du dispositif proposé pour en évaluer l'intérêt en le comparant à d'autres mécanismes possibles de prise en charge.

III.– Le chapitre II du titre IV du livre I^{er} de la première partie du code de la santé publique est ainsi modifié :

III.– Sans modification.

1° Après le premier alinéa de l'article L. 1142-2, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les professionnels de santé exerçant à titre libéral sont également tenus au paiement de la contribution mentionnée à l'article L. 426-1 du code des assurances. » ;

2° À la seconde phrase du troisième alinéa du même article L. 1142-2, après le mot : « libéral », sont insérés les mots : « , notamment le montant minimal de ce plafond, » ;

3° À la fin de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 1142-14, les mots : « ainsi que l'office institué à l'article L. 1142-22 » sont remplacés par les mots : « , l'office institué à l'article L. 1142-22 du présent code et, si la personne considérée comme responsable est un professionnel de santé exerçant à titre libéral, le fonds institué à l'article L. 426-1 du code des assurances » ;

4° L'article L. 1142-15 est ainsi modifié :

aa) Au premier alinéa, après le mot : « épuisée », sont insérés les mots : « ou expirée » ;

a) La seconde phrase du troisième alinéa est complétée par les mots : « ou du fonds institué à l'article

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

L. 426-1 du code des assurances » ;

b) À la première phrase du quatrième alinéa, les mots : « Sauf dans le cas où le délai de validité de la couverture d'assurance garantie par les dispositions du cinquième alinéa de l'article L. 251-2 du code des assurances est expiré, » sont supprimés et sont ajoutés les mots : « ou le fonds institué à l'article L. 426-1 du même code » ;

c) À la première phrase du dernier alinéa, après le mot : « échéant, », sont insérés les mots : « au fonds institué au même article L. 426-1 du code des assurances ou » ;

5° À la première phrase de l'article L. 1142-16, après les mots : « l'assureur, », sont insérés les mots : « du fonds institué à l'article L. 426-1 du code des assurances » ;

6° L'article L. 1142-21 est ainsi modifié :

a) Au début du premier alinéa, est insérée la mention : « I.- » ;

b) Au début du troisième alinéa, est insérée la mention : « II.- » ;

c) Il est ajouté un III ainsi rédigé :

« III.- Lorsque la juridiction compétente, saisie d'une demande d'indemnisation des conséquences dommageables d'actes de prévention, de diagnostic ou de soins dans un établissement de santé, estime que les dommages sont imputables à un professionnel de santé libéral au titre du I de l'article L. 1142-1 du présent code et que l'indemnisation dépasse les plafonds de garantie des contrats d'assurance de ce professionnel ou que le délai de validité de la couverture du contrat d'assurance mentionné au cinquième alinéa de l'article L. 251-2 du code des assurances est expiré, le fonds

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

institué à l'article L. 426-1 du code des assurances est appelé en la cause s'il ne l'avait pas été initialement. Il devient défendeur en la procédure. » ;

7° L'article L. 1142-21-1 est abrogé.

IV.– Le I est applicable à tous les accidents médicaux consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins faisant l'objet d'une réclamation, au sens de l'article L. 251-2 du code des assurances, soit déposée à compter du 1^{er} janvier 2012 en cas d'expiration du délai de validité de la couverture du contrat d'assurance mentionné au même article L. 251-2, soit mettant en jeu un contrat d'assurance conclu, renouvelé ou modifié à compter du 1^{er} janvier 2012.

Le III est applicable à tous les accidents médicaux consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins réalisés à compter du 5 septembre 2001 faisant l'objet d'une réclamation, au sens du même article L. 251-2, déposée à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 60 bis

~~Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :~~

~~1° L'article L. 165-11, dans sa rédaction résultant de la loi n° du relative au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé, est ainsi modifié :~~

~~a) Le V devient le VI ;~~

~~b) Après le IV, il est rétabli un V ainsi rédigé :~~

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

IV.– Sans modification.

Article 60 bis

Supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 60 bis

Suppression maintenue.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

~~« V. Toute demande d'inscription, de renouvellement d'inscription ou de modification d'inscription d'un produit de santé sur la liste prévue au I est accompagnée du versement d'une taxe dont le barème est fixé par décret dans la limite de 5 580 €.~~

~~« Son montant est versé à la Haute Autorité de santé. Cette taxe est recouvrée selon les modalités prévues pour le recouvrement des créances des établissements publics administratifs de l'État. »;~~

~~2° Le 5° de l'article L. 161-45 est complété par les mots : « ainsi qu'à l'article L. 165-11 du présent code ».~~

Article 60 *ter*

Le Gouvernement dépose auprès du Parlement, avant le 31 décembre 2012, un rapport sur les conditions dans lesquelles pourrait être mis en oeuvre un fonds ~~d'indemnisation des personnes victimes du tabac~~ et contribuant à des actions de prévention et de lutte contre le tabagisme ainsi qu'à l'aide au sevrage tabagique, financé par une taxe de 10 % du chiffre d'affaires réalisé en France par les fabricants de produits du tabac.

Sécurité

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Article 60 *ter*

Le Gouvernement dépose auprès du Parlement, avant le 31 décembre 2012, un rapport sur les conditions dans lesquelles pourrait être mis en oeuvre un fonds contribuant à des actions de prévention et de lutte contre le tabagisme ainsi qu'à l'aide au sevrage tabagique, financé par une taxe de 10 % du chiffre d'affaires réalisé en France par les fabricants de produits du tabac.

Article 60 *quater*

~~Le Gouvernement remet au Parlement, au plus tard le 30 janvier 2012, un rapport permettant d'évaluer les mesures à prendre pour permettre la formation et l'installation de gynécologues médicaux.~~

Sécurité

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Article 60 *ter*

Sans modification.

Article 60 *quater*

Supprimé.

Sécurité

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

Article 60 *quinquies*

Les surcoûts occasionnés par l'engagement de la gendarmerie nationale en opérations extérieures, y compris les dépenses de personnel, font l'objet d'un rapport remis chaque année par le Gouvernement au Parlement, comprenant une évaluation chiffrée de ces surcoûts et une description des mesures prises pour assurer leur financement. Ce rapport comprend également l'examen des modalités d'un financement de ces surcoûts par la réserve interministérielle, à l'image des armées.

Article 60 *quinquies*

Sans modification.

Solidarité, insertion et égalité des chances

Solidarité, insertion et égalité des chances

Solidarité, insertion et égalité des chances

Article 61 *bis* A

~~Le Gouvernement remet au plus tard le 31 mars 2012 un rapport portant sur le coût financier et les avantages pour les bénéficiaires de l'instauration d'une allocation d'autonomie jeunesse accordée à tous les jeunes de 18 à 24 ans.~~

Article 61 *bis* A

Supprimé.

Article 61 *bis*

I.– Par dérogation aux dispositions de l'article L. 14-10-4 et aux dispositions du IV de l'article L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, une dotation de l'État de 50 millions d'euros est versée à la section définie au même IV de l'article L. 14-10-5 du même code. Cette dotation finance une restructuration exceptionnelle des

Article 61 *bis*

I.– Par dérogation aux dispositions de l'article L. 14-10-4 et aux dispositions du IV de l'article L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, une dotation de l'État de 50 millions d'euros est versée à la section définie au même IV de l'article L. 14-10-5 du même code. Cette dotation finance une restructuration exceptionnelle des

Article 61 *bis*

« I. – Par dérogation à l'article L. 14-10-4 et au IV de l'article L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, une dotation de l'État de 50 millions d'euros est versée à la section mentionnée au même IV de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie. Cette dotation finance une restructuration exceptionnelle des services d'aide

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant des 1° et 2° de l'article L. 313-1-2 du même code. ~~Elle est versée en deux tranches de 25 millions d'euros en 2012 et en 2013.~~

Le montant de cette dotation, les critères et les modalités de sa répartition entre les services mentionnés au premier alinéa sont définis par un arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de la sécurité sociale et de la cohésion sociale.

Les agences régionales de santé sont chargées de la répartition des crédits à l'issue d'une instruction par la commission de coordination des politiques publiques de santé dans le domaine des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux.

Ces crédits font l'objet :

1° Pour les services visés au 1° de l'article L. 313-1-2 du code de l'action sociale et des familles, de la signature d'une convention de financement entre le directeur général de l'agence régionale de santé, le président du conseil général du territoire sur lequel est situé le service, le cas échéant les organismes de sécurité sociale finançant le service, et la personne physique ou morale gestionnaire du service demandeur ou d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens en application de l'article L. 313-11 du même code, financé par un forfait global et d'une durée n'excédant pas trois ans ;

2° Pour les services visés au 2° de l'article L. 313-1-2 du même code, de la signature d'une convention de financement entre le directeur général de l'agence régionale de santé, le président du conseil général et le préfet du territoire sur lequel est situé le service, le cas échéant les organismes de sécurité sociale finançant le service, et la

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant des 1° et 2° de l'article L. 313-1-2 du même code.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

Alinéa sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

et d'accompagnement à domicile relevant des 1° et 2° de l'article L. 313-1-2 du même code. Elle est versée en deux tranches de 25 millions d'euros en 2012 et en 2013.

« Le montant de cette dotation ainsi que les critères et les modalités de sa répartition entre les services mentionnés au premier alinéa sont définis par arrêté des ministres chargés du budget, de la sécurité sociale et de la cohésion sociale.

« Les agences régionales de santé sont chargées de la répartition des crédits à l'issue d'une instruction par la commission de coordination des politiques publiques de santé dans le domaine des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux.

« Ces crédits font l'objet :

« 1° Pour les services mentionnés au 1° de l'article L. 313-1-2 du code de l'action sociale et des familles, de la signature soit d'une convention de financement entre le directeur général de l'agence régionale de santé, le président du conseil général du territoire sur lequel est situé le service, le cas échéant les organismes de protection sociale finançant le service et la personne physique ou morale gestionnaire du service demandeur, soit d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens mentionné à l'article L. 313-11 du même code, financé par un forfait global et d'une durée n'excédant pas trois ans :

« 2° Pour les services mentionnés au 2° de l'article L. 313-1-2 du même code, de la signature d'une convention de financement entre le directeur général de l'agence régionale de santé, le président du conseil général et le préfet du territoire sur lequel est situé le service, le cas échéant les organismes de protection sociale finançant le service et la

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

personne physique et morale gestionnaire du service demandeur.

Les conventions de financement mentionnées aux 1° et 2° du présent I fixent les obligations respectives des parties signataires, notamment au regard des objectifs contractuels permettant de déterminer les conditions financières et organisationnelles de retour à l'équilibre financier.

~~Le contenu du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens mentionnés au 1° du présent I est défini par un arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de la cohésion sociale.~~

II. – Des expérimentations relatives aux modalités de tarification des services d'aide et d'accompagnement à domicile mentionnés aux 6° et 7° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, autorisés au titre de l'article L. 313-1 du même code, peuvent être menées à compter de la date de publication de la présente loi pour une durée n'excédant pas trois ans. Elles peuvent notamment associer les conseils généraux ayant signé un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens dans le cadre de la mise en oeuvre de la restructuration conformément au 1° du I du présent article.

Ces expérimentations peuvent inclure des modalités particulières de conventionnement entre les conseils généraux et les services visés au 2° de l'article L. 313-1-2 et, le cas échéant, les organismes de protection sociale.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Alinéa sans modification.

Alinéa supprimé.

II. – La restructuration des services d'aide et d'accompagnement à domicile prestataires visés aux 1° et 2° de l'article L. 313-1-2 du code de l'action sociale et des familles, accompagnée, le cas échéant, par la dotation prévue au I du présent article peut notamment prendre la forme d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens en application de l'article L. 313-11 du même code.

Ce contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens constitue un acte de mandatement au sens de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil, du 12 décembre 2006, relative aux services dans le marché intérieur. Il est conclu entre le président du conseil général du département d'implantation du service et l'organisme gestionnaire du service. Il peut être aussi signé par le directeur général de l'agence régionale de santé et le président de la caisse régionale d'assurance retraite, si ces derniers y contribuent financièrement dans le cadre notamment des missions visées aux 4° et 5° du présent II.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

personne physique et morale gestionnaire du service demandeur.

« Les conventions de financement mentionnées aux 1° et 2° fixent les obligations respectives des parties signataires, notamment au regard des objectifs contractuels permettant de déterminer les conditions financières et organisationnelles de retour à l'équilibre financier des services concernés.

. « Le contenu du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens mentionné au 1° est défini par arrêté des ministres chargés du budget et de la cohésion sociale.

« II. – Des expérimentations relatives aux modalités de tarification des services d'aide et d'accompagnement à domicile mentionnés aux 6° et 7° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, autorisés au titre de l'article L. 313-1 du même code, peuvent être menées à compter du 1er janvier 2012 pour une durée n'excédant pas trois ans. Elles peuvent notamment associer les présidents de conseil général ayant signé un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens dans le cadre de la mise en oeuvre de la restructuration conformément au 1° du I du présent article

« Ces expérimentations peuvent inclure des modalités particulières de conventionnement entre les présidents de conseil général et les services mentionnés au 2° de l'article L. 313-1-2 du même code et, le cas échéant, les organismes de protection sociale. Elles respectent un cahier des charges approuvé par arrêté des ministres chargés de la famille, des personnes âgées et des personnes handicapées, du budget et des collectivités territoriales.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Elles respectent un cahier des charges approuvé par arrêté des ministres chargés de la famille, des personnes âgées et des personnes handicapées, du budget et des collectivités territoriales.

Les conseils généraux ayant choisi de participer à l'expérimentation remettent, en fin d'expérimentation, un rapport d'évaluation aux ministres chargés de la famille, des personnes âgées et des personnes handicapées, du budget et des collectivités territoriales.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Ce contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens précise notamment :

1° Le nombre annuel de personnes prises en charge, lequel prend en compte les facteurs sociaux et environnementaux et, pour les services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant du 6° du I de l'article L. 312-1, la grille nationale mentionnée à l'article L. 232-2 ;

2° Le plafonnement des heures effectuées en dehors des temps d'interventions directes au domicile des personnes prise en charge ;

3° Les objectifs de qualification des personnels ;

4° Les missions d'intérêt général, notamment en matière de prévention de la maltraitance, de prévention de la précarité énergétique, d'éducation et de prévention en matière de santé, de prévention des accidents domestiques, à assurer en lien avec les organismes compétents sur leur territoire d'intervention ;

5° La participation en tant qu'opérateur du schéma régional de prévention prévu aux articles L. 1434-5 et L. 1434-6 du code de la santé publique et par conventionnement avec les organismes de protection sociale

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

« Les présidents de conseil général ayant choisi de participer à l'expérimentation remettent, en fin d'expérimentation, un rapport d'évaluation aux ministres chargés de la famille, des personnes âgées et des personnes handicapées, du budget et des collectivités territoriales. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

complémentaire et les fonds d'action sociale facultative des caisses de sécurité sociale aux actions d'aide au retour et au maintien à domicile à la suite d'une hospitalisation.

Ce contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens est financé sous la forme d'un forfait globalisé déterminé au regard des objectifs fixés en application des 1° à 5° du présent II.

Les transformations de services agréés en services autorisés, les mutualisations de moyens et les extensions de capacités programmées dans le cadre du contrat pluriannuel d'objectifs ne sont pas soumises à la procédure d'appels à projets prévue à l'article L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles.

III (*nouveau*). – À l'issue d'une période de trois ans après la promulgation de la présente loi, ce mode d'organisation et de tarification des services prestataires visés au 2° de l'article L. 313-1-2 du code de l'action sociale et des familles est étendu à l'ensemble de ces services prestataires selon des modalités fixées par décret.

Article 61 *ter*

~~La première phrase du premier alinéa de l'article L. 314 6 du code de l'action sociale et des familles est complétée par les mots : « , et sous réserve de leur compatibilité avec les enveloppes limitatives de crédits mentionnées à l'article L. 313 8 et aux articles L. 314 3 à L. 314 5 ».~~

Article 61 *ter*

Supprimé.

Sport, jeunesse et vie associative

Sport, jeunesse et vie associative

Supprimé.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

Article 61 quater

~~Le dernier alinéa de l'article 1609 novovicies du code général des impôts est ainsi modifié :~~

~~1° À la première phrase, les mots : « de 0,3 % » sont supprimés ;~~

~~2° La deuxième phrase est remplacée par deux phrases ainsi rédigées :~~

~~« En 2011, le taux de ce prélèvement est fixé à 0,3 % et son montant est plafonné à 24 millions d'euros. De 2012 à 2015, son taux est fixé à 0,36 % et son montant est plafonné à 28,5 millions d'euros par an. »~~

Travail et emploi

Travail et emploi

Travail et emploi

Article 62 bis

Article 62 bis

Article 62 bis

~~I. Le code du travail est ainsi modifié :~~

~~1° Le 2° de l'article L. 5123-2 est abrogé ;~~

~~2° L'article L. 5123-7 est abrogé.~~

~~II. Le I entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012 et s'applique aux conventions signées à compter de cette date conformément au premier alinéa de l'article L. 5123-1 du~~

Supprimé.

I. Le code du travail est ainsi modifié :

1° Le 2° de l'article L. 5123-2 est abrogé ;

2° L'article L. 5123-7 est abrogé.

II. Le I s'applique aux conventions signées à compter du 1^{er} janvier 2012 en application du premier alinéa de l'article L. 5123-1 du code du travail.

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

~~code du travail.~~

Article 63

~~I. Pour l'année 2012, sont institués trois prélèvements sur le fonds mentionné à l'article L. 6332-18 du code du travail :~~

~~1° Un prélèvement de 25 millions d'euros au bénéfice de l'institution nationale publique mentionnée à l'article L. 5312-1 du même code, affectés au financement de l'allocation en faveur des demandeurs d'emploi en formation ;~~

~~2° Un prélèvement de 75 millions d'euros au bénéfice de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes mentionnée au 3° de l'article L. 5311-2 du même code, dont 54 millions d'euros seront affectés à la mise en oeuvre des titres professionnels délivrés par le ministère chargé de l'emploi conformément à l'article L. 335-6 du code de l'éducation et 21 millions d'euros affectés à la participation de l'association au service public de l'emploi ;~~

~~3° Un prélèvement de 200 millions d'euros au bénéfice de l'Agence de services et de paiement mentionnée à l'article L. 313-1 du code rural et de la pêche maritime destiné à financer la rémunération des stagiaires relevant des actions de formation, définie par les articles L. 6341-1 à L. 6341-7 du code du travail.~~

~~II. Le versement de ce prélèvement est opéré en deux fois, avant le 31 janvier 2012 et avant le 31 juillet 2012. Le recouvrement, le contentieux, les garanties et les sanctions relatifs à ces prélèvements sont régis par les règles~~

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Article 63

Supprimé.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

Article 63

I. – Pour l'année 2012, sont institués trois prélèvements sur le fonds mentionné à l'article L. 6332-18 du code du travail :

1° Un prélèvement de 25 millions d'euros au bénéfice de l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du même code, affectés au financement de l'allocation en faveur des demandeurs d'emploi en formation ;

2° Un prélèvement de 75 millions d'euros au bénéfice de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes, dont 54 millions d'euros sont affectés à la mise en oeuvre des titres à finalité professionnelle délivrés par le ministère chargé de l'emploi en application du I de l'article L. 335-6 du code de l'éducation et 21 millions d'euros affectés à la participation de l'association au service public de l'emploi ;

3° Un prélèvement de 200 millions d'euros au bénéfice de l'Agence de services et de paiement, destinés à financer la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, définie aux articles L. 6341-1 à L. 6341-7 du code du travail.

II. – Le versement des prélèvements mentionnés au I est opéré en deux fois, avant le 31 janvier 2012 et avant le 31 juillet 2012. Le recouvrement, le contentieux, les garanties et les sanctions relatifs à ces prélèvements sont régis par les

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

~~applicables en matière de taxe sur les salaires.~~

~~III. Un décret pris après avis du fonds mentionné à l'article L. 6332-18 du code du travail précise les modalités de mise en oeuvre des prélèvements ainsi institués.~~

Article 63 bis

Au premier alinéa du I de l'article 44 *duodecies*, à la première phrase du deuxième alinéa de l'article 1383 H, au premier alinéa du I *quinquies* A de l'article 1466 A du code général des impôts et au premier alinéa du VII de l'article 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificatives pour 2006, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2013 ».

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Article 63 bis

Au premier alinéa du I de l'article 44 *duodecies*, à la première phrase du deuxième alinéa de l'article 1383 H, au premier alinéa du I *quinquies* A de l'article 1466 A du code général des impôts et au premier alinéa du VII de l'article 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificatives pour 2006, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2012 ».

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

règles applicables en matière de taxe sur les salaires.

III. – Un décret pris après avis du fonds mentionné à l'article L. 6332-18 du code du travail précise les modalités de mise en oeuvre des prélèvements mentionnés au I. »

Article 63 bis

Au premier alinéa du I de l'article 44 *duodecies*, à la première phrase du deuxième alinéa de l'article 1383 H, au premier alinéa du I *quinquies* A de l'article 1466 A du code général des impôts et au premier alinéa du VII de l'article 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificatives pour 2006, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2013 ».

Article 63 ter

I (nouveau). – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le début du deuxième alinéa de l'article 230 B est ainsi rédigé : « Toutefois, son taux est fixé à 0,26 % et la taxe est versée dans les conditions fixées à l'article L. 6261-2 du code du travail. Le redevable ... (le reste sans changement) » :

2° Au dernier alinéa du IV de l'article 230 H, la référence : « 230 B, » est supprimée ;

3° Le même alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Pour les établissements mentionnés à l'article 230 B, les taux prévus au II sont réduits à 52 % de leur montant. ».

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

II. – Le deuxième alinéa de l'article 9 de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles est supprimé.

Article 63 quinquies

Le Gouvernement remet au Parlement, au plus tard le 30 janvier 2012, un rapport évaluant le coût pour les comptes publics et les avantages pour les bénéficiaires d'une mesure rétablissant l'allocation équivalent retraite abrogée par la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 à compter du 1^{er} janvier 2009.

Article 63 quinquies

Supprimé.

Ville et logement

Ville et logement

Ville et logement

Article 64

I.– A.– L'article 44 *octies* A du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa du I, la première occurrence de l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2014 » ;

Article 64

Alinéa sans modification.

1° La première phrase du premier alinéa du I est ainsi modifiée :

a) L'année : « 2011 » est remplacée, deux fois, par l'année : « 2016 » ;

b) L'année : « 2010 » est remplacée par l'année : « 2016 » ;

Article 64

Alinéa sans modification.

a) À la première phrase du premier alinéa du I, la première occurrence de l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2014 » ;

b) *Supprimé.*

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

2° Avant le dernier alinéa du II, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les contribuables qui créent des activités dans une zone franche urbaine à compter du 1^{er} janvier 2012 et employant au moins un salarié au cours de l'exercice ou de la période d'imposition au titre duquel ou de laquelle l'exonération s'applique, le bénéfice de l'exonération est subordonné à la condition que l'entreprise ait bénéficié de l'exonération prévue à l'article 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville. Cette condition est appréciée à la clôture de l'exercice ou de la période d'imposition au titre duquel ou de laquelle l'exonération s'applique. Lorsque le contribuable n'a pas bénéficié de l'exonération prévue au même article 12 de façon permanente au cours d'un exercice ou d'une période d'imposition, le bénéfice exonéré est corrigé proportionnellement à la période au cours de laquelle l'exonération mentionnée audit article 12 s'est appliquée. Lorsque le bénéfice est exonéré partiellement, les montants de 100 000 € et de 5 000 € mentionnés au huitième alinéa du présent II sont ajustés dans les mêmes proportions que le bénéfice exonéré. » ;

3° Au dernier alinéa du même II, après le mot : « précitée », sont insérés les mots : « , ainsi que pour ceux qui, à compter du 1^{er} janvier 2012, créent des activités dans les zones franches urbaines définies au même B, ».

B.– L'article 1383 C *bis* du même code est ainsi modifié :

1° À la seconde phrase du premier alinéa, après le mot : « loi », sont insérés les mots : « , et de celles prenant effet à compter de 2013 dans les zones franches urbaines définies au même B, » ;

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

2° Sans modification.

3° Sans modification.

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

« Pour les contribuables qui créent des activités dans une zone franche urbaine à compter du 1^{er} janvier 2012 et employant au moins un salarié au cours de l'exercice ou de la période d'imposition au titre desquels l'exonération s'applique, le bénéfice de l'exonération est subordonné à la condition que l'entreprise ait bénéficié de l'exonération prévue à l'article 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville. Cette condition est appréciée à la clôture de l'exercice ou de la période d'imposition au titre desquels l'exonération s'applique. Lorsque le contribuable n'a pas bénéficié de l'exonération mentionnée au même article 12 de façon permanente au cours d'un exercice ou d'une période d'imposition, le bénéfice exonéré est corrigé proportionnellement à la période au cours de laquelle l'exonération mentionnée au même article 12 s'est appliquée. Lorsque le bénéfice est exonéré partiellement, les montants de 100 000 € et de 5 000 € mentionnés au huitième alinéa du présent II sont ajustés dans les mêmes proportions que le bénéfice exonéré. » ;

3° Sans modification.

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

2° Au deuxième alinéa, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2014 ».

C.— Le I *sexies* de l'article 1466 A du même code est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa, la première occurrence de l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2014 » ;

2° À la seconde phrase du dernier alinéa, après le mot : « précitée », sont insérés les mots : « et de celles prenant effet à compter de 2013 dans les zones franches urbaines définies au même B ».

II.— La loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville est ainsi modifiée :

1° À la première phrase du premier alinéa des II *bis* et II *ter*, à la fin des première et dernière phrases du premier alinéa du V *ter*, au premier et à la fin du dernier alinéa des V *quater* et V *quinquies* de l'article 12, à la fin du premier alinéa du III et à la fin des IV et V de l'article 14, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2014 ».

2° Au deuxième alinéa du II *ter* de l'article 12, la référence : « n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 » est remplacée par la référence : « n° 1998/2006 de la Commission, du 15 décembre 2006 » ;

3° À la fin des deuxième et troisième alinéas de l'article 12-1, l'année : « 2012 » est remplacée par l'année : « 2015 » ;

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

2° Au deuxième alinéa, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2016 ».

Alinéa sans modification.

1° À la première phrase du premier alinéa, la première occurrence de l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2016 » ;

2° Sans modification.

Alinéa sans modification.

1° A (*nouveau*) La seconde phrase du premier alinéa du I de l'article 12 est supprimée ;

1° À la première phrase du premier alinéa des II *bis* et II *ter*, à la fin des première et dernière phrases du premier alinéa du V *ter*, au premier et à la fin du dernier alinéa des V *quater* et V *quinquies* de l'article 12, à la fin du premier alinéa du III et à la fin des IV et V de l'article 14, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2016 » ;

2° Sans modification.

3° À la fin des deuxième et troisième alinéas de l'article 12-1, l'année : « 2012 » est remplacée par l'année : « 2017 » ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

2° Au deuxième alinéa, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2014 ».

Alinéa sans modification.

1° À la première phrase du premier alinéa, la première occurrence de l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2014 » ;

2° Sans modification.

Alinéa sans modification.

1° A Sans modification.

1° À la première phrase du premier alinéa des II *bis* et II *ter*, à la fin des première et dernière phrases du premier alinéa du V *ter*, au premier et à la fin du dernier alinéa des V *quater* et V *quinquies* de l'article 12, à la fin du premier alinéa du III et à la fin des IV et V de l'article 14, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2014 ».

2° Sans modification.

3° À la fin des deuxième et troisième alinéas de l'article 12-1, l'année : « 2012 » est remplacée par l'année : « 2015 » ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture**

4° L'article 13 est complété par un III ainsi rédigé :

« III.— Pour les entreprises créées ou implantées dans une zone franche urbaine à compter du 1^{er} janvier 2012, le bénéfice de l'exonération prévue au I de l'article 12 est subordonné, lors de toute nouvelle embauche, à la condition qu'à la date d'effet de cette embauche :

« – le nombre de salariés remplissant les conditions fixées au IV du même article 12, dont l'horaire prévu au contrat de travail est au moins égal à une durée minimale fixée par décret, et résidant dans l'une des zones franches urbaines ou dans l'une des zones urbaines sensibles, définies au 3 de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 précitée, de l'unité urbaine dans laquelle est située la zone franche urbaine soit égal au moins à la moitié du total des salariés employés dans les mêmes conditions ;

« – ou que le nombre de salariés, embauchés à compter de la création ou de l'implantation de l'entreprise et remplissant les conditions décrites au deuxième alinéa du présent III, soit égal à la moitié du total des salariés embauchés dans les mêmes conditions, au cours de la même période.

« Ces dispositions s'appliquent pendant une période de cinq ans à compter de la création ou de l'implantation de l'entreprise dans une zone franche urbaine.

« En cas de non-respect de la proportion mentionnée aux deuxième et troisième alinéas, constaté à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date d'effet de l'embauche, l'exonération n'est pas applicable aux gains et rémunérations versés jusqu'à la date d'effet des embauches nécessaires au respect de cette proportion.

« Le maire peut fournir à l'employeur, à sa demande, des éléments d'information relatifs à la qualité de résident dans la zone nécessaires à la détermination de la proportion

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Alinéa sans modification.

« III.— Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

« III.— Pour les entreprises créées ou implantées dans une zone franche urbaine à compter du 1^{er} janvier 2012, le bénéfice de l'exonération mentionnée au I de l'article 12 est subordonné, lors de toute nouvelle embauche, à la condition qu'à la date d'effet de cette embauche :

«Alinéa sans modification.

«Alinéa sans modification.

«Alinéa sans modification.

«Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

mentionnée aux deuxième et troisième alinéas. »

~~III (nouveau).— La perte de recettes pour l'État résultant du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

III. – *Supprimé.*

~~IV (nouveau).— La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale résultant du présent article est compensée, à due concurrence, par la majoration des droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

IV. – *Supprimé.*

~~V (nouveau).— La perte de recettes pour les collectivités territoriales résultant du présent article est compensée, à due concurrence, par la majoration du prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

V. – *Supprimé.*

Aides à l'acquisition de véhicules propres

Aides à l'acquisition de véhicules propres

Aides à l'acquisition de véhicules propres

Gestion du patrimoine immobilier de l'État

Gestion du patrimoine immobilier de l'État

Gestion du patrimoine immobilier de l'État

La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en première lecture

Texte adopté par le Sénat
en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

Article 64 *quinquies*

Article 64 *quinquies*

Article 64 *quinquies*

~~Est autorisée la cession par l'État des bois et forêts
composant le domaine de Souzy-la-Briche, objet des actes de
donation des 22 mai 1969, 12 avril 1972 et
19 décembre 1975.~~

Supprimé.

Est autorisée la cession par l'État des bois et forêts
composant le domaine de Souzy-la-Briche, objet des actes de
donation des 22 mai 1969, 12 avril 1972 et
19 décembre 1975.

Pensions

Pensions

Pensions

*La commission des finances propose l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable
en application de l'article 44 alinéa 3 du règlement du Sénat.*